

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

ANNÉE 1943

- SECTION I. - Statistique Pénale.
1^{re} partie : Statistique de l'administration de la Justice Pénale.
2^e partie : Statistique Criminelle.
- SECTION II. - Statistique de la Justice Civile et Commerciale et de la Juridiction du Travail.
- SECTION III. - Statistique de la Protection de l'Enfance (Loi du 15 mai 1912, chapitres I et II).
- SECTION IV. - Statistique de la Mendicité et du Vagabondage.
- SECTION V. - Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle. - Patronage des détenus.
- SECTION VI. - Statistique Pénitentiaire (1931 à 1943).

ANNEXES

- ANNEXE I. - Statistique de l'activité de l'Administration des services de Contrôle.
- ANNEXE II. - Statistique de l'activité de la juridiction administrative.

BRUXELLES

IMPRIMERIE FR. VAN MUYSEWINKEL

23 & 27, RUE D'ANETHAN

1946

AVANT-PROPOS

Une statistique des prisons et des institutions d'internement, couvrant la période de 1931 à 1943, a pu être élaborée.

Elle figure, dans la présente édition, à la section VI, créée à cet effet.

Bien que sommaire, car seuls les chiffres globaux pour le royaume y sont insérés, cette statistique ne manque pas d'intérêt : elle concerne une période particulièrement évolutive de l'organisation pénitentiaire, dont le reflet statistique n'était guère aisé à tracer ; elle tient compte des modalités et aspects divers, sous lesquels il y a lieu d'observer les prisonniers et les détenus ; elle établit pour les relevés relatifs aux institutions de défense sociale une méthode statistique.

Elle a pourtant ses faiblesses : travaillée à une époque déjà éloignée des dates des constatations, elle n'est pas à l'abri d'erreurs qu'il n'est plus loisible de redresser ; s'étendant sur les années de guerre, elle est nécessairement incomplète pour les périodes des faits militaires, à la suite de destruction d'archives dans certaines institutions ; tandis que pendant les années d'occupation le fait de la réquisition totale ou partielle des prisons par les Allemands, est venu embrouiller les situations et partant diminuer le crédit d'exactitude à accorder aux rapports chiffrés.

En statistique pénale les chiffres de 1943 marquent dans un certain sens une légère régression sur ceux de 1942 :

- Les plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets se chiffrent à 608.562 contre 659.068 en 1942 ;*
- 5.577 individus ont été détenus préventivement contre 5.905 en 1942 ;*
- Les affaires en simple police diminuent à 63.213 de 75.544 en 1942 ;*
- Les chefs de famille poursuivis pour infraction aux lois coordonnées sur l'enseignement primaire sont au nombre de 8.324 contre 9.443 en 1942 ;*
- Les tribunaux correctionnels voient les affaires nouvelles introduites tomber à 67.801 de 70.962 qu'elles étaient en 1942.*

De ces constatations on ne pourrait cependant pas conclure à une diminution réelle et conséquente de la criminalité ; dans la recherche des faits et des indices criminels les plus graves on se trouve, au contraire, devant des quantités accrues. C'est ainsi que :

- Les rechutes survenues pendant la durée d'un sursis se chiffrent à 2.378 cas, pour 2.052 cas en 1942 ;*
- Les affaires communiquées par les parquets aux juges d'instruction progressent à 43.477 de 41.241 en 1942 ;*
- Les crimes laissés sans poursuite parce que les auteurs sont restés inconnus passent à 94.088 pour 90.178 en 1942 ;*
- Le nombre d'individus jugés par les Tribunaux correctionnels est de 85.548 contre 84.960 en 1942 ;*
- Les individus jugés par les mêmes tribunaux du chef de crimes correctionnalisés se chiffrent à 8.236 contre 7.208 en 1942 ;*

— Les peines d'emprisonnement de plus de six mois prononcées par ces tribunaux progressent à 5.636 contre 4.811 en 1942 ;

— Les accusés devant les cours d'assises passent à 45 de 29 en 1942.

Il est à remarquer, d'autre part, que la statistique criminelle porte sur 55.501 individus condamnés, alors que la masse des condamnés retenus pour être examinés au point de vue social en 1942 (56.332) n'était que très légèrement supérieure.

Dans la section II « Statistique de la Justice civile et commerciale et de la Juridiction du Travail » l'année 1943 accuse, en général, une nouvelle diminution de l'activité de ces juridictions.

Seules les affaires introduites devant les tribunaux civils de première instance sont en majoration (20.676 contre 19.119 en 1942) et par voie de conséquence celles introduites devant les chambres civiles des Cours d'appel (2.543 contre 2.341 en 1942) ; ce phénomène est dû en grande partie à l'accroissement des procédures en divorce et en séparation de corps.

La section III « Statistique de la Protection de l'Enfance » marque incontestablement une amélioration dans la conduite des enfants ; dans l'ensemble moins d'enfants ont été enlevés à la garde de leurs parents et moins de mineurs ont été signalés aux parquets et traduits en justice qu'en 1942.

Les annexes, qui font le compte de l'activité de l'administration des services de contrôle et des juridictions administratives, forment les derniers rapports s'étendant sur une année entière d'exercice de ces organismes exceptionnels actuellement annulés et dissous.

SECTION I

STATISTIQUE PÉNALE

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la « Statistique criminelle », traduit en chiffres certains aspects de la criminalité, considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1^{er} janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée, en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire qu'on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1^o toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2^o tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — Etats statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte

détaillé des travaux que leur office ou la juridiction à laquelle ils sont attachés ont effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Envoyés au Département de la Justice, ces états y sont encore actuellement vérifiés, puis, ils sont transmis à l'Office Central de Statistique, qui, après une nouvelle vérification, les dépouille dans les différents cadres de la statistique, suivant un accord provisoire intervenu entre les départements respectifs par arrêté ministériel du 20 mars 1939.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est

formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5° Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le 1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour per-

mettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis, la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les

mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire

des bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Office Central de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique, chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 1942		Sexe et antécédents :				
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
	BULLETIN À DÉPOUILLER	BULLETIN À DÉCOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
			Infract.	Année	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents	Nombre des condamnations				
Tribunal	Légitime ou illégitime	Sexe et antécédents				
Infraction	Infraction	Légitime ou illégitime				
	Canton { lieu naissance	Infraction				
	{ domicile	Canton { lieu naissance				
	{ lieu des faits	{ domicile				
	{ lieu des faits	{ lieu des faits				
Peine prononcée	Age	Age				
	Etat civil	Etat civil				
	Nombre d'enfants	Nombre d'enfants				
	Instruction	Instruction				
Sursis	Profession	Profession				
	Ivrognerie	Ivrognerie				
Peine ou mesure accessoire	Récidive { sans juridictions militaires	Récidive { sans juridictions militaires				
	{ avec juridictions militaires	{ avec juridictions militaires				
Cumul plus de 6 mois						
	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles	Décisions des juges d'enfants { infractions criminelles				
	{ vagabondage, etc.	{ vagabondage, etc.				
Appel police						
	Internements { A.	Internements { A.	46			
	{ L. D. S. { R.	{ L. D. S. { R.				
	{ BI	{ BI				
A						C

Ces fiches, qui constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Office Central de Statistique, permettent, grâce au volet A, le dépouillement de la statistique des condamnés en premier et en deuxième ressort par les tribunaux correctionnels; le dénombrement de la statistique criminelle d'après la méthode de la condamnation individuelle au moyen du volet B I; le dénombrement de la statistique

criminelle d'après la méthode de l'individu condamné, celle-ci formant la différence entre les bulletins à dépouiller (volet B I) et les bulletins à décompter (volet B II); enfin l'établissement d'une statistique des infractions au moyen du volet C, dont le n° 46 représente les infractions d'ivresse connexes à un délit (1).

(1) Cf. *Bulletin de Statistique*, 29^e année, n° 6 (juin 1943), « La statistique criminelle et ses méthodes ».

Les dépouillements et dénombrements opérés à l'atelier mécanographique de l'Office Central sont ensuite étudiés et travaillés en vue de la présentation et de l'interprétation de la statistique par la section de la statistique judiciaire de l'Office.

Outre les fiches codifiées, le service de statistique du Département de la Justice délivre à l'Office Central de Statistique les documents suivants, extraits des bulletins et du casier judiciaire :

— un cahier de dépouillement des prévenus

acquittés par les tribunaux correctionnels en premier ressort et en appel de police;

- un cahier de dépouillement d'une statistique des infractions contre la loi sur l'ivresse, non connexes à un délit;
- un cahier de dépouillement des rechutes;
- un cahier de dépouillement des cas d'application de la loi de défense sociale.

Ces documents forment autant de renseignements nécessaires à l'élaboration de la statistique pénale, qui ne figure pas sur les fiches codifiées.

PREMIERE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

Le plan suivi dans cette première partie de la statistique pénale consiste en l'examen successif des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que leur assigne le Code d'instruction criminelle.

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. (Code d'instruction criminelle, art. 8.)

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

La loi du 7 avril 1919 a autorisé le Roi à instituer dans chaque ressort de cour d'appel des officiers et agents judiciaires. Les officiers judiciaires ont qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils ont les pouvoirs et les attributions que les lois reconnaissent en cette qualité aux commissaires de police (1).

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende majorés de 60 décimes, est confié aux commis-

(1) Les officiers et agents judiciaires sont placés sous l'autorité et la surveillance du procureur général et sous la direction du procureur du Roi de l'arrondissement où leur résidence est établie (art. 1^{er}). Ils exercent leurs fonctions dans tout le ressort de la cour d'appel. Ils peuvent en vertu d'un mandat exprès du procureur général, sous la surveillance duquel ils sont placés, exercer leurs fonctions dans le ressort d'une autre cour d'appel (art. 9).

saires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre ou à un échevin délégué. (Code pénal, art. 38. Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi, et dans les autres, le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Ce qui est dit des contraventions, s'applique aussi à certains délits dont divers textes attribuent la connaissance au juge de police, sans préjudice du droit du procureur du Roi de procéder à une information ou de requérir instruction sur ces délits (voir notamment art. 138 du Code d'instruction criminelle modifié par les arrêtés royaux des 10 janvier 1935, 8 mars 1936 et 30 mars 1936).

Les procureurs du Roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus

à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le ministère public et les transactions.

Le ministère public près le tribunal de police peut, sous la direction du procureur du Roi, et tant que le tribunal n'est pas saisi de l'affaire, inviter le contrevenant à payer au receveur de l'enregistrement une somme qui ne sera pas inférieure à 20 francs, ni supérieure au maximum de l'amende prévue par la loi, pour obtenir l'extinction de l'action publique.

S'il y a lieu à confiscation, ou si l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, l'abandon ou la remise volontaire des objets à confisquer, ou bien le paiement des frais d'analyse ou d'expertise, viennent s'ajouter aux conditions transactionnelles.

Il ne peut être transigé sur une infraction (contravention ou délit) pour laquelle le ministère public près le tribunal de police estimait devoir requérir l'emprisonnement, ni dont le fait aurait causé un dommage à autrui.

Le délai d'exécution de la transaction varie de huit jours à trois mois pour la contravention, de huit jours à douze mois pour le délit.

(Art. 4 de l'arrêté royal du 10 janvier 1935, modifié par l'arrêté royal du 21 juin 1939 et remplaçant les art. 166 à 168 du Code d'instruction criminelle.)

Une faculté similaire est réservée au ministère public près le tribunal correctionnel conformément aux articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 21 juin 1939 formant l'article 180 du Code d'instruction criminelle et dont les dispositions sont libellées comme suit :

« Pour toute infraction de sa compétence punissable soit d'une peine d'amende, soit d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas un mois, soit de l'une et l'autre de ces peines et hors le cas où le fait a causé un dommage à autrui, le procureur du Roi peut, s'il estime ne devoir requérir qu'une amende, ou une amende et la confiscation, inviter le délinquant à payer entre les mains du receveur de l'enregistrement, dans le délai et suivant les modalités qu'il indiquera, une somme qu'il déterminera.

« Lorsqu'antérieurement à l'infraction le délinquant n'a jamais été condamné à une peine criminelle ou à une peine non conditionnelle d'emprisonnement correc-

tionnel, le procureur du Roi peut exercer la faculté prévue à l'alinéa précédent dans tous les cas où le maximum de l'emprisonnement prévu par la loi ne dépasse pas trois mois.

« Le délai de paiement de la somme fixée sera de huit jours au moins et de six mois au plus; il pourra être prolongé jusqu'à douze mois lorsque les circonstances particulières l'exigeront.

« Pour le surplus, il sera procédé conformément aux alinéas 2 et suivants de l'art. 166. (C. I. C.)

« La faculté accordée au procureur du Roi par l'art. 180 (C. I. C.) ne peut être exercée lorsque le tribunal est déjà saisi par une citation, par la comparution consécutive à un avertissement ou lorsque le juge d'instruction est requis d'instruire. »

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble les preuves des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « *chambre du conseil* » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d'« *ordonnance* ».

Selon la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions, applicables du 1^{er} décembre 1919

au 30 septembre 1921, ont été prorogées successivement par les lois du 30 juillet 1921, du 9 août 1923, du 7 août 1924, du 21 août 1925, du 29 juillet 1926 et du 22 juillet 1927 jusqu'au 15 septembre 1928, et ont ensuite été prorogées par la loi du 18 août 1928 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « les attributions de la chambre du conseil du tribunal de première instance en matière répressive sont dévolues à une chambre d'un juge. Il est statué sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du Roi et l'inculpé entendus. L'inculpé peut se faire assister d'un conseil ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la *chambre des mises en accusation*, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Internement des anormaux. — Cette disposition a été introduite et réglementée par la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dont il y a lieu de retenir les libellés suivants, en ce qui concerne les juridictions d'instruction :

« Article 1^{er}. — Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale le rendant incapable du contrôle de ses actions, les juridictions d'instruction et de jugement peuvent, dans les cas où la loi autorise la détention préventive, le placer en observation dans l'annexe psychiatrique d'un centre pénitentiaire en ordonnant, s'il y échet, l'exécution immédiate de cette décision.

« Art. 2. — Cette mesure peut être prise à toutes les phases de la procédure jusqu'à la décision définitive, l'inculpé et son conseil entendus, soit sur la réquisition du ministère public, soit sur la requête de l'inculpé ou de son conseil...

« Art. 3. — Cette réquisition et cette requête sont adressées à la chambre du conseil jusqu'à l'ordonnance de renvoi; à la chambre des mises en accusation depuis l'ordonnance de renvoi jusqu'à la notification de l'arrêt; à la même chambre pendant l'instance en règlement de juge...

« Art. 4. — Le ministère public et l'inculpé peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil et du tribunal correctionnel ordonnant ou refusant le placement en observation...

« Art. 7. — Les juridictions d'instruction, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime ou d'un délit politiques ou de presse, et les juridictions de jugement peuvent ordonner l'internement immédiat, dans un des établissements spéciaux déterminés et organisés par le gouvernement, de l'inculpé qui a commis un fait qualifié crime ou délit et qui est dans un des états prévus à l'art. 1^{er}.

« La décision indique la durée de l'internement qui est de cinq, dix ou quinze années suivant les distinctions établies à l'article 19.

« Art. 8. — Les décisions de la chambre du conseil ordonnant ou refusant l'internement sont susceptibles d'appel devant la chambre des mises en accusation...

« Art. 19. — L'internement est ordonné pour cinq ans; ce terme est porté à dix ans, si le fait était punissable des travaux forcés ou de la détention extraordinaire ou perpétuelle; à quinze ans, si le fait était punissable de la peine de mort. »

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du Roi.

Art. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer. L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

Art. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

Art. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du Roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

Art. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du Roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

Art. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés à l'aide des comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS

ARRONDISSEMENTS	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX							
		NOMBRE DES AFFAIRES							
		communiquées au juge d'instruction	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite		terminées par transaction
du ministère public	de la partie civile		d'une administration publique	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	102,508	4,259	3,823	35	949	2,266	34,158	56,030	58
Louvain	23,601	1,289	931	8	161	2,511	7,298	11,068	236
Nivelles	19,262	1,177	383	2	95	1,165	12,918	3,572	113
Anvers	55,874	2,642	2,991	19	603	1,350	20,996	22,559	2,412
Malines	10,336	664	1,168	3	166	1,114	4,402	2,968	193
Turnhout	11,297	847	907		119	1,590	5,129	2,751	212
Mons	53,825	3,992	2,740	7	218	6,877	26,139	12,585	157
Charleroi	49,788	4,999	3,218	15	309	5,033	18,588	17,474	616
Tournai	26,831	2,177	1,202		412	752	19,577	2,714	63
Gand	27,059	2,292	4,376	24	620	2,043	9,182	5,283	3,040
Audenarde	13,242	928	1,890	3	421	1,667	6,447	1,311	571
Termonde	18,228	996	1,407	1	485	1,437	6,659	6,675	1,038
Bruges	16,677	1,410	3,374	17	392	1,279	6,429	3,386	171
Courtrai	17,284	1,279	1,603	9	639	2,805	7,718	2,220	306
Furnes	4,699	308	524		112	389	2,655	718	2
Ypres	6,214	270	879	1	141	349	2,873	1,320	404
Liège	48,892	4,209	5,215		216	4,109	25,480	8,955	226
Huy	14,599	1,213	487		44	603	9,353	2,716	9
Verviers	6,282	981	312	1	41	615	2,257	2,132	92
Tongres	19,025	1,093	1,619		79	2,157	10,986	2,012	904
Hasselt	14,559	1,185	1,608	3	142	2,345	5,692	2,455	1,197
Arlon	4,542	524	220		52	304	2,892	675	9
Marche-en-Famenne	4,469	644	206	2	40	180	2,460	487	59
Neufchâteau	4,331	578	621	3	69	297	2,173	557	52
Namur	19,132	1,858	1,510	4	83	957	12,677	2,443	
Dinant	16,006	1,683	138	3	103	1,114	7,871	4,572	191
Totaux :	608,562	43,477	43,652	160	6,711	48,908	273,009	179,638	12,831
Totaux en									
1912	659,068	41,241	47,334	361	5,329	54,244	284,185	209,505	19,601
1941	566,350	35,461	48,648	245	3,109	48,832	205,702	195,169	37,566
1940	520,895	35,365	44,360	185	1,755	38,331	178,473	186,328	14,454

* Chiffres rectifiés.

COMMENTAIRE DU TABLEAU N° 1.

Les plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés aux parquets en 1943 sont au total en régression ; leur quantité pour le Royaume est inférieure de 7.66 % à celle constatée pour l'année 1942 (608.562 contre 659.068 affaires).

La répartition des arrondissements d'après le taux de l'augmentation ou de la diminution en 1943 des plaintes, dénonciations et procès-verbaux par rapport à l'année 1942, se présente comme suit :

AUGMENTATION DE				DIMINUTION DE						
15 à 20 %	10 à 15 %	5 à 10 %	moins de 5 %	moins de 5 %	5 à 10 %	10 à 15 %	15 à 20 %	20 à 25 %	25 à 30 %	30 à 35 %
Tournai	Mons Huy	Charleroi Namur	Dinant	Liège	Bruxelles Nivelles Bruges Courtrai Tongres	Louvain Anvers Audenarde Marche-en-Famenne	Ypres	Malines Turnhout Gand Furnes Verviers Hasselt	Neufchâteau	Termonde Arlon

L'examen de la direction donnée aux affaires en 1943 comporte, en comparaison avec l'exercice de 1942 les variations suivantes :

L'augmentation du nombre d'affaires communiquées aux juges d'instruction est d'environ 5 % (43.477 affaires contre 41.241) ; succédant à l'augmentation antérieurement constatée pour 1942, la situation à cet égard, en 1943, démontre une continuation de l'aggravation de la nature des délits. Le total du nombre d'affaires portées à l'audience des tribunaux correctionnels par citation directe et s'élevant pour l'année 1943 à 50.523 contre 53.024 en 1942, marque une régression d'environ 5 % qui correspond à la diminution générale des plaintes, dénonciations et procès-verbaux.

Il est pourtant à remarquer que les affaires portées à l'audience par citation directe d'une administration publique sont en augmentation (6.711 contre 5.329), c'est la conséquence de l'activité toujours croissante de l'administration des services de contrôle et de la juridiction administrative.

La baisse d'environ 10 % des affaires renvoyées devant une autre juridiction est due à une diminution des renvois devant le juge de police.

Les affaires laissées sans poursuite qui s'élèvent au total en 1943 à 452.647 contre 493.690 en 1942, sont en diminution de 8,5 %.

Et pourtant, parmi ces laissés sans suite, ceux dus au fait que les auteurs sont restés inconnus ne sont en diminution que de 4 %, tan-

dis que ceux pour tous autres motifs ont rétrogradé de plus de 14 %.

Parmi les affaires laissées sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus, les crimes interviennent plus nombreux que jamais, au nombre de 94.088 (1). La comparaison à cet égard avec les années précédentes se présente comme suit :

ANNÉES	Total des affaires laissées sans suite parce que les auteurs étaient inconnus		Crimes laissés sans suite parce que les auteurs étaient inconnus	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
1938	53,351	100	9,265	17,37
1939	53,468	100	8,492	15,88
1940	178,473	100	69,157	38,75
1941	205,702	100	63,465	30,85
1942	284,185	100	90,178	31,73
1943	273,009	100	94,088	34,47

Les transactions accordées par le ministère public, en vertu de l'article 180 du Code d'instruction criminelle et exécutées par les contrevenants, se sont, au cours de l'année 1943, encore réduites, non seulement au point de vue de leur nombre, mais aussi au point de vue des sommes perçues : 12.831 affaires ont été terminées par transaction pour un montant de fr. 1.333.178 contre 19.601 transactions en 1942 percevant un montant de fr. 2.123.631,20.

La statistique détaillée des transactions par arrondissement est donnée dans le tableau Ibis ci-après :

(1) Cf. à ce sujet : « Crimes laissés sans poursuite parce que les auteurs étaient inconnus en 1941, 1942 et 1943 ». *Bulletin de Statistique*

Tableau n° 1bis. - PARQUETS. - TRANSACTIONS

ARRONDISSEMENTS	Nombre des transactions proposées	Nombre des transactions acceptées	Sommes perçues en francs	TRANSACTIONS ACCEPTÉES CONCERNANT DES INFRACTIONS					
				à la législation sur le ravitaillement, le rationnement, les prix des denrées, etc.		aux dispositions prescrites pour la sécurité en temps de guerre, fermeture des cafés, occultation, etc.		à la législation indépendante de l'état de guerre	
				Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	66	58	122,775.--	33	56.90	—	—	25	43.10
Louvain	272	236	26,230.--	2	0.85	134	56.78	100	42.37
Nivelles	135	113	38,799.--	28	24.78	19	16.81	66	58.41
Anvers	2,559	2,412	246,980.--	—	—	2,193	90.92	219	9.08
Malines	242	193	30,955.--	2	1.04	68	35.23	123	63.73
Turnhout	255	212	9,805.--	—	—	173	81.60	39	18.40
Mons	397	157	20,250.--	—	—	157	—	—	—
Charleroi	734	616	179,624.--	8	1.30	245	39.77	363	58.93
Tournai	76	63	3,310.--	—	—	63	—	—	—
Gand	3,823	3,040	187,535.--	—	—	2,675	87.99	365	12.01
Audenarde	659	571	68,780.--	2	0.35	565	98.95	4	0.70
Termonde	1,436	1,038	109,545.--	—	—	565	54.43	473	45.57
Bruges	203	171	23,835.--	—	—	160	93.57	11	6.43
Courtrai	868	806	32,905.--	3	0.37	773	95.91	30	3.72
Furnes	2	2	180.--	—	—	1	50.--	1	50.--
Ypres	462	404	33,695.--	—	—	333	82.43	71	17.57
Liège	299	226	10,065.--	1	0.44	201	88.94	24	10.62
Huy	9	9	450.--	—	—	9	100	—	—
Verviers	107	92	6,875.--	2	2.17	58	63.05	32	34.78
Tongres	1,200	904	62,055.--	17	1.88	879	97.23	8	0.89
Hasselt	1,547	1,197	108,005.--	—	—	1,126	94.07	71	5.93
Arlon	10	9	720.--	—	—	3	33.33	6	66.67
Marche-en-Famenne	68	59	2,000.--	—	—	51	86.44	8	13.56
Neufchâteau	56	52	2,175.--	—	—	34	65.38	18	34.62
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	209	191	5,630.--	24	12.57	121	63.35	46	24.08
Totaux :	15,694	12,831	1,333,178.--	122	0.95	10,606	82.66	2,103	16.39
Totaux en 1942 :	22,245	19,601	2,123,631.20	544	2.80	16,623	84.80	2,434	12.40
Totaux en 1941 :	48,609	37,566	15,416,227.66	25,081	67.--	10,872	29.--	1,610	4.--
Totaux en 1940 :	19,189	14,454	3,547,903.40	—	69.--	—	24.--	—	7.--

Tableau n° 2. - JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINÉES. - RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										
	la chambre des mises en accusation	de renvoi devant le tribunal				d'une autre juridiction	d'internement	de non-lieu à poursuivre	renvoyées à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel	TOTAL
		correctionnel	sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 4 oct. 1867	après instruction	de police						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	4	2,630	42	8	56	44	1,056	78	—	3,918	
Louvain	—	488	70	1	13	3	523	5	—	1,103	
Nivelles	—	391	171	11	1	2	492	4	—	1,072	
Anvers	3	1,323	245	—	33	28	791	69	1	2,493	
Malines	—	350	72	—	21	—	292	10	—	745	
Turnhout	—	346	68	—	27	6	258	5	—	710	
Mons	—	1,363	821	7	23	3	1,433	116	2	3,768	
Charleroi	—	1,996	1,418	13	19	1	1,313	44	2	4,806	
Tournai	—	611	510	23	23	—	692	2	—	1,861	
Gand	3	1,025	479	4	42	8	755	36	—	2,352	
Audenarde	6	318	130	—	15	1	322	—	—	792	
Termonde	2	446	105	1	9	1	360	10	—	934	
Bruges	2	622	248	—	20	4	522	7	—	1,425	
Courtrai	—	547	3	1	66	28	489	—	—	1,134	
Furnes	—	111	24	1	1	—	182	4	5	328	
Ypres	—	158	10	—	4	4	103	—	—	279	
Liège	1	2,152	902	20	26	13	570	16	—	3,700	
Huy	—	282	412	5	17	1	243	—	—	960	
Verviers	1	297	200	—	5	5	261	27	—	796	
Tongres	2	310	460	1	1	5	224	1	—	1,004	
Hasselt	2	456	167	2	8	6	179	12	—	832	
Arlon	—	151	192	2	2	3	128	—	1	179	
Marche-en-Famenne	3	145	64	—	1	—	135	56	3	407	
Neufchâteau	—	149	110	—	11	—	253	3	—	526	
Namur	2	452	685	3	21	1	576	53	—	1,793	
Dinant	—	530	266	7	33	1	512	5	—	1,354	
Totaux :	31	17,649	7,874	110	498	168	12,664	563	14	39,571	
Totaux en 1942 :	23	17,873	10,438	92	385	244	11,084	455	4	40,598	
Totaux en 1941 :	30	15,744	8,801	164	655	232	11,607	630	3	37,866	

* Les chiffres de 1940 étant demeurés incomplets, leurs totaux ne sont pas reproduits pour la comparaison.

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION. — NOMBRE ET RÉSULTATS DES ARRÊTS

NOMBRE DES ARRÊTS	COURS D'APPEL			TOTAL		
	Bruxelles	Gand	Liège			
1	2	3	4	5		
Décétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	40	20	30	90		
Portant renvoi {	aux assises	8	10	11	29	
		40	43	34	117	
		—	—	1	1	
Portant décision d'internement (loi 9 avril 1930)	19	2	9	30		
	Totaux :	107	75	85	267	
Statuant sur des demandes {	en réhabilitation {	Octrois	331	44	70	445
		Rejets	80	4	17	101
Totaux :		411	48	87	546	

Tableau n° 4. — ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL			
		pour avoir déclaré		pour fausse qualification des faits	pour vice de forme	pour autres motifs				
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre							
1	2	3	4	5	6	7	8			
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	2,060	—	14	—	4	585	2,663			
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires.	auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel	par le ministère public	79	25	36	1	—	141		
			par les parties civiles	34	4	1	—	—	39	
				50	2	—	—	—	3	55
dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	29	—	1	—	—	—	30			
Cours d'appel {	Bruxelles	Gand	Liège	1,379	8	3	1	1	320	1,712
				277	6	20	—	1	44	348
				596	17	29	—	2	224	868
Totaux :	2,252	31	52	1	4	588	2,928			
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition	10	—	19	—	—	3	32			

(1) Art. 8 de la loi du 9 avril 1930.

Détention préventive

Tableau n° 5. — ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée inconnue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Anvers	4	4	—	—	—	—	—	—	1	2	1	—
Hainaut	3	3	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—
Flandre orientale	12	12	—	—	1	—	—	2	7	2	—	—
Flandre occidentale	3	3	—	—	—	—	2	—	1	—	—	—
Liège	3	3	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—
Limbourg	5	5	—	—	—	—	—	—	2	3	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	12	12	—	—	—	—	—	—	11	1	—	—
Nombre des condamnés	38	38	—	—	1	—	1	2	21	10	3	—
Nombre des acquittés	7	7	—	—	—	—	1	—	3	1	2	—
Totaux :	45	45	—	—	1	—	2	2	24	11	5	—
Totaux en {	1942	28	28	1	—	—	—	2	9	4	12	—
	1941	24	24	—	—	—	1	—	11	4	7	—
	1940	38	38	—	1	1	1	3	5	16	8	—

Tableau n° 6. — PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE				
		Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus	
1	2	3	4	5	6	
Bruxelles	34	24	7	3	—	
Gand	17	1	2	6	8	
Liège	10	—	—	7	3	
Totaux :	61	25	9	16	11	
Totaux en {	1942	54	37	11	6	—
	1941	20	11	4	3	2
	1940	2	1	1	—	—

Tableau n° 7. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE				
		Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus	
1	2	3	4	5	6	
Liège	85	82	3	—	—	
Gand	—	—	—	—	—	
Bruxelles	118	66	30	21	1	
Totaux :	203	148	33	21	1	
Totaux en {	1942	216	175	38	2	1
	1941	35	29	6	—	—
	1940	3	2	1	—	—

Tableau n° 8. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES

ARRONDISSEMENTS	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil						PRÉ jugés par les condamnés à		
	TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	de la déten	
		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	896	347	341
Louvain	—	—	—	—	—	—	108	6	39
Nivelles	—	—	—	—	—	—	92	45	21
Anvers	6	6	—	—	—	—	245	78	124
Malines	3	3	—	—	—	—	74	12	33
Turnhout	12	11	1	—	—	—	93	19	53
Mons	—	—	—	—	—	—	224	21	104
Charleroi	—	—	—	—	—	—	254	31	152
Tournai	—	—	—	—	—	—	160	4	9
Gand	2	2	—	—	—	—	263	48	157
Audenarde	1	—	1	—	—	—	150	19	77
Termonde	1	1	—	—	—	—	138	90	28
Bruges	3	3	—	—	—	—	129	41	38
Courtrai	3	3	—	—	—	—	72	21	28
Furnes	—	—	—	—	—	—	28	3	21
Ypres	31	26	2	3	—	—	64	—	40
Liège	15	15	—	—	—	—	785	4	130
Huy	21	13	8	—	—	—	159	11	22
Verviers	4	3	1	—	—	—	134	28	66
Tongres	16	15	1	—	—	—	230	86	77
Hasselt	—	—	—	—	—	—	213	9	84
Arlon	8	7	—	1	—	—	34	6	16
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	3	2	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	61	8	37
Namur	19	17	1	—	1	—	141	26	67
Dinant	3	3	—	—	—	—	110	40	28
	148	128	15	4	1	—	4,860	1,005	1,792
Totaux en 1942	94	84	10	—	—	—	5,256	1,469	2,196
1941	71	62	5	2	1	1	3,987	1,451	1,452
1940	—	—	—	—	—	—	2,228	902	853

* Les chiffres de 1940 étant incomplets en ce qui concerne les inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil, ne sont pas mentionnés pour la comparaison sous cette rubrique.

DU CONSEIL ET PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

VENUS tribunaux correctionnels, l'emprisonnement	PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à des peines pécuniaires						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés								
	DURÉE de la détention préventive			TOTAL	DURÉE de la détention préventive					TOTAL	DURÉE de la détention préventive				
	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus		Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois et plus
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
132	70	6	—	—	—	—	—	—	12	—	1	4	6	1	
30	30	3	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	
22	1	3	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—	
30	13	—	—	—	—	—	—	—	12	7	4	1	—	—	
20	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
17	4	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—	—	
57	32	10	—	—	—	—	—	—	12	2	3	2	5	—	
42	28	1	—	—	—	—	—	—	9	4	2	3	—	—	
16	34	97	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	
38	20	—	—	—	—	—	—	—	16	2	10	3	1	—	
23	21	10	1	1	—	—	—	—	23	3	10	9	1	—	
11	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
21	10	19	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	
12	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
18	6	—	—	—	—	—	—	—	5	—	4	1	—	—	
579	72	—	12	—	—	—	12	—	38	1	37	—	—	—	
29	23	74	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
26	12	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
36	30	1	7	5	2	—	—	—	16	12	1	3	—	—	
50	62	8	—	—	—	—	—	—	7	1	3	3	—	—	
7	3	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	
—	1	—	—	—	—	—	—	—	59	3	19	13	23	1	
9	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
23	14	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
20	22	—	6	—	6	—	—	—	3	—	3	—	—	—	
1,269	545	249	26	6	20	—	—	—	234	46	108	42	36	2	
1,014	401	176	32	10	22	—	—	—	225	84	101	29	10	1	
666	316	102	10	7	1	2	—	—	109	55	36	15	3	—	
319	130	24	41	38	3	—	—	—	59	40	14	5	—	—	

* Les chiffres de 1940 étant incomplets en ce qui concerne les inculpés déchargés des poursuites par les chambres du conseil, ne sont pas mentionnés pour la comparaison sous cette rubrique.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des contraventions, c'est-à-dire des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine n'excédant pas sept jours de prison et 25 francs d'amende, majorés de 60 décimes;

2° Des délits que la chambre du conseil leur envoie quand, en raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5);

3° a) des délits prévus par le Code rural; des infractions prévues par le Code forestier; des infractions aux lois et règlements sur les barrières, le roulage, les services publics et réguliers du transport en commun par terre ou par eau, la voirie par terre ou par eau; des infractions aux règlements provinciaux; des infractions aux règlements communaux; b) de quelques autres délits prévus par certaines lois qui attribuent spécialement compétence au juge de paix. (A. R. du 10 janvier 1935 modifié par A. R. du 8 mars 1936);

4° Des infractions à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, à l'exception de celles prévues par l'article 8 et par les deux premiers alinéas de l'article 11. (Art. 19 de l'arrêté-loi);

5° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-

dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge;

6° Des absences au vote;

7° Des manquements des chefs de famille à la loi sur l'enseignement primaire (obligation scolaire). Loi du 18 octobre 1921 renforçant l'obligation scolaire de l'enseignement primaire et arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire.

Les juges des enfants ont aussi compétence pour connaître de ces manquements;

8° Des manquements aux lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des salariés (lois des 10-12-1924, 14-7-1930, 10-3-1925, 18-6-1930 et 15-12-1937) et à la loi du 4 août 1930 portant généralisation des allocations familiales.

Les fonctions du juge de police sont remplies par les juges de paix.

En principe, il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Il a été créé à Bruxelles, Anvers et Liège, une justice de paix supplémentaire dont le titulaire est exclusivement chargé d'assurer le service du tribunal de police.

Les transactions accordées aux délinquants par le ministère public depuis le 1^{er} février 1935 ont diminué dans une proportion importante le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, nonobstant l'extension de la compétence de cette juridiction (1).

Réduction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice.

(1) Voir à ce sujet : « Statistique des transactions proposées par les Officiers du Ministère public près des tribunaux de police ». *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 1, janvier 1940, pp. 2 et suiv.

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	15,000	14,048	758,711	Malines	2,375	2,296	119,990
Asseche	1,160	1,098	44,485	Duffel	1,368	1,323	13,615
Hal	526	479	18,126	Heist-op-den-Berg	749	1,331	55,110
Saint-Gilles	692	613	34,335	Lierre	1,505	661	25,955
Sint-Kwintens-Lennik	530	442	22,045	Puurs	1,210	1,107	15,525
Vilvorde	1,447	1,198	63,348	Totaux :	7,207	6,718	290,195
Wolvertem	1,549	1,453	68,350	Turnhout	1,838	1,651	68,335
Totaux :	20,904	19,331	1,009,400	Arendonk	1,098	975	34,295
Louvain	2,323	2,096	86,075	Herentals	1,957	1,747	60,060
Aarschot	653	574	19,250	Hoogstraten	1,863	1,594	48,805
Diest	1,187	1,052	30,765	Mol	3,077	2,861	96,470
Glabbeek	436	376	10,260	Westerloo	870	808	29,080
Haacht	838	729	20,700	Totaux :	10,703	9,636	337,045
Tirlemont	1,072	902	38,420	Mons	1,287	1,169	32,300
Liéu	410	330	8,800	Boussu	1,333	1,166	41,805
Totaux :	6,919	6,059	214,270	Chièvres	261	249	6,730
Nivelles	524	460	18,466	Dour	324	301	7,885
Genappe	230	226	6,200	Enghien	395	344	13,590
Jodoligne	341	290	11,955	La Louvière	491	445	15,730
Perwez	133	122	3,097	Lens	218	168	6,920
Wavre	460	417	16,623	Pâturages	375	331	12,315
Totaux :	1,688	1,515	56,341	Rœulx	453	377	14,647
Anvers **	24,251	21,365	999,991	Soignies	552	428	15,810
Boom	2,368	2,172	91,250	Totaux :	5,689	4,978	167,732
Brecht	1,652	1,440	48,195	Charleroi	1,440	1,179	39,740
Kontich	2,640	2,318	106,585	Beaumont	78	68	2,040
Zandhoven	1,330	1,234	38,300	Binche	189	421	12,440
Totaux :	32,241	28,529	1,284,321	Châtelet	800	721	27,050
				Chimay	72	61	1,550
				Fontaine-l'Évêque	616	479	15,794
				Gosselies	621	489	20,907
				Jumet	513	446	15,290
				Marchienne-au-Pont	380	313	15,379
				Merbes-le-Château	68	52	1,230
				Senefte	229	201	5,840
				Thuin	157	143	5,500
				Totaux :	5,463	4,573	162,760

* Y compris les cantons : Anderlecht, Izelles, Molenbeek, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle.

** Y compris les cantons : Berchem, Borgerhout et Ekeren.

Tableau n° 9 (suite).

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Tournai	787	745	16,909	Bruges	4,559	4,336	137,350
Antoing	433	391	8,950	Ardoole	454	445	17,320
Ath	370	337	7,555	Gistel	940	843	25,108
Celles	243	225	4,600	Ostende	1,645	1,353	66,360
Flobecq	118	117	3,165	Ruiselede	152	127	5,050
Frasnes	208	188	4,320	Tielt	492	445	19,576
Lessines	171	171	4,610	Torhout	1,013	925	29,860
Leuze	437	398	14,663	Totaux :	9,255	8,474	300,624
Péruwelz	426	350	10,138	Courtrai	2,534	2,434	80,680
Quevaucamps	427	345	8,380	Avelgem	594	585	15,305
Templeuve	255	198	5,410	Harelbeke	1,076	1,053	32,270
Totaux :	3,875	3,465	88,700	Izegem	1,268	1,216	45,905
Gand	6,300	5,577	193,360	Menin	1,041	962	25,755
Assenede	1,140	991	33,170	Meulebeke	299	274	9,310
Deinze	870	797	20,875	Mousseron	1,323	1,200	35,410
Eekloo	1,176	960	33,110	Moorsele	440	402	11,590
Evergem	1,184	1,004	35,890	Oostroozebeke	529	511	15,670
Kaprijke	760	616	19,630	Roulers	870	753	27,845
Kruishoutem	341	303	9,965	Totaux :	9,974	9,390	299,740
Ledeberg	1,916	814	19,530	Furnes	878	773	62,595
Loochristi	1,285	1,115	37,135	Dixmude	399	352	15,965
Nazareth	814	698	22,315	Haringe	469	417	13,005
Nevele	685	616	16,170	Nieuport	871	843	29,805
Oosterzele	831	716	24,560	Totaux :	2,617	2,385	121,370
Waarschoot	304	253	8,171	Ypres	2,629	2,397	74,930
Zomergem	339	302	9,315	Hooglede	461	451	18,235
Totaux :	17,945	14,762	483,196	Messines	1,300	1,177	27,580
Audenarde	2,150	1,848	60,775	Passehendale	484	467	12,670
Grammont	495	472	17,965	Poperinge	947	898	26,245
Herzele	556	495	20,870	Wervik	1,178	1,108	34,155
Nederbrakel	729	713	22,385	Totaux :	6,999	6,498	193,815
Ninove	1,050	926	30,725	Liège	2,051	1,596	44,615
Renix	762	733	27,390	Dalhem	426	357	8,345
Sint-Maria-Horebeke	460	398	12,025	Fexhe-Slins	269	211	5,805
Zottegem	721	658	25,500	Fléron	588	496	14,390
Totaux :	6,923	6,243	217,635	Hollogne-aux-Pierres	779	608	18,175
Termonde	1,611	1,408	46,175	Louveigné	232	201	5,195
Alost	2,384	2,128	83,695	Seraing	396	338	11,973
Beveren	1,200	904	36,340	Waremmé	221	190	7,230
Hamme	653	626	18,870	Totaux :	4,962	3,997	115,728
Lokeren	1,546	1,350	56,830				
Sint-Gillis-Waas	1,695	1,510	45,300				
Saint-Nicolas	2,670	2,428	73,730				
Tamise	1,037	884	29,740				
Wetteren	1,105	993	43,640				
Zele	1,211	1,078	38,865				
Totaux :	15,112	13,309	473,185				

Tableau n° 9 (suite).

TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues	TRIBUNAUX	NOMBRE des transactions proposées	NOMBRE des propositions acceptées et suivies de paiement	TOTAL des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Huy	536	447	14,440	Marche-en-Famenne	262	215	7,825
Ferrières	29	25	1,070	Durbuy	147	118	4,908
Hannut	356	338	12,030	Erezée	56	42	1,670
Héron	70	55	1,630	Houffalize	84	68	2,340
Jehay-Bodegnée	70	61	2,465	Laroche	108	104	4,025
Landen	234	181	7,000	Nassogne	25	19	505
Nandrin	147	111	2,880	Vielsalm	18	15	825
Totaux :	1,442	1,218	41,515	Totaux :	700	581	22,098
Verviers	482	466	15,227	Neufchâteau	108	95	3,100
Aubel	22	17	450	Bastogne	170	135	5,210
Dison	68	59	1,620	Bouillon	31	24	635
Herve	141	106	3,265	Paliseul	123	118	3,605
Limbourg	43	41	1,275	Saint-Hubert	39	33	950
Spa	146	134	7,666	Sibret	42	39	1,110
Stavelot	119	102	3,670	Wellin	23	22	555
Totaux :	1,021	925	33,173	Totaux :	536	466	15,165
Tongres	1,536	1,188	43,135	Namur	738	709	21,540
Bilzen	2,806	2,391	105,200	Andenne	66	53	1,730
Looz	657	570	18,385	Eghezée	190	168	5,225
Bree	754	607	25,630	Fosse	625	538	17,415
Maaseik	498	390	11,970	Gembloux	422	402	14,245
Mechelen	833	630	18,640	Totaux :	2,041	1,870	60,155
Zichen-Zussen-Bolder	176	137	5,915	Dinant	166	138	5,295
Totaux :	7,259	5,913	228,775	Beauraing	62	49	2,040
Hasselt	2,342	2,012	63,875	Ciney	129	114	4,615
Beringen	1,675	1,362	41,291	Couvin	79	67	2,490
Herck-la-Ville	405	356	11,405	Florennes	182	160	4,185
Neerpelt	1,315	1,140	45,255	Gedinne	115	99	3,240
Peer	547	451	15,460	Philippeville	37	33	1,200
Saint-Trond	1,047	925	35,340	Rocheftort	121	109	3,925
Totaux :	7,331	6,246	212,626	Walcourt	131	114	3,395
Arlon	140	123	4,625	Totaux :	1,022	883	30,385
Etalle	86	67	2,220	Totaux généraux :	190,485	168,511	6,477,439
Fauvillers	19	2	45	Totaux généraux en	1942	222,215	188,232
Florenville	59	57	1,160	1941	205,276	179,269	5,847,773.25
Messancy	152	133	3,780	1940	111,171	85,126	2,954,061.10
Virton	201	165	5,660				
Totaux :	657	547	17,490				

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INCULPÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	3,246	3,231	15		1,161	241	116	236	824	2,741	15	5	10			
Assche	182	181	1		217	14			49	124	1		1			
Hal	160	152	8		214	13	3	5	68	95	8	2	6			
Saint-Gilles	291	290	1		345	13		7	93	232	1		1			
Sint-Kwintens-Lennik	93	93			127	35		2	23	67						
Vilvorde	349	343	6		371	28			20	323	6		6			
Wolvertem	379	379			399	62			91	246						
Totaux :	4,700	4,669	31	-	5,834	469	119	250	1,168	3,828	31	7	24	-	-	-
Louvain	386	385	1		913	66	120	79	215	433	1		1			
Aarschot	196	196			221	15	39	21	77	69						
Diest	277	275	2		366	53	7	10	106	190	2		2			
Glabbeek	259	259			259	36	88	27	36	72						
Haacht	243	243			269	25	23	6	85	130						
Tirlemont	373	371	2		447	33	5	10	127	272	2		2			
Léau	93	93			110	18			27	65						
Totaux :	2,027	2,022	5	-	2,585	246	282	153	673	1,231	5	-	5	-	-	-
Nivelles	288	288			406	80			112	214						
Genappe	49	49			76	13			33	30						
Jodoigne	126	126			153	15			28	110						
Perwez	90	90			115	15			47	53						
Wavre	287	282	5		397	52	69	31	121	124	5		5			
Totaux :	840	835	5	-	1,147	175	69	31	341	531	5	-	5	-	-	-

* Y compris les cantons : Anderlecht, Izelle I et II, Molenbeek, Saint-Josse, Schaerbeek I et II et Uccle.

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCULPÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquittés	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquittés	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers	6,447	6,399	48		7,813	1,451	12	27	686	5,637	48	15	33			
Boom	313	313			330	73			68	189						
Brecht	340	338	2		338	121	10	2	61	144	2		2			
Kontich	439	439			439	77			74	288						
Zandhoven	264	264			289	94	8	10	17	160						
Totaux :	7,803	7,753	50	-	9,209	1,816	30	39	906	6,418	50	15	35	-	-	-
Melnes	316	313	3		335	64	1		90	180	3		3			
Duffel	113	113			113	9			21	83						
Heist-op-den-Berg	181	181			205	32	13	17	57	86						
Lierre	356	356			372	36	2	1	107	226						
Puurs	283	283			292	62			69	161						
Totaux :	1,249	1,246	3	-	1,317	203	16	18	344	736	3	-	3	-	-	-
Turnhout	565	514	51		606	88		7	81	430	51		51			
Arendonk	355	354	1		583	57	22	20	152	332	1		1			
Herentals	603	603			603	40			208	355						
Hoogstraten	318	191	127		230	11			39	180	127		127			
Mol	483	482	1		551	80	19	26	117	309	1		1			
Westerloo	169	169			201	35	23	6	20	117						
Totaux :	2,493	2,313	180	-	2,774	311	64	59	617	1,723	180	-	180	-	-	-
Mons	384	378	6		518	88			108	322	6	1	5			
Boussu	867	866	1		1,179	170			287	722	1		1			
Chièvres	71	71			91	24			30	37						
Dour	294	293	1		418	67			218	133	1		1			
Eghien	94	94			141	32			59	50						
La Louvière	348	344	4		499	72	2		70	355	4		4			
Lens	189	189			189	33	4	2	74	76						
Pâturages	272	271	1		363	99			133	131	1		1			
Rœulx	252	252			383	60			124	199						
Soignies	204	204			264	36			61	167						
Totaux :	2,975	2,962	13	-	4,045	681	6	2	1,164	2,192	13	1	12	-	-	-

* Y compris les cantons : Berchem, Borgerhout et Ekeren.

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	con-dition-nel	simple							con-dition-nelle
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Charleroi	1,367	1,345	22		1,909	228	4	32	582	1,063	22		22			
Beaumont	87	87			112	42	14		10	46						
Binche	566	566			592	89	2	4	104	393						
Châtelet	574	568	6		737	89	11	11	282	344	6		6			
Chimay	145	145			172	22			69	81						
Fontaine - l'Évêque	364	364			498	65			155	278						
Gosselies	502	501	1		501	85			177	239	1	1				
Jumet	207	205	2		276	29			87	160	2	1	1			
Marchienne-au-Pont	344	343	1		477	57			134	286	1		1			
Merbes - le-Château	203	203			244	21	8	6	98	111						
Seneffe	281	281			281	53			109	119						
Thuin	198	197	1		226	34	4	8	103	77	1		1			
Totaux :	4,838	4,805	33	-	6,025	814	43	61	1,910	3,197	33	2	31	-	-	-
Journai	299	296	3		388	45			157	186	3		3			
Antoing	172	171	1		275	84	18	13	80	80	1		1			
Ath	246	245	1		245	40			74	131	1		1			
Celles	49	49			58	2			32	24						
Flobecq	80	80			80	24			28	28						
Frasnes	65	65			93	28			35	30						
Lessines	131	131			192	12			108	72						
Leuze	165	165			198	49			54	95						
Péruwelz	224	222	2		292	29	3		132	128	2	1	1			
Quevaucamps	215	215			285	46			87	152						
Templeuve	385	382	3		406	32			171	203	3		3			
Totaux :	2,031	2,021	10	-	2,512	391	21	13	958	1,129	10	1	9	-	-	-

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	con-dition-nel	simple							con-dition-nelle
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Gand	2,463	2,455	8		2,623	324	1	3	828	1,467	8		8			
Assenede	323	323			367	50			62	255						
Deinze	217	217			292	60			61	171						
Eekloo	254	254			340	42	85	19	41	153						
Evergem	506	505	1		555	87		2	110	356	1		1			
Kapryke	303	303			331	41		1	36	253						
Kruishoutem	99	99			120	10			32	78						
Ledeberg	267	267			314	46	1	1	50	216						
Lochristi	371	370	1		488	25	6	18	112	327	1		1			
Nazareth	260	260			291	69	11	1	58	152						
Nevele	134	134			160	33			3	124						
Oosterzele	466	466			494	32			149	313						
Waarschoot	95	95			123	47			23	53						
Zomergem	145	145			164	8			48	108						
Totaux :	5,903	5,893	10	-	6,662	874	104	45	1,613	4,026	10	-	10	-	-	-
Audenarde	502	499	3		533	75			188	270	3		3			
Grammont	124	122	2		168	27	1	23	39	78	2		2			
Herzele	315	315			377	67	4	11	64	231						
Nederbrakel	98	97	1		117	37		4	35	41	1		1			
Ninove	327	327			413	76	4	4	117	212						
Renaix	176	176			215	26	6	3	94	86						
Sint-Maria-Horebeke	161	161			163	79			29	55						
Zottegem	165	165			228	28			68	132						
Totaux :	1,868	1,862	6	-	2,214	415	15	45	634	1,105	6	-	6	-	-	-
Termonde	486	482	4		569	86		4	150	329	4		4			
Alost	879	871	8		1,011	181	1	6	263	560	8	5	3			
Beveren	661	661			683	59		4	108	512						
Hamme	134	134			171	17	1	9	40	104						
Lokeren	447	444	3		517	42	1	4	215	255	3		3			
Sint-Gillis-Waas	437	436	1		466	43		1	45	377	1	1				
Saint-Nicolas	610	605	5		654	42		10	80	522	5	1	4			
Tamise	372	372			402	51		2	106	243						
Wetteren	448	447	1		539	61	21	4	244	209	1		1			
Zele	299	299			373	69			115	189						
Totaux :	4,773	4,751	22	-	5,385	651	24	44	1,366	3,300	22	7	15	-	-	-

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INculpés jugés en matière de police						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés	
						à l'emprisonnement	à l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruges	909	876	33		980	145	86	32	153	564	33		33			
Ardoie	60	60			77	23			6	48						
Gistel	27	26	1		42	6			5	31	1		1			
Ostende	644	643	1		693	82		2	203	406	1		1			
Ruiselede	48	47	1		48	2			6	40	1		1			
Tielt	164	163	1		167	5			16	146	1		1			
Torhout	402	402			402	38			152	242						
Totaux :	2,254	2,217	37	-	2,409	301	86	34	541	1,447	37	-	37	-	-	-
Courtrai	352	346	6		409	41		2	75	291	6		6			
Avelgem	55	55			66	18		2	16	30						
Harelbeke	51	51			67	10			34	23						
Izegem	95	95			117	28			20	69						
Menin	136	134	2		145	16			50	79	2		2			
Meulebeke	14	14			54	1			20	30						
Mouscron	715	737	8		822	124		1	157	540	8		8			
Moorsele	62	60	2		64	12			20	32	2		2			
Oostrozebeke	182	182			202	5			118	79						
	244	244			261	7		1	49	204						
Totaux :	1,966	1,948	18	-	2,207	265	-	6	559	1,377	18	-	18	-	-	-
Furnes	153	151	2		177	28			30	119	2		2			
Dixmude	135	135			177	32	1	5	57	82						
Haringe	103	103			104	14			14	76						
Nieuport	106	106			124	31			36	57						
Totaux :	497	495	2	-	582	105	1	5	137	334	2	-	2	-	-	-
Ypres	159	157	2		185	23	21	10	76	355	2		2			
Hoogledé	28	28			34	8			5	21						
Messines	191	191			209	11	2		60	136						
Passeendale	23	23			32	2		1	9	20						
Poperinge	160	154	6		175	24	1	1	29	120	6		6			
Wervik	106	105	1		129	2	1	1	21	98	1		1			
Totaux :	967	958	9	-	1,064	70	28	16	200	750	9	-	9	-	-	-
Liège	2,193	2,165	28		3,161	626	1		978	1,556	28	8	20			
Dalhem	202	202			246	12			14	220						
Fexhe-Slins	215	215			336	71			115	150						
Fléron	272	272			419	74		1	137	207						
Hollogne-aux-Pierres	538	538			819	149	1	1	86	579						
Louveigné	115	115			159	18			42	99						
Seraing	143	142	1		606	61	13	6	193	330	1		1			
Waremmé	112	112			177	15			5	157						
Totaux :	4,090	4,061	29	-	5,923	1,029	15	11	1,570	3,298	29	8	21	-	-	-

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INculpés jugés en matière de police						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	Acquités ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés
							à l'emprisonnement	à l'amende	à l'emprisonnement	à l'amende						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Huy	386	386			460	64		9	1	214	172					
Ferrières	16	16			25	5				8	12					
Hannut	116	116			131	12				50	69					
Héron	119	119			114	17				61	36					
Jehay-Bodegnée	91	91			136	20				61	55					
Landen	394	394			540	82				271	187					
Nandrin	109	109			164	37				54	73					
Totaux :	1,231	1,231	-	-	1,570	237	9	1	719	604	-	-	-	-	-	-
Verviers	243	240	3		310	40				108	162	3		3		
Aubel	21	21			32	13				10	9					
Dison	73	72	1		105	28				35	42	1		1		
Herve	73	73			102	22				19	61					
Limbouurg	34	34			53	6		2	1	28	16					
Spa	143	141	2		141	50				19	72	2		2		
Stavelot	45	44	1		59	14				18	27	1		1		
Totaux :	632	625	7	-	802	173	2	1	237	389	7	-	7	-	-	-
Tongres	750	733	17		781	118			4	154	505	17	17			
Bilzen	1,013	1,012	1		1,159	210			7	186	756	1		1		
Looz	316	315	1		315	80			1	85	149	1		1		
Bree	209	209			263	23				36	204					
Maaseik	387	386	1		482	75		2	6	88	311	1	1			
Mechelen	585	585			648	90				158	400					
Zichen-Zussen-Bolder	124	124			124	14				39	71					
Totaux :	3,384	3,364	20	-	3,772	610	3	17	746	2,396	20	18	2	-	-	-
Hasselt	436	436			583	53				205	325					
Beringen	390	389	1		495	74		5	1	128	287	1		1		
Herck-la-Ville	128	127	1		165	20			4	48	93	1		1		
Neerpelt	324	321	3		379	35			27	31	286	3	1	2		
Peer	138	138			194	25				103	66					
Saint-Trond	418	418			548	63		3	7	233	242					
Totaux :	1,834	1,829	5	-	2,364	270	8	39	748	1,299	5	1	4	-	-	-
Arlon	203	202	1		258	67		3	2	104	82	1		1		
Etalle	100	100			135	20				58	46					
Fauvillers	43	43			51	10				22	19					
Florenville	47	47			61	12				27	22					
Messancy	202	202			252	35				61	156					
Virton	135	135			151	33		5		57	56					
Totaux :	730	729	1	-	908	177	19	2	329	381	1	-	1	-	-	-

Tableau n° 10 (suite).

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	INCUPLÉS JUGÉS EN MATIÈRE DE POLICE						Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 7 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)		
					Total	CONDAMNÉS				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés	
						Acquittés ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	à l'emprisonnement	à l'amende								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Marche-en-Fam.	183	183			221	20			52	149						
Durbuy	42	42			46	7			8	31						
Erezée	38	38			48	6			17	25						
Houffalize	40	40			51	7			7	37						
Laroche	40	40			65	19			15	31						
Nassogne	28	28			35	10			12	13						
Vielsalm.	19	19			25	5			11	9						
Totaux :	390	390			491	74			122	295						
Neufchâteau	157	155	2		198	55			72	71	2		2			
Bastogne	122	119	3		127	20		1	39	67	3		3			
Bouillon	52	51	1		57	16	1		20	20	1		1			
Pallseul	54	54			76	20	1	3	33	19						
Saint-Hubert	70	69	1		89	28			26	35	1		1			
Sibret	34	34			54	30			13	11						
Wellin	13	13			13	5			4	4						
Totaux :	502	495	7		614	174	2	4	207	227	7		7			
Namur	956	938	18		1,255	298	5	14	237	701	18	5	13			
Andenne	148	148			205	96		2	20	87						
Eghezée	130	130			161	40	7	1	41	72						
Fosse	642	642			796	156	4	8	178	450						
Gembloux	200	200			276	77		1	60	138						
Totaux :	2,076	2,058	18		2,693	667	16	26	536	1,448	18	5	13			
Dinant	235	235			330	27			149	154						
Beauraing	124	124			158	57	1	2	27	71						
Ciney	127	127			161	31			24	106						
Couvin	148	147	1		224	96		1	40	87	1	1				
Florennes	159	159			240	64			90	86						
Gedinne	70	70			82	33	3		13	33						
Philippeville	50	50			70	22			7	41						
Rochefort	143	143			222	33			67	122						
Walcourt	104	104			150	36			71	43						
Totaux :	1,160	1,159	1		1,637	399	4	3	488	743	1	1				
TOTAUX GÉNÉRAUX :	65,813	62,691	522		76,745	11,597	964	925	18,233	44,404	522	64	656			
TOTAUX GÉNÉR. EN	1942	75,544	74,769	755	90,765	11,584	181	700	27,049	51,303	755	97	658			
	1941	67,974	67,151	823	80,645	10,599	184	439	22,067	47,356	823	71	752			
	1940	65,851	64,077	947	75,993	11,090	76	352	19,201	45,274	947	63	804	8	3	5

Tableau n° 11. - TRIBUNAUX DE POLICE. - RÉSULTAT DES POURSUITES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquités	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	CONDAMNÉS					
				À L'EMPRISONNEMENT		À L'AMENDE			
				conditionnel	sans condition		conditionnelle	sans condition	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. Loi du 4 oct. 1867									
Code pénal	11,943	2,565	43	13	4	53	4,044	5,221	
Lois spéciales	1,052	95	15	4	1	8	297	632	
Code pénal	7,212	1,847	52	5	6	19	2,182	3,101	
Règlements communaux et provinciaux	7,678	866	31			30	850	5,901	
Lois spéciales et règlements généraux	48,860	5,466	617	964	727	77	11,460	29,549	
Totaux :	76,745	10,839	758	986	738	187	18,833	44,404	
TOTAUX EN	1942	90,765	11,333	191	181	505	203	27,049	51,303
	1941	80,645	10,429	170	184	198	241	22,067	47,356
	1940	75,993	10,916	174	76	122	230	19,201	45,274

Tableau n° 12. - APPELS DE POLICE. - NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS *

ARRONDISSEMENTS	APPELS					ARRONDISSEMENTS	APPELS					
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6	
Bruxelles	39	109	139		9	Liège	67	184	191		60	
Louvain	1	33	29		5	Huy	8	77	83		2	
Nivelles	5	30	24		11	Verviers	3	32	28		7	
Anvers	3	74	71		6	Tongres	3	20	21		2	
Malines	8	33	34		7	Hasselt	7	59	54	1	11	
Turnhout		52	52			Arlon	6	17	23			
Mons	14	68	58		24	Marche-en-Famenne	2	13	14		1	
Charleroi	5	95	75		25	Neufchâteau	3	20	18		5	
Tournai		35	35			Namur		87	87			
Gand	10	45	50		5	Dinant	3	86	77		12	
Audenarde	1	48	48		1							
Termonde		51	51			Totaux :	207	1,357	1,350	1	213	
Bruges	4	42	41		5							
Courtrai	12	16	17		11	TOTAUX EN	1942	323	1,278	1,393	1	207
Furnes	1	22	22		1		1941	437	1,383	1,497		323
Ypres	2	9	8		3		1940	436	1,756	1,749	6	437

* Il y a lieu de mettre ce tableau en rapport avec le tableau n° 18bis, établissant le nombre de prévenus jugés en degré d'appel par les Tribunaux Correctionnels.

Tableau n° 13a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
ARTICLES 9, 10, 11 ET 11bis (obligation scolaire)
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DE PAIX. (Chiffres par arrondissement judiciaire)

ARRONDISSEMENTS 1	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25 oct. 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille pour- suis vis 2	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE				
		acquittés 3	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis 4	sans sursis 5	avec sursis 6	sans sursis 7
Bruxelles	197	29	23	143	—	2
Louvain	199	25	44	128	—	2
Nivelles	55	18	17	20	—	—
Anvers	310	52	7	247	3	1
Malines	24	1	2	19	2	—
Turnhout	377	124	51	569	22	111
Mons	147	12	7	128	—	—
Charleroi	782	74	157	525	8	18
Tournai	203	66	46	84	3	4
Gand	504	45	17	430	—	12
Audenarde	434	32	64	333	—	5
Termonde	391	51	69	668	—	103
Bruges	528	95	51	360	—	22
Courtrai	562	132	15	415	—	—
Furnes	56	6	10	40	—	—
Ypres	156	22	25	99	6	4
Liège	108	15	23	70	—	—
Huy	88	25	16	47	—	—
Verviers	51	15	2	34	—	—
Tongres	610	109	32	442	—	27
Hasselt	504	92	51	334	—	27
Arlon	13	—	3	10	—	—
Neufchâteau	4	—	—	4	—	—
Marche-en-Famenne	58	19	28	11	—	—
Namur	299	35	29	228	2	5
Dinant	186	45	23	106	2	10
Totaux :	7,846	1,139	812	5,494	48	353
TOTAUX EN } 1942	9,197	1,186	1,128	6,456	36	391
} 1941	7,393	1,152	962	5,055	35	189
} 1940	3,963	814	644	2,377	3	125

* Y compris 12 chefs de famille réprimandés et 7 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

Tableau n° 13b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS 1	Nombre de chefs de famille pour- suis vis 2	NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLE				
		acquittés 3	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis 4	sans sursis 5	avec sursis 6	sans sursis 7
Bruxelles	47	—	4	43	—	—
Louvain	—	—	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—	—
Anvers	33	1	—	32	—	—
Malines	4	1	1	1	—	1
Turnhout	8	—	—	—	4	4
Mons	—	—	—	—	—	—
Charleroi	4	1	1	2	—	—
Tournai	—	—	—	—	—	—
Gand	6	—	—	—	—	6
Audenarde	124	12	2	59	6	45
Termonde	2	—	—	1	1	—
Bruges	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—
Furnes	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—
Liège	239	70	21	142	6	—
Huy	—	—	—	—	—	—
Verviers	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—
Hasselt	—	—	—	—	—	—
Arlon	3	—	1	1	—	1
Marche-en-Famenne	6	4*	2	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—
Dinant	2	2**	—	—	—	—
Totaux :	478	91	32	281	17	57
TOTAUX EN } 1942	246	32	35	161	4	14
} 1941	90	20	16	51	—	3
} 1940	90	15	37	37	1	—

* Les faits ont été constatés et réprimandés.
** Condamnés à payer les frais.

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs majorés de 60 décimes) ;

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui sont frappées d'une peine correctionnelle et dont la compétence n'est pas attribuée au tribunal de police ou à une autre juridiction par une disposition explicite ;

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle, que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes. (Loi du 4 octobre 1867, modifiée par celles du 26 décembre 1881, du 4 septembre 1891, du 23 août 1919 et du 14 mai 1937.)

↳ En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, modifié par les arrêtés des 16 novembre 1942 et 19 mars 1943, les affaires qui étaient de la compétence des conseils de guerre, depuis la suspension du fonctionnement de ceux-ci.*

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de vingt-six. Dans les tribunaux de première in-

stance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Cependant, la loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux, prorogée par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, introduit des dispositions en vertu desquelles les tribunaux de première instance, à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, « forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

En matière correctionnelle, les chambres ne comprenant qu'un juge connaissent :

1° Des affaires dans lesquelles le flagrant délit a été constaté par un procès-verbal ;

2° Des affaires dans lesquelles le prévenu est en état de détention préventive ;

3° Des affaires dans lesquelles le prévenu a subi une condamnation correctionnelle antérieure, non conditionnelle.

Toutefois, les infractions prévues par le titre VII du Code pénal, modifié par la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance, sont toujours déférées à un tribunal de trois juges.

Si le prévenu soutient que la cause n'a pas été introduite suivant les règles ci-dessus, le

* La statistique à cet égard est présentée sous la rubrique « Conseil de guerre », tableau n° 26.

déclinatoire devra être soulevé avant tout débat. L'appel sur l'incident n'est recevable qu'en même temps que l'appel sur le fond.

Application de la loi de défense sociale du 9 avril 1930. — Le tribunal correctionnel est compétent au même titre que les juridictions d'instruction en ce qui concerne la mise en observation du prévenu lorsqu'il existe des raisons de croire qu'il est anormal, et pour ordonner son internement dans un établissement spécial (art. 1 à 23 de la loi).

Il lui appartient également de se prononcer sur la mise éventuelle à la disposition du gouvernement, des récidivistes et des délinquants d'habitude qu'il condamne :

Art. 25. — Les récidivistes, dans les cas prévus aux articles 56 et 57 du Code pénal, peuvent être mis, par le jugement ou l'arrêt de condamnation, à la disposition du gouvernement pendant dix ans après l'expiration de leur peine si celle-ci est d'un an de prison au moins. Ils peuvent être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq ans à dix ans, après l'expiration de leur peine, si celle-ci est inférieure à un an de prison.

La même mesure peut être prise en cas de récidive de crime sur délit et à l'égard de quiconque, ayant commis depuis quinze ans au moins trois infractions qui ont entraîné chacune un emprisonnement d'au moins six mois, apparaît comme présentant une tendance persistante à la délinquance.

La mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et des délinquants d'habitude, prononcée par le jugement de condamnation et qui

permet leur internement (art. 27) est venu remplacer la peine accessoire de la mise sous surveillance de police qui est abrogée (art. 31).

Il a paru essentiel, dans les tableaux qui suivent, d'énoncer les mises à la disposition du gouvernement en vertu de l'art. 25 de la loi de défense sociale, dans une colonne spéciale et de ne pas les confondre avec les mises à disposition du gouvernement des vagabonds et mendiants (art. 14 de la loi du 27 novembre 1891), ni avec celle des délinquants mineurs de moins de 18 ans jusqu'à leur majorité (art. 37 de la loi du 15 mai 1912).

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou des peines de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font l'objet de comptes spéciaux.

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIIONNELS ONT EU À S'OCCUPER

ARRONDISSEMENTS	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE								AFFAIRES TERMINÉES							AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année	
	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année	portées devant le tribunal par			renvoyées devant le tribunal par				TOTAL des affaires à juger	PAR JUGEMENT							
		citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	une admission publique	la chambre du conseil	la chambre des mises en accusation	la cour de cassation	TOTAL		au fond				d'incompétence	par radiation du rôle		
										contradictoire	par défaut	contradict. à l'égard de certains prévenus par défaut, à l'égard des autres	TOTAL				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	1,319	3,823	35	949	2,630	17	26	7,480	8,799	5,516	1,393	567	7,476	5	—	7,481	1,318
Louvain	80	931	8	161	488	—	—	1,588	1,668	1,056	406	134	1,596	—	—	1,596	78
Nivelles	1,017	383	2	95	391	—	2	873	1,890	939	287	107	1,333	2	—	1,335	555
Anvers	840	2,991	19	603	1,216	3	—	4,832	5,672	3,791	1,057	315	5,163	17	30	5,210	462
Malines	653	1,168	3	166	350	—	1	1,688	2,341	1,434	315	204	1,953	—	—	1,953	388
Turnhout	680	907	—	119	346	—	—	1,372	2,052	1,308	412	122	1,842	—	1	1,843	209
Mons	431	2,740	7	218	1,363	5	—	4,333	4,764	3,514	251	434	4,199	31	7	4,237	527
Charleroi	2,792	3,218	15	309	1,639	—	—	5,181	7,973	3,045	1,108	664	4,817	—	—	4,817	3,156
Tournai	2,118	1,202	—	412	611	—	1	2,226	4,344	1,462	414	261	2,137	8	—	2,145	2,199
Gand	2,944	4,376	24	620	1,025	12	4	6,061	9,005	3,184	2,287	529	6,000	1	—	6,001	3,004
Audenarde	461	1,890	3	421	318	1	1	2,634	3,095	2,064	611	202	2,877	—	—	2,877	218
Termonde	1,844	1,407	1	485	446	—	—	2,339	4,183	2,719	1,001	162	3,882	69	—	3,951	232
Bruges	1,093	3,374	17	392	622	1	—	4,406	5,499	2,928	902	174	4,004	2	109	4,115	1,384
Courtrai	1,180	1,603	9	639	547	—	—	2,798	3,978	1,412	825	216	2,453	6	78	2,537	1,441
Furnes	142	524	—	112	111	—	—	747	889	535	174	45	754	—	—	754	135
Ypres	262	879	1	141	158	—	2	1,181	1,443	917	197	58	1,172	5	14	1,191	252
Liège	3,279	5,215	—	216	2,152	—	—	7,583	10,862	6,187	1,115	692	7,994	—	—	7,994	2,868
Huy	308	487	—	44	282	—	—	813	756	541	126	35	702	1	2	705	51
Verviers	103	312	1	41	297	2	—	653	1,121	617	272	121	1,010	—	4	1,014	107
Tongres	1,261	1,619	—	79	310	—	—	2,008	3,269	1,738	630	237	2,605	8	—	2,613	656
Hasselt	781	1,608	3	142	456	—	—	2,909	2,990	1,642	650	163	2,455	1	—	2,456	534
Arlon	117	220	—	52	151	—	2	425	542	385	107	23	515	—	13	528	14
Marche-en-Famenne	113	206	2	40	145	3	1	397	510	241	143	47	431	12	4	447	63
Neufchâteau	133	621	3	69	149	—	—	842	975	527	282	52	861	7	9	877	98
Namur	139	1,510	4	83	452	—	1	2,050	2,189	1,404	453	44	1,901	4	2	1,907	282
Dinant	369	438	3	103	530	4	4	1,082	1,451	666	242	92	1,000	4	7	1,011	440
Totaux :	24,659	43,652	140	6,711	17,185	48	45	47,881	92,860	49,772	15,668	3,788	71,132	183	288	75,595	28,445
Totaux en 1942	19,544	47,334	341	5,329	17,873	34	31	70,963	90,506	47,794	13,669	4,362	63,755	187	185	64,847	24,459
Totaux en 1941	17,088	48,648	245	3,109	15,744	28	—	67,774	84,862	50,281	11,084	3,773	65,848	97	161	65,318	19,544
Totaux en 1940	9,043	44,346	185	1,755	11,871	28	9	58,208	67,843	40,117	6,952	2,953	50,822	74	59	50,155	17,088

Tableau n° 15. — TRIBUNAUX CORRECTIIONNELS AFFAIRES JUGÉES PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES, PAR UN JUGE UNIQUE

ARRONDISSEMENTS	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UNE CHAMBRE À TROIS JUGES		NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES AU FOND PAR UN JUGE UNIQUE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
Bruxelles	7,476	100.—	1,873	25.05	5,603	74.95
Louvain	1,596	100.—	38	2.38	1,558	97.62
Nivelles	1,333	100.—	451	33.83	882	66.17
Anvers	5,163	100.—	1,714	33.20	3,449	66.80
Malines	1,953	100.—	289	14.80	1,664	85.20
Turnhout	1,842	100.—	964	52.33	878	47.67
Mons	4,199	100.—	1,329	31.65	2,870	68.35
Charleroi	4,817	100.—	1,126	23.38	3,691	76.62
Tournai	2,137	100.—	249	11.65	1,888	88.35
Gand	6,000	100.—	1,625	25.42	4,475	74.58
Audenarde	2,877	100.—	740	25.72	2,137	74.28
Termonde	3,882	100.—	2,434	62.70	1,448	37.30
Bruges	4,004	100.—	2,020	50.45	1,984	49.55
Courtrai	2,453	100.—	1,869	76.19	584	23.81
Furnes	754	100.—	450	59.68	304	40.32
Ypres	1,172	100.—	523	44.62	649	55.38
Liège	7,994	100.—	2,664	33.32	5,330	66.68
Huy	1,010	100.—	510	50.50	500	49.50
Verviers	702	100.—	430	61.25	272	38.75
Tongres	2,605	100.—	139	5.34	2,466	94.66
Hasselt	2,455	100.—	407	16.58	2,048	83.42
Arlon	515	100.—	280	54.37	235	45.63
Marche-en-Famenne	431	100.—	194	45.01	237	54.99
Neufchâteau	861	100.—	465	54.01	396	45.99
Namur	1,901	100.—	334	17.57	1,567	82.43
Dinant	1,000	100.—	555	55.50	445	44.50
Totaux :	71,132	100.—	23,572	33.14	47,560	66.86
Totaux en 1942	65,755	100.—	22,777	34.64	42,978	65.36
Totaux en 1941	65,060	100.—	21,681	33.32	43,379	66.68
Totaux en 1940	50,022	100.—	18,423	36.83	31,599	63.17

TABLEAU n° 16

Ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont les tribunaux correctionnels ont eu à connaître en premier ressort, et qui spécifie, d'après leur nature, les peines principales et accessoires prononcées, est élaboré d'après la méthode suivante :

Pour les crimes et les délits, l'ordre du Code pénal est observé. En ce qui concerne les infractions prévues par les lois spéciales, les divisions établies sont :

- 1° Ordre et sécurité publics;
- 2° Santé publique;

- 3° Commerce et industrie;
- 4° Agriculture, animaux, chasse et pêche;
- 5° Travail et prévoyance;
- 6° Transport, voirie et communications.

Au sein de chaque division, les infractions sont, autant que possible, groupées dans l'ordre logique inspiré par leur nature.

Au total, les prévenus de 1943 (85.548) sont légèrement plus nombreux que ceux de l'année 1942 (84.960), tandis que les condamnés sont en diminution d'environ 1 % : 69.474 contre 70.274.

Les proportions à cet égard dans les six dernières années se présentent comme suit :

ANNÉES	PRÉVENUS		CONDAMNÉS		CONDAMNÉS A							
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	l'emprisonnement		l'emprisonnement conditionnel		l'amende		l'amende conditionnelle	
					Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1938	46,083	100.00	38,822	84.23	8,922	19.36	4,084	8.86	12,791	27.75	13,026	28.26
1939	46,020	100.00	39,000	84.74	9,586	20.83	3,876	8.42	13,806	30.00	11,733	25.49
1940	62,539	100.00	53,151	84.98	11,585	18.52	5,284	8.45	21,248	33.97	15,034	24.04
1941	86,670	100.00	68,090	78.66	14,366	16.59	8,366	9.66	29,535	34.12	16,823	18.28
1942	84,960	100.00	70,274	82.71	20,684	24.34	11,443	13.47	22,244	26.18	15,903	18.72
1943	85,548	100.00	69,474	81.21	20,640	24.13	10,687	12.49	21,902	25.60	16,245	18.99

L'analyse des infractions jugées en 1943 fait ressortir par rapport à l'année 1942 :

1° une majoration de 14 % des prévenus jugés du chef de crimes correctionnalisés : 8,236 contre 7,208. L'accroissement des vols qualifiés est déterminant pour expliquer la totalité de cette augmentation. Néanmoins une hausse proportionnelle considérable des détournements par dépositaires publics est à noter ;

2° une diminution de 1 % des prévenus jugés du chef de délits prévus par le Code pénal : 54,896 contre 55,430. Les vols, les abus de confiance et les maraudages avec circonstances aggravantes se sont pourtant encore accrus.

Sont à retenir également les augmentations des contrefaçons et des faux, des détournements par dépositaires publics, de la soustraction d'objets saisis et, au point de vue de l'ordre des familles, de l'avortement, de l'outrage public aux bonnes mœurs et de l'adultère ;

3° une stabilisation des préventions pour infractions aux lois spéciales : 21,002 contre 21,920.

On note encore une diminution à la division 3 (commerce et industrie) des préventions du chef de hausse anormale des prix des denrées et de tous délits concernant le ravitaillement et le rationnement. Le développement, en soulagement de la juridiction ordinaire, de l'activité de la juridiction administrative, poursuit donc ses effets.

Quant aux infractions dont la fréquence a particulièrement augmenté, il y a lieu de retenir celles aux lois sur les jeux de hasard et sur la prohibition de l'alcool, aux arrêtés concernant la garde rurale et l'accès aux terrains cultivés, à l'arrêté royal ayant trait aux déclarations pour subvention de chômage.

Tableau n° 16. — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS								MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				l'interdiction de droits civils et politiques	l'interdiction de droits politiques	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891	Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				l'emprisonnement		l'amende						
				con- dition- nel	sans condition	con- dition- nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	

INFRACTIONS PRÉVUES PAR LE CODE PÉNAL Crimes correctionnalisés

Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)	3	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures (Art. 194 à 197)	1,677	485	1,192	471	263	143	14	1	3	—	—	—
Détournement par un dépositaire public (Art. 240, § 1)	118	15	103	60	18	25	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable (Art. 272, § 1)	8	—	8	2	—	6	—	—	—	—	—	—
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort (Art. 348, 352, 353)	7	—	7	3	4	—	—	—	1	—	—	—
Suppression, substitution ou supposition d'enfant (Art. 363)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineur (Art. 364)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur sans violence ni menaces sur des mineurs (Art. 372, § 1; 372, § 2; 377, § 2)	294	51	243	78	81	84	—	—	210	—	—	1
Attentats à la pudeur avec violence ou menaces sur des mineurs (Art. 373, 377, §§ 3 et 4)	60	10	50	16	23	11	—	—	45	—	—	—
Viol (Art. 375, 377, §§ 5, 6 et 7)	44	15	29	2	25	2	—	—	27	—	—	—
Excitation à la débauche de mineurs (Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381)	38	8	30	7	8	15	—	—	25	—	—	—
Bigamie (Art. 391)	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Infanticide (Art. 396, § 3)	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures (Art. 401, 401bis)	14	3	11	—	7	4	—	—	1	—	—	—
Obstacle à la circulation de convols sur un chemin de fer (Art. 406 et 407)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, de violence ou de menaces (Art. 467 à 472)	6,950	710	5,240	1,326	1,593	2,244	54	23	33	9	23	—
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	5	1	4	—	3	1	—	—	—	—	—	—
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, §§ 2, 3, 4)	9	1	8	1	2	5	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, machines et appareils télégraphiques (Art. 521 à 525)	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS							accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				l'emprisonnement		l'amende					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con- dition- nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	condi- tion- nelle					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Délits												
Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147 et 148)	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Atteinte aux droits constitutionnels (Art. 151)	4	1	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie, contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168 à 170, 497bis)	11	2	9	2	3	3	1	—	4	—	—	—
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)	4	1	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	166	40	126	28	5	33	23	37	—	—	—	—
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)	98	12	86	31	4	21	17	13	—	—	—	—
Fausse déclaration en matière criminelle (Art. 217)	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Faux témoignages en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223)	59	30	29	7	4	18	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile (Art. 226)	21	10	11	4	2	1	—	4	2	—	—	—
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	13	—	13	3	1	4	3	2	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	304	16	288	9	—	29	168	82	—	—	—	—
Détournement ou destruction par un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 242 à 245, 246 à 251)	102	28	74	28	17	21	4	4	5	—	—	—
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	206	49	157	28	5	30	47	47	3	—	—	—
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257 et 259)	32	28	4	—	1	2	—	1	—	—	—	—
Infractions aux obligations concernant l'Etat Civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)	9	2	7	—	—	—	6	1	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS							accessoirement à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT	
				l'emprisonnement		l'amende					Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				con- dition- nel	sans condition plus de 6 mois	6 mois et moins	condi- tion- nelle					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Attaques contre les lois par un ministre des cultes (Art. 268)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes (Art. 271 et 272)	654	37	617	106	3	206	146	156	—	—	1	—
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou la force publique (Art. 275 à 282)	3,764	323	3,441	254	5	530	1,292	1,360	—	—	2	—
Bris de scellés (Art. 283 à 288)	436	120	316	17	—	14	112	173	—	—	—	—
Opposition à des travaux publics (Art. 289 à 291)	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou imprimeur (Art. 299)	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)	71	19	52	3	1	7	18	23	—	—	—	—
Association de malfaiteurs (Art. 323, § 2 et 324)	15	6	9	—	2	7	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes (Art. 327 à 331)	81	51	130	25	2	35	34	34	—	—	—	—
Coopération à l'évasion de détenus (Art. 333, 334, 336 et 337)	10	—	10	3	—	5	1	1	—	—	—	—
Recèlement de criminels ou du cadavre d'une personne homicide (Art. 339 et 340)	5	3	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage (Art. 342 à 345)	11	2	9	1	—	8	—	—	—	—	—	—
Avortement (Art. 348, § 2 à 351)	227	71	156	47	64	44	1	—	4	—	1	—
Exposition, délaissement, abandon d'enfants (Art. 354 et 360bis)	205	39	166	21	3	118	13	11	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs (Art. 368, 369bis, 370)	27	7	20	3	1	7	4	5	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur personne majeure (Art. 373, § 1 et 377, § 3)	14	2	12	5	4	2	—	1	6	—	—	—
Attentat aux mœurs par corruption de jeunesse, prostitution, excitation à la débauche (Art. 379, § 1, 380, 380bis, 380ter, 381 et 382)	346	100	246	87	40	93	14	12	177	—	—	—
Outrage public aux bonnes mœurs, par écrits ou images, par gestes ou provocation (Art. 383 à 386bis)	756	106	650	282	9	211	112	36	32	—	—	—
Adultère et complicité d'adultère (Art. 387 à 390)	3,242	441	2,801	294	3	353	609	1,542	—	—	—	—
Abandon de famille (Art. 391bis)	184	35	149	20	—	82	16	31	—	—	—	—
Coups et blessures (Art. 398, 399, 400, § 1 et 410)	3,603	865	2,738	273	21	364	1,175	905	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS							accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					con- dition- nel		con- dition- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				l'emprisonnement		l'amende								
				con- dition- nel	sans condition	plus de 6 mois	6 mois et moins	con- dition- nelle						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (Art. 401bis et 410, § 1)	76	20	56	14	11	24	3	4						
Administration volontaire de substances nuisibles et tentative (Art. 402, 405 et 410)	1		1		1									
Homicide ou lésions corporelles provoqués (Art. 411 à 414)	1		1		1									
Homicide involontaire (Art. 419)	131	31	100	31	1	15	35	18						
Lésions corporelles involontaires (Art. 420)	719	173	546	20	2	19	286	219						
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (Art. 420bis)	39	25	14	4		8	2							
Accident involontaire de chemin de fer (Art. 422)	28	6	22	5			16	1						
Violation de domicile (Art. 439 à 442)	66	22	44	6		18	9	11						
Calomnie, dénonciation calomnieuse, divulgation méchante, injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (Art. 444 à 449)	443	128	315	64	1	54	118	78						
Violation de tombeaux ou de sépultures (Art. 453)	2	2												
Mélange de matières nuisibles dans les comestibles et boissons, et débit volontaire (Art. 454 à 456)	8	8												
Révélation de secrets professionnels (Art. 458 et 459)	1	1												
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communica- tions par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 15 mai 1930, art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	6	1	5	2		1	2							
Vol (Art. 463 à 466)	20,861	2,859	18,002	4,217	501	4,426	5,617	3,241	8	4	10			
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	1		1			1								
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	9		9	2	4	2		1	1					
Fraude dans une faillite (Art. 490)	1		1			1								
Abus de confiance (Art. 491)	1,301	321	980	228	110	513	63	66	1		2			
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 et 494)	8	2	6			1		5						
Escroquerie (Art. 496)	381	173	708	115	130	246	118	69	4		3			
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	182	56	126	19	3	41	12	51						
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les re- vendre (Art. 500 et 501)	4,508	618	2,890	55	9	362	196	2,268						

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des pré- nus	Préve- nus acquit- tés	CONDAMNÉS							accès- soire- ment à l'inter- diction de droits civils et poli- tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ^t			
			TOTAL des con- dam- nés	EN ORDRE PRINCIPAL À					con- dition- nel		con- dition- nelle	simple	Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930
				l'emprisonnement		l'amende								
				con- dition- nel	sans condition	plus de 6 mois	6 mois et moins	con- dition- nelle						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12			
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	4,229	1,242	2,987	919	180	1,041	524	323	3	1	1			
Soustraction d'objets saisis par des- truction ou détournement (Art. 507)	592	272	320	41	1	65	100	113						
Cel frauduleux d'objets trouvés. Dé- tournement d'un trésor (Art. 508)	964	167	797	167	31	135	296	168			1			
Grivèlerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	61	14	47	4	1	30		12						
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1		1				1							
Chèques sans provision (Art. 509bis)	19	4	15			9	3	3						
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et §suivants, 514, 519)	16	6	10			2	2	6						
Destruction ou dégradation de con- structions et de machines; de tom- beaux, objets d'art, titres et docu- ments; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; Art. 526, 527, 528, 533 et 534)	36	9	27	2	2	6	11	6						
Destruction ou dégradation de récol- tes, plantes ou arbres, d'instru- ments agricoles (Art. 535 à 537)	37	11	26	4	1	5	5	11						
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)	8	3	5	3			2							
Destruction de clôture, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	177	40	137	3	1	18	49	66						
Maraudage avec circonstances aggra- vantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. A. du 1-8-41, et § 3)	5,691	617	5,074	789	14	699	2,485	1,087		1	2			
Contraventions de police														
Vente, débit, exposition de comesti- bles, denrées ou substances ali- mentaires gâtés, corrompus, décla- rés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	56	8	48	1		2	8	37						
Autres contraventions	358	100	258	2	2	9	131	114						

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS								
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accusatoire-ment à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT		
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois et 6 mois moins	con-di-tion-nelle	simple				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

INFRACTIONS PRÉVUES PAR LES LOIS SPÉCIALES.

1. — Ordre et sécurité publics.

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	5	2	3	—	—	—	2	1	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'Instruction Criminelle (Art. 80, 157 et 189)	25	5	20	—	—	—	—	20	—	—	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, Art. 49)	4	1	3	—	—	1	—	2	—	—	—
Baux à loyer, fausse déclaration en procédure (Arrêté du 18 novembre 1932, art. 19)	11	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875, Loi du 25 mars 1891, Loi du 28 juillet 1934)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Registres de la population (L. du 2 juin 1856, A. R. du 30 décembre 1900, L. du 6 février 1919, A. R. du 14 octobre 1939)	78	5	73	—	—	1	39	33	—	—	—
Règlements provinciaux	1,811	178	1,633	5	2	24	365	1,237	—	—	—
Fermeture des cafés (Arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	50	2	48	—	1	—	7	40	—	—	—
Règlements communaux	26	5	21	—	—	—	1	20	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	2 849	303	2,546	150	430	983	14	969	—	—	—
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	6	—	6	—	—	5	—	1	—	—	—
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	73	12	61	2	—	9	33	17	—	—	—
Recensement des étrangers (A. R. 11 août 1939)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	3	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	4	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Organisation militaire	5	1	4	—	—	—	1	3	—	—	—
Occlusion de l'éclairage en cas de mobilisation (A. R. du 30-8-1939, A.A. des 25-12-1939 et 12-11-1943)	675	184	491	—	—	1	127	363	—	—	—
Dommages de guerre (A. 30-6-1941)	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port (Loi du 3 janvier 1933, Loi du 29 juillet 1934, Loi du 4 mai 1936, A. R. du 21 décembre 1936, A. du 5-12-1943)	48	4	44	6	4	6	17	11	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS								
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accusatoire-ment à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT		
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	
				con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois et 6 mois moins	con-di-tion-nelle	simple				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Protection de l'enfance (Loi du 28 mai 1888, Loi du 15 mai 1912, art. 45, 62, 63, Loi du 10 mars 1925, art. 77, Loi du 5 mars 1935, complétant l'art. 12 de la loi du 5 septembre 1919)	47	7	40	2	—	14	11	13	—	—	—
Enseignement primaire. Manquement à l'obligation scolaire. Atteinte à la liberté du chef de famille (Loi organique, art. 9 à 12)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Admission d'enfants aux spectacles cinématographiques (Loi du 1 ^{er} septembre 1920)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 11 septembre 1933, Loi du 21 novembre 1938)	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	4	1	3	2	—	—	—	1	—	—	—
Collectes non autorisées (A. R. du 22 septembre 1823, A. du 22 octobre 1940)	20	16	4	—	—	—	3	1	—	—	—
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	765	197	568	25	—	69	134	340	—	—	—

2. — Santé publique

Art de guérir (Lois et règlements)	29	5	24	—	—	2	10	12	—	—	—
Ivresse (Arrêté-loi du 14 nov. 1939)	136	16	120	4	—	18	26	72	—	—	—
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14)	3,725	207	3,518	—	5	24	2	3,487	—	—	—
Régime de l'alcool. Répression des délits illicites (A. L. du 14 novembre 1939)	40	18	22	—	—	1	—	21	—	—	—
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	19	4	15	2	2	4	3	4	1	—	—
Prostitution (A. du 3 janvier 1941)	598	124	474	58	4	250	27	135	1	—	—
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	16	—	16	—	1	2	3	10	—	—	—
Salubrité des denrées alimentaires (Arrêté du 4 décembre 1940)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détention de saccharine (Loi du 13 juillet 1930, art. 6)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 8 juillet 1935)	269	47	222	—	—	10	48	164	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ¹			
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
				con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois et 6 mois moins	con-di-tion-nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par Loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	124	26	98	—	—	10	33	55	—	—	—	—
Tenderie (Loi du 30 juillet 1922, Loi du 8 juin 1926, A. R. du 12-6-1933)	2	—	2	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883, Loi du 5 juillet 1899, A. R. du 13 mars 1936)	7	5	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—

5. — Travail et prévoyance

Liberté d'association (Loi du 24 mai 1921)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896, Loi du 15 juin 1921, A. R. du 20 juin 1936)	7	—	7	—	—	—	—	7	—	—	—	—
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922, Loi du 2 mai 1929, Loi du 28 septembre 1932)	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par A. R. du 28 février 1919, Loi du 14 juin 1921, A. R. du 27 avril 1927, Loi du 7 avril 1936)	24	2	22	—	—	—	15	7	—	—	—	—
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887, Lois des 15 et 17 juin 1896, Loi du 30 juillet 1934, Loi du 7 juillet 1936)	3	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Interdiction de modifier les salaires et les traitements (Arrêté du 1 ^{er} août 1940)	32	23	9	—	—	—	3	6	—	—	—	—
Congés annuels payés (Loi du 8 juillet 1936, Loi du 20 août 1938)	12	4	8	—	—	—	1	7	—	—	—	—
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921, AA. RR. d'exécution)	2	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905, Loi du 26 mai 1914, Loi du 14 juin 1921, Loi du 24 juillet 1927)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Santé et sécurité des ouvriers (A. R. du 23 décembre 1937 coordonnant les lois du 2 juillet 1899 et 25 novembre 1937, AA. RR. des 30 et 31 mars 1905, etc.)	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Logement des ouvriers employés dans les briqueteries et sur les chantiers (L. 30-1-1909, A. R. 1-7-1925)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des diamantaires (A. R. du 30 mars 1936, Loi du 16 mai 1938)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des préve-nus	Préve-nus acquit-tés	CONDAMNÉS									
			TOTAL des con-dam-nés	EN ORDRE PRINCIPAL À				accés-soire-ment à l'inter-diction de droits civils et poli-tiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEM ¹			
				l'emprisonnement		l'amende			Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912	Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930		
				con-dition-nel	sans condition plus de 6 mois et 6 mois moins	con-di-tion-nelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Conditions spéciales d'engagement des travailleurs des exploitations houillères (Arrêté du 12 juin 1941)	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934, Arrêté du 21 janvier 1941)	16	16	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travailleurs étrangers (A. R. du 8 décembre 1934, A. R. de coordination du 31 mars 1936)	3	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Allocations familiales (Loi de généralisation du 4 août 1930 et AA. RR. d'exécution)	9	6	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi du 14 juillet 1930, Loi du 23 juillet 1932, AA. RR. d'exécution, Loi du 15 décembre 1937)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Déclaration pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'État, pour chômage (A. R. du 31 mai 1933)	560	121	439	88	1	72	168	110	1	—	—	—
Allocation de secours aux personnes en état de besoin (Arrêté du 29 juin 1940)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Contrôle des entreprises d'assurance sur la vie (Loi du 25 juin 1930)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

6. — Transport, Voirie, Communications

Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avril 1835, Loi du 24 juin 1835, Loi du 25 juillet 1891, etc.)	99	9	90	3	—	3	42	42	—	—	—	—
Tramways (AA. RR. des 2 décembre 1902 et 27 janvier 1931)	6	2	4	—	—	—	—	4	—	—	—	—
Organisation de la direction du roulage (Arrêté du 30 août 1940)	367	114	253	—	1	2	98	152	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	101	14	87	1	—	—	36	50	—	—	—	—
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 ^{er} août 1924, art. 3)	10	—	10	1	—	3	1	5	—	—	—	—
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (L. 1-8-1924, art. 2)	2	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Police maritime (réglementation)	30	2	28	—	—	—	8	20	—	—	—	—
Vente de bateau belge à l'étranger (A. R. du 23-11-1939)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Police des rivières et des polders	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—

Tableau n° 16 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Prévenus acquittés	CONDAMNÉS						accusoirs à l'interdiction de droits civils et politiques	MIS À LA DISPOSITION du GOUVERNEMENT		
			TOTAL des condamnés	EN ORDRE PRINCIPAL À				Art. 14 Loi du 27 nov. 1891 Art. 37 Loi du 15 mai 1912		Art. 25 Loi de Défense Sociale du 9 avril 1930	11	12
				l'emprisonnement		l'amende						
				conditionnel	sans condition plus de 6 mois et moins	conditionnelle	simple					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 ^{er} mars 1851. Loi du 14 mai 1930, sauf art. 3, b et c. Loi du 13 octobre 1930, sauf art. 17 à 19 et 24 à 27)	6	1	5	—	—	—	—	5	—	—	—	

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	8,236	1,302	6,934	1,967	2,031	2,844	68	24	345	3	24
Délits prévus par le Code pénal	54,896	9,282	45,614	8,329	1,207	9,994	13,775	12,309	250	6	23
Contraventions de police prévues par le Code pénal	414	108	306	3	2	11	139	151	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	22,002	6,382	16,620	388	2,396	2,155	2,263	9,418	5	—	—
Totaux :	85,548	16,074	69,474	10,687	5,636	15,004	16,245	21,902	600	9	47
TOTAUX EN } 1932	84,960	14,686	70,274	11,443	4,811	15,873	15,903	22,244	611	17	43
1941	86,570	18,480	68,090	8,366	2,404	11,962	15,823	29,535	583	10	73
1940	62,539	9,388	53,151	5,284	1,344	10,241	15,034	21,248	542	12	75

Tableau n° 16bis. — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS ACCORDÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGANT EN PREMIER RESSORT

ARRONDISSEMENTS	DURÉE DES SURSIS						TOTAL
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	2	40	4	1,087	2	777	1,912
Louvain	—	47	—	301	—	413	761
Nivelles	73	18	—	106	—	359	556
Anvers	2	136	—	1,033	—	85	1,256
Malines	—	16	—	461	—	16	493
Turnhout	—	60	—	723	—	1	784
Mons	1	194	1	2,645	—	161	3,002
Charleroi	60	44	1	1,816	1	91	2,013
Tournai	1	18	—	722	—	206	947
Gand	—	107	25	1,025	—	842	1,999
Audenarde	—	50	12	620	—	218	900
Termonde	18	140	1	824	—	133	1,116
Bruges	2	348	3	693	—	61	1,107
Courtrai	—	51	21	14	—	808	892
Furnes	—	16	—	6	—	162	184
Ypres	—	176	1	22	—	320	519
Liège	924	11	8	2,742	2	235	3,922
Huy	46	65	160	295	—	27	583
Verviers	6	7	197	14	—	7	231
Tongres	—	211	1	1,040	—	49	1,301
Hasselt	—	28	20	494	—	64	606
Arlon	—	10	7	148	—	21	186
Marche-en-Famenne	21	30	71	23	—	1	146
Neufchâteau	6	67	12	159	—	21	265
Namur	33	3	—	575	—	298	909
Dinant	66	12	—	256	1	7	342
Total :	1,261	1,905	535	17,844	6	5,381	26,932
Totaux en } 1942	454	2,283	1,071	17,183	6	6,349	27,346
1941	495	2,090	963	16,016	3	4,622	24,189
1940	565	3,128	571	12,048	5	3,981	20,318

Tableau n° 17. — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES
Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS 1	TOTAL des prévenus 2	Prévenus acquittés 3	TOTAL des condamnés 4	CONDAMNÉS			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel 5	sans condition 6	conditionnelle 7	sans condition 8
Infractions jugées en degré d'appel							
Délits prévus par le Code pénal	536	202	334	2	4	133	195
Contraventions de police prévues par le Code pénal	216	82	134	1	3	49	81
Infractions prévues par des lois spéciales	790	282	528	1	8	190	329
Totaux :	1,542	546	996	4	15	372	605
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	85,548	16,074	69,474	10,687	20,640	16,245	21,902
Récapitulation générale							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	87,090	16,620	70,470	10,691	20,655	16,617	22,507
Totaux en { 1942	86,526	15,295	71,231	11,449	20,697	16,330	22,755
{ 1941	88,272	19,078	69,194	8,372	14,377	16,225	30,220
{ 1940	64,702	10,106	54,596	5,293	11,616	15,502	22,185

TABLEAU n° 18

Ce tableau, qui donne la nomenclature des crimes, délits et infractions dont chaque tribunal correctionnel a eu à connaître en premier ressort et qui indique s'il y a eu condamnation ou acquittement, localise par arrondissement les

résultats statistiques énoncés dans le tableau n° 16.

L'augmentation ou la diminution en 1943 du total des prévenus devant chaque tribunal, par rapport à l'année 1942, se présente comme suit :

AUGMENTATION DE							DIMINUTION DE				
63 %	32 %	20 à 30 %	15 à 20 %	10 à 15 %	5 à 10 %	Moins de 5 %	5 à 10 %	10 à 15 %	15 à 20 %	20 à 30 %	37 %
Liège	Mons	Charleroi Tongres	Namur	Bruges	Tournai Courtrai Marche-en-Famenne	Hasselt	Bruxelles Louvain Nivelles Turnhout Ypres	Malines Furnes	Gand Audenarde Termonde Neuf-château	Anvers Huy Verviers Dinant	Arlon

Pour les arrondissements dans lesquels le total des prévenus ne varie en baisse ou en hausse que d'un léger pourcentage avec les chiffres de l'année 1942, on peut, sans danger de se tromper, se rallier aux conclusions tirées de l'analyse correspondante du tableau n° 16 (voir : introduction à ce tableau).

Les variations extrêmes en hausse ou en baisse méritent toutefois un examen spécial aux fins d'en vérifier les causes.

La hausse des préventions de 63 % dans l'arrondissement de Liège est due pour les deux tiers à l'accroissement des vols. Le maraudage, le recel, l'abatage clandestin et les infractions aux dispositions concernant la garde rurale et l'accès aux terrains cultivés, interviennent pour le restant.

La hausse des préventions de 32 % dans l'arrondissement de Mons, qui succède déjà à une hausse de 20 % en 1942, est due exclusivement à l'augmentation des vols et des maraudages.

Dans les arrondissements de Charleroi, Tongres et Namur, la multiplication des vols, des recels et des maraudages interviennent également pour une grande part dans l'accroissement des prévenus. Il y a lieu de noter en outre : à Charleroi une augmentation de la falsification des denrées et de l'abatage clandestin ; à Tongres un accroissement des outrages et violences à l'égard de l'autorité et des coups et blessures ; à Namur un plus grand nombre d'adultères.

La diminution des préventions de 37 % devant le Tribunal d'Arlon, porte principalement sur les vols, les vols frauduleux, les outrages et violences envers l'autorité et les infractions à la prohibition de l'alcool.

Dans les arrondissement d'Anvers et de Verviers, la régression des vols et de l'escroquerie est surtout marquante. A Huy, la diminution ne porte que sur le vol et le maraudage, tandis qu'à Dinant, la régression des délits poursuivis a un caractère plus général.

Tableau n° 18. — PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16

INFRACTIONS PRÉVUES

Crimes

Dénonciation à l'ennemi (Art. 121bis)															
Faux en écritures (Art. 194 à 197)	422	102	320	40	14	26	33	11	22	192	72	120	44	19	25
Détournement par un dépositaire public (Art. 240, § 1er)	53	8	45	1		1	7		7	3		3	2		2
Rébellion avec armes par plusieurs et par suite de concert préalable (Art. 272, § 1er)	1		1	1		1									
Avortement : sans consentement ou par médecins ou ayant causé la mort (Art. 358, 352, 353)															
Suppression, substitution ou supposition d'enfant (Art. 363)															
Enlèvement de mineur (Art. 364)															
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur des mineurs (Art. 372, §§ 1 et 2; 377, § 2)	25	5	20	7	2	5	10	3	7	21	3	18	13	7	6
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur des mineurs (Art. 373, 377, §§ 3 et 4)	8	2	6	3		3	1	1		2	1	1			
Viol (Art. 375, 377, §§ 5, 6, 7)	2		2	1		1	1	1	3	3	2	1	1		1
Excitation à la débauche de mineurs (Art. 379, §§ 2, 3, 4; 381)	8	2	6	1	1		1	2	2				1		1
Bigamie (Art. 391)										1		1			
Infanticide (Art. 396, § 3)															
Coups et blessures (Art. 401, 401 bis)	3		3							1		1			
Obstacle à la circulation des convois sur un chemin de fer (Art. 406 et 407)															
Vol à l'aide d'effraction, de violence ou de menaces (Art. 467 à 472)	796	104	692	151	14	137	98	9	89	369	66	303	80	14	66
Banqueroute frauduleuse (Art. 489, § 2)	1	1								3		3			
Incendie (Art. 510, 511, § 1; 512, § 1; 513, § 2, 3, 4)	1		1												
Destruction de constructions, machines et appareils télégraphiques (Art. 521 à 525)															

D6

Entrave au libre exercice d'un culte ou à l'observation des jours de repos (Art. 142 à 145)															
Arrestation illégale ou arbitraire et violation de domicile par un fonctionnaire public (Art. 147, 148)	2	2													
Atteinte aux droits constitutionnels (Art. 151)	1		1	1		1									

PENDANT L'ANNÉE, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS et le RÉSULTAT DES POURSUITES

TURNHOUT	MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES				
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés		
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40

PAR LE CODE PÉNAL

correctionnalisés

32	12	20	126	39	87	116	23	93	47	12	35	63	21	42	35	13	22	30	14	16	22	11	11	
4	1	3	2		2	8	2	6	1		1	4		4	3		3	1		1	4	1	3	
			1		1				1		1													
			2		2	2		2																
												1		1										
8		8	14	3	11	22	8	14	23	3	20	19	3	16	5	2	3	10		10	20	1	19	
4		4	1		1	1		1				7	1	6	1		1	2		2	1		1	
2		2	5	4	1				3	2	1	1	1				3	3			5	1	4	
			3	1	2	2		2	6	2	4	1		1	1		1				1		1	
			1		1																			
						2		2														1	1	
122	26	96	434	29	405	834	74	760	502	67	435	220	53	167	76	10	66	111	8	103	92	12	80	
									1		1				1		1							
															1		1							
															1		1							

lts

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Fausse monnaie : contrefaçon, altération et émission (Art. 162, 163, 168, 170, 497, 597bis)	5		5												
Emission d'effets publics falsifiés (Art. 177, 178)										3		3			
Contrefaçon et usage de contrefaçon : de sceaux, timbres, coupons, marques de fabrique, etc. (Art. 182 à 191)	9		9	2		2				39	15	24	3		3
Faux et usage de faux (Art. 198 à 210)	11	1	10	1		1				17	2	15			
Fausse déclarations en matière criminelle (Art. 217)	1	1													
Faux témoignage en justice, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes (Art. 218 à 223)	12	5	7							2	1	1			
Faux serment en matière civile (Art. 226)	4	2	2							2	1	1			
Usurpation de fonctions (Art. 227, 261 et 262)	1		1							1		1	1		1
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations et de costumes (Art. 228 à 232)	20		20	10		10	3		3	17	3	14	9		9
Détournement ou destruction par un dépositaire public. Concussion par un fonctionnaire public. Corruption agréée par un fonctionnaire (Art. 240, § 2; 242 à 245, 246 à 251)	19	4	15				6		6	4		4	2		2
Menaces, promesses, offres pour corrompre un fonctionnaire (Art. 252)	31	7	24	1		1				17	3	14	2		2
Abus d'autorité. Refus d'agir (Art. 257, 259)	2		2							1		1	1		1
Infractions aux obligations concernant l'état civil (Art. 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367, 192 du C. C.)							1		1	1	1				
Attaque contre les lois par un ministre du culte (Art. 268)															
Rébellion par une ou plusieurs personnes (Art. 271, 272)	53	2	51	40	3	37	8		8	72	4	68	19		19
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique (Art. 275 à 282)	357	24	333	101	12	89	31	4	27	195	24	171	59	3	56
Bris de scellés (Art. 283 à 288)	4		4	32	19	13	1	1		1		1	9	4	5
Opposition à des travaux publics (Art. 289 à 291)															
Imprimés publics ou distribués sans nom d'auteur ou d'imprimeur (Art. 299)	1	1													
Loteries non autorisées, jeux de hasard, maisons de prêts sur gages (Art. 302 à 308)				1	1										
Association de malfaiteurs (Art. 323, § 2 et 324)	1		1	8	2	6									

TURNHOUT	MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES					
	Total des prévenus 17	Acquittés 18	Condamnés 19	Total des prévenus 20	Acquittés 21	Condamnés 22	Total des prévenus 23	Acquittés 24	Condamnés 25	Total des prévenus 26	Acquittés 27	Condamnés 28	Total des prévenus 29	Acquittés 30	Condamnés 31	Total des prévenus 32	Acquittés 33	Condamnés 34	Total des prévenus 35	Acquittés 36	Condamnés 37	Total des prévenus 38	Acquittés 39	Condamnés 40
				3	1	2	1		1										1	1				
2		2	5		5	11	1	10	1		1	11	4	7	9	2	7	6	2	4	5		5	
			4		4	6		6	2		2	16	3	13	5	1	4	4		4	6	1	5	
												2		2										
1	1		4	1	3	11	9	2	6	4	2	3		3	3		3	2	1	1	3	2	1	
						2	2					2	2		1	1		1	1		1		1	
						2		2						1	1						1		1	
19		19	12		12	4		4	6		6	14		14	25	1	24	51	6	45	13		13	
1		1	2	1	1	20	11	9	2	1	1	5	2	3	5	1	4	4		4	6		6	
8		8	6	4	2	13	7	6	14	3	11	9		9	7	3	4	15	2	13	9	1	8	
						28	28																	
															2		2							
53	7	46	33		33	44	3	41	26	4	22	36	2	34	35		35	46	1	45	32	2	30	
98	15	83	172	11	161	132	6	126	103	12	91	391	25	366	202	10	192	407	51	356	177	19	158	
6	1	5	1	1		3		3	2	1	1	69	27	42	35	8	27	87	16	71	8	3	5	
1		1	1		1										3		3							
															1		1							

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)							1		1	2		2			
Vol (Art. 463 à 466)	1466	148	1318	434	47	387	492	74	418	1182	248	934	282	98	184
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)	1		1												
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	2		2										1		1
Fraude dans une faillite (Art. 490)	1		1												
Abus de confiance (Art. 491)	315	71	244	15	2	13	19	2	17	121	44	77	22	5	17
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)	7	1	6												
Escroquerie (Art. 496)	176	20	156	7		7	10	1	9	106	29	77	27	12	15
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	32	10	22	6	2	4	2	1	1	22	6	16	4		4
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	348	80	268	77	6	71	70	15	55	207	35	172	180	25	155
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	490	122	368	92	19	73	78	20	58	251	84	167	136	50	86
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	40	6	34	4	2	2	4	1	3	51	27	24	19	6	13
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	58	5	53	31	3	28	31	13	18	73	22	51	33	11	22
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	4	3	1	2		2				8	1	7	2		2
Effets de commerce fictifs (Art. 509)	1		1												
Chèques sans provision (Art. 509bis)	7	1	6	2		2									
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et § 3 suivants; 514, 519)													2	2	
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	2	1	1				1		1	3		3			
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	1		1	1		1	1		1	2		2	2		2
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)							1		1						
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	12		12	1		1				7	2	5	6		6
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 ^{er} août 1941 et § 3)	164	9	155	268	18	250	116	9	107	161	27	134	117	23	94

NATURE DES INFRACTIONS	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)																1	1		1		1			
Vol (Art. 463 à 466)	661	107	454	2730	211	2519	1609	248	1361	754	93	661	1134	183	951	391	77	314	563	104	459	773	156	617
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)																								
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)				1		1							1		1									
Fraude dans une faillite (Art. 490)																								
Abus de confiance (Art. 491)	17	4	13	57	16	41	119	38	81	27	12	15	120	33	87	18	2	16	38	13	25	44	13	31
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 494)																								
Escroquerie (Art. 496)	59	6	53	41	10	31	42	13	29	10	2	8	45	13	32	24	5	19	21	6	15	54	6	48
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	2	1	1	1	1		10	3	7	1	1		12	5	7	6	2	4	3	1	2	28	12	16
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	303	101	202	94	41	53	191	23	168	122	14	108	511	83	428	126	7	119	481	32	449	143	9	134
Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	182	60	122	440	94	346	410	104	306	130	56	74	373	152	221	99	23	76	164	51	113	118	43	75
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	17	5	12	22	11	11	17	10	7	30	24	6	76	44	32	79	29	50	57	23	34	28	16	12
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	23	5	18	121	11	110	108	15	93	32	11	21	77	6	71	19	3	16	30	3	27	47	20	27
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	1		1	4	1	3	5	2	3							1		1				6	3	3
Effets de commerce fictifs (Art. 509)																								
Chèques sans provision (Art. 509bis)										1		1				1		1						
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et § 3 suivants; 514, 519)	1		1				1		1							1		1						
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)				1		1	4	1	3				2	1	1				11	5	6			
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)							3	3					2		2	8	5	3	3	2	1	1		1
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)				1		1										1		1					1	1
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	4		4	4		4	11		11	6	3	3	22	5	17	19	4	15	8	4	4	14	2	12
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 ^{er} août 1941 et § 3)	175	20	155	659	63	596	382	73	309	229	49	180	307	30	277	126	4	122	318	28	290	184	38	146

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
Ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (Art. 460, 460bis. Loi du 14 mai 1930, art. 3 b et c. Loi du 13 octobre 1930, art. 17)													1		1
Vol (Art. 463 à 466)	140	36	404	198	29	169	285	21	264	3655	400	3255	492	96	396
Fabrication de fausses clefs (Art. 488)													1		1
Banqueroute simple (Art. 489, § 1)	1		1												
Fraude dans une faillite (Art. 490)															
Abus de confiance (Art. 491)	34	7	27	12	3	9	13	5	8	112	12	100	13	2	11
Abus des faiblesses de l'emprunteur (Art. 493 à 495)															
Escroquerie (Art. 496)	29	4	25	5	1	4	23	3	20	69	8	81	17	3	14
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (Art. 498 et 499)	5		5				6		6	10	3	7	6	2	4
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (Art. 500 et 501)	200	32	168	18	2	16	196	42	154	38	6	32	43	18	25
Récèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (Art. 505)	108	9	99	42	20	22	47	11	36	316	73	243	54	26	28
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (Art. 507)	16	6	10	3	3		17	7	10	15	3	12	11	7	4
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (Art. 508)	30	4	26	15	7	8	10	3	7	55	5	50	17	5	12
Grivelerie (Art. 508bis. Loi du 23 mars 1936)	8	2	6							6		6	1	1	
Effets de commerce fictifs (Art. 509)															
Chèques sans provision (Art. 509bis)										1		1			
Incendie (Art. 511, § 2; 512, § 2 et 3 suivants; 513, 519)													2		2
Destruction ou dégradation de constructions et de machines; de tombeaux, objets d'art, titres et documents; de denrées, marchandises et propriétés mobilières (Art. 521 à 523. Loi du 13 octobre 1930, art. 24; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	2		2	2	1	1	2		2	3		3			
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (Art. 535 à 537)	3	1	2	1		1	1		1	1		1			
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitement excessif à leur égard (Art. 538 à 541)															
Destruction de clôtures, déplacement de bornes (Art. 545 et 546)	15	1	14	5	3	2	2		2	5	1	4			
Maraudage avec circonstances aggravantes ou en temps de guerre (Art. 557, 6°, § 2. Arr. du 1 ^{er} août 1941 et § 3)	84	1	83	7	2	5	50	5	45	894	72	822	161	12	149

	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
	181	19	162	909	158	751	746	96	650	135	15	120	120	21	99	194	43	151	739	94	645	396	37	359
							1		1										1		1			
	27	2	25	46	6	40	29	6	23	6	1	5	6	1	5	7	1	6	49	18	31	15	2	13
																1	1							
	16	2	14	14	3	11	5	2	3	10	6	4	7		7	8	3	5	39	12	27	17	3	14
	4	1	3	3		3	4	2	2							1		1	10	3	7	4		4
	5		5	23	5	18	67	24	43	17	2	15	1		1	12	3	9	32	12	20	3	1	2
	54	14	40	180	57	123	227	90	137	30	7	23	24	8	16	20	6	14	106	30	76	58	13	45
	5	2	3	22	5	17	9	7	2	1	1		8	2	6	16	12	4	6	3	3	19	10	9
	5		5	39	4	35	43	3	40	16		16	3	2	1	6	2	4	23	2	21	19	2	17
	4	1	3				1		1							1		1	7		7			
																1		1	4		4	1	1	
				3		3				1		1	2	2								2		2
				2		2													1		1			
				4		4				3		3												
				1	1											2		2	1		1			
	3	2	1	20	9	11	6	1	5				3	2	1	3		3	1	1				
	16		16	660	70	590	128	21	107	21	3	18	23		23	31	3	28	265	31	234	45	6	139

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
ibis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55

Contraventions

Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (Art. 561, 2° et 3°)	15	5	10	—	—	—	—	—	—	6	2	4	1	—	1
Autres contraventions	44	6	38	9	—	9	14	1	13	20	2	18	4	3	1

INFRACTIONS PRÉVUES

1. — Ordre

Devoirs des fonctionnaires en temps de guerre (Loi du 5 mars 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants : Code d'instruction criminelle (Art. 80, 157 et 189)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (Loi du 29 juin 1929, art. 49)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Baux à loyer, fausse déclaration en procédure (Arr. du 18 nov. 1942, art. 19)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (Loi du 7 juillet 1875. Loi du 25 mars 1891. Loi du 28 juillet 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registre de la population (L. du 2 juin 1856. A. R. du 30 décembre 1900. Loi du 6 février 1919. A. R. du 14 octobre 1939)	1	—	1	—	—	—	2	1	1	12	—	12	3	—	3
Règlements provinciaux	3	1	2	34	2	32	14	—	14	120	4	116	18	—	18
Fermeture des cafés (arrêté des gouverneurs du 25 août 1939)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	1	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Impôts (Lois et règlements)	512	20	492	37	5	32	75	5	70	85	6	79	13	1	12
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des étrangers (A. L. du 28 septembre 1939)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	21	4	17	—	—	—
Recensement des étrangers (A. R. du 11 août 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délivrance de passeports (A. L. du 4 décembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (Arrêté du 25 mars 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Organisation militaire	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Occlusion de l'éclairage en cas de mobilisation (A. R. du 30 août 1939. A.A. des 24-12-1940 et 12-11-1943)	50	19	31	8	1	7	3	—	3	10	3	7	—	—	—
Dommages de guerre (A. 30-6-41)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées : fabrication, vente, port (Loi du 3 janvier 1933. Loi du 29 juillet 1933. Loi du 1er mai 1936. A. R. du 21 d'emb. 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	1	13	—	13	—	—	—

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79

de police

	7	3	4	20	7	13	—	—	—	3	1	2	1	3	5	2	—	2	2	1	—	1	—	—
--	---	---	---	----	---	----	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

PAR DES LOIS SPÉCIALES

et sécurité publics

	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—
	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	4	1	3	—	—	—	3	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	6	—	5	218	12	206	229	12	217	1	—	1	13	2	11	15	—	15	20	6	15	—	—	1
	1	—	1	—	—	—	—	—	—	6	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	2	—	2	17	7	10	35	7	28	20	2	18	16	—	10	44	6	38	42	4	38	90	17	73
	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	2	1	1	39	6	34	17	4	13	2	—	2	—	—	—	—	—	—	25	10	15	1	—	1
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1	—	1	2	1	1	2	—	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus 2	Acquittés 3	Condamnés 4	Total des prévenus 5	Acquittés 6	Condamnés 7	Total des prévenus 8	Acquittés 9	Condamnés 10	Total des prévenus 11	Acquittés 12	Condamnés 13	Total des prévenus 14	Acquittés 15	Condamnés 16
Distribution des carburants (Arrêté du 2 août 1940)	3	—	3	1	—	1	—	—	—	5	2	3	4	1	3
4. — Agriculture, animaux,															
Garde rurale (Arrêté du 4 août 1941)	32	9	23	—	—	—	9	4	5	32	22	10	95	47	48
Accès aux terrains cultivés (Arrêtés des 15 juillet 1941 et 8 juillet 1943)	14	—	14	5	1	4	15	1	14	50	18	32	—	—	—
Infractions rurales : écharonnage, échennillage, etc. (Code rural. Loi du 7 octobre 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commerce des semences, plants, engrais et substances d'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931. A. R. du 27 juillet 1935. A. R. du 30 nov. 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930. Loi du 5 avril 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (A. R. du 19 juillet 1926. A. R. du 20 août 1926)	5	2	3	—	—	—	—	—	—	6	4	2	—	—	—
Art vétérinaire (Loi du 4 avril 1890 modifiée par loi du 28 mai 1906. Loi du 23 mai 1924)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	1	8	1	—	1
Rage canine (A. R. du 29 octobre 1908)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	3	—	3	2	1	1	2	—	2	7	1	6	1	—	1
Protection des oiseaux insectivores, des goélands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31. A. R. du 25 octobre 1929)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	9	4	5	8	2	6
Tenderie (Loi du 30 juillet 1922. Loi du 8 juin 1926. A. R. du 12 juin 1933)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883. Loi du 5 juillet 1899. A. R. du 13-3-1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2
5. — Travail															
Liberté d'association (L. du 24-5-1921)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896. Loi du 14 juin 1921. A. R. du 20 juin 1936)	5	—	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—

TURNHOUT	MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES					
	Total des prévenus 17	Acquittés 18	Condamnés 19	Total des prévenus 20	Acquittés 21	Condamnés 22	Total des prévenus 23	Acquittés 24	Condamnés 25	Total des prévenus 26	Acquittés 27	Condamnés 28	Total des prévenus 29	Acquittés 30	Condamnés 31	Total des prévenus 32	Acquittés 33	Condamnés 34	Total des prévenus 35	Acquittés 36	Condamnés 37	Total des prévenus 38	Acquittés 39	Condamnés 40
							1	1					16	3	12	4	—	4	1	—	1	2	—	2
chasse, pêche																								
2	—	2	46	19	27	2	—	2	76	40	36	3	—	3	180	93	87	3	3	—	6	6	—	—
12	5	7	100	7	93	—	—	—	5	1	4	16	1	15	70	14	56	5	—	6	—	—	—	—
1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	1	—	1	—	—	—	4	1	3	16	5	11	4	—	4	—	12	9	3	5	4	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	2	—	2	11	2	9	1	1	—	5	—	5	2	—	2	—	19	10	9	4	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
30	4	26	11	3	8	1	—	1	2	—	2	20	4	16	4	2	2	—	28	6	22	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
et Prévoyance																								
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2

Tabelau n° 18bis* - PRÉVENUS JUGÉS EN DEGRÉ D'APPEL, PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL
Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque

NATURE DES INFRACTIONS	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Infractions jugées en degré d'appel															
Délits prévus par le Code pénal	5			3			4			1			4	2	2
Contraventions de police prévues par le Code pénal	24	21		1	1		1	2		7	2		8	5	3
Infractions prévues par des lois spéciales	85	23	62	17	12	5	10	2	8	44	12	32	23	8	15
Totaux :	115	31	84	21	13	8	18	4	14	56	19	37	35	15	20
Totaux des infractions jugées en premier ressort	9138	1440	7698	2054	297	1757	1427	221	1206	5543	1290	4253	2090	678	1412
Récapitulation générale															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	9253	1471	7782	2075	310	1765	1445	225	1220	5599	1309	4290	2125	693	1432
Totaux en 1942	10043	1486	8557	2296	306	1990	1573	170	1408	7122	1632	5499	2398	584	1814
Totaux en 1941	10129	1591	8538	2785	276	2510	1705	233	1472	8988	2549	6439	2839	745	2094
Totaux en 1940	9273	944	8329	2638	104	2534	1165	150	1015	9613	2371	7242	1676	211	1464

Tableau n° 18 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	COURTRAI			FURNES			YPRES			HUY			LIÈGE		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
1bis	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Infractions jugées en degré d'appel															
Délits prévus par le Code pénal	5			11						167	59	108	58	31	27
Contraventions de police prévues par le Code pénal	12	5		3	2					27	3	15	6		3
Infractions prévues par des lois spéciales	12	5		11	5					109	34	75	14		8
Totaux :	29	14	15	26	8	18	3	1	2	303	101	202	78	36	40
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3040	420	2620	942	243	699	1346	183	1168	8550	1052	7496	1424	310	1114
Récapitulation générale															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3069	434	2635	968	251	717	1349	184	1169	8853	1153	7704	1502	348	1154
Totaux en 1942	2925	410	2515	1103	250	853	1424	164	1255	5555	559	4994	1935	314	1621
Totaux en 1941	3476	575	2901	1196	336	860	1403	160	1243	5292	660	4632	1811	363	1444
Totaux en 1940	2555	282	2273	760	193	567	1531	197	1334	4208	394	3814	788	176	612

* Ce tableau localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés au tableau n° 17.

PENDANT L'ANNÉE, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS et le RÉSULTAT DES POURSUITES
tribunal en premier ressort et en degré d'appel

NATURE DES INFRACTIONS	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	
	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	
Infractions jugées en degré d'appel																									
Délits prévus par le Code pénal	5	2	3	17	5	12	34	15	19	12	7	5	34	18	16	5	2	3	6	3	2	1	1		
Contraventions de police prévues par le Code pénal	3	3		10	4	6	18	8	10	4	4		20	8	12	9	4	5	17	3	14	6	3	3	
Infractions prévues par des lois spéciales	24	8	16	49	10	39	42	12	30	19	5	14	56	23	33	35	18	17	50	28	22	29	9	20	
Totaux :	32	13	19	76	19	57	94	35	59	35	16	19	110	49	61	49	24	25	73	34	39	36	13	23	
Totaux des infractions jugées en premier ressort	2526	579	1947	5589	952	5637	5228	1132	5096	2947	534	2413	6646	1427	5219	3092	591	2501	4247	793	3454	4306	1450	2856	
Récapitulation générale																									
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	2558	592	1966	5665	971	5694	5322	1167	5155	2982	550	2432	6756	1476	5280	3141	615	2526	4320	827	3493	4342	1463	2879	
Totaux en 1942	2618	517	2101	5062	844	4218	5152	852	4300	2776	542	2234	7995	1584	6411	3841	636	3205	5151	1078	4073	3828	1026	2802	
Totaux en 1941	2696	555	2141	4215	912	3303	7163	1393	5770	2107	411	1696	3480	748	2732	3497	1043	2454	5532	1271	4261	4695	1622	3073	
Totaux en 1940	2162	215	1947	2848	378	2470	5188	781	4407	1310	208	1102	3202	546	2656	1991	437	1554	3163	649	2514	2607	550	2057	

NATURE DES INFRACTIONS	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHÂTEAU			NAMUR			DINANT		
	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés	Total des prévenus	Acquittés	Condamnés
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
Infractions jugées en degré d'appel																								
Délits prévus par le Code pénal	23	3	20	5		5	21	9	12	15	2	13	5		5	1	3	1	31	9	25	53	24	29
Contraventions de police prévues par le Code pénal	5		5	3		3	2	1	1	3		3			8	6	3	3	3	1	2	13	4	9
Infractions prévues par des lois spéciales	5		5	12		8	36	6	30	4	1	3	8		8	11	2	9	65	21	44	17	6	11
Totaux :	33	3	30	20	4	16	59	16	43	22	3	19	13	-	13	21	8	13	102	31	71	83	34	49
Totaux des infractions jugées en premier ressort	852	118	734	3754	673	3081	2803	546	2257	583	114	469	622	105	517	1058	347	711	2445	374	2071	296	205	1091
Récapitulation générale																								
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	885	121	764	3774	677	3097	2862	562	2300	605	117	488	635	105	530	1079	355	724	2547	405	2142	379	239	1140
Totaux en 1942	1157	224	933	3005	474	2531	2785	398	2387	953	157	796	587	88	499	1318	279	1039	2196	366	1830	728	351	1377
Totaux en 1941	1318	243	1075	3877	876	3001	2535	587	1948	1104	197	907	957	211	746	1191	407	784	2490	499	1991	790	615	1175
Totaux en 1940	981	171	810	1981	339	1642	1368	169	1199	415	49	366	570	132	438	421	95	326	1489	229	1260	799	136	663

TABLEAU n° 19

Ce tableau donne au sujet des condamnés par les tribunaux correctionnels quelques renseignements d'ordre technique, qui ne manquent pas d'importance, depuis l'augmentation considérable de la criminalité dans le royaume.

Il répartit en premier lieu les condamnés en

primaires et en récidivistes et à cet égard l'augmentation massive des primaires en 1940, situation qui, depuis, tend à se maintenir, doit être notée.

Les chiffres ci-après en fournissent les proportions d'ensemble dans les six dernières années.

CONDAMNÉS EN CORRECTIONNELLE.

AN- NÉES	Au total		Primaires		Récidivistes	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1938	38,822	100	22,571	58.15	16,251	41.85
1939	39,000	100	21,794	55.90	17,206	44.10
1940	53,151	100	33,416	62.85	19,735	37.15
1941	68,090	100	43,289	63.60	24,801	36.40
1942	70,274	100	44,860	63.85	25,414	36.15
1943	69,474	100	44,249	63.70	25,225	36.30

Il établit ensuite l'échelle des peines infligées, dans une division détaillée, et vient ainsi compléter les résultats émis dans les tableaux n° 16 et 18.

La fluctuation des diverses condamnations d'emprisonnement est de nature à donner une

appréciation sur la sévérité de la répression et partant sur la gravité des délits jugés.

Les chiffres et les proportions, par catégories, des condamnés à l'emprisonnement, pour les six dernières années, se présentent comme suit :

ANNÉES	CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT CONDITIONNEL D'UNE DURÉE DE											
	Moins de 6 jours		6 jours à moins de 1 mois		1 mois à moins de 3 mois		3 mois à moins de 6 mois		6 mois		Au total	
	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%	Nombre absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1938	9	0.22	1,806	44.22	1,587	38.87	646	15.86	34	0.83	4,084	100
1939	7	0.18	1,564	40.36	1,520	39.23	724	18.68	60	1.55	3,875	100
1940	19	0.36	2,261	42.78	2,128	40.28	827	15.65	49	0.93	5,284	100
1941	10	0.12	3,446	41.19	3,494	41.77	1,302	15.56	114	1.36	8,366	100
1942	6	0.05	4,427	38.69	4,860	42.47	2,088	18.25	62	0.54	11,443	100
1943	13	0.11	4,002	37.45	4,414	41.30	2,157	20.18	101	0.94	10,687	100

AN- NÉES	CONDAMNÉS À L'EMPRISONNEMENT NON CONDITIONNEL D'UNE DURÉE DE																	
	Moins de 6 jours		6 jours à - de 1 mois		1 mois à - de 3 mois		3 à 6 mois		plus de 6 m. à - de 1 an		1 an à moins de 3 ans		3 ans à - de 5 ans		5 ans et plus		Au total	
	N. abs.	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%	Nomb. absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1938	27	0.30	2,537	28.44	3,070	34.41	2,098	23.51	362	4.06	663	7.43	117	1.31	48	0.54	8,922	100
1939	41	0.43	2,610	26.18	3,074	32.07	2,486	25.94	452	4.72	844	8.80	144	1.50	35	0.36	9,586	100
1940	30	0.26	3,165	27.32	4,163	35.93	2,883	24.89	503	4.35	670	5.78	123	1.06	48	0.41	11,585	100
1941	18	0.13	3,223	22.43	4,667	32.49	4,054	28.22	746	5.19	1,485	10.34	120	0.83	53	0.37	14,366	100
1942	17	0.08	4,049	19.58	5,750	27.80	6,057	29.28	965	4.67	3,589	17.35	184	0.89	73	0.35	20,684	100
1943	21	0.11	3,536	17.13	5,152	24.96	6,295	30.50	1,009	4.88	4,079	19.76	400	1.94	148	0.72	20,640	100

On y voit : pour les condamnés à l'emprisonnement conditionnel, une nouvelle augmentation sensible en 1943 des condamnés de 3 à moins de 6 mois, et un sérieux accroissement des applications de 6 mois d'emprisonnement, alors que dans l'ensemble le nombre de condamnés à l'emprisonnement conditionnel est en régression d'environ 7 % sur l'année 1942.

pour les condamnés à l'emprisonnement non conditionnel : une diminution des peines inférieures à 3 mois (colonnes 4 à 7) ; une augmen-

lation constante de l'application de 3 à 6 mois de prison (colonnes 8 et 9) ; des augmentations importantes des peines allant de plus de six mois à moins de 3 ans de prison (colonnes 10 à 13), alors que les condamnés de 3 à moins de 5 ans de prison et ceux condamnés à plus de 5 ans ont doublé par rapport à l'année 1942 (col. 14 à 17).

De l'ensemble des comparaisons ainsi faites, on peut conclure que la sévérité des tribunaux correctionnels s'est considérablement accrue en 1943, en ce qui concerne la répression des crimes et délits dont la preuve était acquise.

Tableau n° 19. — Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	conditionnel de				
				6 mois	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours
				5	6	7	8	9
Bruxelles	Primaires	---	4.735	6	497	548	246	---
	Récidivistes	---	2.963	1	23	26	15	---
	Total :	9.138	1.440	7.698	7	520	574	261
Louvain	Primaires	---	1.158	1	64	119	149	---
	Récidivistes	---	599	---	1	10	7	---
	Total :	2.054	297	1.757	1	65	129	156
Nivelles	Primaires	---	780	---	47	80	96	5
	Récidivistes	---	426	---	1	5	10	---
	Total :	1.427	221	1.206	---	48	85	106
Anvers	Primaires	---	2.549	9	168	303	186	---
	Récidivistes	---	1.704	---	11	20	4	2
	Total :	5.543	1.290	4.253	9	179	323	190
Malines	Primaires	---	937	---	47	100	90	---
	Récidivistes	---	475	---	3	1	7	---
	Total :	2.090	678	1.412	---	50	101	97
Turnhout	Primaires	---	1.283	2	33	131	94	---
	Récidivistes	---	664	---	2	10	6	---
	Total :	2.526	579	1.947	2	35	141	100
Mons	Primaires	---	3.916	7	96	355	477	---
	Récidivistes	---	1.721	---	7	26	33	---
	Total :	6.589	952	5.637	7	103	381	510
Charleroi	Primaires	---	3.016	12	132	456	199	1
	Récidivistes	---	2.080	1	13	27	18	---
	Total :	6.228	1.132	5.096	13	145	483	217
Tournai	Primaires	---	1.630	4	38	229	203	---
	Récidivistes	---	783	---	7	11	16	---
	Total :	2.947	534	2.413	4	45	240	219
Gand	Primaires	---	3.383	4	125	331	504	---
	Récidivistes	---	1.836	---	5	17	35	1
	Total :	6.646	1.427	5.219	4	130	348	539
Audenarde	Primaires	---	1.652	8	33	135	143	3
	Récidivistes	---	849	---	1	2	11	---
	Total :	3.092	591	2.501	8	34	137	154
Termonde	Primaires	---	2.194	1	64	114	93	---
	Récidivistes	---	1.260	---	6	5	4	---
	Total :	4.247	793	3.454	1	70	119	97
Bruges	Primaires	---	1.889	6	70	160	51	---
	Récidivistes	---	967	---	3	4	---	---
	Total :	4.306	1.450	2.856	6	73	164	51
Courtrai	Primaires	---	1.710	7	166	99	44	---
	Récidivistes	---	910	---	2	7	2	---
	Total :	3.040	120	2.620	9	173	101	45
Furnes	Primaires	---	431	1	21	38	10	---
	Récidivistes	---	268	---	---	2	---	---
	Total général :	942	243	699	1	21	40	10

JUGEANT EN PREMIER RESSORT. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires

CONDAMNÉS														CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT								À L'AMENDE						la mise à la disposition du gouvernement			
simple de								conditionnelle de		simple de				l'interdiction	Loi du 27-11-1891 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	22	23				
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
17	65	503	108	537	248	81	2	471	38	1.316	53	37	1	---	1		
33	66	473	129	577	381	190	1	38	3	976	31	46	---	---	17		
50	131	976	237	1.114	629	271	3	509	41	2.291	84	83	1	---	18		
---	---	84	17	46	32	7	---	349	43	237	11	6	---	---	---		
---	2	57	20	73	91	76	1	14	4	228	15	7	---	---	---		
---	2	141	37	118	123	83	1	363	47	165	26	13	---	---	---		
1	2	41	11	61	19	26	7	217	74	84	9	8	---	---	---		
5	10	38	9	60	52	55	1	14	7	139	20	9	---	---	---		
6	12	79	20	121	71	81	8	231	81	223	29	17	---	---	---		
11	11	107	28	217	161	53	---	390	129	687	89	29	---	1	---		
10	15	128	35	258	245	135	---	30	4	714	93	24	---	---	7		
21	26	235	63	475	406	188	---	420	133	1.401	182	53	---	1	7		
3	1	51	12	36	13	9	---	211	14	341	9	6	---	---	1		
5	8	33	8	49	29	42	---	18	2	258	12	2	---	---	---		
8	9	84	20	85	42	51	---	229	16	599	21	8	---	---	1		
---	3	41	10	55	34	17	---	421	54	377	11	8	---	---	1		
2	7	44	11	60	108	88	---	31	---	284	11	8	---	---	---		
2	10	85	21	115	142	105	---	452	54	661	22	16	---	---	1		
4	4	114	15	128	129	58	---	1.687	167	661	14	26	---	---	---		
2	1	86	19	133	238	197	---	134	13	803	29	10	---	---	3		
6	5	200	34	261	367	255	---	1.821	180	1.464	43	36	---	---	3		
2	10	122	33	207	157	82	---	961	94	524	24	22	---	---	---		
8	20	145	36	310	455	203	2	92	7	713	30	29	---	---	4		
10	30	267	69	517	612	285	2	1.053	101	1.237	54	51	---	---	4		
---	3	74	8	248	133	78	---	397	18	192	5	22	---	---	---		
1	14	55	15	149	199	110	---	23	1	177	5	3	---	---	---		
1	17	129	23	397	332	188	---	420	19	369	10	25	---	---	---		
---	8	134	31	140	60	70	---	861	59	1.021	35	26	---	---	1		
4	13	127	28	164	128	251	1	55	2	976	29	13	---	---	1		
4	21	261	59	304	188	321	1	916	61	1.997	64	39	---	---	2		
---	8	97	7	72	48	21	---	502	44	518	15	5	---	---	---		
---	10	70	13	68	78	87	1	16	2	479	11	3	---	---	---		
---	16	167	20	140	126	108	1	518	46	997	26	8	---	---	---		
---	1	74	16	45	27	15	---	625	147	902	70	6	---	---	1		
---	4	87	22	90	91	75	---	49	8	763	56	9	---	---	---		
---	5	161	38	135	118	90	---	674	155	1.665	126	15	---	---	1		
---	2	66	31	49	63	30	---	445	330	508	78	27	---	1	1		
---	3	44	22	65	128	45	---	21	17	473	142	11	---	---	---		
---	5	110	53	114	191	75	---	466	347	981	220	38	---	1	1		
---	---	100	23	236	21	5	---	455	72	450	32	8	---	---	1		
1	---	62	29	214	61	21	---	35	2	441	32	7	---	---	2		
1	---	162	52	450	82	26	---	490	74	891	64	15	---	---	3		
---	2	13	5	44	5	1	1	93	16	150	31	---	---	---	---		
3	---	23	11	36	25	11	---	3	---	141	13	1	---	---	2		
3	2	36	16	80	30	12	1	96	16	291	44	1	---	---	2		

Tableau n° 19 (suite).

ARRONDISSEMENTS	Totaux des préve-nus	Nombre des acquit-tés	Nombre des condam-nés	conditionnel de					moins de 8 jours
				6 mois	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	
				5	6	7	8	9	
Ypres			796	1	27	27	25	—	
			367	—	3	3	1	—	
			Total :	1,346	183	1,163	1	30	
Liège			4,655	7	135	324	377	—	
			2,843	1	7	31	37	—	
			Total :	8,550	1,052	7,498	8	142	
Huy			769	2	23	69	78	—	
			345	1	2	4	—	1	
			Total :	1,424	310	1,114	3	25	
Verviers			436	1	17	55	28	—	
			298	—	—	1	1	—	
			Total :	852	118	734	1	17	
Tongres			1,963	2	39	87	163	—	
			1,118	—	1	3	12	—	
			Total :	3,754	673	3,081	2	40	
Hasselt			1,352	—	26	96	121	—	
			905	—	1	10	7	—	
			Total :	2,803	546	2,257	—	27	
Arlon			292	2	7	25	23	—	
			177	—	—	1	2	—	
			Total :	583	114	469	2	7	
Marche-en-Famenne			312	2	24	22	14	—	
			205	—	1	3	2	—	
			Total :	622	105	517	2	25	
Neufchâteau			442	2	20	44	33	—	
			269	—	2	—	2	—	
			Total :	1,058	347	711	2	22	
Namur			1,332	4	106	182	254	—	
			739	—	7	5	15	—	
			Total :	2,445	374	2,071	4	113	
Dinant			637	4	17	53	50	—	
			454	—	1	3	5	—	
			Total :	1,298	205	1,091	4	18	
LE ROYAUME :			44,249	95	2,042	4,182	3,751	9	
			25,225	6	115	232	251	4	
			Total :	85,548	16,074	69,474	101	2,157	
Totaux généraux en			70,274	62	2,088	4,860	4,427	6	
1942			68,090	114	1,302	3,494	3,446	10	
1941			53,151	49	827	2,128	2,261	9	
1940									

Récapitulation des condamnés

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel	de plus de 6 mois
		sans condition	de 6 mois et moins
	à l'amende	conditionnelle	
		simple	
Total des condamnés :			

CONDAMNÉS														CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT À			
À L'EMPRISONNEMENT							À L'AMENDE							la mise à la disposition du gouvernement			
simple de							conditionnelle de				simple de			l'inter-diction	Loi du 27-11-1891 art. 14	Loi du 15-5-1912 art. 37	Loi du 9-4-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	26 fr. et plus	moins de 26 fr.	22	23				
—	3	27	1	32	19	13	—	242	172	189	18	2	—	—	—		
—	4	19	4	36	21	8	—	12	6	195	55	1	—	—	—		
—	7	46	5	68	40	21	—	254	178	384	73	3	—	—	—		
7	29	125	32	260	171	84	—	1,901	881	280	42	41	—	1	—		
8	19	164	58	301	349	322	—	168	53	1,147	178	24	—	—	—		
15	48	289	90	561	520	406	—	2,069	934	1,427	220	65	—	1	—		
—	2	32	2	17	36	22	—	326	49	106	5	2	—	—	—		
1	3	29	4	30	64	63	1	22	6	99	15	4	—	—	—		
1	5	61	6	47	100	85	1	348	55	205	20	6	—	—	—		
—	1	30	12	36	30	11	—	113	6	88	8	4	—	—	1		
3	3	30	8	43	58	24	1	9	—	108	9	6	—	—	—		
3	4	60	20	79	88	35	1	122	6	196	17	10	—	—	1		
4	1	54	11	110	66	70	—	750	198	272	136	9	—	—	1		
—	5	60	7	138	104	138	—	33	13	498	106	5	—	—	1		
4	6	114	18	248	170	208	—	783	211	770	242	14	—	—	2		
1	4	69	11	118	85	62	—	276	45	416	22	17	—	—	—		
2	6	66	8	111	139	130	—	21	3	378	23	5	—	—	—		
3	10	135	19	229	224	192	—	297	48	794	45	22	—	—	—		
—	1	17	1	16	19	13	1	110	9	46	2	9	—	—	—		
—	2	15	1	22	36	24	1	7	—	64	2	8	—	—	—		
—	3	32	2	38	55	37	2	117	9	110	4	17	—	—	—		
4	7	32	1	43	24	16	—	51	25	38	9	7	—	3	—		
3	—	38	1	48	26	27	—	2	—	42	12	1	—	1	—		
7	7	70	2	91	50	43	—	53	25	80	21	8	—	4	—		
1	2	22	1	53	22	21	—	137	14	64	6	—	—	—	—		
—	4	29	2	60	37	35	—	10	1	80	7	—	—	—	—		
1	6	51	3	113	59	56	—	147	15	144	13	—	—	—	—		
2	1	29	26	120	98	73	—	288	28	112	9	13	—	—	—		
—	8	39	45	146	132	142	—	17	3	172	8	10	—	—	1		
2	9	68	71	266	230	215	—	305	31	284	17	23	—	—	1		
—	1	31	5	55	62	27	—	124	73	122	13	11	—	1	—		
—	3	29	6	74	95	72	—	7	5	135	19	3	—	—	—		
—	4	60	11	129	157	99	—	131	78	257	32	14	—	1	—		
57	170	2,089	458	2,980	1,782	965	11	12,403	2,799	9,700	756	351	1	7	9		
91	230	1,990	551	3,315	3,370	2,571	10	881	162	10,483	963	249	—	1	38		
148	400	4,079	1,009	6,295	5,152	3,536	21	13,284	2,961	20,183	1,719	600	1	8	47		
73	184	3,589	965	6,057	5,750	4,049	17	13,342	2,561	20,629	1,615	611	7	10	43		
53	120	1,485	746	4,054	4,667	3,223	18	13,683	2,140	27,682	1,853	583	4	6	73		
48	123	670	503	2,883	4,163	3,165	30	11,508	3,526	18,617	2,631	542	10	2	75		

jugés en premier ressort

En 1943	En 1942	En 1941	En 1940
10,687	11,443	8,366	5,284
5,636	4,811	2,404	1,344
15,004	15,873	11,962	10,241
16,245	15,903	15,823	15,034
21,902	22,244	29,535	21,248
69,474	70,274	68,090	53,151

Tableau n° 20. — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Amende		30	31	712	—	277	1,050
Emprisonnement de :							
8 jours à moins de 1 mois	1	9	6	225	—	73	314
1 mois à moins de 3 mois	—	1	13	241	—	74	329
3 mois à moins de 6 mois	—	—	3	134	—	76	212
6 mois et plus	1	3	5	137	—	88	234
<i>Total :</i>	2	43	58	1,449	—	587	2,139
1942	3	35	55	1,200	—	523	1,816
1941	—	8	31	793	—	550	1,382
1940	1	18	20	574	—	389	1,002

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ						TOTAL
	3 mois et moins	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 1 an	plus de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans à 3 ans	plus de 3 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Amende simple	—	4	41	6	—	—	51
» conditionnelle	—	5	49	2	1	—	57
Emprisonnement simple	—	4	61	4	—	1	70
» conditionnel	—	2	54	4	1	—	61
<i>Total :</i>	—	15	205	16	2	1	239
1942	—	9	189	31	3	4	236
1941	—	11	144	11	1	1	168
1940	2	5	76	6	—	—	89

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

En vertu de l'arrêté du 18 novembre 1940, modifié par ceux des 16 novembre 1942 et 19 mars 1943, les affaires de la compétence de la Cour Militaire leur sont déferées depuis la suspension du fonctionnement de celle-ci.

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ces cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président. (Code d'instruction cri-

minelle, art. 479, 481 et 483, loi du 20 avril 1810, art. 20 ; décret du 6 juillet 1810, art. 4) ;

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience. (Code d'instruction criminelle, art. 507) ;

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, Anvers et Hainaut ; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres ; celle de Liège, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.

Tableau n° 21. — AFFAIRES CORRECTIONNELLES PORTÉES DEVANT LES COURS D'APPEL.
NOMBRE ET NATURE DES ARRÊTS RENDUS

COURS D'APPEL	NOMBRE DES AFFAIRES						NOMBRE DES ARRÊTS					ARRÊTS		NOM- BRE des préve- nus jugés
	à juger			terminées			restant à juger de l'année	contra- dic- toires	par défaut	contra- dic- toires à l'égard de cer- tains préve- nus, par dé- faut à l'égard des autres	TOTAL	confir- matifs	infir- en tout ou en partie	
	pen- dantes au 1 ^{er} jan- vier	portées devant la cour durant l'année	TOTAL	par arrêt	rayées du rôle, dispa- rues par jonc- tion, etc.	TOTAL								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	609	2,940	3,549	3,002	2	3,004	545	2,560	339	103	3,002	1,455	1,547	4,404
Gand	1,078	1,950	3,028	1,839	156	1,995	1,033	1,440	261	138	1,839	958	881	3,018
Liège	115	1,596	1,711	1,498	—	1,498	213	1,082	293	123	1,498	627	871	2,630
<i>Totaux :</i>	1,802	6,486	8,288	6,339	158	6,497	1,791	5,082	893	364	6,339	3,040	3,299	10,052
<i>Totaux en</i> { 1942	1,151	5,992	7,143	5,332	9	5,341	1,802	4,458	402	472	5,332	2,217	3,115	8,221
{ 1941	1,176	5,848	7,024	5,866	7	5,873	1,151	5,023	532	311	5,866	2,626	3,240	8,710
{ 1940	1,021	4,136	5,157	3,981	—	3,981	1,176	3,411	336	234	3,981	1,660	2,321	5,793

L'activité des chambres correctionnelles des cours d'appel atteint en 1943, un taux antérieurement inconnu.

La comparaison avec les chiffres moyens de la période décennale 1931 à 1940 fait ressortir une hausse de 52.90 % des affaires nouvelles introduites et des majorations de 50 % des arrêts prononcés et de 62 % des prévenus jugés.

Si d'une part cette augmentation de charge pour les magistrats d'appel peut être considérée comme concordante avec l'accroissement des affaires correctionnelles de première instance

(10.13 % d'appels en moyenne de 1931 à 1940 ; 10.45 % d'appels en 1943) il faut pourtant tenir compte de la nécessité devant les cours d'un examen plus minutieux des affaires qui leur sont soumises.

Et à cet égard il est remarquable, alors qu'en moyenne de 1931 à 1940 les arrêts confirmatifs étaient de 52.90 % pour 47.10 % d'arrêts infirmatifs en tout ou en partie, qu'en 1943 les arrêts confirmatifs ne sont plus que de l'ordre de 48 % pour 52 % d'arrêts qui ont réformé le premier jugement en tout ou en partie.

COURS D'ASSISES*

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, réclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déferés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

L'article 6 de la loi du 30 avril 1919 porte que « Si le nombre ou l'importance des affaires renvoyées devant une cour d'assises le requiert, il peut être formé plusieurs cours d'assises dans la même province. Ces cours siègent concurremment, soit au même chef-lieu, soit aux chefs-lieux des différents arrondissements judiciaires ».

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi.

Le jury est appelé à décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il se

prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

La loi du 23 août 1919 a étendu les pouvoirs du jury en le faisant participer à l'application des peines. En vertu de cette loi, lorsque l'accusé a été déclaré coupable par le jury d'un fait défendu par une loi pénale, la cour se rend avec les jurés dans leur chambre. Le collège ainsi constitué, présidé par le président de la cour, délibère sur la peine à prononcer. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans le tableau où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, les individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple, un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

* Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 29^e année, n° 12, décembre 1943 : « Les Cours d'Assises et la répression des crimes », pages 442 et suiv.

Tableau n° 24. — AFFAIRES JUGÉES PAR CONTUMACE

NATURE DES CRIMES	TOTAL des accusés	Acquittés	de mort	CONDAMNÉS À LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire				
				DES TRAVAUX FORCÉS			DE LA DÉTENTION				de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'amende	de l'interdiction	de la mise à disposition du gouvern ¹
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps extraordinaire	ordinaire						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Nihil :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Totaux en															
1942	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1941	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1940	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

Tableau n° 25. — DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE

NATURE DES INFRACTIONS	TOTAL des prévenus	Acquittés	CONDAMNÉS À UN EMPRISONNEMENT				Condamnés à l'amende	CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel		de l'interdiction	de la mise à disposition du gouvern ¹
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Nihil :	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Totaux en									
1942	1	1	-	-	-	-	-	-	-
1941	8	2	-	-	-	-	-	-	-
1940	-	-	-	-	-	-	-	-	-

CONSEILS DE GUERRE ET COUR MILITAIRE

Depuis le 28 mai 1940, date de la capitulation de l'armée belge, l'exercice de la juridiction militaire était suspendu (cf à ce sujet : « Statistique Judiciaire de la Belgique 1931-1940, p. 103 »); néanmoins l'arrêté du 16 novembre 1942, modificatif de l'arrêté du 18 novembre 1940, et l'arrêté du 19 mars 1943, donnèrent pouvoir aux chambres correctionnelles des tribunaux de première instance et, en degré d'appel, aux chambres correctionnelles des cours d'appel, de siéger respectivement en conseil de guerre et en cour militaire pour connaître de toutes les infractions de la compétence des tribunaux militaires, sauf celles uniquement prévues par les lois pénales militaires, même si ces infractions étaient constatées postérieurement à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 18 novembre 1940.

Il était né ainsi, pour les juridictions correc-

tionnelles, une possibilité de poursuivre des crimes, comme tels, et de les punir par des peines criminelles.

Devant l'augmentation considérable de la criminalité et particulièrement des vols avec circonstances aggravantes, il fut fait usage de cette faculté dès 1943.

La statistique n'a eu d'autre source pour relever l'administration de justice ainsi exercée, que les bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire. De ceux-ci, on a pu extraire le tableau n° 26 ci-après, qui ne mentionne que les condamnés à des peines criminelles et qui doit être considéré comme complémentaire des tableaux n° 16, 18 et 19, les condamnés à des peines correctionnelles et les acquittés étant incorporés dans les dits tableaux.

Tableau n° 26. — TRIBUNAUX CORRECTIONNELS SIÉGEANT EN CONSEIL DE GUERRE.

Individus condamnés, répartis d'après leurs antécédents judiciaires, la nature du délit et la peine encourue.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE*	Condamnés			NATURE DU CRIME OU DU DÉLIT	Condamnés			à la réclusion	Accessoirement à l'interdiction des droits civils et politiques
	au total	primaires	Récidivistes		aux travaux forcés	à perpétuité	de 15 ans et plus		
Audenarde	6	3	3	Vol à l'aide d'effraction de violence ou de menaces (art. 467 à 472)	3	3	-	-	4
Bruges	4	2	2		-	-	4	-	2
Liège	6	3	3		-	2	2	2	4
Huy	2	1	1		-	-	2	-	2
Tongres	4	2	2		-	-	3	1	3
Namur	2	-	2		-	1	-	1	2
Au total :	24	11	13		3	6	11	4	17

* Les tribunaux non mentionnés ne sont pas renseignés comme ayant siégé en conseil de guerre.

COUR DE CASSATION

Compétence. — Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connaît des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation. (Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, art. 132.)

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers. (Art. 120.)

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et trois avocats généraux. (Loi du 12 septembre 1913, art. 4.)

Il y a près de la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints. (Loi du 18 juin 1869, art. 122.)

Les greffiers adjoints portent le titre de greffiers. (Loi du 31 juillet 1920, art. 12.)

La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie. (Loi du 25 mars 1876, art. 19.)

La cour ne connaît pas du fond des affaires, sauf le jugement des ministres. (Constitution, art. 95.)

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

Tableau n° 28. — COUR DE CASSATION (2^e chambre)

NATURE DES ARRÊTS	NOMBRE des arrêts		RÉSULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMÉS PAR		POURVOIS ou demandes restant à juger		
			le ministère public, le gouverneur de province, etc.	les parties			
1	2	3	4	5			
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation	1	—	1	—	
		rejet	—	42	42	27	
	correctionnelle	cassation	100	—	6	94	—
		rejet	—	883	3	880	383
	de police	cassation	70	—	5	65	—
		rejet	—	507	1	506	213
	disciplinaire	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	1	—	1	—
	de défense sociale	cassation	1	—	—	1	—
		rejet	—	—	—	—	—
	de milice	cassation	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	1
électorale	cassation	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	—	
fiscale	cassation	9	—	4	5	—	
	rejet	—	27	4	23	90	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	criminelle	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	correctionnelle	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
	de police	cassation	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	
Totaux :			181	1,460	23	1,618	714
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	11	—	10	1	—
		rejet	—	1	1	—	—
	de cassation dans l'intérêt de la loi	admission	1	—	—	1	—
		rejet	—	—	—	—	—
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	9
	en révision	admission	2	—	—	2	—
		rejet	—	—	—	—	—
d'opposition à un Arrêt	admission	—	—	—	—	—	
	rejet	—	1	—	1	—	
de pro-deo	admission	—	—	—	—	—	
	rejet	—	1	—	1	—	
Totaux :			14	3	11	6	9
TOTAL GENERAL :			195	1,463	34	1,624	723
TOTAUX GÉNÉRAUX EN	1942	109	515	56	568	447	
	1941	174	522	107	589	210	
	1940	73	414	39	448	152	

* Dont 2 décrétant le désistement.

STATISTIQUE
SUR
L'APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE
DU 9 AVRIL 1930

Pour ce qui concerne l'exposé de cette loi, il y a lieu de se reporter à la page 15 : « Internement des anormaux », et à la page 39 : « Mise à la disposition du gouvernement des récidivistes et délinquants d'habitude ».

La méthode employée pour l'établissement de la statistique au sujet de l'application de la loi, est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et

des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation, a permis de confectionner :

Un tableau A dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés et les condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales, avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau B qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiâtriques;

Un tableau C dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau D répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

A. — Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentales

JURIDICTIONS	NATURE DE L'INFRACTION COMMISE	INCUPLÉS INTERNÉS PAR APPLICATION DE L'ARTICLE 7									Condamnés internés (Art. 23)		TOTAL des internés en vertu de la loi du 9-4-1930				
		pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux			H	F	H	F	E		
		H ¹	F ²	H	F	H	F	H	F	E ³							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		
d'instruction	<i>Crimes contre :</i>																
	La vie et l'intégrité corporelle			11	11	2	1	13	12	25							
	Les mœurs	17		9				26		26							
	La famille (avortement)																
	Les biens :																
	Incendie	4		2				6		6							
	Faux en écritures	12						12		12							
	Vols qualifiés	32	6	3		1		36	6	42							
	<i>Autres crimes</i>																
	<i>Délits contre :</i>																
	L'intégrité corporelle	11						11		11							
	Les mœurs	16	1		1			16	2	18							
	Les biens :																
	Vol	36	3					36	3	39							
	Escroquerie	8						8		8							
Abus de confiance	7						7		7								
L'autorité																	
<i>Autres délits</i>	2	2					9	2	11								
Total :	152	12	25	12	3	1	180	25	205								
de jugement	<i>Crimes contre :</i>																
	La vie et l'intégrité corporelle				1				1	1							
	Les mœurs	3						3		3							
	Les biens :																
	Incendie		1						1	1							
	Faux en écritures	2	1					2	1	3							
	Vols qualifiés	13	1	2	1			15	2	17							
	<i>Délits contre :</i>																
	L'intégrité corporelle	1	1					2	1	3							
	Les mœurs	2						2		2							
	Les biens :																
	Vol	8	1	1				9	1	13							
	Escroquerie	2						2		2							
	Abus de confiance	2	1					2	1	3							
	L'autorité																
<i>Autres délits</i>	6	2					6	2	8								
Total :	39	11	4	2			43	13	56								
LE ROYAUME :		191	23	29	14	3	1	223	38	261	23		246	38	284		
Totaux en	1942	233	20	20	3	1		254	23	277	23		277	28	305		
	1941	263	11	42	4	10	2	315	17	332	63	2	378	19	397		
	1940	216	12	39	2	3	6	258	20	278	35		293	20	313		

¹ H = hommes, F = femmes, E = ensemble

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

B. — Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques

ANNÉES	NOMBRE de libérations définitives (Art. 20)	NOMBRE de libérations à l'essai (Art. 21)	NOMBRE de révocations (Art. 14 et 21)	NOMBRE de prolongations d'internement (Art. 22)
1	2	3	4	5
1940	301	169	41	5
1941	126	241	70	6
1942	16	243	31	9
1943	8	300	51	7

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

C. — Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION	EN VERTU DE L'ARTICLE 25				EN VERTU DE L'ARTICLE 24		TOTAUX		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		H	F	E*
	H*	F*	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
<i>Crimes contre :</i>									
<i>Les biens :</i>									
Vols qualifiés	3	—	6	1	—	—	9	1	10
Faux en écritures	1	—	1	—	—	—	2	—	2
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Les mœurs	1	—	—	—	—	—	1	—	1
Les biens :									
Vol	1	—	3	—	—	—	7	—	7
Escroquerie	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Abus de confiance	1	—	—	—	—	—	1	—	1
L'autorité	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Autres délits</i>									
<i>Le Royaume :</i>	10	—	11	1	—	—	21	1	22
<i>Totaux en</i>									
1942	15	1	8	—	—	—	23	1	24
1941	33	1	38	1	—	—	71	2	73
1940	16	2	31	2	—	—	47	4	51

* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

Tableau n° 29. — APPLICATION DE LA LOI DE DÉFENSE SOCIALE

D. — Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées

SIÈGE	INTERNEMENTS			Mises à la disposition du gouvernement	ENSEMBLE des mesures en vertu de la loi
	Juridictions d'instruction	Juridictions de jugement	Total		
1	2	3	4	5	6
COURS D'ASSISES					
COURS D'APPEL					
Bruxelles	20	7	27	6	33
Gand	3	5	8	—	8
Liège	4	2	6	1	7
<i>Total :</i>	27	14	41	7	48
TRIBUNAUX DE 1^{re} INSTANCE					
Bruxelles	45	15	60	6	66
Louvain	—	—	—	—	—
Nivelles	1	2	3	—	3
Anvers	61	6	57	4	61
Malines	2	1	3	—	3
Turnhout	6	2	8	1	9
Mons	6	—	6	1	7
Charleroi	6	5	11	1	12
Tournai	12	—	12	—	12
Gand	4	—	4	—	4
Andenarde	1	2	3	—	3
Termonde	1	1	2	—	2
Bruges	3	—	3	—	3
Courtrai	3	1	4	—	4
Furnes	—	—	—	—	—
Ypres	1	3	4	—	4
Liège	12	2	14	—	14
Huy	2	—	2	2	4
Verviers	3	—	3	—	3
Tongres	8	—	8	—	8
Hasselt	4	—	4	—	4
Arlon	1	—	1	—	1
Marche-en-Pamenne	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—
Namur	5	2	7	—	7
Dinant	1	—	1	—	1
<i>Total :</i>	178	42	220	15	235
LE ROYAUME :					
<i>Totaux :</i>					
1942	236	41	277	24	301
1941	279	53	332	73	405
1940	—	—	—	—	329

La distinction entre les internements et les mises à la disposition du gouvernement n'a pas été établie pour les années antérieures à 1941.

DEUXIEME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE ⁽¹⁾

La statistique criminelle donne le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

L'unité employée dans la statistique criminelle est : *l'individu définitivement condamné*.

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits;

En sont exceptés : *a)* certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative; *b)* les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les *maraudages* (art. 557⁶), les *voies de fait* (art. 563³), les *dégradations de clôtures* (art. 563²). Toutes les infractions présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après :

(1) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 29^e année, n° 6, juin 1943, pages 203 et suiv. : « La statistique criminelle et ses méthodes ».

NOMENCLATURE EN USAGE POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté Royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales (modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38). Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres secas, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code Pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1 ^{er} avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25. Arrêté concernant la répression du faux et de certaines autres infractions en matière de timbres et autres titres de ravitaillement, 11 décembre 1942.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes: Code de Commerce. Livre I, Titre IX, art. 207 et 208. Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59.
Faux témoignage ou serment	4	C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38 § 1.
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297 et 298, 309 à 314. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26.
	8	Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infractions contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaisement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382.
Outrage public aux bonnes mœurs	17	C. P. art. 383 à 386bis. Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
	18	
Adultère et bigamie	19	C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille	20	C. P. art. 391bis.
Meurtre	21	C. P. art. 393 à 397, 475.
	22	

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS	
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23	
		24	C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		25	
Duel		26	C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		27	C. P. art. 434 à 442.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	28	C. P. art. 443 à 452.
		29	
Violation de sépulture		30	C. P. art. 453.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		31	C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret professionnel		32	C. P. art. 458 à 459.
Violation du secret des lettres et autres communications		33	C. P. art. 460 et 460bis.
			Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Lois coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
Vols et maraudages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	34	
		35	C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36	
Banqueroute		37	C. P. art. 480 et 490. Arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38	C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206.
		39	Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4. Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32 § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de Commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1941, art. 22.
		40	C. P. art. 505 et 506.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS	No d'ordre	ARTICLES DU CODE PÉNAL OU DES LOIS SPÉCIALES QUI PRÉVOIENT CES INFRACTIONS	
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41	C. P. art. 510 à 518.
		42	
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43	C. P. art. 520 à 550, 563 § 2. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
		44	
		45	

Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente-deux groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Pour l'année 1943, aucune disposition pénale nouvelle n'a été ajoutée à celles déjà antérieurement admises dans la nomenclature.

La statistique criminelle de 1943 porte donc sur la même nomenclature que celle de 1942.

Le nombre total des individus condamnés retenus est en diminution d'environ 1 % par rapport à l'année 1942 : (55,501 contre 56,332), diminution qui correspond avec celle du nombre des condamnés par les tribunaux correctionnels.

L'ensemble des primaires est en régression,

mais les femmes primaires continuent à augmenter, atteignant en nombre absolu le triple de leur nombre en 1939 et marquant une nouvelle étape dans la hausse constante de leur proportion.

Chez les récidivistes, dans l'ensemble en légère baisse, le nombre d'hommes est en sérieuse régression, tandis que les femmes récidivistes marquent une hausse inquiétante.

En considérant le total des individus condamnés, les femmes ont en 1943 passé en nombre à 269 % de leur quantité en 1939 et ont, dans la même comparaison, élevé leur proportion à 155 %.

C'est ce qui ressort du tableau des chiffres totaux qui suit et établit le rapport entre condamnés hommes et femmes, primaires et récidivistes pour les cinq dernières années.

INDIVIDUS CONDAMNÉS RETENUS PAR LA STATISTIQUE CRIMINELLE

ANNÉES	SEXES DES CONDAMNÉS	PRIMAIRES		RÉCIDIVISTES		PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES RÉUNIS	
		Chiffres absolus 3	% 4	Chiffres absolus 5	% 6	Chiffres absolus 7	% 8
1939	Hommes	12,223	38.32	12,306	38.58	24,529	76.89
	Femmes	4,886	15.31	2,485	7.79	7,371	23.11
	Ensemble :	17,109	53.63	14,791	46.37	31,900	100. —
1940	Hommes	12,636	38. —	11,803	35.49	24,439	73.49
	Femmes	6,242	18.77	2,575	7.74	8,817	26.51
	Ensemble :	18,878	56.77	14,378	43.23	33,256	100. —
1941	Hommes	19,521	39.17	14,139	28.37	33,660	67.54
	Femmes	11,896	23.87	4,281	8.59	16,177	32.46
	Ensemble :	31,417	63.04	18,420	36.96	49,837	100. —
1942	Hommes	22,956	40.76	14,315	25.41	37,271	66.16
	Femmes	14,160	25.14	4,901	8.70	19,061	33.84
	Ensemble :	37,116	65.89	19,216	34.11	56,332	100. —
1943	Hommes	21,982	39.61	13,704	24.69	35,686	61.30
	Femmes	14,353	25.86	5,462	9.84	19,815	35.70
	Ensemble :	36,335	65.47	19,166	34.53	55,501	100. —

RÉDACTION DES TABLEAUX

Les tableaux présentés dans la statistique criminelle constituent chacun l'examen des individus condamnés sous un aspect déterminé.

Ces aspects d'intérêt social se succèdent comme suit :

1. Sexe du condamné.
2. Etat civil du condamné.
3. Profession du condamné.
4. Age du condamné.
5. Arrondissement où l'infraction a été commise.
6. Canton de naissance du condamné, de son domicile et du lieu où les faits ont été commis.
7. Récidive générale et spéciale.
8. Ivrognerie.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit comme suit : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la statistique criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique.

On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

La méthode employée pour la présentation des tableaux n'est pas uniforme; il n'est, en effet, pas possible d'intégrer partout dans un tableau unique à la fois la nature de l'infraction conformément à la nomenclature, la désignation du sexe du condamné, et son état de primaire ou de récidiviste.

Il a fallu, dans la confection des relevés, se soumettre aux possibilités, tout en ayant soin d'adapter la forme au maximum de convenance des consultants de la statistique.

C'est pourquoi il a été jugé utile de faire précéder chaque tableau d'un exposé succinct, indiquant la forme admise et contenant tels remarques ou commentaires qui s'imposent

Il est à noter que dans aucun tableau le n° 26 de la nomenclature, afférent au duel, n'a été reproduit, faute de condamnation pour ce délit.

TABLEAU n° 30

Ce tableau constitue à la fois le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés.

A cet effet, les nombres des condamnations individuelles et des condamnations décomptées sont mis en rapport avec ceux des condamnés.

Les données doivent permettre un examen général des résultats de la statistique criminelle par sexe, par primaire et récidiviste et par nature d'infractions; il a semblé adéquat de consigner tous les éléments dans un tableau unique, qui a l'avantage d'être complet, puisque l'ensemble des individus condamnés tant que ceux de chacun des deux sexes peuvent être examinés par groupe d'infractions.

Il est à remarquer que le total des condamnations individuelles par groupe ou sous-groupe d'infractions ne peut pas, en général, dépasser le nombre de condamnations de l'espèce énumérées dans l'ensemble de la statistique de l'administration de la Justice.

Il y a lieu de tenir compte, pour la comparaison, des condamnations prononcées par les cours d'assises, les tribunaux correctionnels et les tribunaux de simple police.

Les condamnations des tribunaux de simple police ne sont pas publiées par espèce d'infraction dans la statistique de l'administration de la justice pénale, néanmoins ces éléments sont enregistrés par l'Office Central de Statistique et peuvent toujours y être obtenus.

Tableau n° 30 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires et réci- distes réunis	Pri- maires	Réci- distes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Violation du secret des lettres et autres communications . . .	33	Hommes . . .	4	2	2	4	2	2	—	—	—
		Femmes . . .	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	6	4	2	6	4	2	—	—	—
Vois et maraudages : peines criminelles . . .	34	Hommes . . .	17	9	8	17	9	8	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	17	9	8	17	9	8	—	—	—
peines correctionnelles . . .	35	Hommes . . .	18,329	10,905	7,424	16,649	10,240	6,409	1,680	665	1,015
		Femmes . . .	8,184	5,536	2,648	7,369	5,148	2,221	815	388	427
		Ensemble : . . .	26,513	16,441	10,072	24,018	15,388	8,630	2,495	1,053	1,442
peines de police . . .	36	Hommes . . .	2,464	1,724	740	2,190	1,589	601	274	135	139
		Femmes . . .	2,350	1,716	634	2,033	1,539	494	317	177	140
		Ensemble : . . .	4,814	3,440	1,374	4,223	3,128	1,095	591	312	279
Banqueroute . . .	37	Hommes . . .	11	9	2	11	9	2	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	11	9	2	11	9	2	—	—	—
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie : peines correctionnelles . . .	38	Hommes . . .	3,507	2,167	1,340	3,281	2,070	1,211	226	97	129
		Femmes . . .	2,652	2,093	559	2,557	2,042	515	95	51	44
		Ensemble : . . .	6,159	4,260	1,899	5,838	4,112	1,726	321	148	173
peines de police . . .	39	Hommes . . .	66	48	18	60	44	16	6	4	2
		Femmes . . .	41	31	10	40	30	10	1	1	—
		Ensemble : . . .	107	79	28	100	74	26	7	5	2
Recel . . .	40	Hommes . . .	1,762	962	800	1,635	927	708	127	35	92
		Femmes . . .	1,174	826	348	1,114	790	324	60	36	24
		Ensemble : . . .	2,936	1,788	1,148	2,749	1,717	1,032	187	71	116
Incendie : peines criminelles . . .	41	Hommes . . .	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	2	2	—	2	2	—	—	—	—
peines correctionnelles . . .	42	Hommes . . .	7	4	3	6	3	3	1	1	—
		Femmes . . .	2	2	—	2	2	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	9	6	3	8	5	3	1	1	—
Destruction et dommages : peines criminelles . . .	43	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble : . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles . . .	44	Hommes . . .	207	104	103	188	99	89	19	5	14
		Femmes . . .	41	21	20	34	20	14	7	1	6
		Ensemble : . . .	248	125	123	222	119	103	26	6	20
peines de police . . .	45	Hommes . . .	125	79	46	113	75	38	12	4	8
		Femmes . . .	73	50	23	68	50	18	5	—	5
		Ensemble : . . .	198	129	69	181	125	56	17	4	13
Totaux :	}	Hommes . . .	39,745	23,175	15,570	35,686	21,982	13,704	3,059	1,193	1,866
		Femmes . . .	21,455	15,163	6,292	19,815	14,353	5,462	1,640	810	830
		Ensemble : . . .	60,200	38,338	21,862	55,501	36,335	19,166	4,699	2,003	2,696
Totaux d'ensemble en	}	1942	59,667	38,539	21,128	56,332	37,116	19,216	3,335	1,423	1,912
		1941	52,504	32,411	20,093	49,837	31,417	18,420	2,667	994	1,673
		1940	34,926	19,336	15,590	33,256	18,878	14,378	1,670	458	1,212

TATBLEAU n° 31

La forme adoptée est similaire à celle du tableau n° 30 et convient particulièrement à l'examen de l'état civil du condamné.

Elle permet, en effet, de répartir par groupes d'infractions les condamnés primaires et récidivistes en célibataires, mariés, veufs ou divorcés sans enfants ou ayant des enfants, non seulement pour chacun des deux sexes, mais aussi pour les deux sexes réunis.

Les totaux des diverses catégories reproduits ci-dessous pour les cinq dernières années en comparaison avec l'année 1931 démontrent que l'an-

née 1943 prolonge, dans une certaine mesure, le phénomène constaté pour l'année 1942.

Les célibataires condamnés maintiennent, en effet, bien qu'à un taux moindre, une proportion qui dépasse celles constatées en 1940 et 1941.

Il est à noter, en outre, que les condamnés mariés et sans enfants croissent en nombre et en proportion ; que les condamnés mariés, ayant des enfants, reprennent en proportion leur mouvement ascendant, interrompu en 1942 ; tandis que les condamnés veufs ou divorcés sont en diminution tant en nombre qu'en proportion.

ETAT CIVIL DES CONDAMNÉS	1931		1939		1940		1941		1942		1943	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Célibataires . . .	14,025	36.66	9,576	30.02	8,432	25.35	12,596	25.28	15,040	26.70	14,335	25.83
Mariés :												
sans enfants . . .	5,959	15.57	5,820	18.24	5,748	17.29	8,220	16.49	9,134	16.21	9,363	16.87
avec enfants . . .	18,626	43.45	14,636	45.88	17,044	51.25	26,221	52.61	29,358	52.12	29,203	52.62
Veufs :												
sans enfants . . .	318	0.83	354	1.11	387	1.16	589	1.18	590	1.05	580	1.04
avec enfants . . .	760	1.99	720	2.25	914	2.75	1,430	2.87	1,454	2.58	1,302	2.35
Divorcés :												
sans enfants . . .	262	0.68	432	1.35	411	1.24	468	0.94	419	0.74	387	0.70
avec enfants . . .	244	0.64	325	1.02	274	0.82	310	0.62	331	0.59	323	0.58
Etat civil inconnu . . .	68	0.18	37	0.12	46	0.14	3	0.01	6	0.01	6	0.01
Total des individus condamnés . . .	38,262	100	31,900	100	33,256	100	49,837	100	56,332	100	55,501	100

Tableau n° 31. — ÉTAT

CIVIL DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	No de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL				
			Pri-maires 4	Récidi-vistes 5	sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri-maires 18	Récidi-vistes 19	Pri-maires 20	Récidi-vistes 21	Primaires et récidivistes réunis 22		
					Pri-maires 6	Récidi-vistes 7	Pri-maires 8	Récidi-vistes 9	Pri-maires 10	Récidi-vistes 11	Pri-maires 12	Récidi-vistes 13	Pri-maires 14	Récidi-vistes 15	Pri-maires 16	Récidi-vistes 17							
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
		Femmes	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	
		Ensemble :	—	—	1	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6	
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes	45	19	34	13	73	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	152	85	237	
		Femmes	14	—	7	3	25	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50	16	66	
		Ensemble :	59	19	41	16	98	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	202	101	303	
Faux en écritures	3	Hommes	188	49	120	67	296	146	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	618	285	903	
		Femmes	79	10	36	12	128	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	255	80	335	
		Ensemble :	267	59	156	79	424	196	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	873	365	1,238	
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	1	1	1	—	7	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	14	
		Femmes	2	—	2	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	7	15	
		Ensemble :	3	1	3	—	9	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	12	29	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes	75	8	14	12	29	29	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	119	51	170	
		Femmes	38	3	14	5	64	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	119	30	149	
		Ensemble :	113	11	28	17	93	50	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	238	81	319	
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	63	—	32	2	56	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	144	4	148	
		Femmes	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	
		Ensemble :	54	—	32	2	58	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	147	4	151	
Infractions contre l'ordre public par des particuliers } peines correctionn. } peines de police	7	Hommes	542	221	212	224	722	749	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,499	1,248	2,747	
		Femmes	166	38	109	75	418	257	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	735	403	1,138	
		Ensemble :	708	259	321	299	1,140	1,006	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,234	1,651	3,885	
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	182	31	76	38	192	126	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	454	208	662	
		Femmes	47	5	37	10	150	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	247	70	317	
		Ensemble :	229	36	113	48	342	169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	701	278	979	
Avortement	10	Hommes	37	24	11	17	39	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	88	91	179	
		Femmes	—	6	6	3	14	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	21	42	
		Ensemble :	37	29	16	20	53	55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	109	112	221	
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Hommes	4	2	1	—	7	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	7	20	
		Femmes	44	3	14	6	41	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	106	21	127	
		Ensemble :	48	5	15	6	48	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	119	28	147	
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	2	3	25	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	28	39	67	
		Femmes	10	1	2	1	41	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56	30	86	
		Ensemble :	10	1	4	4	66	57	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	84	69	153	
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Femmes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Ensemble :	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles } peines correctionn.	14	Hommes	1	2	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	10
		Femmes	—	—	—	—	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6
		Ensemble :	1	2	1	—	5	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	9	16
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles } peines correctionn.	15	Hommes	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Attentats à la pudeur et viols	15	Hommes	104	27	24	31	48	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	183	111	294	
		Femmes	6	1	2	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	5	14	
		Ensemble :	110	28	26	34	49	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	192	116	308	

Tableau n° 31 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS 1	No de la nomenclature 2	SEXE des condamnés 3	CÉLIBATAIRES		MARIÉS			
			Pri-maires 4	Récidi-vistes 5	sans enfants		avec enfants	
					Pri-maires 6	Récidi-vistes 7	Pri-maires 8	Récidi-vistes 9
Violation du sereret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	1	1	1	1
		Femmes	—	—	1	1	1	—
		Ensemble :	—	—	2	1	2	1
peines criminelles	34	Hommes	4	2	1	—	4	6
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	4	2	1	—	4	6
Vols et maraudages } peines correctionn.	35	Hommes	4,283	1,531	1,504	1,083	4,300	3,447
		Femmes	1,222	224	856	381	2,878	1,413
		Ensemble :	5,505	1,755	2,360	1,464	7,178	4,860
peines de police	36	Hommes	608	113	224	110	726	333
		Femmes	288	16	244	79	929	339
		Ensemble :	896	129	468	189	1,655	672
Banqueroute	37	Hommes	3	—	1	1	4	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	3	—	1	1	4	1
Abus de confiance, escroquerie, tromperie } peines correctionn.	38	Hommes	511	229	333	246	1,153	644
		Femmes	409	45	235	86	1,228	298
		Ensemble :	920	274	568	332	2,381	942
peines de police	39	Hommes	20	5	9	1	15	8
		Femmes	5	—	5	3	18	5
		Ensemble :	25	5	14	4	33	13
Recel	40	Hommes	196	99	158	109	549	453
		Femmes	71	14	120	51	540	223
		Ensemble :	267	113	278	160	1,089	676
Incendie	41	Hommes	2	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	2	—	—	—	—	—
peines correctionn.	42	Hommes	2	2	—	1	1	—
		Femmes	1	—	—	—	1	—
		Ensemble :	3	2	—	1	2	—
peines criminelles	43	Hommes	—	—	—	—	—	—
		Femmes	—	—	—	—	—	—
		Ensemble :	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages } peines correctionn.	44	Hommes	54	19	6	26	39	47
		Femmes	5	3	3	3	11	6
		Ensemble :	59	22	9	23	50	53
peines de police	45	Hommes	34	6	8	11	32	16
		Femmes	8	1	6	2	33	12
		Ensemble :	42	7	14	13	65	28
Totaux :	/	Hommes	8,129	2,861	3,435	2,576	9,954	7,402
		Femmes	2,905	440	2,394	958	8,340	3,507
		Ensemble :	11,034	3,301	5,829	3,534	18,294	10,909

VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
sans enfants		avec enfants		sans enfants		avec enfants		Pri-maires 18	Récidi-vistes 19	Pri-maires 20	Récidi-vistes 21	Primaires et récidivistes réunis 22
Pri-maires 10	Récidi-vistes 11	Pri-maires 12	Récidi-vistes 13	Pri-maires 14	Récidi-vistes 15	Pri-maires 16	Récidi-vistes 17					
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	8	17
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	8	17
36	79	66	141	28	81	21	47	2	—	10,240	6,409	16,649
54	33	109	104	11	19	17	47	1	—	5,148	2,221	7,369
90	112	175	245	39	100	38	94	3	—	15,388	8,630	24,018
10	14	15	19	3	11	2	1	1	—	1,589	601	2,190
21	14	48	31	4	4	5	11	—	—	1,539	494	2,033
31	28	63	50	7	15	7	12	1	—	3,128	1,095	4,223
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	11
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	2	11
15	23	49	37	5	21	4	11	—	—	2,070	1,211	3,281
43	25	115	34	5	12	6	15	1	—	2,042	515	2,557
58	48	164	71	10	33	10	26	1	—	4,112	1,726	5,838
—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	44	16	60
—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	30	10	40
—	3	1	—	—	—	1	—	—	—	74	26	100
8	11	13	16	1	12	1	8	1	—	927	708	1,635
7	4	42	25	5	2	5	5	—	—	790	324	1,114
15	15	57	41	6	14	6	13	1	—	1,717	1,032	2,749
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	8
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	99	89	188
—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	20	14	34
—	1	—	1	—	3	1	—	—	—	119	103	222
—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	75	38	113
—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	50	18	68
—	2	3	5	—	1	1	—	—	—	125	56	181
108	198	233	339	69	215	48	113	6	—	21,982	13,704	35,686
171	103	446	284	41	62	54	108	2	—	14,353	5,462	19,815
279	301	679	623	110	277	102	221	8	—	36,335	19,166	55,501

TABLEAU n° 32

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques, et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des

quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéressés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le tableau n° 32, qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres pour chacun des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie; la nomenclature générique res-

GROUPES PRINCIPAUX DES PROFESSIONS	CONDAMNÉS						
	en 1941		en 1942		en 1943		
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%	
I. Agriculture et forêts	Hommes	4,215	8.46	4,665	8.28	4,045	7.29
	Femmes	823	1.65	1,121	1.99	1,005	1.81
	Ensemble	5,038	10.11	5,786	10.27	5,050	9.10
II. Pêche	Hommes	42	0.08	40	0.07	23	0.04
	Femmes	—	—	—	—	—	—
	Ensemble	42	0.08	40	0.07	23	0.04
III. Industrie	Hommes	16,169	32.44	18,446	32.74	17,669	31.83
	Femmes	979	1.96	1,381	2.45	1,375	2.48
	Ensemble	17,148	34.40	19,826	35.19	19,044	34.31
IV. Commerce	Hommes	4,657	9.35	3,847	6.83	3,462	6.24
	Femmes	1,367	2.74	1,312	2.33	1,192	2.14
	Ensemble	6,024	12.09	5,159	9.16	4,654	8.38
V. Professions libérales	Hommes	169	0.34	174	0.31	151	0.27
	Femmes	23	0.05	37	0.07	49	0.09
	Ensemble	192	0.39	211	0.38	200	0.36
VI. Fonctions publiques .	Hommes	429	0.86	665	1.18	708	1.27
	Femmes	20	0.04	29	0.05	26	0.05
	Ensemble	449	0.90	694	1.23	734	1.32
VII. Service de la maison, des biens et des per- sonnes	Hommes	406	0.81	346	0.62	365	0.66
	Femmes	662	1.33	813	1.44	831	1.50
	Ensemble	1,068	2.14	1,159	2.06	1,196	2.16
VIII. Professions non dé- terminées	Hommes	5,985	12.01	7,404	13.14	7,588	13.68
	Femmes	1,494	3.—	1,774	3.15	1,818	3.27
	Ensemble	7,479	15.01	9,178	16.29	9,406	16.95
IX. Sans profession	Hommes	1,588	3.19	1,685	2.99	1,675	3.02
	Femmes	10,809	21.69	12,594	22.36	13,519	24.36
	Ensemble	12,397	24.88	14,279	25.35	15,194	27.38
Total hommes :		33,660	67.54	37,271	66.16	35,686	64.30
Total femmes :		16,177	32.46	19,061	33.84	19,815	35.70
TOTAL GENERAL :		49,837	100	56,332	100	55,501	100

(1) Chiffres rectifiés.

treinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée (on trouvera le modèle et l'exposé de cette nomenclature à la page 173).

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

La situation comparative de la profession des condamnés considérée dans ses grosses lignes (totaux par groupes principaux) en 1941, 1942 et 1943 se présente conformément au tableau donné à la page ci-devant.

On y constate une criminalité ascendante pour les hommes dans les fonctions publiques et les professions non déterminées (groupes VI et VIII), alors que dans les autres groupes et au

total, les condamnés du sexe masculin sont pourtant en diminution.

L'accroissement de criminalité chez les femmes se situe presque entièrement dans les deux derniers groupes et tout particulièrement dans le groupe IX (sans profession).

Le groupe IV (commerce) mérite d'être noté. On y trouve une régression générale et constante des condamnés. La raison de ce phénomène doit sans doute être trouvée dans le fait, que par suite des circonstances de guerre, le nombre de personnes se livrant à une activité commerciale régulière ou avouée a fortement diminué.

La répercussion dans le groupe VIII (professions non déterminées) dont les quantités et les proportions sont partout en progression constante semble tenir au même motif.

Tableau n° 32. — HOMMES CONDAMNÉS, RÉPARTIS PAR PROFESSION, ÉTAT SOCIAL ET PAR GROUPE GÉNÉRIQUE DE L'INFRACTION COMMISE

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtrés ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. — Agriculture — Forêts											
Jardinage, culture maraichère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrons	9		36	3	1	7		1	1	58
	Employés										
	Ouvriers	10		58	5	4	13		2	2	94
	Aidants			4							4
	Indéterm.										
Agriculture, élevage	Patrons	531	10	1,321	23	34	551	2	42	54	2,568
	Employés			1							1
	Ouvriers	115	10	767	27	31	150		12	13	1,125
	Aidants	15	2	35		2	22		1	2	79
	Indéterm.	1		5			2			1	9
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrons			2			1				3
	Employés										
	Ouvriers	4	1	67	4	2	22		2	1	103
	Aidants			1							1
	Indéterm.										
Total :	Patrons	540	10	1,359	26	35	559	2	43	55	2,629
	Employés			1							1
	Ouvriers	129	11	892	36	37	185		16	16	1,322
	Aidants	15	2	40		2	22		1	2	84
	Indéterm.	1		5			2			1	9
		685	23	2,297	62	74	768	2	60	74	4,045
II. — Pêche											
Pêche maritime	Patrons	3		2	1						6
	Employés			1							1
	Ouvriers	1		11							12
	Aidants	2									2
	Indéterm.										
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.	Patrons										
	Employés										
	Ouvriers			2							2
	Aidants										
	Indéterm.										
Total :	Patrons	3		2	1						6
	Employés			1							1
	Ouvriers	1		13							14
	Aidants	2									2
	Indéterm.										
		6		16	1						23

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
III. - Industrie											
Industrie des mines	Patrons	1		3				1			5
	Employés			8	1						9
	Ouvriers	230	23	3,770	211	57	466	3	10	27	4,797
	Aidants	1		15							16
	Indéterm.	1	1	46	1	1	1				54
Industrie des carrières	Patrons	1		4							5
	Employés	1		2							3
	Ouvriers	19		339	8	6	29		4	1	406
	Aidants		1	1							2
	Indéterm.										
Industrie des métaux bruts	Patrons										
	Employés										
	Ouvriers	12	1	136	6	2	15	1		1	174
	Aidants			1							1
	Indéterm.										
Industrie des métaux façonnés	Patrons	5		34	6	1	7	1		1	55
	Employés	2		5	1		2				10
	Ouvriers	121	7	1,234	91	20	148	1	5	6	1,633
	Aidants			20		1	2				23
	Indéterm.	1		2			1				4
Industrie céramique	Patrons										
	Employés										
	Ouvriers	3		35	1	1	1				41
	Aidants										
	Indéterm.				1						1
Industrie verrière	Patrons			3	1						4
	Employés			1							1
	Ouvriers	12		125	6	2	15			1	161
	Aidants										
	Indéterm.			4	1						5
Industrie chimique	Patrons			2							2
	Employés	1		7	1	1					10
	Ouvriers	3		21	2	1	1		1		29
	Aidants			1							1
	Indéterm.										

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patrons	96	3	401	21	13	70		6	10	620
	Employés	1		7			2				10
	Ouvriers	56	2	428	24	10	57		2	5	584
	Aidants	9		22	4		3			1	39
	Indéterm.			4		1					5
Industrie textile	Patrons	2		1			2				8
	Employés										
	Ouvriers	60	3	393	13	7	51	1	1	3	532
	Aidants			3							3
	Indéterm.			3							3
Industrie du vêtement	Patrons	9		37	6	2	1		2	1	61
	Employés			2	1						3
	Ouvriers	8	2	142	14	10	17		1	1	195
	Aidants			5							5
	Indéterm.										
Industrie de la construction	Patrons	20	1	72	11	1	16				121
	Employés		1	5	2		2				10
	Ouvriers	210	13	1,790	154	35	199	2	16	15	2,434
	Aidants	10		88	3	3	7				111
	Indéterm.			2							2
Industrie du bois et de l'ameublement	Patrons	8	1	39	1		10				62
	Employés	1		1							2
	Ouvriers	87		536	45	22	79	2	5	8	784
	Aidants			9		1	1				11
	Indéterm.			4							4
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons	1		21		2	5			1	33
	Employés										
	Ouvriers	34	1	165	18	4	18		2	3	245
	Aidants			1		1					5
	Indéterm.										
Industrie du tabac	Patrons	1		3							4
	Employés			1							1
	Ouvriers	4		37			5			1	47
	Aidants			1							1
	Indéterm.			2							2
Industrie du papier	Patrons	2		7	1					1	11
	Employés										
	Ouvriers	3	1	30		2	6				42
	Aidants										
	Indéterm.			2							2

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons	1		8	1	2	2				14
	Employés			3	1						4
	Ouvriers	7		40	7	3	1	1		1	63
	Aidants	1		3							4
Indéterm.	1									1	
Industrie d'art et de précision	Patrons	7		33	7		9				56
	Employés		1	25	4						30
	Ouvriers	97	3	653	77	17	82	2	9	6	946
	Aidants	1		11							12
Indéterm.	1		2	1		1				5	
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons	21		61	5		19			1	107
	Employés	9		66	7	1	10		1		94
	Ouvriers	300	13	1,989	218	35	264		14	26	2,859
	Aidants	2		12	1		2				17
Indéterm.			3							3	
Total :	Patrons	178	5	732	63	21	144	2	8	15	1,168
	Employés	15	2	133	18	2	16		1		187
	Ouvriers	1,266	69	11,863	895	234	1,457	13	70	105	15,972
	Aidants	24	1	196	8	6	15			1	251
	Indéterm.	4	1	74	4	2	6				91
		1,487	78	12,998	988	265	1,638	15	79	121	17,669

IV Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons	390	16	1,162	117	40	277		16	19	2,037
	Employés	35	1	148	36	5	29		2	3	259
	Ouvriers	17	1	126	8	3	9	1	1	2	168
	Aidants	5		9							14
Indéterm.	2		10			2				14	
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons	83	1	175	43	28	59	1	3	7	400
	Employés	69	2	219	63	9	26	1	3	3	395
	Ouvriers	16	1	108	27	9	8	1		2	172
	Aidants			1							1
Indéterm.			2							2	
Total :	Patrons	473	17	1,337	160	68	336	1	19	26	2,437
	Employés	104	3	367	99	14	55	1	5	6	654
	Ouvriers	33	2	234	35	12	17	2	1	4	340
	Aidants	5		10							15
	Indéterm.	2		12			2				16
		617	22	1,960	294	94	410	4	25	36	3,462

Tableau n° 32, hommes (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. -- Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	4		15	10		9					38
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	6	1	36	18	1	5	7		2		76
Cultes	1		2		2						5
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes			2								2
Professions libérales diverses	4	1	20	2	2	1					30
Total :	15	2	75	30	5	15	7		2		151

VI. -- Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	7	1	45	5		9					67
Institutions d'assistance communales	3		28	2	2	2					37
Pouvoir judiciaire	2		9			2					13
Personnel enseignant	7		24	1	2	11		6			51
Armée	25		97	10	6	16			1		155
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	83	2	219	21	10	17		3			385
Total :	127	3	422	39	20	87		9	1		708

VII. -- Service de la maison des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	9	1	61	7	2	18		1			99
Service domestique et des personnes	18		85	8	11	2		1			125
Soins personnels	13	1	83	22	3	17			2		141
Total :	40	2	229	37	16	37		2	2		365

VIII. -- Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	623	38	5,768	340	135	582	3	42	57		7,588
--	-----	----	-------	-----	-----	-----	---	----	----	--	-------

IX. -- Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	134	11	1,232	43	36	185	1	17	16		1,675
TOTAL GENERAL DES HOMMES CONDAMNES :	3,734	179	24,997	1,834	645	3,722	32	234	309		35,686

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire	Patronnes	3		23	3		3		1		33
	Employées			1			1				2
	Ouvrières	3		46	8	1	5				63
	Aidantes			2							2
Industrie textile	Patronnes			5	1						6
	Employées										
	Ouvrières	24		190	34	2	48	1	8		307
	Aidantes			1							1
Industrie du vêtement	Patronnes	19		78	15	2	13		1	1	129
	Employées				1						1
	Ouvrières	27	1	221	42	20	40		7	3	361
	Aidantes			3			1				4
Industrie de la construction	Patronnes			1							1
	Employées										
	Ouvrières	1		24	1	1	1				28
	Aidantes										
Industrie du bois et de l'ameublement	Patronnes			1							1
	Employées										
	Ouvrières	2		11	3	2					18
	Aidantes										
Industrie des peaux et des cuirs	Patronnes			1							1
	Employées										
	Ouvrières	3		26	3	1	1			1	38
	Aidantes										
Industrie du tabac	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières	2		38	1	2	3		1		47
	Aidantes										
Industrie du papier	Patronnes										
	Employées										
	Ouvrières	2		10	1	2					15
	Aidantes			1							1

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes			1							1
	Employées										
	Ouvrières	1		5	1	1	1				9
	Aidantes										
Industrie d'art et de précision	Patronnes			1	2						3
	Employées										
	Ouvrières	2		10	3						15
	Aidantes										
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes	3		6	1						10
	Employées			1							1
	Ouvrières	5		30	4	1	6		2		48
	Aidantes			1							1
Total :	Patronnes	25		118	22	2	17		2	1	187
	Employées	1		2	1		1				5
	Ouvrières	86	4	780	111	33	128	2	21	4	1,169
	Aidantes			7	1		1				9
	Indéterm.			5							5
		112	4	912	135	35	147	2	23	5	1,375
IV. — Commerce											
Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes	82	1	310	14	13	71		11	1	503
	Employées	6	1	33	8	1	6				55
	Ouvrières	5		64	7	3	2				81
	Aidantes			3							3
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes	65	1	148	25	52	64		9	1	368
	Employées	4		35	19	1	3				62
	Ouvrières	11		53	15	19	8				106
	Aidantes	2		6	3	1	1				13
Total :	Patronnes	147	2	458	39	65	135		20	5	871
	Employées	10	1	68	27	2	9				117
	Ouvrières	16		117	22	22	10				187
	Aidantes	2		9	3	1	1				16
	Indéterm.				1						1
		175	3	652	92	90	155		20	5	1,192

Tableau n° 32, femmes (suite).

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir			16	10	2					28
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	2		7	5	1	2				17
Cultes			1							1
Organismes scientifiques, littéraires ou autres, indépendants de l'Etat, des provinces et des communes										
Professions libérales diverses			2			1				3
Total :	2	—	26	15	3	3	—	—	—	49

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'État et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.								1		1
Institutions d'assistance communales						1				1
Pouvoir judiciaire										
Personnel enseignant	2		9			1		2		17
Armée										
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif			4	1	1	1				7
Total :	2	—	13	1	1	6	—	3	—	26

VII. — Service de la maison des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés			5	1	2	1				9
Service domestique et des personnes	38		506	81	71	10	1	3	2	742
Soins personnels	8	1	44	11	3	11		1	1	80
Total :	46	1	555	93	76	52	1	4	3	831

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

	118	—	1,265	169	86	152	—	25	3	1,818
--	-----	---	-------	-----	----	-----	---	----	---	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

	1,054	34	9,313	764	200	1,816	5	250	83	13,519
TOTAL GENERAL DES FEMMES CONDAMNEES :	1,612	42	13,529	1,274	497	2,412	8	337	104	19,815

RÉCAPITULATION

Tableau n° 32 (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes	685	23	2,297	62	74	768	2	60	74	4,045
	Femmes	103	—	793	5	6	81	—	12	5	1,005
	Ensemble	788	23	3,090	67	80	849	2	72	79	5,050
II. Pêche	Hommes	6	—	16	1	—	—	—	—	—	23
	Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ensemble	6	—	16	1	—	—	—	—	—	23
III. Industrie	Hommes	1,487	78	12,998	988	265	1,638	15	79	121	17,669
	Femmes	112	4	912	135	35	147	2	23	5	1,375
	Ensemble	1,599	82	13,910	1,123	300	1,785	17	102	126	19,044
IV. Commerce	Hommes	617	22	1,960	294	94	410	4	25	36	3,462
	Femmes	175	3	652	92	90	155	—	20	5	1,192
	Ensemble	792	25	2,612	386	184	565	4	45	41	4,654
V. Professions libérales	Hommes	15	2	75	30	5	15	7	—	2	151
	Femmes	2	—	26	15	3	3	—	—	—	49
	Ensemble	17	2	101	45	8	18	7	—	2	200
VI. Fonctions publiques	Hommes	127	3	422	39	20	87	—	9	1	708
	Femmes	2	—	13	1	1	6	—	3	—	26
	Ensemble	129	3	435	40	21	93	—	12	1	734
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes	40	2	229	37	16	37	—	2	2	365
	Femmes	46	1	555	93	76	52	1	4	3	831
	Ensemble	86	3	784	130	92	89	1	6	5	1,196
VIII. Professions non déterminées	Hommes	623	38	5,768	340	135	582	3	42	57	7,588
	Femmes	118	—	1,265	169	86	152	—	25	3	1,818
	Ensemble	741	38	7,033	509	221	734	3	67	60	9,406
IX. Sans profession	Hommes	134	11	1,232	43	36	185	1	17	16	1,675
	Femmes	1,054	34	9,313	764	200	1,816	5	250	83	13,519
	Ensemble	1,188	45	10,545	807	236	2,001	6	267	99	15,194
Total hommes :		3,734	179	24,997	1,834	645	3,722	32	234	309	35,686
Total femmes :		1,612	42	13,529	1,274	497	2,412	8	337	104	18,815
TOTAL GENERAL :		5,346	221	38,526	3,108	1,142	6,134	40	571	413	55,501

TABLEAUX nos 33 ET 34

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le tableau n° 33 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de décade en décade, avec, comme premier groupe les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis y étant énoncé, ce tableau permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le tableau n° 34 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux sexes réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des tableaux nos 33 et 34 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

Les pourcentages depuis 1938 des condamnés par groupes d'âges, conformément au tableau n° 33, reproduits ci-après, font ressortir :

-- une diminution des condamnés de moins de 21 ans, l'année 1942 restant détenir le point culminant de la hausse ;

-- une nouvelle augmentation en 1943 de la criminalité chez les individus âgés de 21 à 30 ans, bien que la proportion d'avant-guerre soit loin d'être atteinte ;

-- une reprise en 1943 (après le recul de 1942) de la proportion d'individus condamnés, âgés de 30 à 40 ans ;

-- parmi les condamnés de 40 à 50 ans un recul chez les femmes seulement, tandis que dans les groupes d'âge, au delà de 50 ans, la diminution proportionnelle de la criminalité est générale.

ANNÉES	POURCENTAGE DES CONDAMNÉS					
	de moins de 21 ans	de 21 ans à moins de 30 ans	de 30 ans à moins de 40 ans	de 40 ans à moins de 50 ans	de 50 ans à moins de 60 ans	de 60 ans et plus
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES						
1938	7.01	29.48	32.26	17.82	9.25	4.15
1939	7.23	25.23	33.37	19.77	10.07	4.28
1940	8.22	18.73	31.06	23.18	12.45	6.31
1941	11.51	19.74	28.52	20.47	12.27	7.46
1942	13.24	22.51	27.54	19.68	10.41	6.62
1943	13.07	23.28	28.38	19.83	9.82	5.62
FEMMES						
1938	6.95	25.36	32.43	20.92	10.37	3.97
1939	7.31	24.09	32.63	21.18	10.18	4.57
1940	8.75	21.30	30.67	22.40	11.53	5.31
1941	10.46	20.07	29.50	22.36	11.64	5.95
1942	10.85	21.01	28.44	23.18	11.32	5.17
1943	10.15	21.94	29.43	22.33	11.05	5.10
ENSEMBLE						
1938	7.	28.55	32.30	18.52	9.51	4.11
1939	7.25	24.97	33.20	20.10	10.10	4.34
1940	8.36	19.41	30.99	22.97	12.21	6.05
1941	10.97	19.85	28.84	21.09	12.07	6.97
1942	12.43	22.—	27.85	20.86	10.72	6.13
1943	12.03	22.80	28.75	20.73	10.26	5.43

Tableau n° 33. — ÂGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATÉGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CONDAMNÉS ÂGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Âge inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	—	—	1	—	1	1	—	2	—	—	1	—	—	—	3	3	6
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	13	4	70	20	85	18	44	16	16	7	9	1	—	—	237	66	303
Faux en écritures	3	74	59	238	83	310	89	188	69	70	25	23	10	—	—	903	335	1,238
Faux témoignage ou serment	4	—	—	—	1	7	5	4	7	3	1	—	1	—	—	14	15	29
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	45	27	45	28	43	48	19	26	15	13	3	7	—	—	170	149	319
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	8	—	71	1	32	1	26	1	9	—	2	—	—	—	148	3	151
Infraction contre l'ordre public par des particuliers :																		
peines correctionnelles	7	220	83	598	231	847	342	633	287	305	127	144	68	—	—	2,747	1,138	3,885
peines de police	8	93	30	136	70	164	93	151	78	73	39	45	7	—	—	662	317	979
Infractions contre la sécurité publ.	9	28	2	35	6	36	14	42	12	24	6	14	2	—	—	179	42	221
Avortement	10	1	30	4	36	6	18	4	26	5	8	—	9	—	—	20	127	147
Exposition ou délaisement d'enfants	11	—	8	20	46	73	26	7	5	2	1	—	—	—	—	67	86	153
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Enlèvement de mineurs	13	—	—	1	1	4	2	2	2	1	1	2	—	—	—	10	6	16
Attentats à la pudeur et viols :																		
peines criminelles	14	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	15	64	5	63	6	63	2	40	1	44	—	20	—	—	—	294	14	308
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	3	3	8	31	29	58	18	44	13	23	10	12	—	—	81	171	252
Outrages publics aux mœurs :																		
peines correctionnelles	17	51	168	72	103	65	27	47	9	19	5	14	—	—	—	268	312	580
peines de police	18	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	19	19	25	364	423	666	429	408	143	130	25	18	2	—	—	1,605	1,047	2,652
Abandon de famille	20	—	—	18	—	58	3	37	1	13	3	6	—	—	—	132	7	139
Meurtre :																		
peines criminelles	21	6	—	8	4	4	—	1	2	3	—	—	—	—	—	22	6	28
peines correctionnelles	22	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Lésions corporelles volontaires :																		
peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	24	143	33	376	125	465	217	345	153	162	47	87	21	—	—	1,578	596	2,174
peines de police	25	210	121	419	389	612	578	496	422	239	210	144	87	—	—	2,120	1,807	3,927
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particul.	27	2	—	6	1	13	5	6	—	4	2	1	—	—	—	32	8	40
Calomnies et injures :																		
peines correctionnelles	28	7	7	25	24	31	47	24	32	22	21	18	12	—	—	127	143	270
peines de police	29	10	10	20	41	20	47	27	54	12	30	18	12	—	—	107	194	301
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	2
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	—	—	—	—	—	1	2	—	1	—	1	1	—	—	4	2	6
Vols et maraudages :																		
peines criminelles	34	2	—	6	—	6	—	2	—	1	—	—	—	—	—	17	—	17
peines correctionnelles	35	2,089	993	4,357	1,637	4,513	2,123	2,855	1,626	1,328	727	707	263	—	—	16,649	7,369	24,018
peines de police	36	447	199	384	372	504	585	405	480	230	253	220	144	—	—	2,190	2,033	4,223
Banqueroute	37	—	—	—	—	5	—	5	—	1	—	—	—	—	—	11	—	11
Abus de confiance, escroquerie, tromperie :																		
peines correctionnelles	38	172	136	580	403	875	662	771	604	521	471	362	221	—	—	3,221	2,557	5,838
peines de police	39	16	5	11	7	9	8	9	7	7	8	8	5	—	—	60	40	100
Recel	40	92	57	306	228	527	352	409	291	198	124	103	62	—	—	1,635	1,114	2,749
Incendie :																		
peines criminelles	41	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
peines correctionnelles	42	3	1	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	2	8
Destructions et dommages :																		
peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles	44	24	1	45	10	62	8	28	9	17	6	12	—	—	—	188	34	222
peines de police	45	21	4	19	18	26	20	23	16	12	6	12	4	—	—	113	68	181
Totaux		4,444	2,012	8,387	4,348	10,150	5,230	7,078	4,425	3,583	2,187	2,004	1,011	—	—	38,484	19,815	58,301

* H = hommes, F = femmes, E = ensemble.

TABLEAU n° 35

Ce tableau, établi dans sa forme traditionnelle, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci.

Il détermine en même temps le sexe des condamnés et leur état de primaire ou de récidiviste.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

Cette localisation, tout en présentant un grand intérêt, dû surtout à la possibilité de comparaisons sur une longue série d'années, est pourtant une analyse géographique insuffisante de la criminalité dans le royaume, tant au point de vue du principe de base même, à l'appui duquel il convient d'envisager la question, qu'au point de vue de la délimitation trop vaste des conscriptions.

Le tableau n° 36, présenté plus loin, apporte à ces égards des éléments complémentaires, pour l'exposé desquels il y a lieu de se reporter au texte d'introduction précédant ce tableau.

Tableau n° 35 (suite). - RÉPARTITION DES CONDAMNÉS

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2	ARLON					MARCHE					NEUF	
		Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes	
		Pri- mai- res 108	Réci- di- vistes 109	Pri- mai- res 110	Réci- di- vistes 111		112	Pri- mai- res 113	Réci- di- vistes 114	Pri- mai- res 115		Réci- di- vistes 116	117
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	-	1	-	-	1	-	1	1	-	2	1	-
Faux en écritures	3	4	-	2	1	7	2	-	-	-	2	2	2
Faux témoignage ou serment	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	-	-	1	-	1	1	2	1	-	4	-	-
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	1	1	1	-	3	1	-	-	-	1	3	1
Infractions contre l'ordre public par } peines correctionnelles des particuliers } de police	7	18	13	7	3	41	6	18	10	2	36	29	14
Infractions contre la sécurité publique	8	10	3	1	-	14	12	2	3	-	17	3	2
Avortement	9	-	1	-	1	2	3	2	-	-	5	3	3
Exposition ou délaisement d'enfants	10	-	-	-	-	-	1	1	4	-	6	-	-
Destruction ou supposition d'état	11	1	-	1	-	2	-	-	-	-	-	-	-
Enlèvement de mineurs	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles } correctionnelles	13	1	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles } de police	15	6	7	-	-	13	2	-	1	-	3	-	1
Adultère et bigamie	16	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	1	-
Abandon de famille	17	5	-	-	-	5	2	1	1	-	4	3	1
Murtre } peines criminelles } correctionnelles	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lésions corporelles volontaires } peines criminelles } correctionnelles	19	5	2	4	2	13	-	1	1	-	2	3	1
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers } peines criminelles } correctionnelles	20	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Calomnies et injures } peines correctionnelles } de police	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation de sépulture	22	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Violation du secret professionnel	24	9	5	3	-	17	5	5	-	1	11	19	8
Violation du secret des lettres et autres communications	25	44	18	35	8	105	14	7	13	4	38	23	16
Vol et maraudages } peines criminelles } correctionnelles	26	-	-	-	-	-	-	-	1	1	2	2	2
Banqueroute	27	1	-	-	1	2	1	1	3	-	5	1	1
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie } peines correctionnelles } de police	28	2	1	9	2	14	-	-	1	-	1	2	1
Recel	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Incendie } peines criminelles } correctionnelles	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Destructions et dommages } peines criminelles } correctionnelles	31	-	2	1	-	3	1	1	-	-	2	9	3
. } de police	32	4	1	1	2	8	3	1	2	-	6	5	2
Totaux :		199	125	139	46	509	140	194	85	21	376	234	132

D'APRÈS L'ARRONDISSEMENT OÙ ILS ONT COMMIS L'INFRACTION

NATURE DES INFRACTIONS 1	Nu- méros de la no- men- cla- ture 2bis	CHATEAU			NAMUR					DINANT					À L'ÉTRANGER					TOTAL GÉNÉRAL					
		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			Hommes		Femmes			
		Pri- mai- res 120	Réci- di- vistes 121	Total 122	Pri- mai- res 123	Réci- di- vistes 124	Pri- mai- res 125	Réci- di- vistes 126	Total 127	Pri- mai- res 128	Réci- di- vistes 129	Pri- mai- res 130	Réci- di- vistes 131	Total 132	Pri- mai- res 133	Réci- di- vistes 134	Pri- mai- res 135	Réci- di- vistes 136	Total 137	Pri- mai- res 138	Réci- di- vistes 139	Pri- mai- res 140	Réci- di- vistes 141	Total 142	
		Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	2	1	1	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc.	2	1	-	2	3	-	-	3	2	-	2	-	4	-	-	-	-	-	152	85	50	16	303	2	
Faux en écritures	3	1	-	5	7	6	7	6	26	4	-	4	2	10	4	1	-	5	618	285	255	80	1,238	3	
Faux témoignage ou serment	4	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	9	5	8	7	29	4	
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	-	-	-	-	1	1	-	2	-	2	-	1	3	-	-	-	119	51	119	30	319	5		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou mi- nistres des cultes	6	-	-	4	1	-	-	-	1	1	-	-	1	-	-	-	-	144	4	3	-	151	6		
Infractions contre l'ordre public par } peines correctionnelles des particuliers } de police	7	17	4	64	49	55	31	13	128	14	12	6	6	38	-	1	-	1,499	1,248	735	403	3,885	7		
Infractions contre la sécurité publique	8	3	-	8	21	14	11	7	53	41	24	11	5	81	-	-	-	454	208	247	70	979	8		
Avortement	9	1	-	7	2	7	2	2	13	1	2	1	-	4	-	-	-	88	91	21	21	221	9		
Exposition ou délaisement d'enfants	10	1	-	1	1	-	6	3	10	-	1	1	1	3	-	-	-	13	7	106	21	147	10		
Destruction ou supposition d'état	11	-	-	-	-	-	3	3	2	8	-	1	-	1	2	-	-	28	39	56	30	153	11		
Enlèvement de mineurs	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1	12	
Attentats à la pudeur et viols } peines criminelles } correctionnelles	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5	2	4	16	13		
Corruption de la jeunesse et prostitution	14	-	-	1	2	3	-	-	5	6	2	-	-	8	-	1	-	183	111	9	5	308	15		
Outrages publics aux mœurs } peines correctionnelles } de police	15	-	-	1	5	4	5	5	19	-	-	-	-	-	-	-	-	47	34	108	63	252	16		
Adultère et bigamie	16	3	-	7	7	-	18	3	28	2	1	6	1	10	-	-	-	189	79	279	33	580	17		
Abandon de famille	17	2	1	7	31	23	26	11	91	9	8	8	2	27	-	-	-	939	666	813	234	2,652	19		
Murtre } peines criminelles } correctionnelles	18	-	-	1	2	4	-	-	6	-	-	-	-	-	-	-	-	17	5	6	-	28	21		
Lésions corporelles volontaires } peines criminelles } correctionnelles	19	6	5	38	11	7	1	5	24	4	7	-	-	11	2	-	-	889	689	385	211	2,174	24		
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des parti- culiers } peines criminelles } correctionnelles	20	9	8	56	67	63	76	30	236	55	38	45	16	154	1	-	1	1,306	814	1,264	543	3,927	25		
Calomnies et injures } peines correctionnelles } de police	21	-	-	4	2	-	-	-	2	-	1	-	-	1	1	-	-	16	16	5	3	40	27		
Violation de sépulture	22	-	-	2	-	1	1	1	3	2	1	1	-	4	-	-	-	75	52	104	39	270	28		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	23	9	1	13	3	5	7	8	23	5	1	1	1	8	-	-	-	67	40	146	48	301	29		
Violation du secret professionnel	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	30	
Violation du secret des lettres et autres communications	25	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2	2	-	6	33		
Vol et maraudages } peines criminelles } correctionnelles	26	-	-	5	2	-	-	-	7	-	2	-	-	2	-	-	-	9	8	-	-	17	34		
Banqueroute	27	31	9	209	428	258	223	107	1,010	233	186	62	32	513	48	42	5	99	10,240	6,409	5,148	2,221	24,018	35	
Abus de confiance, escroquerie, trom- perie } peines correctionnelles } de police	28	2	1	11	65	34	52	19	170	147	58	105	19	329	-	-	1	1,589	601	1,539	494	4,223	36		
Recel	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9	2	-	-	11	37		
Incendie } peines criminelles } correctionnelles	30	13	2	28	33	39	28	6	106	20	17	9	3	49	15	8	3	28	2,070	1,211	2,042	515	5,838	38	
Destructions et dommages } peines criminelles } correctionnelles	31	-	-	1	1	-	-	-	2	4	1	1	2	8	-	-	-	44	16	30	10	100	39		
. } de police	32	4	-	11	21	21	19	7	68	9	15	13	9	46	8	7	6	21	927	708	790	324	2,749	40	
Incendie } peines criminelles } correctionnelles	33	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1	-	-	3	-	-	-	3	5	2	-	8	42		
Destructions et dommages } peines criminelles } correctionnelles	34	2	1	15	-	5	1	1	7	1	-	-	-	1	-	-	-	99	89	26	14	222	44		
. } de police	35	4	1	12	6	2	2	-	12	1	1	2	1	5	-	-	-	75	38	50	18	181	45		
Totaux :		109	33	508	775	534	520	234	2,045	565	384	276	102	1,329	88	60	17	6	163	21,982	13,704	14,353	5,462	55,501	

TABLEAU n° 36

Ce tableau, paru pour la première fois dans le volume de 1941, tend à mettre à la disposition des consultants de la statistique, des éléments d'une localisation plus variée dans ses bases et plus étroitement circonscrite de la criminalité.

Il est à noter, en effet, que lors de la première édition de la statistique, en 1898, l'arrondissement de naissance du condamné était seul retenu; que dès 1901 ce renseignement fut abandonné dans la publication et remplacé par celui de l'arrondissement où les faits avaient été commis.

L'indication de l'arrondissement étant manifestement insuffisante, dès 1899 une statistique des infractions fut fondée, dans le but de situer les faits criminels dans les communes classées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants et en tenant compte de la nature de l'infraction. Cette statistique ne fut toutefois plus publiée à partir de 1920.

En 1907, d'autre part, et jusqu'en 1914, un tableau fut présenté étendant l'énonciation des arrondissements où les faits avaient été commis par la répartition des condamnés d'après les cantons des faits.

Ce sont ces diverses initiatives, pourtant successivement abandonnées, qui, en 1941, ont déterminé l'Office Central de Statistique à dresser, sur la base du critère de l'individu condamné,

un tableau d'ensemble qui permette de tirer profit des indications de localisation de la criminalité, contenues dans les bulletins individuels de condamnation.

Si pour l'étude de la criminalité, le lieu où les faits ont été commis importe, il ne fait pas de doute que le lieu de naissance et celui du domicile ou de la résidence du condamné ont également leur valeur, car il est tout aussi intéressant, en criminologie, de situer le lieu où les dispositions criminelles ont été conçues que de rechercher l'endroit où l'acte criminel s'est accompli.

La mise en regard du nombre de condamnés, nés, domiciliés ou qui ont perpétré leur délit dans un canton déterminé a semblé être le meilleur moyen pour arriver à un résultat permettant des comparaisons utiles.

Le tableau ci-après porte sur l'ensemble des condamnés sans énonciation de la nature de l'infraction.

La distinction entre les délinquants du sexe masculin et du sexe féminin est faite, mais le rapport du nombre des condamnés avec la population de chaque canton n'est établi qu'en ce qui concerne le chiffre d'ensemble, c'est-à-dire les deux sexes réunis.

Il n'est pas tenu compte de la division entre délinquants primaires et récidivistes.

Tableau n° 36. — RÉPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE ET DE LIEU OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS, EN RAPPORT AVEC LE CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE 1942

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
<i>Bruxelles</i>	571	260	831	4.56	819	412	1.231	6.76	754	421	1.175	6.45
<i>Anderlecht</i>	200	79	279	2.51	330	123	453	4.08	236	86	322	2.90
<i>Assche</i>	190	86	276	5.15	145	57	202	3.76	79	53	132	2.47
<i>Hal</i>	171	89	260	4.72	128	74	202	3.67	90	72	162	2.94
<i>Ixelles</i>	179	70	249	1.80	329	144	473	3.41	206	130	336	2.43
<i>Molenbeek-St-Jean</i>	345	116	461	4.10	400	148	548	4.87	224	86	310	2.75
<i>Saint-Gilles</i>	119	50	169	2.93	200	114	314	5.44	135	89	224	3.88
<i>Saint-Josse-ten-Noode</i>	154	67	221	1.74	273	163	409	3.22	170	104	274	2.16
<i>Schaerbeek</i>	224	76	300	1.95	422	208	630	4.10	246	122	368	2.39
<i>Sint-Kwintens-Lennik</i>	131	64	195	5.06	92	33	125	3.24	77	34	111	2.88
<i>Uccle</i>	154	63	217	1.75	273	129	402	3.23	221	109	330	2.65
<i>Vilvorde</i>	138	57	195	3.40	155	69	224	3.91	114	37	151	2.63
<i>Wolvertem</i>	121	54	175	3.63	109	34	143	2.97	86	34	120	2.49
Canton inconnu dans l'arrondissement					4		4		1.026	288	1.314	
<i>Louvain</i>	398	133	531	4.32	345	116	461	3.76	327	114	441	3.59
<i>Aarschoot</i>	151	54	205	5.90	114	41	155	4.46	106	40	146	4.20
<i>Diest</i>	208	117	325	8.33	118	83	201	5.15	96	70	166	4.25
<i>Glabbeek</i>	90	37	127	6.79	56	17	73	3.90	52	17	69	3.69
<i>Haacht</i>	123	43	166	5.09	105	25	130	3.98	102	29	131	4.02
<i>Tirlemont</i>	265	182	447	9.63	240	178	418	9.01	234	174	408	8.80
<i>Léau</i>	105	78	183	10.62	71	64	135	7.83	78	70	148	8.59
Canton inconnu dans l'arrondissement									10		10	
<i>Nivelles</i>	236	164	400	6.20	263	176	439	6.80	267	170	437	6.77
<i>Genappe</i>	85	44	129	7.26	84	40	124	6.98	90	37	127	7.15
<i>Jodogne</i>	125	85	210	7.68	114	66	180	6.58	114	51	165	6.03
<i>Perwez</i>	99	60	159	8.92	82	47	129	7.23	83	52	135	7.57
<i>Wavre</i>	206	124	330	6.39	208	121	329	6.37	177	102	279	5.40
Canton inconnu dans l'arrondissement									42	34	76	
<i>Anvers</i>	753	373	1.126	3.73	1.007	615	1.622	5.38	1.192	752	1.944	6.45
<i>Berehem</i>	82	28	110	1.29	120	61	181	2.13	80	37	117	1.38
<i>Boom</i>	110	63	173	3.26	71	45	116	2.19	69	34	103	1.91
<i>Borgerhout</i>	205	107	312	2.30	270	120	390	2.87	123	52	175	1.29
<i>Brecht</i>	183	71	254	6.20	167	51	218	5.32	182	37	219	5.31
<i>Ekeren</i>	189	100	289	4.17	226	96	316	1.56	206	99	305	4.40
<i>Kontich</i>	85	44	129	3.06	97	65	162	3.85	84	65	149	3.51
<i>Zandhoven</i>	98	58	156	4.29	91	37	128	3.51	70	27	97	2.67
Canton inconnu dans l'arrondissement									7		7	
<i>Malines</i>	228	129	357	3.95	225	125	350	3.87	220	131	351	3.87
<i>Duffel</i>	142	57	199	5.20	112	50	162	4.23	100	33	133	3.47
<i>Heist-op-den-Berg</i>	179	63	242	5.67	149	52	201	1.71	157	45	202	1.73
<i>Lierre</i>	119	66	185	4.56	96	41	137	3.38	98	44	142	3.50
<i>Puurs</i>	109	47	156	4.90	82	36	118	3.71	78	37	115	3.61
Canton inconnu dans l'arrondissement									11	10	21	

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Turnhout	223	87	310	6.39	205	75	280	5.79	176	71	247	5.09
Arendonk	102	35	137	5.80	90	33	123	5.21	92	41	133	5.63
Herentals	186	127	313	6.62	188	141	229	4.84	191	144	335	7.08
Hoogstraten	87	38	125	5.68	70	23	93	4.22	84	25	109	4.95
Mol	377	285	662	11.25	332	245	577	9.81	302	243	545	9.26
Westerloo	206	113	319	9.11	138	97	235	6.71	124	99	223	6.37
Canton inconnu dans l'arrondissement												
Mons	529	316	875	11.32	570	373	943	12.19	580	372	952	12.31
Boussu	530	405	935	12.83	597	449	1,046	14.34	594	420	1,014	13.91
Chièvres	90	58	148	9.08	81	43	124	7.61	73	53	126	7.73
Dour	215	180	395	11.69	217	179	396	11.72	231	186	317	9.38
Enghien	63	20	83	5.45	51	19	70	4.60	56	16	72	4.73
La Louvière	379	252	631	12.09	495	340	835	16.00	475	360	835	16.00
Lens	132	72	204	7.92	134	82	216	8.38	175	101	276	10.71
Pâturages	298	166	464	10.71	304	141	445	10.27	228	131	359	8.29
Rœulx	315	187	502	14.17	428	251	679	19.17	515	294	809	22.84
Soignies	196	117	313	8.87	222	143	365	10.34	220	135	355	10.06
Canton inconnu dans l'arrondissement					1		1		7	3	10	
Charleroi	819	529	1,348	9.60	1,083	660	1,743	12.42	887	679	1,566	11.15
Beaumont	51	19	70	5.64	59	18	77	6.20	62	16	78	6.29
Binche	409	287	696	10.62	441	278	722	11.02	394	228	622	9.49
Châtelet	438	301	739	11.29	516	321	837	12.79	420	252	672	10.27
Chimay	68	16	84	5.45	72	16	88	5.71	77	11	88	5.71
Fontaine-l'Évêque	205	181	389	7.49	276	190	466	8.98	251	196	447	8.62
Gosselies	223	130	353	7.53	235	152	387	8.25	230	144	374	7.98
Jumet	195	112	307	8.15	229	133	362	9.61	216	115	331	8.78
Marchienne-au-Pont	188	130	318	8.15	218	140	358	9.18	224	126	350	8.97
Merbes-le-Château	77	42	119	6.89	104	48	152	8.80	124	45	169	9.78
Seneffe	218	134	352	8.15	236	138	374	8.66	226	112	338	7.82
Thuin	77	39	116	5.08	76	34	110	4.82	109	37	146	6.40
Canton inconnu dans l'arrondissement									39	13	52	
Tournai	239	116	355	7.21	275	135	410	8.32	276	146	422	8.57
Antoing	127	86	213	7.95	116	92	208	7.76	123	89	212	7.91
Ath	125	67	192	10.63	132	74	206	11.41	141	80	221	12.24
Celles	57	21	78	6.06	47	18	65	5.05	53	19	72	5.59
Flobecq	41	17	58	4.79	32	9	41	3.37	40	12	52	4.28
Frasnes-lez-Buissenal	44	17	61	5.65	43	14	57	5.28	72	27	99	9.17
Lessines	179	66	245	10.33	180	68	248	10.46	171	58	229	9.65
Leuze	72	45	117	5.97	72	41	113	5.77	71	38	109	5.56
Péruwelz	173	113	286	12.64	203	139	342	15.12	197	166	363	16.05
Quevaucamps	198	116	314	13.84	231	139	370	16.31	193	99	292	12.87
Templeuve	84	36	120	6.00	106	55	161	8.05	115	50	165	8.25
Canton inconnu dans l'arrondissement									3	1	4	
Sand	685	372	1,057	6.02	908	559	1,467	8.36	974	615	1,589	9.06
Assenede	102	57	159	6.69	107	52	159	6.69	102	53	155	6.52
Deinze	87	42	129	5.20	76	35	111	4.47	93	33	126	5.08

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Eekloo	154	75	229	6.12	171	82	253	6.76	154	82	236	6.31
Evergem	187	90	277	6.23	179	93	272	6.11	157	85	242	5.44
Kaprijke	119	57	176	10.53	111	51	162	9.69	121	55	176	10.53
Kruishoutem	108	73	181	9.09	69	45	114	5.73	51	47	98	4.92
Ledeberg	153	85	238	5.90	112	71	183	4.54	99	52	151	3.74
Loochristi	109	67	176	6.55	90	48	138	5.13	81	44	125	4.65
Nazareth	87	56	143	6.91	79	55	134	6.47	73	49	122	5.89
Nevele	105	38	143	7.30	75	35	110	5.62	88	37	125	6.38
Oosterzele	207	114	321	7.81	157	71	228	5.55	171	72	243	5.92
Waarschoot	78	31	109	7.79	55	28	83	5.93	60	26	86	6.15
Zomergem	117	65	182	8.58	100	42	142	6.69	95	46	141	6.64
Canton inconnu dans l'arrondissement									2		2	
Audenarde	161	125	286	7.78	116	102	218	5.93	118	123	241	6.56
Grammont	209	78	287	9.17	145	59	204	6.52	127	56	183	5.85
Herzele	169	80	249	6.21	152	70	222	5.59	160	71	231	5.76
Nederbrakel	102	30	132	7.52	54	22	76	4.33	57	24	81	4.61
Ninove	225	88	313	7.30	218	86	304	7.09	200	85	285	6.64
Renaix	126	83	209	6.80	126	79	205	6.67	107	63	170	5.53
Sint-Maria-Horebeke	85	40	125	7.46	63	23	86	5.13	59	28	87	5.19
Zottegem	120	67	187	6.90	91	57	148	5.46	109	66	175	6.46
Canton inconnu dans l'arrondissement												
Termonde	197	112	309	5.40	165	101	266	4.65	153	94	247	4.32
Alost	393	247	640	6.64	346	216	562	5.83	334	202	536	5.56
Beveren-Waas	154	94	248	8.62	136	75	211	7.36	119	65	184	6.40
Hamme	121	58	179	6.31	101	45	146	5.14	94	43	137	4.83
Lokeren	159	89	248	7.93	139	85	224	7.16	131	84	215	6.87
Sint-Gillis-Waas	192	110	302	9.31	141	87	228	7.03	129	81	210	6.47
Saint-Nicolas	163	89	252	4.85	148	83	231	4.44	169	87	256	4.92
Tamise	199	102	301	8.40	179	81	260	7.25	181	79	260	7.25
Wetteren	216	113	329	9.02	161	94	255	6.99	144	78	222	6.09
Zele	111	78	192	6.09	93	52	145	4.59	99	56	155	4.91
Canton inconnu dans l'arrondissement									2		2	
Bruges	638	255	893	5.15	569	204	773	4.46	579	216	795	4.58
Ardoie	51	33	84	5.32	43	30	73	4.63	36	27	63	3.99
Gistel	136	58	194	6.54	125	44	169	5.70	121	39	160	5.40
Ostende	194	93	287	5.31	200	109	309	5.71	205	110	315	5.82
Ruislede	41	24	65	4.96	29	10	39	2.97	29	10	39	2.97
Tielt	67	38	105	5.68	44	19	63	3.41	51	22	73	3.95
Torhout	252	102	354	6.93	186	74	260	5.09	162	74	236	4.62
Canton inconnu dans l'arrondissement												
Courtrai	274	127	401	4.35	276	113	389	4.22	318	133	451	4.90
Avelgem	50	23	73	4.89	41	13	54	3.62	33	12	45	3.02
Harelbeke	121	51	172	4.40	110	43	153	3.91	94	35	129	3.30
Izegem	69	36	105	3.38	62	23	85	2.74	51	26	77	2.48
Menin	136	54	190	3.50	156	75	231	4.25	138	70	208	3.83
Meulebeke	63	21	84	4.88	51	15	66	3.84	51	11	62	3.60

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Mousseron	99	53	152	2.83	168	102	270	5.02	162	105	267	4.96
Moorsele	63	25	88	3.82	62	27	89	3.86	60	29	89	3.86
Oostrozcheke	64	23	87	4.83	44	13	57	3.16	39	12	51	2.83
Routlers	107	75	182	4.68	102	56	158	4.06	98	59	157	4.04
Canton inconnu dans l'arrondissement									6		6	
Furnes	87	40	127	4.53	96	42	138	4.92	97	53	150	5.35
Dixmude	109	42	151	6.06	99	30	129	5.18	93	37	130	5.22
Haringe	44	26	70	4.54	35	15	50	3.24	35	12	47	3.05
Nieuport	55	18	73	3.40	65	27	92	4.29	102	24	126	5.87
Canton inconnu dans l'arrondissement									1		1	
Ypres	179	97	276	6.05	184	103	287	6.29	191	105	296	6.48
Hooglede	41	27	68	3.91	38	30	68	3.91	42	34	76	4.37
Messines	54	32	86	4.97	64	68	132	7.63	68	70	138	7.97
Passchendale	43	26	69	3.82	30	16	46	2.55	32	15	47	2.60
Poperinge	43	30	73	4.58	33	34	67	4.21	38	30	68	4.27
Wervik	91	50	141	4.86	101	68	169	5.82	92	73	165	5.68
Canton inconnu dans l'arrondissement												
Liège	902	607	1,509	9.66	1,152	803	1,955	12.52	1,115	787	1,902	12.18
Dalhem	95	52	147	7.22	92	32	124	6.09	111	29	140	8.88
Fexhe-Sluis	208	168	376	11.69	234	196	430	13.37	268	241	509	15.82
Fléron	227	133	360	6.80	257	121	378	7.14	209	101	310	5.86
Grivegnée	201	113	314	6.04	341	230	571	10.98	277	182	459	8.82
Herstal	182	140	322	8.53	231	188	419	11.10	197	127	324	8.59
Hollogne-aux-Pierres	533	444	977	12.82	690	610	1,300	17.06	547	537	1,084	14.22
Louvain	121	56	177	8.85	105	42	147	7.35	119	43	162	8.09
Saint-Nicolas	241	211	452	12.17	322	253	575	15.49	295	226	521	14.03
Seraing-sur-Meuse	349	224	573	9.02	391	239	630	9.92	315	176	491	7.73
Waremme	141	89	230	11.08	125	65	190	9.15	151	77	228	10.98
Canton inconnu dans l'arrondissement									4		4	
Huy	266	141	407	9.04	263	125	388	8.61	241	124	365	8.10
Ferrières	23	11	34	7.24	13	5	18	3.83	16	7	23	4.90
Hannut	95	74	169	8.48	74	53	127	6.37	97	58	155	7.78
Héron	88	62	150	10.46	82	45	127	8.85	73	33	106	7.39
Jehay-Bodegnée	88	53	141	8.27	71	37	108	6.33	93	67	160	9.38
Landen	205	169	374	19.05	189	156	345	17.58	193	161	354	18.04
Nandrin	128	51	179	7.74	122	46	168	7.27	156	54	210	9.08
Canton inconnu dans l'arrondissement									2		2	
Verviers	184	99	283	5.79	182	109	291	5.96	162	101	263	5.40
Aubel	54	18	72	8.77	14	6	20	2.44	18	4	22	2.68
Dison	52	25	77	4.01	61	28	89	4.63	41	23	64	3.33
Herbe	72	35	107	9.15	57	17	74	6.33	52	17	69	5.90
Limbours	18	19	37	5.19	32	11	43	3.33	26	11	37	2.87
Spa	104	40	144	4.08	103	31	134	3.80	97	40	137	3.89
Stavelot	49	20	69	4.47	33	13	46	2.98	49	21	70	4.53
Canton inconnu dans l'arrondissement									11	1	12	

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble		Hommes	Femmes	Ensemble	
			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants			Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Tongres	223	169	392	13.25	201	154	355	12.00	218	193	411	13.90
Bilzen	217	82	299	5.53	382	187	569	10.53	498	204	702	12.99
Looz	181	146	327	10.74	131	112	243	7.98	173	158	331	10.87
Bree	83	33	116	5.97	66	20	86	4.42	60	23	83	4.27
Maaseik	149	58	207	8.29	142	62	204	8.17	139	69	208	8.33
Mechelen	200	85	285	7.34	256	127	383	9.86	283	115	398	10.25
Zichen-Z.-B.	102	78	180	12.91	104	72	176	12.62	104	103	207	14.84
Canton inconnu dans l'arrondissement									1		1	
Hasselt	240	94	334	7.00	230	91	321	6.73	175	86	261	5.47
Beringen	241	116	357	6.82	297	113	410	7.83	327	112	439	8.39
Herck-la-Ville	110	52	162	6.30	89	25	114	4.43	81	29	110	4.28
Neerpelt	175	59	234	6.47	164	52	216	5.97	152	42	194	5.36
Peer	87	34	121	6.57	84	26	110	5.97	124	37	161	8.74
Saint-Trond	265	173	438	10.76	233	159	392	9.62	237	191	428	10.51
Canton inconnu dans l'arrondissement									26	8	34	
Arlon	93	44	137	6.56	83	50	133	6.37	75	53	128	6.13
Etalle	51	28	79	5.46	42	21	63	4.35	42	21	63	4.35
Fauvillers	28	8	36	8.16	22	6	28	6.35	21	13	34	7.71
Florenville	36	16	52	4.91	32	19	51	4.82	32	19	51	4.82
Messancy	49	36	85	5.08	81	61	142	8.49	87	59	146	8.73
Virton	52	15	67	3.63	54	19	73	3.96	64	20	84	4.55
Canton inconnu dans l'arrondissement									3		3	
Marche-en-Famenne	104	46	150	11.20	92	45	137	10.23	86	38	124	9.26
Durbuy	38	13	51	6.18	21	11	32	3.88	28	12	40	4.85
Erezée	19	8	27	4.23	15	2	17	2.67	23	3	26	4.07
Houffalize	27	22	49	5.10	18	12	30	3.12	47	17	64	6.66
La Roche	51	21	72	7.31	33	13	46	4.67	39	18	57	5.79
Nassogne	32	8	40	8.77	20	5	25	5.48	23	8	31	6.79
Vielsalm	27	15	42	5.20	15	6	21	2.60	25	10	35	4.33
Canton inconnu dans l'arrondissement									1		1	
Neufchâteau	77	37	114	6.84	62	26	88	5.28	72	31	103	6.18
Bastogne	47	17	64	5.27	45	13	58	4.77	59	19	78	6.42
Bouillon	24	15	39	5.27	25	14	39	5.27	33	17	50	6.76
Paliseul	60	26	86	7.72	61	25	86	7.72	65	24	89	7.99
Saint-Hubert	42	23	65	5.87	30	13	43	3.88	39	17	56	5.05
Sibret	33	16	49	5.86	25	10	35	4.19	65	22	87	10.41
Wellin	19	8	27	4.63	21	10	31	5.32	24	10	34	5.83
Canton inconnu dans l'arrondissement									9	2	11	
Namur	457	224	681	7.38	514	272	786	8.52	584	306	890	9.65
Andenne	127	65	192	9.46	111	59	170	8.38	84	48	132	6.51
Eghezée	86	62	148	7.07	67	46	113	5.40	108	59	167	7.98
Fosse	306	193	499	10.54	310	214	524	11.07	349	236	585	12.36
Gembloux	181	84	265	9.19	159	76	235	8.15	184	100	284	9.85
Canton inconnu dans l'arrondissement										7	7	

Tableau n° 36 (suite).

CANTONS	NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT NÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y SONT DOMICILIÉS				NOMBRES DES CONDAMNÉS QUI Y ONT COMMIS LEUR INFRACTION			
	Ensemble				Ensemble				Ensemble			
	Hommes	Femmes	Chiffres absolus	par 1,000 habitants	Hommes	Femmes	Chiffres absolus	par 1,000 habitants	Hommes	Femmes	Chiffres absolus	par 1,000 habitants
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Dinant	161	71	232	9.19	168	77	245	9.71	192	90	282	11.17
Beauraing	60	27	87	6.67	41	24	65	4.98	58	27	85	6.51
Ciney	98	50	148	6.73	87	42	129	5.86	117	44	161	7.32
Couvin	67	50	117	6.90	54	47	101	5.95	69	43	112	6.60
Florennes	79	36	115	8.93	62	37	99	7.69	116	45	161	12.51
Gedinne	51	13	64	5.75	50	9	59	5.30	67	14	81	7.28
Philippeville	42	19	61	5.97	44	18	62	6.06	39	16	55	5.38
Rochefort	104	50	154	10.51	118	50	168	11.47	152	51	203	13.86
Walcourt	83	39	122	7.42	118	40	158	9.61	137	49	186	11.31
Canton inconnu dans Parrondissement	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel

Bruxelles	2,697	1,131	3,828	3.04	3,679	1,681	5,360	4.25	3,664	1,665	5,329	4.23
Louvain	1,340	644	1,984	6.37	1,049	524	1,573	5.05	1,005	524	1,519	4.87
Nivelles	751	477	1,228	6.85	751	450	1,201	6.71	773	446	1,219	6.80
Anvers	1,705	844	2,549	3.33	2,049	1,084	3,133	4.10	2,013	1,103	3,116	4.08
Malines	777	362	1,139	4.67	664	304	968	3.97	664	300	964	3.95
Turnhout	1,181	685	1,866	7.93	1,023	614	1,637	6.96	969	623	1,592	6.77
Mons	2,747	1,803	4,550	11.17	3,100	2,020	5,120	12.57	3,154	2,071	5,225	12.82
Charleroi	2,968	1,923	4,891	8.77	3,548	2,128	5,676	10.17	3,259	1,974	5,233	9.38
Tournai	1,339	700	2,039	8.55	1,437	784	2,221	9.31	1,455	785	2,240	9.39
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	15,505	8,569	24,074	5.74	17,300	9,589	26,889	6.41	16,956	9,481	26,437	6.30
Gand	2,298	1,222	3,520	6.69	2,289	1,267	3,556	6.76	2,321	1,296	3,617	6.87
Audenarde	1,197	591	1,788	7.35	965	498	1,463	6.02	937	516	1,453	5.97
Termonde	1,908	1,092	3,000	6.97	1,609	919	2,528	5.87	1,555	869	2,424	5.63
Bruges	1,379	603	1,982	5.57	1,196	490	1,686	4.74	1,183	498	1,681	4.72
Courtrai	1,046	488	1,534	4.01	1,072	480	1,552	4.06	1,050	492	1,542	4.03
Furnes	295	126	421	4.69	295	114	409	4.55	328	126	454	5.05
Ypres	451	262	713	4.97	450	319	769	5.36	463	327	790	5.51
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	8,574	4,384	12,958	5.97	7,876	4,087	11,963	5.51	7,837	4,124	11,961	5.50
Liège	3,200	2,237	5,437	9.55	3,940	2,779	6,719	11.81	3,608	2,526	6,134	10.78
Huy	893	561	1,454	10.11	811	467	1,278	8.91	871	504	1,375	9.56
Verviers	563	256	819	5.40	482	215	697	4.60	456	218	674	4.45
Tongres	1,155	651	1,806	8.55	1,282	734	2,016	9.54	1,476	865	2,341	11.08
Hasselt	1,118	528	1,646	7.45	1,097	466	1,563	7.07	1,122	505	1,627	7.36
Arlon	309	147	456	5.33	314	176	490	5.73	324	185	509	5.95
Marche-en-Famenne	298	133	431	7.17	214	91	305	5.12	272	106	378	6.29
Neufchâteau	302	142	444	6.11	269	111	380	5.23	366	142	508	6.99
Namur	1,157	628	1,785	8.51	1,161	667	1,828	8.72	1,309	756	2,065	9.85
Dinant	745	355	1,100	7.72	742	344	1,086	7.62	949	380	1,329	9.32
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	9,740	5,638	15,378	8.24	10,315	6,053	16,368	8.77	10,753	6,187	16,940	9.07
Totaux :	33,819	18,591	52,410	6.36	35,491	19,729	55,220	6.70	35,546	19,792	55,338	6.72
A l'étranger	1,867	1,224	3,091	0.37	177	73	250	0.03	125	18	143	0.01
Inconnu	—	—	—	—	18	13	31	—	15	5	20	—
TOTAUX GÉNÉRAUX :	35,686	19,815	55,501	6.73	35,686	19,815	55,501	6.73	35,686	19,815	55,501	6.73

TABLEAU n° 37
DE LA RÉCIDIVE GÉNÉRALE ET DE LA RÉCIDIVE SPÉCIALE

Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le clas-

sement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DÉNOMINATION DES GROUPES	N° d'ordre	N° D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe
1	2	3
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le tableau n° 37 est la même que celle attribuée aux tableaux 30 et 31, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Tableau n° 37 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la no- men- clat- ure	SEXE des condamnés	1 ^{er} DEGRÉ			2 ^e DEGRÉ			3 ^e DEGRÉ			4 ^e DEGRÉ			
			2 condamnations			3 condamnations			4 condamnations			5 condamnations			
			Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
Violation du secret professionnel	32	Hommes . Femmes . Ensemble :	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes . Femmes . Ensemble :	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	
Volx et maraudages	34	Hommes .	-	2	2	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble :	-	2	2	2	1	3	-	-	-	-	-	-	-
" correct.	35	Hommes .	1,451	1,379	2,830	879	419	1,298	336	366	702	259	183	442	-
		Femmes .	659	531	1,190	335	115	450	120	103	223	80	50	130	-
		Ensemble :	2,110	1,910	4,020	1,214	534	1,748	456	469	925	339	233	572	-
" de pol.	36	Hommes .	135	180	315	73	52	125	14	35	49	14	16	30	-
		Femmes .	136	148	284	84	30	114	21	17	38	17	7	24	-
		Ensemble :	271	328	599	157	82	239	35	52	87	31	23	54	-
Banqueroute	37	Hommes .	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		Ensemble :	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie	38	Hommes .	266	288	554	142	80	222	61	67	128	46	39	85	-
		Femmes .	154	142	296	66	31	97	30	18	48	14	11	25	-
		Ensemble :	420	430	850	208	111	319	91	85	176	60	50	110	-
" de pol.	39	Hommes .	6	4	10	1	1	2	1	1	2	-	-	-	-
		Femmes .	2	3	5	2	-	2	-	1	1	1	-	1	-
		Ensemble :	8	7	15	3	1	4	1	2	3	1	-	1	-
Recel	40	Hommes .	110	155	265	87	68	155	22	51	73	22	32	54	-
		Femmes .	80	93	173	45	19	64	12	17	29	11	13	24	-
		Ensemble :	190	248	438	132	87	219	34	68	102	33	45	78	-
Incendie	41	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
" correct.	42	Hommes .	-	1	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble :	-	1	1	-	2	2	-	-	-	-	-	-	
Destructions et dom- mages	43	Hommes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Femmes .	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
		Ensemble :	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
" correct.	44	Hommes .	4	30	34	4	10	14	2	14	16	-	5	5	
		Femmes .	-	5	5	1	4	5	-	1	1	-	1	1	
		Ensemble :	4	35	39	5	14	19	2	15	17	-	6	6	
" de pol.	45	Hommes .	1	16	17	1	4	5	-	6	6	1	3	4	
		Femmes .	-	11	11	-	4	4	-	-	-	-	2	2	
		Ensemble :	1	27	28	1	8	9	-	6	6	1	5	6	
Hommes .	2,454	3,395	6,047	1,427	1,159	2,704	577	919	1,496	442	477	919	-		
Femmes .	1,354	1,429	2,903	794	467	1,131	228	271	499	158	150	308	-		
Ensemble :	4,000	5,022	9,050	2,251	1,546	3,917	805	1,190	1,995	600	627	1,227	-		

5 ^e DEGRÉ			6 ^e DEGRÉ			7 ^e DEGRÉ			8 ^e DEGRÉ			9 ^e DEGRÉ			10 ^e DEGRÉ et au delà			AU TOTAL				
6 condamnations			7 condamnations			8 condamnations			9 condamnations			10 condamnations			11 condamnations et plus			Total				
Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total	Spé- cia- lis- tes	Non spé- cialis- tes	Total		
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36		
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	4	4
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	-	2	-	-	-	-	-	-	4	4
96	126	224	117	99	216	62	73	135	62	40	102	40	40	80	193	167	360	3,497	2,912	6,409	-	
38	28	66	20	15	35	11	12	23	16	9	25	9	2	11	47	21	68	1,335	886	2,221	-	
136	154	290	137	114	251	73	85	158	78	49	127	49	42	91	240	208	448	4,832	3,798	8,630	-	
8	21	29	2	10	12	2	5	7	2	2	4	1	5	6	13	11	24	264	337	601	-	
5	4	9	1	3	4	5	4	9	-	1	1	2	1	3	6	2	8	277	217	494	-	
13	25	38	3	13	16	7	9	16	2	3	5	3	6	9	19	13	32	541	554	1,095	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
26	22	50	26	9	35	13	15	28	15	9	24	7	3	10	50	25	75	654	557	1,211	-	
11	7	18	8	4	12	-	-	-	7	1	8	-	-	-	5	6	11	295	220	515	-	
39	29	68	34	13	47	13	15	28	22	10	32	7	3	10	55	31	86	949	777	1,726	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	10	6	16	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	5	10	-	
1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	1	15	11	26	-	
14	19	33	14	14	28	11	18	29	4	4	8	5	3	8	16	19	35	305	403	708	-	
6	7	13	4	5	9	2	1	3	-	1	1	-	2	2	2	4	6	162	162	324	-	
20	26	46	12	19	31	13	19	32	4	5	9	5	5	10	18	45	63	447	545	1,032	-	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	6	6	-	3	3	-	3	3	-	1	1	-	-	-	-	-	-	7	7	10	79	
-	1	1	-	-	-	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1	13	14	-	
-	7	7	-	3	3	-	3	3	-	2	2	-	-	-	-	-	-	7	9	11	92	
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	35
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	18	18
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	53
199	300	500	211	231	442	112	190	311	104	101	205	61	97	158	329	421	750	6,518	7,326	13,704	-	
75	89	164	27	34	61	25	34	59	26	22	48	16	16	32	75	62	135	2,726	2,736	5,462	-	
274	470	722	238	267	505	137	223	370	130	123	253	77	113	190	404	483	885	9,044	10,122	19,166	-	

Tableau n° 38 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Nu- méros de la no- men- cla- ture	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson		
			Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires	Réci- distes	Pri- maires	Réci- distes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Destructions et dommages	peines crimin.	Hommes .	---	---	---	---	---	---	---	---	
		Femmes .	---	---	---	---	---	---	---	---	
		Ensemble:	---	---	---	---	---	---	---	---	
	peines correct	Hommes .	12	24	---	---	5	16	7	8	
		Femmes .	---	---	---	---	---	---	---	---	
		Ensemble:	12	24	---	---	5	16	7	8	
	» de pol.	Hommes .	2	8	---	---	1	5	1	3	
		Femmes .	1	1	---	---	---	---	1	1	
		Ensemble:	3	9	---	---	1	5	2	4	
	Total :		Hommes .	628	3,194	4	8	437	2,958	187	228
			Femmes .	62	202	---	5	29	172	33	25
			Ensemble:	690	3,396	4	13	466	3,130	220	253

SECTION II

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

ET DE LA

JURIDICTION DU TRAVAIL

Tableau n° 39. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1 ET 3 DE L'ARRÊTÉ-LOI
DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA RÉPRESSION DE L'IVRESSE
jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises

CATÉGORIES DE CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS commis à une époque incon- nue ou indé- termi- née	TO- TAUX
	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tembre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	38	26	34	33	29	40	29	39	20	41	46	30	1	415
Faits d'ivresse commis iso- lément	126	152	143	175	167	162	191	180	179	184	125	150	---	1,934
Total des deux catégories ci-dessus	164	178	177	208	196	202	220	219	208	225	171	180	1	2,349

Pour la première fois depuis 1939 on constate en 1943 une légère reprise des faits d'ivresse, commis isolément. (Cf. relevé comparatif des cinq dernières années ci-contre.)

Cf. aussi *Bulletin de Statistique*, 27^e année, n° 10-11, octobre-novembre 1941, pp. 112-113 : « Statistique des infractions à la loi sur l'ivresse 1931 à 1940 ».

Années	FAITS D'IVRESSE		
	Commis isolément	Connexes à un délit	au total
1939	6.144	2.128	8.272
1940	4.798	1.621	6.419
1941	2.505	982	3.487
1942	1.740	461	2.201
1943	1.934	415	2.349

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Les données de la statistique de la justice civile et commerciale sont inscrites, pour chaque juridiction, par les soins des greffiers, dans des formulaires, issus du Ministère de la Justice et dont les textes respectifs ont été arrêtés depuis de nombreuses années par ce département.

Ces documents, appelés états statistiques ou comptes rendus, sont dressés à la fin de chaque année.

Pour les divorces, les adoptions et les faillites, des listes nominatives sont en outre établies par les greffes.

Une circulaire ministérielle du 8 décembre 1934 stipule que les fonctionnaires intéressés

doivent faire toutes les annotations nécessaires pour que la statistique soit établie avec la plus parfaite exactitude.

Après vérification de ces états, comptes ou listes nominatives, le département de la Justice les transmet à l'Office Central de Statistique.

Celui-ci compulse les éléments statistiques dans des cahiers de dépouillement, qui permettent une nouvelle vérification et la totalisation des différentes données.

Les tableaux statistiques présentés ci-après sont extraits de ces cahiers de dépouillement.

1° JUSTICES DE PAIX

Compétence. — Jusqu'en mai 1940, les arrondissements judiciaires du Royaume étaient divisés en 230 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprenait 88, celui de Gand 65, celui de Liège 77.

Depuis, il y a lieu de tenir compte de la sous-traction à l'administration belge des territoires comportant les cantons de : Eupen, Malmédy et Saint-Vith, les cantons du Royaume étant ainsi réduits à 227 et ceux du ressort de la cour d'appel de Liège à 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Une place de greffier adjoint peut être créée par le Roi dans les justices de paix où, par suite de l'importance du service, un commis-greffier doit faire habituellement les fonctions de greffier.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une double mission; ils agissent : 1° comme juges; 2° comme officiers publics.

Les résultats de leur activité, en matière contentieuse, sont consignés dans le tableau n° 40.

Jurisdiction contentieuse. — L'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 modifiant la loi du 25 mars 1876 détermine comme suit la compétence du juge de paix :

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 5,000 francs, en outre des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi, mais seulement en dernier ressort et jusqu'à la valeur de 1,000 francs.

Ils connaissent des demandes en pension alimentaire n'excédant pas, en totalité, 5,000 francs par an, fondées sur les articles 205, 206 et 207 du Code civil, et, dans les mêmes limites, des demandes en pension alimentaire fondées sur l'article 212 du Code civil, si ces demandes ne sont pas connexes à une instance en séparation de corps ou à une instance en divorce. (Ils statuent en premier ou en dernier ressort, suivant que le montant de la demande, déterminé conformément à l'article 27 des lois sur la compétence, dépasse ou ne dépasse pas 1,000 francs.)

Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876 (modifié par l'art. 2 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935 et par l'Arrêté Royal du 30 mars 1935) étant les contestations relatives aux baux à ferme et à loyer, aux obligations de copropriétaires, aux servitudes, aux droits de passage; les actions possessoires, les contestations relatives aux engagements de travail, sous réserve de la juridiction des prud'hommes; les actions réhabilitaires dans les ventes ou échanges d'animaux, les actions pour dommages aux champs, fruits et récoltes, les contestations relatives aux ventes de semences, engrais, nourritures d'animaux, si l'acheteur n'a pas fait acte de commerce; les oppositions frappant l'épargne de la femme mariée et du mineur.

En outre, en vertu des articles 8 et 21 du Code rural, ils connaissent des indemnités relatives au droit de fouille et aux droits d'irrigation et de dessèchement.

Selon l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1935 remplaçant l'article 59 des lois coordonnées sur les mines, les juges de paix connaissent des actions en réparation des dommages causés, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 15,000 francs et en premier ressort jusqu'à la valeur de 40,000 francs.

En cas d'accord avec les concessionnaires sur le principe et sur le partage entre ceux-ci de leur responsabilité, ils sont compétents en der-

nier ressort jusqu'à la valeur de 8,000 francs, en premier ressort jusqu'à la valeur de 20,000 francs (art. 59 A. R. Mines, coord. 15 septembre 1919, modifié par la loi du 15 septembre 1928).

L'article 6 de la loi du 25 mars 1841 donne compétence aux juges de paix pour connaître des demandes en validité et en main-levée des saisies-gagères et des saisies-foraines.

Le juge de paix du canton où un accident du travail s'est produit est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux ouvriers ou à leurs ayants droit, ... ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 1,000 francs, et, en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever. (A. R. du 28 septembre 1931 coordonnant les lois sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, modifié par A. R. du 31 mars 1936, art. 24.)

Il a la même compétence en ce qui concerne la réparation des accidents du travail dans les causes desquels est intervenu un fait de guerre (Arrêté du 9 août 1941 modifié par celui du 11 février 1943, complété par celui du 3 avril 1943, art. 15.)

De même le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bâtiment est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou aux ayants droit ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 200 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

En vertu de l'article 17 de la loi du 24 juillet 1927, les recours contre les décisions du Fonds de prévoyance sont portés devant le juge de paix, qui statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Les dispositions légales exceptionnelles en

matière de loyer et de fermage ont également attribué la compétence des contestations au juge de paix de la situation de l'immeuble. A cet égard il y a lieu de citer :

En ce qui concerne les *baux à loyer* :

L'arrêté du 20 septembre 1940, modifié par celui du 28 avril 1941 :

L'arrêté du 18 novembre 1942 :

L'arrêté du 15 juillet 1943, interprétant et modifiant les arrêtés précités.

La compétence du juge de paix est générale, mais en premier ressort seulement, elle est en dernier ressort si le loyer annuel n'excède pas 2,500 francs. (Art. 1^{er} de l'A. du 15-7-1943).

En ce qui concerne les *baux à ferme* :

Les arrêtés du 26 novembre et du 4 décembre 1940 qui, muets sur la compétence, laissent leur application intégrale aux lois sur la compétence en la matière.

Jurisdiction gracieuse. — Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, de constater l'accord des parties relativement aux indemnités à allouer en matière d'accidents du travail.

Notariat. — Le notariat est régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803), modifiée par les lois des 16 décembre 1922 et 16 avril 1927, et par l'Arrêté Royal du 13 décembre 1935.

En vertu de l'article 2 de la loi du 16 avril 1927, le nombre des notaires, leur placement et leur résidence seront déterminés par le gouvernement, de manière qu'il y ait un notaire au plus par 6,500 habitants dans les agglomérations de Bruxelles, Liège, Anvers, Gand et Charleroi et un notaire au plus par 6,000 habitants dans les autres cantons avec minimum de deux notaires par canton.

Toutefois, dans les cantons qui ont une population dépassant 35,000 habitants, le nombre de notaires ne pourra être supérieur à six.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pp. 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale, procédures nouvelles en justice de paix. — Résultats statistiques.

Tableau n° 40. — JUSTICE DE PAIX. — ÉTAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugement rendu avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugement rendu avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugements	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles 1 ^{er} cant.	1,056	205	364	897	121	Malines (Nord)	210	10	29	191	12
» 2 ^e »	1,762	610	818	1,554	94	» (Sud)	263	36	21	278	27
» 3 ^e »	2,284	2,109	2,523	1,870	47	Duffel	166	4	16	154	27
» 4 ^e »	535	99	144	490	51	Heist-op-den-Berg	108	2	6	104	16
Anderlecht	1,000	578	615	963	103	Lierre	129	2	8	123	12
Assche	305	317	353	269	61	Puurs	162	2	13	151	21
Hal	290	20	26	284	58	Totaux :	1,038	56	93	1,001	115
Ixelles 1 ^{er} canton	820	15	64	771	70	Turnhout	179	243	235	187	41
» 2 ^e »	803	19	134	688	144	Arendonk	95	171	218	48	17
Molenbeek-St-Jean	1,140	597	788	949	251	Herentals	202	209	217	194	23
Saint-Gilles	789	173	267	695	77	Hoogstraten	63	45	48	60	15
St-Josse-ten-Noode	1,413	718	873	1,258	177	Mol	205	12	34	183	94
Schaerbeek 1 ^{er} cant.	720	308	307	721	84	Westerloo	114	—	19	95	37
» 2 ^e »	816	446	357	905	71	Totaux :	858	680	771	767	227
Sint-Kwintens-Lennik	229	3	41	191	57	Mons	644	19	127	536	112
Uccle	1,170	330	436	1,064	109	Boussu	544	4	87	461	76
Vilvorde	363	27	40	350	27	Chièvres	66	73	76	63	12
Wolvertem	178	192	208	162	—	Dour	145	221	228	138	16
Totaux :	15,673	6,766	8,358	14,081	1,602	Enghien	74	2	10	66	19
Louvain 1 ^{er} cant.	290	456	494	252	25	La Louvière	426	1,109	1,012	523	42
» 2 ^e »	401	985	1,050	336	38	Lens	122	467	482	107	35
Aarschot	116	331	336	111	—	Pâturages	231	280	310	201	42
Diest	170	5	44	131	45	Rœulx	179	453	452	180	11
Glabbeek	54	177	185	46	13	Soignies	230	417	445	202	10
Haacht	111	217	248	80	11	Totaux :	2,661	3,045	3,229	2,477	375
Tirlemont	217	557	590	184	42	Charleroi (Nord)	553	1,180	1,249	484	45
Léau	135	205	248	92	17	» (Sud)	1,121	955	502	1,574	31
Totaux :	1,494	2,933	3,195	1,232	191	Beaumont	80	107	107	80	34
Nivelles	446	440	443	443	71	Binche	393	794	824	363	91
Genappe	106	171	184	93	31	Châtelet	392	1,019	1,075	336	36
Jodoigne	146	253	151	248	32	Chimay	108	2	—	110	15
Perwez	75	83	63	95	8	Fontaine-l'Évêque	297	7	21	283	26
Wavre	338	552	601	289	92	Gosselies	311	413	414	310	48
Totaux :	1,111	1,499	1,442	1,168	234	Jumet	241	16	34	223	20
Anvers 1 ^{er} canton	642	451	598	495	54	Marchienne-au-Pont	260	882	877	365	46
» 2 ^e »	1,723	1,757	1,921	1,559	99	Merbes-le-Château	70	125	131	64	6
» 3 ^e »	946	680	774	852	58	Seneffe	265	1,391	1,389	267	69
» 4 ^e »	609	135	62	682	153	Thuin	106	—	8	98	15
Berchem	539	362	380	521	104	Totaux :	4,197	6,891	6,631	4,457	482
Boom	199	222	213	208	31						
Borgerhout	903	21	114	810	100						
Brecht	111	187	176	122	13						
Ekeren	326	8	52	282	40						
Kontich	223	208	242	189	26						
Zandhoven	108	147	150	105	14						

Tableau n° 40 (suite).

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Tournai	459	919	930	448	224	Bruges 1 ^{er} cant.	230	690	746	174	30
Antoing	111	12	7	116	15	» 2 ^e »	295	807	831	271	142
Ath	124	357	371	110	25	» 3 ^e »	200	545	516	229	202
Celles	40	3	4	39	9	Ardoise	24	66	71	19	6
Flobecq	45	122	122	45	8	Gistel	82	—	13	69	26
Frasnes	51	—	10	41	10	Ostende	375	537	614	298	37
Lessines	119	405	411	113	9	Ruiselede	21	96	77	40	—
Leuze	63	—	—	63	14	Tielt	36	120	88	68	6
Péruwelz	97	227	229	95	22	Torhout	119	353	280	192	32
Quevaucamps	135	216	214	137	19	Totaux :	1,382	3,214	3,236	1,360	481
Templeuve	82	139	145	76	31	Courtrai 1 ^{er} cant.	145	128	155	118	81
Totaux :	1,326	2,400	2,443	1,283	386	» 2 ^e »	173	231	230	174	22
Gand 1 ^{er} canton	555	31	11	575	4	Avelgem	38	73	74	37	6
» 2 ^e »	550	2	31	521	27	Harelbeke	110	82	72	120	2
» 3 ^e »	354	38	30	362	116	Izegem	96	187	182	101	8
Assenede	64	153	133	84	—	Menin	231	10	77	164	32
Deinze	51	91	98	44	12	Meulebeke	31	81	92	20	17
Eekloo	79	151	160	70	8	Mousseron	274	560	611	223	29
Evergem	125	6	31	100	21	Moorsele	59	2	24	37	3
Kapryke	34	87	55	66	3	Oostrozebeke	27	9	10	26	2
Kruishoutem	47	99	107	39	7	Roulers	134	357	349	142	13
Ledeberg	151	9	19	141	13	Totaux :	1,318	1,720	1,876	1,162	215
Loochristi	72	—	13	59	11	Furnes	54	14	17	51	1
Nazareth	88	2	18	72	7	Hixmude	57	164	159	62	10
Nevele	60	4	12	52	1	Haringe	21	2	9	14	13
Oosterzele	98	369	252	215	9	Nieuport	55	191	194	52	6
Waarschot	19	7	3	23	3	Totaux :	187	371	379	179	30
Zomergem	47	143	149	41	5	Ypres 1 ^{er} canton	54	125	143	36	8
Totaux :	2,394	1,192	1,122	2,464	247	» 2 ^e »	99	210	228	81	9
Audenarde	126	358	369	115	15	Hooglede	39	91	93	37	10
Grammont	149	283	327	105	19	Messines	47	85	88	44	3
Herzele	120	6	28	98	31	Passchendale	27	86	90	23	1
Nederbrakel	42	148	164	26	14	Poperinge	37	75	74	38	6
Ninove	201	448	472	177	31	Wervik	54	158	172	40	2
Renaix	88	327	351	64	7	Totaux :	357	830	888	299	42
Sint-Maria-Horebeke	43	197	206	34	11	Liège 1 ^{er} canton	1,140	535	606	1,069	71
Zottegem	97	1	17	81	18	» 2 ^e »	1,303	600	792	1,111	127
Totaux :	866	1,768	1,934	700	146	Dalhem	137	99	103	133	12
Termonde	218	7	10	215	18	Fexhe-Slins	114	97	97	114	31
Alost	425	623	686	362	29	Fléron	360	18	58	320	8
Beveren	71	145	146	70	10	Grivegnée	504	740	760	484	13
Hamme	115	222	233	104	23	Herstal	276	332	327	281	78
Lokeren	112	10	17	105	19	Hollogne-aux-Pierres	491	302	244	549	51
Sint-Gillis-Waas	82	176	184	74	8	Louveigné	115	143	128	130	14
Saint-Nicolas	160	404	425	139	20	Saint-Nicolas	250	18	49	219	31
Tamise	100	164	166	98	31	Seraing	499	341	373	467	59
Wetteren	98	5	7	96	8	Waremmes	98	153	146	105	—
Zele	72	7	9	70	6	Totaux :	5,287	3,378	3,683	4,982	528
Totaux :	1,453	1,763	1,883	1,333	172						

Tableau n° 40 (suite).

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond	
			à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connue	par jugement		
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6	
Huy	245	613	627	231	43	Marche-en-Famenne	120	161	185	96	59	
Ferrières	13	46	48	11	1	Durbuy	36	48	55	29	16	
Hannut	63	170	171	62	2	Erezée	16	34	39	11	7	
Héron	78	14	4	88	3	Houffalize	31	64	71	24	9	
Jehay-Bodegnée	42	72	69	45	11	Laroche	55	122	132	45	11	
Landen	105	262	266	101	19	Nassogne	12	23	24	11	9	
Nandrin	96	157	146	107	21	Vielsalm	41	—	23	18	1	
Totaux :	642	1,334	1,331	645	100	Totaux :	311	452	529	234	112	
Verviers	395	600	638	357	24	Neufchâteau	64	186	206	44	14	
Aubel	27	37	39	25	—	Bastogne	50	—	11	39	—	
Dison	77	110	58	129	9	Bouillon	19	103	100	22	3	
Herve	35	37	38	34	9	Paliseul	40	110	125	25	7	
Limbours	58	69	77	50	9	Saint-Hubert	72	235	241	66	6	
Spa	84	239	199	124	33	Sibret	16	—	3	13	7	
Stavelot	42	6	6	42	8	Wellin	13	—	3	10	1	
Totaux :	718	1,098	1,055	761	92	Totaux :	274	634	689	219	38	
Tongres	136	6	45	97	15	Namur 1 ^{er} c. (N.)	516	51	95	472	67	
Bilzen	135	387	402	120	18	» 2 ^e » (S.)	218	12	45	185	27	
Looz	92	224	244	72	12	Andenne	132	97	114	115	23	
Bree	29	5	5	29	5	Eghezée	120	5	23	102	39	
Maaseik	97	2	16	83	24	Fosses	319	32	59	292	8	
Mechelen	98	264	172	190	—	Gembloux	219	339	189	389	25	
Zichen-Zussen-Bolder	37	91	93	35	19	Totaux :	1,524	536	505	1,555	189	
Totaux :	624	979	977	626	93	Dinant	170	8	17	161	41	
Hasselt	266	10	55	221	27	Beauraing	57	190	161	86	—	
Beringen	176	29	25	180	23	Ciney	105	140	155	90	6	
Herck-la-Ville	75	326	331	70	11	Couvin	74	—	21	53	13	
Neerpelt	100	13	13	100	11	Florennes	60	110	123	47	8	
Peer	47	1	7	41	4	Gedinne	28	—	1	27	2	
Saint-Trond	171	4	26	149	28	Philippeville	26	60	60	26	—	
Totaux :	835	383	457	761	104	Rocheftort	49	—	17	32	6	
Arlon	143	208	200	151	31	Walcourt	48	173	160	61	2	
Etalle	43	91	95	39	17	Totaux :	617	681	715	583	78	
Fauvillers	30	104	99	35	7	LE ROYAUME :	53,859	49,581	52,926	50,514	7,051	
Florenville	29	1	1	29	8	Le Royaume en	1942	66,591	53,519	56,656	63,454	7,815
Messancy	72	91	107	56	9	1941	84,626	65,296	68,902	81,020	7,748	
Virton	66	305	321	50	8	1940	83,271	67,377	70,391	80,257	5,691	
Totaux :	383	800	823	360	80							

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'Arrêté Royal du 13 juillet 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNÉES	TOTAL des affaires à juger	NOMBRE des affaires commerciales à juger	PROPORTION %
1939	181,595	31,936	17.6
1940	160,208	15,205	9.5
1941	158,110	12,852	8.1
1942	127,800	7,091	5.6
1943	110,951	4,650	4.1

Tableau n° 41. — CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX

ANNÉES	NOMBRE de conseils de famille présidés	ACTES d'émancipation reçus	ACTES de notoriété reçus	NOMBRE de levées de scellés	RÉCEPTION de déclarations d'accident de travail
1940	19,265	3,592	15,004	654	64,254
1941	19,828	3,656	16,258	919	91,063
1942	19,370	3,223	15,795	1,200	104,872
1943	19,126	4,267	14,363	1,278	108,175

Tableau n° 42. — ACTES NOTARIÉS ET DROITS D'ENREGISTREMENT Y PERÇUS,
PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT (1)

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS
1	2	3	1	2	3
Bruxelles (4 cantons)	19,869	109,907,896	Turnhout	1,297	2,946,483
Anderlecht	3,724	14,574,706	Arendonk	510	908,504
Assche	1,771	4,335,552	Herentals	1,671	2,232,675
Hal	1,755	2,801,251	Hoogstraten	552	1,145,810
Ixelles (2 cantons)	3,936	15,253,938	Mol	1,898	2,127,630
Molenbeek-Saint-Jean	3,436	9,647,212	Westerloo	974	1,131,651
Saint-Gilles	1,880	7,504,548	Total :	6,902	10,492,753
Saint-Josse-ten-Noode	5,084	20,567,648	Mons	3,383	5,975,914
Schaerbeek (2 cantons)	6,546	25,087,965	Boussu	2,180	1,894,185
Sint-Kwintens-Lennik	1,315	1,961,666	Chièvres	459	600,437
Uccle	4,989	18,817,637	Dour	1,439	1,317,615
Vilvorde	1,794	3,264,846	Enghien	495	844,443
Wolvertem	2,064	5,347,547	La Louvière	1,858	2,984,935
Total :	58,154	239,072,412	Lens	1,146	1,474,555
Louvain (2 cantons)	5,224	9,228,371	Pâturages	1,679	1,794,233
Aarschot	857	1,119,207	Rœulx	1,065	1,640,595
Diest	1,141	2,031,867	Soignies	1,406	2,422,381
Glabbek	522	616,867	Total :	15,110	20,949,293
Haacht	1,064	1,950,471	Charleroi (2 cantons)	6,303	10,455,514
Tirlemont	1,689	2,664,025	Beaumont	637	817,594
Léau	445	641,683	Binche	2,028	3,791,979
Total :	10,942	18,252,491	Châtelet	1,989	2,296,888
Nivelles	3,194	7,101,068	Chimay	893	1,383,249
Genappe	954	1,495,132	Fontaine-l'Évêque	1,520	1,820,293
Jodoigne	1,448	2,532,817	Gosselies	1,677	1,898,334
Perwez	574	716,191	Jumet	1,781	2,145,803
Wavre	2,807	6,244,512	Marchienne-au-Pont	1,280	2,128,195
Total :	8,977	18,089,720	Merbes-le-Château	578	900,678
Anvers (4 cantons) (2)	27,829	84,575,961	Senefte	1,383	1,669,128
Boom	1,129	1,761,123	Thuin	950	1,820,087
Brecht	1,409	3,009,678	Total :	21,019	31,127,542
Kontich	1,098	2,640,266	Tournai	2,117	5,278,166
Zandhoven	1,283	1,578,431	Antoing	824	1,017,208
Total :	32,748	93,565,459	Ath	519	829,748
Malines (2 cantons)	3,965	12,570,242	Celles	403	734,000
Duffel	1,139	2,007,084	Flobecq	383	492,331
Heist-op-den-Berg	1,146	1,806,714	Frasnes	617	1,512,772
Lierre	1,100	2,179,507	Lessines	1,100	1,493,363
Puurs	1,174	1,753,426	Leuze	573	555,680
Total :	8,524	20,316,973	Péruwelz	778	745,578
			Quevaucamps	714	890,063
			Templeuve	607	834,956
			Total :	8,635	14,384,865

Tableau n° 42 (suite).

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS
1	2	3	1	2	3
Gand (3 cantons)	6,584	22,603,547	Courtrai (2 cantons)	2,664	7,726,688
Assenede	648	1,396,757	Avelgem	397	1,169,707
Deinze	653	908,251	Harelbeke	1,387	2,675,331
Eekloo	806	1,498,561	Izegem	706	2,076,381
Evergem	1,223	2,260,598	Menin	1,208	2,319,263
Kapryke	535	621,318	Meulebeke	526	1,289,985
Kruishoutem	373	641,087	Mouscron	1,871	3,018,987
Ledeberg	1,308	2,396,770	Moorsele	589	1,293,161
Loochristi	706	1,967,080	Oostroozebeke	330	622,384
Nazareth	600	1,505,022	Roulers	1,101	3,245,140
Nevele	361	670,319	Total :	10,799	25,437,027
Oosterzele	902	1,770,140	Furnes	828	2,308,146
Waarschoot	376	789,093	Dixmude	388	837,687
Zomergem	495	785,571	Haringe	499	765,574
Total :	15,570	39,814,114	Nieuport	446	1,174,195
Audenarde	1,198	3,633,931	Total :	2,161	5,085,602
Grammont	1,017	2,696,240	Ypres (2 cantons)	760	2,032,932
Herzele	1,522	3,107,148	Hoogde	317	483,236
Nederbrakel	361	498,242	Messines	445	966,212
Ninove	2,214	4,182,503	Passendale	415	1,313,632
Renaix	867	1,923,561	Poperinge	488	552,113
Sint-Maria-Horebeke	193	278,120	Wervik	571	1,787,454
Zottegem	471	1,137,054	Total :	2,996	7,135,579
Total :	7,843	17,456,799	Liège (2 cantons)	7,050	16,700,721
Termonde	1,460	2,791,719	Dalhem	582	1,420,182
Alost	2,710	5,824,906	Fexhe-Slins	1,548	2,544,375
Beveren	798	1,508,304	Fléron	1,705	1,896,200
Hamme	965	1,561,939	Grivegnée	2,334	6,191,198
Lokeren	826	2,189,931	Herstal	1,532	2,112,102
Sint-Gillis-Waas	1,521	1,971,512	Hollogne-aux-Pierres	1,632	1,827,491
Saint-Nicolas	1,525	3,312,031	Louveigné	587	763,294
Tamise	988	1,621,926	Saint-Nicolas	1,163	1,749,113
Wetteren	814	1,651,431	Seraing	1,948	2,149,650
Zele	899	1,301,576	Waremme	753	1,400,046
Total :	12,506	23,735,275	Total :	20,834	38,754,372
Bruges (3 cantons)	5,111	14,930,827	Huy	1,681	1,969,268
Ardoole	316	460,696	Ferrières	269	283,187
Gistel	629	914,385	Hannut	965	919,762
Ostende	1,364	5,348,716	Héron	493	572,602
Ruiselede	231	663,991	Jehay-Bodegnée	828	1,095,005
Tielt	576	2,677,217	Landen	686	619,359
Torhout	1,319	2,766,521	Nandrin	657	1,339,666
Total :	9,546	27,762,353	Total :	5,579	6,798,849

(1) Lire « Bull. tin de Statistique », 28^e année, n° 12, décembre 1942, pp. 225 et 226 : « Les actes notariés en 1941 »
(2) et y compris les cantons de Borchem, Bergerhout et Ekeren.

CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS	CANTONS	ACTES notariés — Nombre	DROITS D'ENREGISTRE- MENT PERÇUS
1	2	3	1	2	3
Verviers	2.288	5.444,388	Marche-en-Famenne	495	805,469
Aubel	187	232,292	Durbuy	446	1.159,022
Dison	714	1.812,031	Erezée	202	338,438
Herve	558	1.490,694	Houffalize	287	542,760
Limbourg	630	1.138,571	La Roche	463	929,174
Spa	958	2.441,963	Nassogne	305	982,968
Stavelot	634	1.582,722	Vielsalm	218	497,870
Total :	5,969	14,142,661	Total :	2,416	5,255,701
Tongres	1,027	1.745,269	Neufchâteau	571	938,414
Bilzen	977	1.124,296	Bastogne	496	817,859
Looz	794	1.126,289	Bouillon	258	256,025
Bree	363	647,984	Paliseul	289	364,589
Maaselk	517	561,392	Saint-Hubert	469	694,257
Mechelen	625	710,456	Sibret	295	699,095
Zichem-Zussen-Bolder	548	413,055	Wellin	272	467,342
Total :	4,851	6,328,741	Total :	2,650	4,237,581
Hasselt	1,187	2.673,943	Namur (2 cantons)	4,100	9.032,439
Beringen	1,001	1.246,031	Andenne	981	3.605,147
Herck-la-Ville	697	1.209,654	Eghezée	595	860,700
Neerpelt	944	1.166,259	Fosses	1,454	2.086,480
Peer	345	372,076	Gembloux	1,536	2.415,007
Saint-Trond	1,168	2.529,278	Total :	8,666	17,999,753
Total :	5,342	9,187,241	Dinant	1,354	2.256,710
Arlon	910	1.532,486	Beauraing	555	1.154,039
Etalle	460	607,434	Ciney	882	1.275,848
Fauvillers	160	291,740	Couvin	788	1.190,477
Florenville	467	588,584	Florennes	503	645,447
Messancy	550	1.113,306	Gedinne	282	465,212
Virton	730	597,230	Philippeville	521	546,801
Total :	3,277	4,730,780	Rochefort	512	1.144,625
			Walcourt	603	1.001,596
			Total :	5,900	9,680,755
			TOTAL GENERAL :	297,976	729,794,691
			TOTAUX 1942	334,034	831,130,175
			GENERAUX 1941	311,229	747,309,991
			EN 1940	170,331	237,698,152

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (1)

Compétence. Il y a dans le Royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal se divise en plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

La loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les tribunaux forment une ou plusieurs chambres composées de trois juges et, s'il y a lieu, une ou plusieurs chambres ne comprenant qu'un juge ».

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou de plusieurs greffiers adjoints.

Le greffier porte le titre de greffier en chef; les greffiers adjoints portent le titre de greffier.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Cependant, d'après le paragraphe VI de la loi du 25 octobre 1919 prorogée, modifiée par la loi du 12 mai 1937, « le juge appelé à siéger seul ne statue qu'après avoir entendu l'avis du ministère public. Les chambres ordinaires siègent en matière civile, au nombre de trois juges.

» Elles ne siègent avec l'assistance du ministère public que dans les cas suivants :

» 1^o Lorsqu'elles connaissent soit de demandes en divorce ou en séparation de corps, soit d'autres causes concernant l'état des personnes, soit de demandes en interdiction;

» 2^o Lorsqu'elles connaissent des actions civiles nées en raison d'un délit de presse;

» 3^o Lorsque le ministère public est partie principale ou intervenante dans l'instance. »

Les tribunaux civils connaissent de toutes les

matières; ils ne peuvent se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes, sauf lorsque la partie défenderesse le demande. (Loi du 15 mars 1932, art. 1^{er}, formant l'art. 8 des lois sur la compétence.)

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix. (Art. 9.)

En vertu de l'Arrêté Royal portant coordination de la loi du 31 décembre 1929 prorogeant et modifiant certaines dispositions exceptionnelles en matière de baux à loyer et des textes de la loi du 28 décembre 1926 qui lui sont rendus applicables, l'appel des jugements prononcés par les juges de paix, en la matière, est porté devant un juge, membre du tribunal de première instance, désigné par le Roi, et statuant sans intervention du ministère public.

Cette disposition d'appel devant un juge unique a été maintenue dans les divers textes légaux de prorogation en matière de loyers, et reprise par les lois et arrêtés royaux ultérieurs, réglant exceptionnellement ou temporairement les droits des parties en matière de loyer et de fermage.

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 12,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé. (Art. 16, modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.)

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal. (Loi du 26 décembre 1891, art. 11 des lois sur la compétence.)

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes. (Livre I^{er} du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.)

(1) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pages 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. Résultats statistiques.

Tableau n° 43. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										Nom- bre des affaires restant à juger	AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS				
	AFFAIRES À JUGER					AFFAIRES TERMINÉES						qui accueil- lent la de- mande	qui rejet- tent la de- mande	rendus par une cham- bre de trois juges	rendus par le juge uni- que	rendus après com- muni- cation au minis- tère public
	anciennes		Nou- velles intro- duites pend- ant l'année	Nom- bre total des affaires à juger	par des jugements		par décré- tement trans- ac- tion, aban- don, jonc- tion ou radia- tion	Nom- bre total des affaires ter- minées								
	pen- dantes au comen- cement de l'année	réin- scrites au rôle			con- traic- toires	par défaut			Nom- bre total des affaires termi- nées par des juge- ments							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	5,518	202	175	6,693	12,588	3,275	1,610	4,885	1,843	6,728	5,860	4,003	882	1,823	3,062	4,429
Louvain	601	7	4	453	1,065	266	130	396	135	531	534	316	80	321	75	118
Nivelles	322	2	3	429	756	212	117	329	67	396	360	227	102	297	32	76
Anvers	1,401	32	31	2,518	3,982	998	674	1,672	594	2,266	1,716	1,191	481	1,306	366	901
Malines	415	4	2	358	779	171	95	266	145	411	368	206	60	172	94	179
Turnhout	145	9	2	295	451	151	67	218	17	235	216	169	49	208	10	20
Mons	676	18	14	774	1,481	332	237	569	108	677	804	373	196	421	148	390
Charleroi	1,744	9	16	1,711	3,480	657	623	1,280	107	1,387	2,093	972	308	1,235	45	565
Tournai	482			418	900	187	143	330	44	374	526	243	87	267	63	198
Gand	1,310	4	8	1,093	2,415	464	326	790	108	898	1,517	579	211	580	210	458
Audenarde	231		2	316	549	175	89	244	67	311	238	194	50	189	55	89
Termonde	268	104	2	498	872	294	137	431	172	603	269	282	149	395	36	142
Bruges	733	19	4	716	1,472	321	214	535	45	580	892	371	164	507	28	134
Courtrai	576	18	1	530	1,125	235	171	406	152	558	567	294	112	329	77	206
Furnes	92			154	246	86	44	130	14	144	102	97	33	92	38	83
Ypres	98		2	162	262	84	32	116	7	123	139	71	45	94	22	64
Liège	2,197	10	1	1,479	3,687	647	461	1,108	94	1,202	2,485	1,000	108	762	346	842
Huy	237		3	233	473	111	57	168	16	184	289	121	47	110	58	105
Verviers	331	14	5	337	687	170	110	280	79	359	328	198	82	256	24	154
Tongres	135		1	186	322	105	39	144	27	171	151	114	30	144		30
Hasselt	229	48	4	205	486	148	42	190	96	286	200	123	67	187	3	22
Arlon	149			131	280	60	47	107	6	113	167	87	20	77	30	68
Marche-en-Fam.	120			98	210	68	22	90	16	106	112	54	36	90		6
Neufchâteau	320		3	129	452	40	54	94	6	100	352	86	8	94		27
Namur	929		6	453	1,388	185	132	317	101	418	970	231	86	269	48	142
Dinant	322	5	8	307	642	151	70	221	109	330	312	162	59	184	37	110
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	11,303	283	247	13,649	26,482	6,249	3,696	9,945	3,060	13,005	12,477	7,700	2,245	6,050	3,895	6,876
Gand	3,308	145	19	3,469	6,941	1,659	993	2,652	565	3,217	3,724	1,888	764	2,186	466	1,176
Liège	4,969	77	31	3,558	8,635	1,685	1,034	2,719	550	3,269	5,366	2,176	543	2,173	546	1,506
Le Royaume :	19,580	505	297	20,676	41,058	9,593	5,723	15,316	4,175	19,491	21,567	11,764	3,552	10,409	4,907	9,558
Le Royaume en :																
1942	17,570	464	305	19,119	37,458	8,401	5,377	13,778	4,100	17,878	19,580	10,384	3,394	10,018	3,760	7,649
1941	17,300	338	209	17,083	34,930	7,786	4,851	12,637	4,723	17,360	17,570	9,540	3,097	9,101	3,536	7,235
1940	16,970	388	186	11,191	28,735	5,342	3,358	8,700	2,735	11,435	17,300	6,598	2,102	5,995	2,705	5,452

Tableau n° 44. — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND
AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				NOMBRE des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1) 7	RÉFÉRÉS JUGÉS 8
		accordées	rejetées	sans suite	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	1,101	5,541	223	196	5,960	2,305	582
Louvain	83	476	15	5	496	159	124
Nivelles	84	451	16		467	116	52
Anvers	549	2,616	73	27	2,716	801	448
Malines	79	341	5		346	37	48
Turnhout	56	194	1	1	196	29	27
Mons	243	1,136	40	48	1,224	579	277
Charleroi	350	2,374	24		2,398	93	428
Tournai	113	502	37		539	319	106
Gand	384	1,028	17	30	1,075	440	168
Audenarde	82	259	9	2	270	65	37
Termonde	76	432	32	4	468	125	64
Bruges	165	611	19		630	177	166
Courtrai	155	487	5		492	158	60
Furnes	23	153	8		161	33	19
Ypres	86	320	3		323	88	26
Liège	481	2,117	81	49	2,247	744	403
Huy	68	356	3		359	106	78
Verviers	136	436	20	3	459	190	66
Tongres	21	201	3	1	205	45	15
Hasselt	89	192	13		205	34	36
Arlon	44	195	1		199	55	
Marche-en-Famenn	28	125	1		126	20	12
Neufchâteau	21	111	1		112	16	10
Namur	108	579	15		594	196	81
Dinant	97	323	3		326	71	12
Ressort de la Cour d'appel de							
Bruxelles	2,658	13,631	434	277	14,342	4,438	2,092
Gand	971	3,290	93	36	3,419	1,086	540
Liège	1,093	4,835	144	53	4,832	1,480	743
Le Royaume :	4,722	21,556	671	366	22,593	7,004	3,375
Le Royaume en :							
1942	4,120	20,884	556	419	21,859	6,140	2,919
1941	3,153	19,558	480	486	20,524	6,893	2,235
1940	2,642	12,918	456	247	13,621	4,274	1,341

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de « pro Deo » sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS

La matière fait l'objet des tableaux n° 45 et 46 et est régie par les articles 229 à 311bis du Code civil (1).

La statistique tient compte des demandes, qui dans l'année de compte ont reçu leur solution devant le tribunal de première instance.

Les chiffres sont donc différents de ceux qui relèveraient les demandes en divorce ou en séparation de corps, année par année, à mesure de leur introduction.

Ils ne peuvent pas non plus correspondre, en ce qui concerne les demandes accueillies, aux nombres des divorces et des séparations de corps actés sur les registres de l'état civil. Les jugements relevés n'ont, en effet, pas nécessairement

force de chose jugée et leur signification ou non, à l'officier de l'état civil reste ignorée.

Néanmoins, la statistique qui fait le compte des demandes à un moment donné (lors de la décision de première instance) et qui se répète d'année en année avec une exactitude toujours égale, n'en forme pas moins une base certaine pour apprécier l'évolution des divorces et des séparations de corps, avec leurs effets sociaux ou leurs répercussions d'ordre familial.

A titre d'exemple analytique, l'examen est fait ci-après des demandes en divorce pendant les cinq dernières années, d'après qu'elles sont introduites par le mari, la femme ou de consentement mutuel et d'après qu'elles sont fondées sur l'adultère du mari ou de la femme.

ANNÉES	DEMANDES EN DIVORCE											
	Total des demandes		introduites par le mari		introduites par la femme		par consentement mutuel		motivées par l'adultère du mari		motivées par l'adultère de la femme	
	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%	Chiffre absolu	%
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
1939	3.968	100	1.627	41.00	1.923	48.46	418	10.54	389	9.80	566	14.26
1940	2.492	100	1.028	41.25	1.115	44.75	349	14.00	240	9.63	348	13.96
1941	2.856	100	1.280	44.82	1.397	48.91	179	6.27	370	12.95	483	16.91
1942	3.645	100	1.704	46.75	1.595	43.76	346	9.49	451	12.37	563	15.45
1943	4.381	100	2.164	49.40	1.754	40.03	463	10.57	499	11.38	793	18.10

On constate une nouvelle augmentation massive des demandes en divorce en 1943 (col. 2) ; elles dépassent les demandes de 1942 de 20 %.

Contrairement à ce qui se passait jusqu'en 1941, les demandes introduites par le mari sont plus nombreuses que celles émanant de la femme en 1942 et continuent cette progression en 1943 (col. 4 à 7).

(1) Voir indications plus développées à cet égard dans : « La Statistique Judiciaire de la Belgique », années 1931 à 1940, p. 223; et année 1941, p. 196.

Les divorces par consentement mutuel atteignent, pour l'année 1943, leur nombre absolu le plus élevé, et progressent en proportion (col. 8 et 9).

Les divorces basés sur l'adultère, qui comptent au total 1.292 cas, soit 29.48 % de l'ensemble des demandes ont progressé en nombre depuis 1942, de 27.41 %, soit 7.41 % en plus que la progression du total des demandes.

L'adultère de la femme est en augmentation très marquée. (Col. 10 à 13.)

Tableau n° 45. — DIVORCES.

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT.

Tableau n° 46. — SÉPARATIONS DE CORPS.

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT.

Tableau n° 45. - DIVORCES. -

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Mâlines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME		
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	Bruxelles	Gand	Liège		31	
Demandes	accueillies	1,208	47	75	182	37	6	208	447	82	186	20	54	74	108	25	32	448	36	96	10	13	25	5	15	91	47	2,592	199	786	3,877		
	rejetées	147	6	16	22	2	2	16	55	13	23	2	3	16	9	3	1	22	2	21	4	2	2	1	1	13	5	279	57	73	409		
	abandonnées	9	---	---	---	---	---	5	---	---	8	---	---	---	12	1	---	---	---	55	---	2	1	---	---	2	14	21	60	95			
Totaux :		1,364	53	91	504	39	8	229	502	95	217	22	57	90	129	29	33	470	38	172	14	17	28	6	16	106	52	2,885	577	919	4,381		
Demandes doubles formées par chacun des époux		103	---	11	30	---	---	9	50	---	23	2	1	12	7	5	---	13	4	13	1	2	---	---	2	1	3	203	50	42	295		
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurque d'une précédente demande		---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---		
Nombre de ménages en instance		1,261	53	80	474	39	8	220	452	95	194	20	56	78	122	24	33	457	34	159	13	15	28	6	14	102	49	2,682	527	877	4,086		
Demandes formées	par le mari	593	29	48	226	25	8	126	280	57	105	15	33	42	68	16	21	228	18	86	10	7	14	4	10	61	34	1,392	300	472	2,164		
	par la femme	605	19	43	214	14	---	78	186	29	92	7	20	37	60	12	11	162	11	74	1	10	13	2	6	30	15	1,188	239	327	1,754		
	par consentement mutuel	166	5	---	64	---	---	25	36	9	20	---	4	11	1	1	1	80	9	12	---	---	1	---	---	15	3	305	38	120	463		
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	260	17	29	132	12	3	71	128	23	61	6	19	22	38	8	8	117	10	66	3	4	5	2	4	31	15	675	162	257	1,094		
	ayant 2 enfants	106	5	9	55	4	1	28	45	11	28	7	5	17	25	1	7	42	6	24	1	2	6	1	2	10	5	264	90	98	452		
	ayant 3 enfants	11	2	2	18	2	1	12	9	5	6	---	1	6	9	3	2	11	---	3	1	3	1	---	---	1	1	62	27	25	114		
	ayant 4 enfants	5	1	3	3	1	---	1	7	2	1	---	---	1	3	2	2	1	---	---	4	---	3	---	---	1	1	23	9	10	42		
	ayant 5 enfants	---	---	---	---	---	1	3	1	1	---	---	---	---	1	---	---	---	2	---	1	---	---	---	---	1	2	1	6	1	8	15	
	ayant 6 enfants ou plus	2	---	---	1	---	---	1	---	---	---	---	---	---	1	---	---	---	---	1	---	---	---	---	---	---	1	1	3	2	9		
	n'ayant pas ou plus d'enfants	877	28	37	265	20	2	104	262	53	84	7	30	30	44	10	14	281	18	59	8	5	12	4	6	57	23	1,648	219	473	2,340		
situation inconnue		---	---	---	---	---	---	---	---	12	---	---	1	2	1	---	---	3	---	---	---	---	---	---	---	---	---	16	4	20	---		
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	---	---	---	---	1	---	---	---	---	---	1	---	---	---	---	1	---	---	6	---	---	---	---	2	---	1	2	8	11			
	De 1 à 5 ans	104	7	11	56	5	---	32	81	12	13	1	10	5	8	1	1	33	3	32	---	---	4	---	18	3	308	39	93	440			
	De 5 à 10 ans	383	18	21	139	5	1	62	123	42	45	5	15	24	31	12	7	131	11	43	7	3	8	---	4	37	14	794	139	258	1,191		
	De 10 à 20 ans	549	22	37	189	17	7	91	165	33	105	12	29	36	61	7	22	221	12	54	6	8	11	5	9	36	28	1,110	272	390	1,772		
	De 20 à 30 ans	197	5	10	77	10	---	30	69	8	27	1	---	11	18	3	2	63	7	22	---	3	3	1	1	9	3	406	62	112	580		
	De 30 à 40 ans	27	---	1	12	1	---	5	14	---	4	---	1	1	4	1	---	8	1	2	---	1	2	---	---	---	1	2	---	2			
	De 40 à 50 ans	1	---	---	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---		
Plus de 50 ans	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---		
Durée inconnue	---	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	1	1	---	---	---	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	1	2	1	4			
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	588	28	29	266	25	3	133	250	41	100	18	29	33	66	15	26	255	17	72	7	6	16	3	10	40	28	1,363	287	454	2,104	
		rejetées et abandonnées	153	6	15	22	2	2	20	50	12	29	2	3	15	20	4	1	21	2	76	4	3	3	1	1	15	4	282	74	130	486	
		accueillies	200	2	13	67	3	---	9	52	10	42	---	6	14	13	2	---	37	3	4	---	4	1	2	1	7	3	356	77	62	495	
	Adultère du mari	rejetées et abandonnées	---	---	1	---	---	---	---	---	1	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	1	2	1	4	
		accueillies	252	11	31	84	9	3	40	105	21	22	2	14	15	26	7	4	77	5	8	3	2	7	---	2	25	13	556	90	142	788	
		rejetées et abandonnées	---	---	---	---	---	1	---	---	---	1	---	---	1	---	---	---	---	---	---	---	1	---	---	---	---	---	1	3	1	5	
	Adultère de la femme	accueillies	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	
		rejetées et abandonnées	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
		accueillies	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
	condamnation à une peine criminelle	du mari	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
		de la femme	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
		accueillies	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Conversion de séparation de corps	accueillies	4	1	2	1	---	---	1	5	1	2	---	1	1	1	---	1	---	2	---	---	1	---	---	2	1	15	6	9	30			
	rejetées et abandonnées	1	---	---	---	---	---	---	4	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	5	---	---	---		
Par consentement mutuel	accueillies	164	5	---	64	---	---	25	35	9	20	---	4	11	1	1	1	79	9	12	---	---	1	---	---	15	3	302	38	119	459		
	rejetées	2	---	---	---	---	---	---	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	3	---	---	---		

Les totaux des demandes en divorce pour le Royaume étaient : en 1942 de 3,645 ; en 1941 de 2,856 ; en

1940 de 2,492.

Tableau n° 46. — SÉPARATIONS DE CORPS. —

RENSEIGNEMENTS DIVERS		Bruxelles	Louvain	Nivelles	Arvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Demandes	accueillies	77	8	4	16	1	3	12	16	12	6	
	rejetées	12	2	2	2	2		1	6	3	3	
	abandonnées							3			3	
<i>Totaux :</i>		89	10	6	18	3	3	16	22	15	12	
Demandes doubles formées par chacun des époux		7						2	2			
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurcation d'une précédente demande												
Nombre de ménages en instance		82	10	6	18	3	3	14	20	15	12	
Demandes formées	par le mari	14	1		3			4	6	4		
	par la femme	75	9	6	15	3	3	12	16	11	12	
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	17	5	1	5		1	6	5	4	2	
	ayant 2 enfants	8	1	2	5		1	1	1	2	5	
	ayant 3 enfants	4		1	1				1	2	2	
	ayant 4 enfants	2		1		1				1	1	
	ayant 5 enfants				1				1			
	ayant 6 enfants ou plus											
	n'ayant pas ou plus d'enfants	51	4	1	6	2		6	13	6	2	
situation inconnue							1					
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an											
	De 1 à 5 ans	3			1	1		1	2	3		
	De 5 à 10 ans	12	5		6			2	8	3	2	
	De 10 à 20 ans	29	1	3	6	2	3	6	3	5	5	
	De 20 à 30 ans	37	3	3	1			4	5	3	4	
	De 30 à 40 ans	10			4			1	2	1	1	
	De 40 à 50 ans	1	1									
Plus de 50 ans												
Durée inconnue												
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	54	7	4	13	1	3	10	11	10	5
		rejetées et abandonnées	12	2	2	2	2		4	6	3	6
		<i>Totaux</i>	66	9	6	15	3	3	14	17	14	11
	Adultère du mari	accueillies	19	1		3			1	2	1	1
		rejetées et abandonnées										
	Adultère de la femme	accueillies	4						1	3	1	
		rejetées et abandonnées										
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies									
			rejetées et abandonnées									
		de la femme	accueillies									
rejetées et abandonnées												

Les totaux des demandes en séparation de corps pour le Royaume étaient : en 1942 de 268; en 1941 de 219;

RENSEIGNEMENTS DIVERS RÉPARTIS PAR ARRONDISSEMENT

RENSEIGNEMENTS DIVERS	Audenarde	Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Haselt	Arlon	Marche-en-Famenne	Neufchâteau	Namur	Dinant	Par ressort de la Cour d'appel de			LE ROYAUME	
	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	Bruxelles	Gand	Liège		
	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46		
accueillies	4	6	6	14	2	6	18	5	8			3	1	1	5	6	149	41	47	210	
rejetées		2	1	3	1		1	5	3				1		1	1	30	10	15	55	
abandonnées				3					14		3				5		3	6	22	31	
<i>Totaux</i>	4	8	7	20	3	6	22	10	25		3	3	2	1	11	7	182	60	84	326	
Demandes doubles formées par chacun des époux				1				2	1							1	11	1	1	16	
Demandes réintroduites la même année après rejet ou bifurcation d'une précédente demande																					
Nombre de ménages en instance	4	8	7	19	3	6	22	8	24		3	3	2	1	11	6	171	59	80	310	
Demandes formées	par le mari		3	1	4		2	2	2			1			2	1	32	10	15	57	
	par la femme	4	5	6	16	3	4	16	8	23		3	2	2	9	6	150	50	69	269	
Situation de famille : Epoux	ayant 1 enfant	1	1	3	4	2	7	2	6		1	2	1	1	2	2	44	15	24	83	
	ayant 2 enfants	1	3	2	5		5		7		1				6	1	21	16	20	57	
	ayant 3 enfants	1			1		2		1	1		1					9	6	4	19	
	ayant 4 enfants	1	1				1		1				1				5	4	4	13	
	ayant 5 enfants																2	1	1	4	
	ayant 6 enfants ou plus								1	1					1	1			4	4	
	n'ayant pas ou plus d'enfants		3	1	8	1	1	8	4	8					2	1	89	16	23	128	
situation inconnue				1													1	1		2	
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an											1			3		11	7	10	28	
	De 1 à 5 ans		1		4	1	1	2	4			1			2	2	36	7	13	56	
	De 5 à 10 ans	4	4	1	8	1	3	11	3	10		3	1		1	2	58	26	31	115	
	De 10 à 20 ans		1	5	4		1	5	3	5				1		5	1	46	15	20	81
	De 20 à 30 ans		1	1			1	2		2							1	18	4	6	28
	De 30 à 40 ans																	2			2
	De 40 à 50 ans																				
Plus de 50 ans																					
Durée inconnue																					
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves	accueillies	3	6	5	12	1	6	12	5	8		3	1	5	6	113	38	41	192	
		rejetées et abandonnées		2	1	6	1		4	5	17	3		1		6	1	33	16	37	86
		<i>Totaux</i>	3	8	6	18	2	6	16	10	25	11	3	2	6	11	12	146	54	78	278
	Adultère du mari	accueillies	1			2	1		4									27	5	4	36
		rejetées et abandonnées																			
	Adultère de la femme	accueillies			1				2									9	1	2	12
		rejetées et abandonnées																			
	condamnation à une peine criminelle	du mari	accueillies																		
			rejetées et abandonnées																		
		de la femme	accueillies																		
rejetées et abandonnées																					

en 1940 de 183.

ADOPTION *

La loi du 22 mars 1940, modifiant les articles 343 à 360 du Code Civil est venue, dans une large mesure, adoucir les conditions auxquelles l'adoption était soumise.

Celle-ci, tenue pour un contrat dérogeant aux règles naturelles de l'hérédité, était encore considérée avec méfiance par le Code Civil. Les conditions pour faire naître le contrat, les formes à observer pour lui donner sa valeur étaient rigoureuses :

L'adoptant devait être âgé d'au moins 50 ans, et dépasser d'au moins 15 ans l'âge de l'adopté; il ne pouvait avoir ni enfant ni descendant légitime et devait avoir fourni à l'adopté des secours ou des soins ininterrompus pendant au moins six ans de la minorité de celui-ci.

L'adopté devait être âgé d'au moins 21 ans, et était tenu de rapporter les consentements de ses père et mère s'il n'avait pas atteint sa 25^e année.

L'acte devait être passé devant le juge de paix et ratifié par le tribunal de première instance et par la Cour d'Appel.

La loi du 22 mars 1940, s'inspirant de l'intérêt de l'adopté et de justes motifs, apporte les allègements suivants :

La condition d'âge dans le chef de l'adopté est

supprimée; un enfant peut être adopté. Le consentement des parents ou du représentant légal n'est plus nécessaire si l'adopté a atteint sa majorité.

Le minimum d'âge requis dans le chef de l'adoptant est réduit à 35 ans; il n'est plus besoin que celui-ci ait presté des secours ou soins, antérieurement, à la personne qu'il désire adopter.

L'acte d'adoption peut être passé soit devant le juge de paix, soit devant notaire; la seule homologation par le tribunal de première instance suffit pour la validité de l'acte, la Cour d'Appel n'intervenant plus qu'en cas de recours par requête, soit de la part des parties contractantes, soit de la part du procureur du Roi.

Le tableau n° 47 ci-après dénombre les homologations d'adoptions, prononcées par les tribunaux de première instance, en tenant compte :

Dans le chef des adoptants : de l'adoption isolée par sexe, de l'adoption par des époux.

Dans le chef des adoptés : de leur sexe et de leur âge.

On constate en 1943 une augmentation nouvelle et considérable tant des adoptants que des adoptés.

Tableau n° 47. — ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

ARRONDISSEMENTS	ADOPTANTS				ADOPTÉS												
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		Plus de 21 ans		Total des adoptés		
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles	78	38	45	161	16	20	16	12	14	14	15	18	19	32	80	96	176
Louvain	1	13	3	17	—	1	1	—	1	1	4	—	6	4	12	6	18
Nivelles	10	11	4	25	1	1	—	1	—	3	—	3	10	10	11	18	29
Anvers	24	4	18	46	3	6	4	8	4	7	3	1	10	9	24	31	55
Malines	4	5	—	9	—	—	1	—	1	—	—	1	2	4	5	9	—
Turnhout	—	2	3	5	—	1	—	1	—	—	—	—	3	—	3	2	5
Mons	10	10	10	30	2	5	3	—	1	3	—	1	9	8	15	17	32
Charleroi	18	7	18	43	3	5	8	4	6	8	2	7	7	4	26	28	54
Tournai	10	10	4	24	—	1	1	3	4	2	2	2	9	4	16	12	28
Gand	2	8	4	14	1	—	—	1	1	1	—	3	4	5	6	10	16
Audenarde	1	3	2	6	—	—	—	1	1	—	1	—	2	1	4	2	6
Termonde	2	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	1	3	2	3	3	6
Bruges	8	9	5	22	2	5	—	—	2	—	2	1	4	6	10	12	22
Courtrai	3	1	5	9	1	1	—	2	1	1	—	1	1	2	3	7	10
Furnes	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2
Ypres	1	2	1	4	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	1	3	4
Liège	26	18	14	58	5	5	4	2	9	8	6	3	13	9	37	27	64
Huy	4	14	6	24	—	2	—	2	2	—	3	1	11	3	16	8	24
Verviers	1	3	3	7	—	—	—	1	—	3	—	1	1	2	1	7	8
Tongres	2	11	4	17	—	1	2	—	1	1	2	—	9	4	14	6	20
Hasselt	—	4	5	9	1	1	—	—	1	—	—	—	3	4	5	5	10
Arlon	3	7	2	12	1	—	1	2	—	—	1	—	4	3	7	5	12
Marche-en-Famenne	—	2	1	3	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—	2	1	3
Neufchâteau	2	3	—	5	—	1	2	—	1	—	1	—	—	1	4	2	6
Namur	6	9	7	22	1	2	3	—	5	2	1	3	4	5	17	12	29
Dinant	3	5	8	16	—	1	1	1	1	—	4	1	3	4	9	7	16
Par ressort de Cour d'Appel de :																	
Bruxelles	155	100	105	360	25	40	34	29	31	38	26	33	75	75	191	215	406
Gand	17	26	18	61	4	6	—	5	6	2	3	6	14	20	27	39	66
Liège	47	76	50	173	8	13	13	8	20	15	22	9	50	35	112	80	192
Le Royaume :	219	202	173	594	37	59	47	42	57	55	51	48	139	130	330	334	664
Le Royaume) 1942	165	139	159	463	41	42	35	33	45	50	27	41	98	101	246	267	513
en /1941	83	84	155	322	24	27	26	28	36	38	20	20	61	84	167	197	364

(*) Lire dans le Bulletin de Statistique, 30^e année, n° 7, juillet 1944, pages 222 et suivantes : « Une Statistique des Adoptions de 1931 à 1942 ».

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

Compétence : Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2^e alinéa.)

Lorsque aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce. (Titre I^{er}, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869, modifiée par la loi du 10 avril 1934.)

Lorsqu'un tribunal de commerce se trouve dans l'impossibilité de fonctionner par suite d'absence ou d'empêchement de ses membres, le tribunal de première instance est chargé d'exercer la juridiction commerciale dans son ressort. (Arrêté du 23 juillet 1940.)

Les tribunaux de commerce et les tribunaux civils siégeant commercialement, connaissent :

1^o des contestations relatives aux actes réputés commerciaux par la loi et spécialement des actions dirigées par les tiers contre les facteurs

ou commis de marchands, à raison de leur trafic;

(Sont toutefois exceptés à cet égard les contestations jusqu'à la valeur de 1,000 francs attribuées à la juridiction de premier et de dernier ressort des juges de paix, suivant l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935, article 1 § 2.)

2^o des contestations entre associés ou entre administrateurs et associés, pour raison d'une société de commerce;

3^o des contestations relatives au transport des marchandises et objets de toute nature par les chemins de fer de l'Etat;

4^o de tout ce qui concerne les faillites, conformément à ce qui est prescrit au livre III du Code de commerce.

(Art. 12 des lois sur la compétence.)

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce est fixé à 12,500 fr. par l'article 16 du titre préliminaire du Code de procédure civile (25 mars 1876) modifié par l'article 5 de l'Arrêté Royal du 13 janvier 1935.

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

Tableau n° 48. — APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES										CAUSES restant à juger	JUGEMENTS au fond rendus avant de statuer
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décretement, transaction, abandon, jonction ou radiation	Total des causes terminées		
pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	pour suivies sur opposition à des jugements par défaut	contradictoires	par défaut			Total						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	Bruxelles . . .	2,861	235	219	3,611	6,926	1,519	1,168	2,867	1,395	4,082	2,844	468
	Louvain . . .	101	3	8	160	272	74	40	114	64	178	94	25
Nivelles . . .		36	4	2	69	111	31	19	50	18	68	43	8
	Anvers . . .	2,515	14	70	1,501	4,100	762	298	1,060	937	1,997	2,103	210
Malines . . .		328	7	9	184	528	69	34	103	37	140	388	31
Turnhout . . .		92	1		114	207	59	27	86	6	92	115	27
	Mons . . .	95	18	7	275	395	141	68	209	93	302	93	68
Charleroi . . .		760	9	24	496	1,289	204	121	325	330	655	634	51
	Tournai . . .	147			119	266	69	27	96	91	187	79	36
	Gand . . .	509	12	18	599	1,138	388	125	513	101	614	524	94
Audenarde . . .		89		3	47	139	25	10	35	26	61	78	9
	Alost . . .	91	3	3	90	187	40	23	63	40	103	84	28
	Saint-Nicolas . . .	187		3	59	249	24	16	40	12	52	197	53
Termonde . . .		102		2	43	147	28	8	36	57	93	54	5
	Bruges . . .	302	1	3	120	429	79	19	98	24	122	307	28
	Ostende . . .	207			74	281	19	18	37	15	52	229	21
	Courtrai . . .	252	16	2	191	461	102	36	138	111	249	212	102
Furnes . . .		24			28	52	12	11	23	8	31	21	3
Ypres . . .		44		1	62	107	27	10	37	23	60	47	7
	Liège . . .	436	104	34	766	1,340	168	218	686	410	1,096	244	107
Huy . . .		214		2	92	308	18	20	68	11	79	229	19
	Verviers . . .	373			97	470	63	16	79	4	83	387	3
Tongres . . .		111		1	38	150	17	9	26	9	35	115	6
Hasselt . . .		68	16	3	54	141	19	13	32	62	94	47	12
Arlon . . .		46			36	82	14	16	30	20	50	32	2
Marche-en-Fam. . .		88		2	46	136	13	19	32	14	46	90	7
Neufchâteau . . .		225			34	259	6	11	17	7	24	235	4
	Namur . . .	184	4	8	197	393	83	43	126	92	218	175	41
Dinant . . .		246		5	92	343	30	27	57	63	120	223	10

Tableau n° 48 (suite).

TRIBUNAUX ET RESSORTS		NATURE DES CAUSES											JUGEMENTS au fond rendus avant de statuer
		CAUSES À JUGER					CAUSES TERMINÉES						
		anciennes			Nouvelles introduites pendant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par décret, transaction, abandon, jonction ou radiation	Total des causes terminées	CAUSES restant à juger	
		pendantes au commencement de l'année	réinscrites après avoir été rayées comme terminées	pour suivies sur opposition à des jugements par défaut			concordaires	par défaut	Total				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Ressort de la Cour d'appel de	Bruxelles	6,935	291	339	6,529	14,094	2,928	1,802	4,730	2,971	7,701	6,393	924
	Gand	1,807	35	35	1,313	3,190	744	276	1,020	417	1,437	1,753	350
	Liège	1,991	124	55	1,452	3,622	761	392	1,153	692	1,845	1,777	211
TRIBUNAUX civils		2,473	37	54	1,435	3,999	602	355	957	691	1,648	2,351	201
de commerce		8,260	413	375	7,859	16,907	3,831	2,115	5,946	3,389	9,335	7,572	1,284
Totaux :		10,733	450	429	9,294	20,906	4,433	2,470	6,903	4,080	10,983	9,923	1,485
Totaux en	1942	13,400	615	456	9,824	24,295	4,855	2,656	7,511	6,051	13,562	10,733	1,595
	1941	18,217	651	618	14,755	34,241	6,516	4,185	10,701	10,140	20,841	13,400	1,794
	1940	17,878	407	761	16,585	35,631	6,888	5,938	12,826	4,588	17,414	18,217	1,175

Un nouveau recul du nombre des causes commerciales introduites au cours de l'année 1943, ressort du tableau n° 48.

Les tableaux 49 et 50 ci-dessous donnent des renseignements globaux en ce qui concerne les ordonnances de référé rendues par les présidents des juridictions commerciales, et en ce qui concerne le nombre et la valeur des lettres de change acceptées, qui ont été protestées et dont les tableaux ont été dressés et communiqués conformément à l'article 443 du Code de commerce :

Tableau n° 49. — ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ DES JURIDICTIONS COMMERCIALES

SPÉCIFICATION	1940	1941	1942	1943
1	2	3	4	5
Nombre des ordonnances de référé rendues	380	367	343	336

Tableau n° 50.

LETTRES DE CHANGE ACCEPTÉES PROTESTÉES

ANNÉES	NOMBRE des protêts	MONTANT TOTAL des valeurs protestées en francs
1	2	3
1940	26,864	30,036,249
1941	5,608	9,762,661
1942	4,504	8,996,744
1943	4,196	17,795,383

L'augmentation, en 1943, de la valeur des lettres de change protestées, malgré une diminution nouvelle de leur nombre, mérite de retenir l'attention.

On reste toutefois en général et depuis 1941, dans le régime des transactions commerciales illicites, se traitant forcément au comptant.

CONCORDATS JUDICIAIRES

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite (faculté réservée même après le décès du débiteur) en obtenant de la majorité de ses créanciers un concordat.

Ce concordat n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

L'arrêté du 9 septembre 1940 relatif au concordat judiciaire, a abrogé et remplacé la loi du 29 juin 1887.

Les réformes apportées par la législation nouvelle sont les suivantes :

1° Le calcul des majorités créancières permettant au débiteur malheureux et de bonne foi d'obtenir le bénéfice du concordat est modifié.

La proportion des deux tiers de toutes les sommes dues est suffisante.

2° La notion de bonne foi dans le chef de certaines sociétés est précisée.

3° Des avantages et des garanties de procédure supplémentaires sont accordés au débiteur, savoir :

a) le bénéfice du sursis de paiement dès le dépôt de la requête;

b) la délégation obligatoire d'un juge;

c) la substitution d'une procédure contentieuse à la juridiction gracieuse.

4° La loi a été adaptée aux circonstances de fait pour les débiteurs à créanciers multiples : faculté de supprimer l'assemblée des créanciers.

5° Le mandat des liquidateurs est plus étendu.

Pour le restant, les principes qui avaient été érigés par l'ancienne loi du 29 juin 1887 ont été maintenus.

Tableau n° 51. — CONCORDATS JUDICIAIRES

ANNÉES	Nombre de demandes de concordat		DEMANDES DE CONCORDAT JUDICIAIRE						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées avant toute procédure	rejetées pour défaut de majorité	admissibles par les créanciers, mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1940	98	114	93	7	15		9	12	76
1941	76	31	34	1			3	4	65
1942	65	6	2		4			3	62
1943	62	8	7		1	1		1	60

Tableau n° 52. — CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDE DISTRIBUÉ	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	—	1	—	—	3	—	—	—	4
Moins de 10 %	—	—	—	—	2	—	—	—	2
De 10 à 20 %	—	—	—	1	1	—	1	—	3
De 20 à 30 %	—	—	1	—	—	—	—	—	1
De 30 à 50 %	—	—	—	—	1	—	1	—	2
De 50 à 75 %	—	1	—	1	2	2	1	—	7
De 75 % et plus	—	—	—	2	—	—	—	—	2
Paiement intégral	—	—	1	—	—	1	3	—	5
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	—	2	2	4	9	3	6	—	26
1942	—	3	4	8	16	6	9	1	47
Totaux en } 1941	—	2	4	4	11	6	2	1	30
1940	—	5	8	11	16	4	5	4	53

FAILLITES *

Tout commerçant qui cesse ses paiements et dont le crédit se trouve ébranlé est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses paiements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de paiement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre I^{er} du titre II de la loi du 18 avril 1851.

(*) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 30^e année, n° 3, mars 1944, pp. 74 et suivantes : « Durée de la liquidation des faillites »

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais, toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

Rédaction des tableaux : Pour la première fois cette année, le tableau n° 54 se rapportant aux faillites déclarées, se décompose en deux parties : A) Montant du passif ; B) Profession du failli.

Pour les relevés antérieurs à l'année 1943 de la profession des faillis, il y a lieu de consulter le « Bulletin de Statistique », 38^e année, n° 9, septembre 1945, pp. 433 et suivantes.

Tableau n° 53. — FAILLITES. — APERÇU GÉNÉRAL

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES														
	antérieures à l'année	DÉCLARÉES PENDANT L'ANNÉE				RÉOUVERTES				TERMINÉES				restant à terminer à la fin de l'année	
		sur l'avenue du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	Total	après clôture pour défaut d'actif	après révocation du concordat	Total des faillites	par concordat	par liquidation	révoquées	closes à défaut d'actif		Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	330	3	6	3	—	12	1	—	343	5	27	3	28	63	280
Louvain	10	—	2	—	—	2	—	—	12	—	2	—	—	2	10
Nivelles	12	—	—	—	—	—	—	—	12	—	1	—	—	1	11
Anvers	457	—	4	1	1	6	1	—	464	6	8	2	21	37	427
Malines	43	—	—	—	—	—	—	—	43	—	1	—	—	1	42
Turnhout	13	—	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	—	—	13
Mons	40	—	1	—	—	1	—	—	41	—	4	1	1	6	35
Charleroi	206	1	1	—	—	2	—	—	208	—	13	—	26	39	169
Tournai	51	—	—	—	—	—	—	—	51	—	1	—	—	1	50
Gand	93	—	—	—	—	—	—	—	93	—	9	—	5	14	79
Audenarde	8	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	—	—	8
Alost	10	—	1	—	—	1	—	—	11	—	3	—	1	4	7
Saint-Nicolas	16	—	—	—	—	—	—	—	16	—	1	—	—	1	15
Termonde	16	—	—	—	—	—	—	—	16	—	3	—	1	4	12
Bruges	32	—	—	—	—	1	1	—	33	—	5	—	1	6	27
Ostende	13	—	—	—	—	—	1	—	14	—	—	—	—	—	14
Courtrai	95	—	1	—	—	1	2	—	97	1	3	2	—	6	91
Furnes	9	—	—	—	—	—	—	—	9	—	2	—	1	3	6
Ypres	11	—	1	—	—	1	—	—	12	—	—	1	—	1	11
Liège	29	—	1	—	—	1	—	—	30	1	6	—	—	7	23
Huy	18	—	—	—	—	—	—	—	18	—	2	—	—	2	16
Verviers	31	—	—	—	—	2	2	—	33	1	—	—	1	2	31
Tongres	10	—	—	—	—	—	—	—	10	—	—	—	—	—	10
Hasselt	9	—	—	—	—	1	1	—	10	—	1	—	—	1	9
Arlon	11	—	1	—	—	1	2	—	13	—	1	—	—	1	12
Marche-en-Famenne	4	—	—	—	—	1	1	—	5	—	—	—	—	—	5
Neufchâteau	32	—	—	—	—	—	—	—	32	—	—	—	—	—	32
Namur	16	—	—	—	—	—	—	—	16	—	5	—	—	5	11
Dinant	18	—	—	—	—	—	—	—	18	—	2	—	1	3	15
Cour d'appel de } Bruxelles	1,162	4	14	4	1	23	2	—	1,187	11	57	6	76	150	1,037
} Gand	303	—	3	—	—	2	5	1	309	1	26	3	9	39	270
} Liège	178	—	2	1	4	7	—	—	185	2	17	—	2	21	164
<i>Totaux généraux :</i>	1,643	4	19	5	7	35	3	—	1,681	14	100	9	87	210	1,471
Totaux généraux en } 1942	1,880	2	18	4	11	35	2	2	1,919	15	148	12	101	276	1,643
} 1941	2,163	13	36	16	16	81	—	—	2,244	37	173	11	143	364	1,880
} 1940	2,249	101	64	13	49	227	—	2	2,478	16	133	7	164	320	2,158

Tableau n° 54. — FAILLITES DÉCLARÉES. — A. — MONTANT DU PASSIF.

TRIBUNAUX	NOMBRE total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF									
		de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	encore inconnu	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	12		1	1	3	4	2	1			
Louvain	2		2								
Nivelles											
Anvers	6		1		1	1	1	2			
Malines											
Turnhout											
Mons	1									1	
Charleroi	2	1			1						
Tournai											
Gand											
Audenarde											
Alost	1	1									
Saint-Nicolas											
Termonde											
Bruges	1		1								
Ostende											
Courtrai	2			1	1						
Furnes											
Ypres	1				1						
Liège	1						1				
Huy											
Verviers	2				1	1					
Tongres											
Hasselt	1					1					
Arlon	2				2						
Marche-en-Famenne	1		1								
Neufchâteau											
Namur											
Dinant											
Cour d'appel de Bruxelles	23	1	4	1	5	5	3	3		1	
Gand	5	1	1	1	2						
Liège	7		1		3	2	1				
Totaux généraux :	35	2	6	2	10	7	4	3	-	1	
Totaux généraux en	1942	35	1	3	1	5	9	4	4	1	7
1941	81	3	20	14	11	7	8	4	-	14	
1940	227	7	58	44	29	31	17	14	2	25	

Tableau 54. — FAILLITES DÉCLARÉES
B. — Profession du failli (*)

PROFESSIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde	Alost	Saint-Nicolas	Termonde	Bruges	Ostende	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche-en-Fam.	Neufchâteau	Namur	Dinant	Total	
Agriculture. — Forêts.																															
Jardinage, culture maraichère, arboriculture, horticulture, viticulture																															
Agriculture, élevage																															
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	1			1																											
Pêche.																															
Pêche maritime																															
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc.																															
Industrie.																															
Des mines																															
Des carrières																															
Des métaux bruts																															
Des métaux façonnés	1								1																						
Céramique																															
Verrière	2																														
Chimique	2																														
Alimentaire	2								1			1					1														
Textile																															
Du vêtement	1																														
De la construction																															
Du bois et de l'ameublement	2																1				1		1		1						
Des peaux et des cuirs																							1								
Du tabac																															
Du papier																															
Du livre																															
D'art et de précision																															
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises																															
Commerce.																															
Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	1	1																													
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière																															
Professions libérales																															
Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir																															
Professions libérales diverses	1																														
Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques																															
Professions inconnues																															
Total :	18	2	6	2	10	7	4	3	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35	

* Voir dans le « Bulletin de Statistique », 31^e année, n° 9, septembre 1945, p. 433 et suiv. : « Les faillites de 1920 à 1943 d'après la profession du failli ».

Tableau n° 55. — FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Moins de 10 %	—	—	—	—	—	—	—	1	1
De 10 à 20 %	—	—	1	—	—	—	1	—	2
De 20 à 30 %	—	1	—	1	—	1	—	—	3
De 30 à 50 %	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 50 à 75 %	—	1	2	—	2	—	—	—	5
De 75 % et plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement intégral	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Inconnu	—	—	—	1	1	—	—	—	2
Total :	—	2	3	3	3	1	1	1	14

Tableau n° 56. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION
Dividende distribué mis en rapport avec le passif

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								TOTAL
	de moins de 10,000 fr.	de 10,000 fr. à moins de 50,000 fr.	de 50,000 fr. à moins de 100,000 fr.	de 100,000 fr. à moins de 200,000 fr.	de 200,000 fr. à moins de 500,000 fr.	de 500,000 fr. à moins de 1,000,000 fr.	de 1,000,000 fr. à moins de 5,000,000 fr.	de 5,000,000 fr. et plus	
	2	3	4	5	6	7	8	9	
Rien	—	1	—	2	2	1	1	1	8
Moins de 10 %	—	4	3	5	10	2	8	1	33
De 10 à 20 %	—	2	3	3	3	2	1	—	14
De 20 à 30 %	—	—	4	4	5	1	—	1	15
De 30 à 50 %	—	—	—	1	1	—	2	1	5
De 50 à 75 %	—	2	3	—	2	—	—	—	7
De 75 % et plus	—	—	1	—	1	—	—	—	2
Paiement intégral	2	6	3	3	2	—	—	—	16
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	2	15	17	18	26	6	12	4	100

Tableau n° 57. — FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION
Emploi de l'actif réalisé

CLASSEMENT DES FAILLITES suivant l'importance de leur passif	NOMBRE des faillites	PASSIF chirographaire	ACTIF réalisé	FRAIS de tout genre	HONORAIRES des curateurs	PAIEMENTS AUX CRÉANCIERS	
						privilégiés	chirographaires
1	2	3	4	5	6	7	8
Moins de 10,000 francs	2	14,963	16,463	400	1,100	—	14,963
De 10,000 à — 50,000 fr.	15	339,352	309,815	68,937	52,046	29,594	159,238
De 50,000 à — 100,000 fr.	17	1,135,049	657,338	77,198	68,562	100,050	411,528
De 100,000 à — 200,000 fr.	18	2,432,528	1,444,194	97,748	108,277	536,338	701,831
De 200,000 à — 500,000 fr.	26	7,766,373	4,177,408	531,180	224,238	1,575,311	1,846,679
De 500,000 à — 1,000,000 fr.	6	3,976,364	1,525,387	93,898	131,547	827,546	472,396
De 1,000,000 à — 5,000,000 fr.	12	21,020,381	7,399,732	3,549,295	209,884	1,956,449	1,684,104
De 5,000,000 fr. et plus	4	22,059,767	7,446,586	233,490	283,995	3,571,826	3,357,275
Total des faillites terminées par liquidation	100	58,804,777	22,976,923	4,652,146	1,079,649	8,597,114	8,648,014

SURSIS DE PAIEMENT

Le sursis de paiement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses paiements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Tableau n° 58. — NOMBRE DES DÉCISIONS DE JUSTICE ACCORDANT DES SURSIS PROVISOIRES OU DÉFINITIFS

SPÉCIFICATIONS	ANNÉES			
	1940	1941	1942	1943
1	2	3	4	5
Sursis provisoires	—	—	—	—
Sursis définitifs	—	—	—	—
Total :	—	—	—	—

4° COURS D'APPEL

Compétence. — L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I^{er} de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

La loi du 25 octobre 1919, modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux et dont les dispositions prorogées et complétées par les lois des 30 juillet 1921, 9 août 1923, 7 août 1924, 21 août 1925, 29 juillet 1926, 22 juillet 1927 et 18 août 1928, sont applicables à partir du 1^{er} décembre 1919 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de la loi modifiant les lois d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure, porte que « les cours d'appel jugent au nombre

fixe de trois conseillers, y compris le président. L'assistance du ministère public est requise, sauf les exceptions prévues dans les lois en vigueur ».

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'Ordre des avocats.

L'appel des décisions du conseil des prises est porté devant la cour d'appel de Bruxelles siégeant toutes chambres réunies.

Les cours d'appel statuent, en outre, sur certains recours en matière électorale et fiscale.

Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 26^e année, n° 7, novembre 1940, pp. 131 et suivantes : Modifications apportées en 1935 à la compétence et au ressort en matière civile et commerciale. — Résultats statistiques.

Tableau n° 59. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

COUR D'APPEL DE BRUXELLES

Tribunaux de première instance en matière civile	1,131	1,000	2,131	625	51	676	161	837	1,294	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	60	40	100	27	—	27	7	34	66	—
Tribunaux de commerce	604	406	1,010	262	14	276	54	330	680	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	3	2	5	—	—	—	1	1	4	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	3	3	3	—	3	—	3	—	—
Appels de jugements d'arbitres	12	15	27	7	—	7	2	9	18	—
Référés	53	142	195	96	3	99	19	118	77	—
Affaires portées directement devant la Cour	12	30	42	20	—	20	3	23	19	—

COUR D'APPEL DE GAND

Tribunaux de première instance en matière civile	208	263	471	167	16	183	17	200	271	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	18	11	29	10	—	10	4	14	15	—
Tribunaux de commerce	137	128	265	101	5	106	11	117	148	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	5	3	8	3	—	3	—	3	5	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appels de jugements d'arbitres	—	6	6	2	—	2	1	3	3	—
Référés	7	30	37	17	—	17	1	18	19	—

COUR D'APPEL DE LIÈGE

Tribunaux de première instance en matière civile	659	327	986	218	25	243	39	282	704	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	50*	17	67	19	2	21	2	23	44	—
Tribunaux de commerce	246*	72	318	66	—	66	15	81	237	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	—	2	2	—	—	—	—	—	2	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—
Appels de jugements d'arbitres	2	—	2	1	—	1	—	1	1	—
Référés	46	44	90	47	1	48	4	52	38	—

(1) Chiffres rectifiés.

Tableau n° 59 (suite).

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES À JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pen- dantes au com- mence- ment de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	par arrêt au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes ter- minées		
				contra- dic- toire	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL

Tribunaux de première instance en matière civile	1,998	1,590	3,588	1,010	92	1,102	217	1,319	2,269	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	128	68	196	56	2	58	13	71	125	—
Tribunaux de commerce	987	606	1,593	429	19	448	80	528	1,065	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	8	7	15	3	—	3	1	4	11	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	4	4	4	—	4	—	4	—	—
Appels de jugements d'arbitres	14	22	36	10	—	10	4	14	22	—
Référés	106	216	322	160	4	164	24	188	134	—
Affaires portées directement devant la Cour	12	30	42	20	—	20	3	23	19	—
Totaux par ressort										
} Bruxelles	1,875	1,639	3,514	1,040	68	1,108	248	1,356	2,158	74
} Gand	375	441	816	300	21	321	34	355	461	9
} Liège	1,003	463	1,466	352	28	380	60	440	1,026	57
Totaux généraux :	3,253	2,543	5,796	1,692	117	1,809	342	2,151	3,645	140
Totaux généraux en										
} 1942	3,267	2,341	5,608	1,796	123	1,919	436	2,355	3,253	136
} 1941	3,540	2,170	5,710	1,755	112	1,867	576	2,443	3,267	156
} 1940	3,896	1,417	5,313	1,315	93	1,408	365	1,773	3,540	118

La proportion entre les affaires en matière civile et les affaires en matières commerciales, soumises aux cours d'appel s'établit comme suit pour les trois ressorts réunis :

COURS D'APPEL

ANNÉES	TOTAL DES CAUSES À JUGER		APPELS EN MATIÈRE CIVILE		APPELS EN MATIÈRE COMMERCIALE	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7
1940	5,313	100	3,662	69.—	1,651	31.—
1941	5,708	100	4,004	70.—	1,704	30.—
1942	5,608	100	3,815	69.—	1,763	31.—
1943	5,796	100	3,986	69.—	1,810	31.—

Tableau n° 60. — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES

COUR D'APPEL de	AFFAIRES À JUGER			Arrêts interlocu- toires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
	pendantes au commen- ment de l'année	introduites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation, trans- action, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	508	320	828	1	187	90	277	551
Gand	24	94	118	—	44	5	49	69
Liège	120	57	177	2	40	17	57	120
<i>Le Royaume :</i>	652	471	1,123	3	271	112	383	740
<i>Le Royaume en</i> { 1942	616	403	1,019	6	278	89	367	652
} 1941	588	391	979	5	270	93	363	616
} 1940	708	308	1,016	5	307	121	428	588

JURIDICTION DU TRAVAIL

Les données de la statistique des Juridictions du Travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Office Central de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

A) CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Il y avait dans le Royaume 47 conseils de prud'hommes dont celui d'Eupen a été soustrait à partir de fin mai 1940.

Conformément à la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926, modifiée par les lois des 25 juin 1927, 30 mai 1928 et 22 janvier 1931, article 1^{er} :

« Les conseils de prud'hommes sont institués dans le but de vider par voie de conciliation ou, à défaut de conciliation, par voie de jugement, les contestations relatives au travail qui s'élevaient :

» soit entre les employeurs, d'une part, et leurs ouvriers ou employés, d'autre part;

» soit entre ouvriers, entre employés ou entre ouvriers et employés. »

Tout conseil de prud'hommes est divisé en deux chambres: l'une pour ouvriers, l'autre pour employés (art. 7).

Une chambre mixte est chargée de résoudre les questions de compétence (art. 65).

Les conseils connaissent des demandes de leur compétence jusqu'à 500 francs sans appel, et, à charge d'appel au delà de cette somme (art. 45).

Les conseillers prud'hommes sont nommés par voie d'élection (art. 10).

Deux présidents issus, l'un du groupe de prud'hommes employeurs, l'autre du groupe de prud'hommes ouvriers ou employés sont nommés par le Roi et siègent alternativement (art. 25).

Le Roi nomme en outre auprès de chaque chambre un docteur en droit, en qualité d'assesseur juridique (art. 26) et auprès de chaque conseil un greffier et éventuellement des greffiers-adjoints (art. 28).

Chaque chambre forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties (art. 50), ses membres sont renouvelés tous les trois mois.

Toutes les affaires portées au greffe du conseil des prud'hommes sont soumises au bureau de conciliation, dont la mission consiste, soit à concilier les parties, soit à les renvoyer devant le conseil, soit à trancher le différend si la valeur

du litige est inférieure à 200 francs. Dans ce dernier cas, le bureau de conciliation s'adjoint l'assesseur juridique et s'appelle bureau de jugement (art. 50 à 54).

Les décisions rendues par le bureau de jugement ne sont pas susceptibles d'appel (art. 54).

La chambre compétente du conseil ne statue par jugement, qu'après avoir épuisé les moyens de conciliation (art. 55).

Par Arrêté Royal du 10 mai 1927 modifié par celui du 10 décembre 1928, il a été créé auprès du conseil de prud'hommes d'Anvers et à titre provisoire une chambre spéciale, chargée de trancher les litiges afférents au contrat de travail des ouvriers du port.

Cette chambre spéciale est la seule qui ait été créée en Belgique en vertu du pouvoir accordé à cet effet au Roi, par les dispositions de l'article 7 de la loi organique.*

En dehors de leur mission juridictionnelle, les conseils de prud'hommes peuvent être appelés par le gouvernement à donner leur avis sur des questions ou projets relatifs au travail (art. 1^{er} in fine).

Ils sont en outre chargés des mesures conservatrices de la propriété des dessins et modèles industriels (art. 1^{er}, § 4, de la loi organique et art. 1^{er} de l'Arrêté Royal du 10 décembre 1884), et de la réception du dépôt des règlements d'atelier (art. 7, § 6, de la loi du 15 juin 1896).

A défaut de conseil de prud'hommes, les contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail et de ceux qui les emploient sont de la compétence des juges de paix (A. R. du 13 janvier 1935, art. 2, 6^e --- Lois sur la compétence.)

Rédaction du tableau. - Le tableau statistique a été établi d'après les états fournis par les conseils de prud'hommes au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis à l'Office Central de Statistique, ces états y sont vérifiés et compulsés dans des cahiers de dépouillement, permettant l'étude et la totalisation des résultats.

Tableau n° 61. - CONSEILS DE PRUD'HOMMES
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAMBRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		Pendentes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	Pendentes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	Pendentes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O*	610	192	41	277	100	28	4	19	5		261	43	194	13	11
	E*	395	97	7	289	2	3		3			244	30	184	15	15
Hal	O	2		2												
	E															
Vilvorde	O	2		2												
	E	4			4							4		3	1	
Louvain	O	8	1		7							5		4		1
	E	9	5		4							6		6		
Nivelles	O	8			2	6										
	E	5			5							9	1	6		2
Tubize	O	3	3													
	E	1			1							1		1		
Wavre	O	12	5		1	3						5		5		
	E	4	1		3							3	1	2		
Anvers	O	156	27		114	12						106	2	100		4
	E	83	13		65	5						78	10	63		5
	S*	3			3							7		6		1
Malines	O	33	22	1	7							7	3	4		
	E	19	5	10	2							16		14		2
Turnhout	O	6	3		2	1										
	E	5			5							5		5		
Mons	O	61	17	2	38	4						51	1	46		4
	E	36	9		27							32		28		4
Dour	O	21	8	5	8							5		2	3	
	E	4	2		2							2		2		
La Louvière	O	487	235	26	94	132	14	4	3	7		44	26		18	
	E	78	41		20	17						14	6	5	2	1
Pâturages	O	42	16		14	12						16		16		
	E	7	5		1	1						3	1	2		
Soignies	O	2	2													
	E	2	1		1							4		4		
Charleroi	O	2 098	683	9	144	1 262	11		11			144	1	143		
	E	201	44	1	70	36	1		1			70		70		
Binche	O	93	62	1	15	13	1	1				8	3	5		
	E	8	4		3	1						3	1	1	1	
Font. l'Évêque	O	69	2	5	52	10	5		4		1	18		13		5
	E	4	1		2	1						1				1

* O = Pour ouvriers ; E = Pour employés ; S = Spéciale pour ouvriers du port.

Tableau n° 61 (suite).

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM-BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	O	3	---	---	2	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Tournai	E	3	1	---	2	---	---	---	---	---	---	2	1	---	---	1
Lessines	O	11	5	---	3	3	---	---	---	---	---	3	---	3	---	---
Lessines	E	3	1	---	1	1	---	---	---	---	---	1	---	1	---	---
Gand	O	60	29	---	31	---	---	---	---	---	---	26	---	15	---	11
Gand	E	44	11	---	33	---	---	---	---	---	---	38	1	17	---	20
Eekloo	O	2	1	---	1	---	1	---	1	---	---	---	---	---	---	---
Eekloo	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Audenarde	O	1	---	---	1	---	---	---	---	---	---	4	---	3	---	1
Audenarde	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Renaix	O	1	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Renaix	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Termonde	O	7	6	---	---	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Termonde	E	3	1	---	1	1	---	---	---	---	---	1	1	---	---	---
Alost	O	12	---	---	4	7	---	---	---	---	---	4	1	2	1	---
Alost	E	7	1	---	5	---	---	---	---	---	---	3	---	2	---	1
Saint-Nicolas	O	12	---	6	---	4	---	---	---	---	---	10	---	9	---	1
Saint-Nicolas	E	14	---	3	8	2	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Bruges	O	45	---	40	5	---	---	---	---	---	---	6	---	6	---	---
Bruges	E	8	---	6	2	---	---	---	---	---	---	3	---	3	---	---
Ostende	O	16	4	---	12	---	---	---	---	---	---	23	---	11	---	12
Ostende	E	11	---	1	10	---	---	---	---	---	---	11	---	5	---	6
Tielt	O	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Tielt	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Courtrai	O	7	2	---	5	---	---	---	---	---	---	5	1	4	---	---
Courtrai	E	9	2	---	7	---	---	---	---	---	---	10	---	7	---	3
Mousseron	O	3	2	---	1	---	---	---	---	---	---	7	---	1	---	6
Mousseron	E	3	---	---	3	---	---	---	---	---	---	3	---	---	---	3
Roulers	O	6	---	---	---	6	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Roulers	E	6	3	---	1	2	---	---	---	---	---	1	---	1	---	---
Ypres	O	3	2	---	---	1	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Ypres	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Liège	O	100	37	---	41	22	---	---	---	---	---	48	---	48	---	---
Liège	E	162	14	144	4	---	---	---	---	---	---	34	5	25	---	4
Comblain-au-P.	O	6	2	---	4	---	---	---	---	---	---	4	2	2	---	---
Comblain-au-P.	E	3	---	---	---	3	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Fléron	O	2	---	---	---	2	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Fléron	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Huy	O	39	15	---	24	---	---	---	---	---	---	24	---	9	---	15
Huy	E	12	6	---	6	---	---	---	---	---	---	5	---	5	---	---
Jemeppe	O	23	7	4	8	4	---	---	---	---	---	11	---	8	---	3
Jemeppe	E	3	---	1	2	---	---	---	---	---	---	6	---	---	---	6

Tableau n° 61 (suite).

SIÈGE DE JURIDICTION	CHAM-BRE	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	restées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Verviers	O	47	10	---	5	32	1	---	---	---	---	17	---	4	---	13
Verviers	E	68	4	---	56	8	---	---	---	---	---	65	---	56	---	9
Hasselt	O	61	22	---	34	4	---	---	---	---	---	2	---	2	---	---
Hasselt	E	8	---	---	8	---	---	---	---	---	---	8	---	6	---	2
Namur	O	21	10	3	2	6	3	---	3	---	---	3	2	---	---	1
Namur	E	13	4	---	5	4	---	---	---	---	---	5	---	4	---	1
Andenne	O	32	5	---	12	15	---	---	---	---	---	12	6	3	---	3
Andenne	E	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Auvelais	O	10	5	1	1	3	1	---	1	---	---	1	---	---	---	1
Auvelais	E	3	---	---	1	1	---	---	---	---	---	1	---	---	---	1
Dinant	O	7	---	---	1	6	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---
Dinant	E	6	3	---	2	1	---	---	---	---	---	2	---	2	---	---
Philippeville	O	31	23	---	2	6	---	---	---	---	---	2	---	2	---	---
Philippeville	E	4	1	---	2	1	---	---	---	---	---	4	2	1	---	1
Le Royaume	O	4,281	1,466	148	979	1,678	65	9	42	12	2	872	91	655	35	91
Le Royaume	E	1,258	330	173	663	87	4	---	4	---	---	708	60	540	19	89
Le Royaume	S	3	---	---	3	---	---	---	---	---	---	7	---	6	---	1
Au total		5,542	1,796	321	1,645	1,765	69	9	46	12	2	1,587	151	1,201	54	181
Au total en	1942	7,222	2,136	636	2,273	2,139	84	7	61	3	13	2,050	219	1,614	10	207
Au total en	1941	8,602	2,342	242	3,860	2,111	174	42	124	---	8	3,247	300	2,600	27	320
Au total en	1940	10,873	3,463	386	4,467	2,473	185	53	121	1	10	3,541	299	2,640	212	402

La répression nouvelle en 1943 des affaires soumises aux bureaux de conciliation, par lesquels doivent passer les affaires introduites, est significative pour apprécier l'évolution de l'emploi de la main d'œuvre dans le royaume.

La situation des affaires pendantes et introduites devant les bureaux de conciliation depuis 1938 se présente comme suit :

ANNÉE	Total des affaires		Devant les chambres d'ouvriers y compris la chambre spéciale		Devant les chambres d'employés	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1938	15,367	100	11,237	73.12	4,130	26.88
1939	14,589	100	10,233	70.14	4,356	29.86
1940	10,873	100	6,849	62.99	4,024	37.01
1941	8,602	100	6,148	71.47	2,454	28.53
1942	7,222	100	5,719	79.19	1,503	20.81
1943	5,542	100	4,284	77.30	1,258	22.70

On constate que graduellement depuis 1938 et jusqu'en 1943 l'ensemble des affaires s'est réduit au tiers de ce qu'il était. L'évolution de l'utilisation de la main d'œuvre ouvrière et des employés n'aurait pourtant pas été similaire; les propositions inscrites dans les colonnes 5 et 7 en donnent l'indication.

La proportion des affaires ouvrières, qui a connu son taux le plus faible en 1940, est remontée en 1942 et 1943 au delà du quantum de 1938, tandis que la proportion des affaires d'employés, tenait son point culminant en 1940 pour descendre considérablement en 1941 et 1942 et ne retrouver qu'une légère remonte en 1943.

Il faut y voir un arrêt considérable de l'emploi de la main d'œuvre ouvrière en 1940, mais

une certaine stabilisation par la suite. L'employé semble avoir résisté dans ses fonctions en 1940, mais son emploi s'est effrité irrémédiablement pendant les années subséquentes.

En ce qui concerne le dépôt des règlements d'ateliers et celui des dessins et modèles industriels aux greffes des conseils de prud'hommes, les nombres au complet par siège de juridiction en sont reproduits ci-après.

La comparaison des chiffres avec ceux de années précédentes fait ressortir une forte diminution des dépôts de règlements d'ateliers.

Voir *Bulletin de Statistique*, 30^e année, n^o 7, juillet 1944, page 225 : « Statistique de la juridiction du travail, 1939 à 1943 ».

SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels	SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels
1	2	3	1	2	3
Bruxelles	800	117	Termonde	43	3
Hal	5	2	Alost	74	2
Vilvorde	12	—	Saint-Nicolas	126	2
Louvain	59	3	Bruges	423	3
Nivelles	11	—	Ostende	388	—
Tubize	1	—	Tielt	21	—
Wavre	17	—	Courtrai	92	7
Anvers	102	8	Mouscron	3	—
Malines	86	1	Roulers	214	1
Turnhout	51	—	Ypres	109	—
Mons	18	1	Liège	39	18
Dour	10	—	Comblain-au-Pont	—	—
La Louvière	16	—	Fléron	—	—
Pâturages	6	—	Huy	23	—
Soignies	13	—	Jemeppe	1	—
Charleroi	47	5	Verviers	26	7
Binche	33	—	Hasselt	37	1
Fontaine-l'Évêque	4	1	Namur	—	1
Tournai	47	—	Andenne	—	—
Lessines	10	2	Auvélais	3	—
Gand	388	3	Dinant	7	1
Eekloo	47	—	Philippeville	11	—
Audenarde	33	—			
Remix	63	2			
			<i>Le Royaume :</i>	3,519	191
			<i>Totaux en</i> } 1942	5,176	157
			1941	4,662	119

B) CONSEIL DE PRUD'HOMMES D'APPEL

Il y a dans le Royaume sept conseils de prud'hommes d'appel dont les sièges sont fixés respectivement à Anvers, Bruxelles, Bruges, Gand, Mons, Liège et Namur, et dont la juridiction s'étend aux provinces dont les sièges sont les chefs-lieux. (Loi du 25 juin 1913.)

L'organisation et la compétence des conseils de prud'hommes d'appel sont régis par les articles 116 et suivants de la loi organique des conseils de prud'hommes.

Les conseillers sont élus par des collèges électoraux spéciaux.

Chaque conseil de prud'hommes d'appel comprend une chambre pour ouvriers et une chambre pour employés.

Une chambre mixte tranche les contestations entre ouvriers et employés, et résout les questions de compétence.

Le Roi nomme près de chaque conseil d'appel deux présidents avec détermination de la chambre à laquelle chaque président est attaché.

Ces présidents doivent être docteurs en droit.

Tableau n^o 62. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. — APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES À JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	127	31	158	18	11	29	129
	pour employés	310	94	404	80	29	109	295
	mixte	35	12	47	10	1	11	36
Anvers	pour ouvriers	18	56	74	52	7	59	15
	pour employés	120	64	184	104	15	119	65
	mixte	22	9	31	19	2	21	10
Mons	pour ouvriers	5	3	8	1	4	5	3
	pour employés	15	20	35	11	1	12	23
	mixte	—	2	2	1	—	1	1
Gand	pour ouvriers	13	7	20	5	—	5	15
	pour employés	11	8	19	7	2	9	10
	mixte	—	—	—	—	—	—	—
Bruges	pour ouvriers	—	14	14	8	—	8	6
	pour employés	—	7	7	7	—	7	—
	mixte	—	1	1	1	—	1	—
Liège	pour ouvriers	20	11	31	14	1	15	16
	pour employés	22	30	52	44	—	44	8
	mixte	—	—	—	—	—	—	—
Namur	pour ouvriers	—	—	—	—	—	—	—
	pour employés	1	1	2	2	—	2	—
	mixte	—	—	—	—	—	—	—
<i>Le Royaume :</i>	pour ouvriers	183	122	305	98	23	121	184
	pour employés	479	224	703	255	47	302	401
	mixte	57	24	81	31	3	34	47
	<i>Total :</i>	719	370	1,089	384	73	457	632
<i>Total en</i>	1942	681	484	1,165	425	21	446	719
	1941	675	810	1,485	645	169	814	671
	1940	507	677	1,184	499	9	508	676

COUR DE CASSATION

Compétence. — La composition de la cour de cassation a été donnée précédemment. (Voir Statistique pénale.)

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort;

2° Des réglements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déferés à la cour de cassation pour contravention à la loi ou

pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale par les tribunaux de première instance et par les cours d'appel du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1^{er}.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 63. — COUR DE CASSATION (1^{re} Chambre). — POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			ARRÊTS					TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL	AU FOND		DÉCRÉTANT		con- formes		con- traires		
				d'in- struc- tion	Cas- sation	Rejet	la déché- ance				le désiste- ment	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
COURS D'APPEL												
a) <i>Jugeant en matière civile :</i>												
Bruxelles	21	34	55	—	10	18	—	—	28	—	—	27
Gand	28	6	34	—	—	7	—	—	7	—	—	27
Liège	15	6	21	—	3	5	—	—	8	—	—	13
Totaux :	64	46	110	—	13	30	—	—	43	—	—	67
b) <i>Jugeant en matière commerciale :</i>												
Bruxelles	19	6	25	—	—	4	—	—	4	—	—	21
Gand	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Liège	8	—	8	—	2	1	—	—	3	—	—	5
Totaux :	28	6	34	—	2	5	—	1	8	—	—	26

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

Tableau n° 63 (suite).

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES À JUGER			d'in- struc- tion	ARRÊTS				TOTAL des arrêts	ARRÊTS rendus sur les conclusions du ministère public (1)		CAUSES restant à juger
	pen- dantes au com- men- cement de l'année	intro- duites pen- dant l'année	TOTAL		AU FOND		DÉCRÉTANT			con- formes	con- traires	
					Cas- sation	Rejet	la déché- ance	le désiste- ment				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (2)												
a) <i>Jugeant en premier degré :</i>												
Bruxelles	3	13	16	—	—	3	—	—	3	—	—	13
Louvain	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Nivelles	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Anvers	11	6	17	—	1	1	—	—	2	—	—	15
Malines	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Turnhout	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Mons	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Charleroi	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Tournai	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Gand	2	—	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1
Termonde	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Audenarde	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Bruges	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Courtrai	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Furnes	2	3	5	—	—	2	—	—	2	—	—	3
Ypres	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liège	4	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Huy	2	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—
Verviers	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Tongres	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Arlon	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Marche-en-Famenne	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Neufchâteau	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Dinant	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Totaux :	42	44	86	—	1	10	—	—	11	—	—	75
b) <i>Jugeant en degré d'appel :</i>												
Bruxelles	6	1	10	—	2	3	—	—	5	—	—	5
Nivelles	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Anvers	6	—	6	—	1	1	—	—	2	—	—	4
Malines	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Mons	1	3	4	—	1	2	—	—	3	—	—	1
Charleroi	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Tournai	2	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	1
Gand	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Audenarde	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Bruges	2	—	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—
Furnes	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Liège	—	2	2	—	—	1	—	—	1	—	—	1
Verviers	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Totaux :	25	16	41	—	8	8	—	—	16	—	—	25
TRIBUNAUX DE COMMERCE JUSTICES DE PAIX DEMANDES EN REGLEMENT DE JUGES DOMMAGES DE GUERRE CONSEILS DE PRUD'HOMMES COUR DES COMPTES APPELS EN INTERVENTION												
	4	2	6	—	—	3	—	—	3	—	—	3
	6	9	15	—	2	3	—	1	6	—	—	9
	—	2	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—
	3	—	3	—	1	2	—	—	3	—	—	—
	3	1	4	—	2	—	—	—	2	—	—	2
	—	19	19	—	—	1	—	—	1	—	—	18
	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux généraux :	176	146	322	—	29	62	2	2	95	—	—	225
1942	—	5	64	—	—	176	—	5	65	—	—	176
1941	108	79	187	1	22	53	—	5	81	—	—	104
1940	139	47	186	—	15	61	1	1	78	78	—	108

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

(2) Les tribunaux, dont aucun jugement n'a été attaqué, ne sont pas mentionnés.

* Chiffres rectifiés.

** Deux causes éliminées par jonction.

SECTION III

STATISTIQUE

DE LA

PROTECTION DE L'ENFANCE

RAPPORT SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 15 MAI 1912

Le chapitre I^{er} de la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance est relatif à la déchéance de la puissance paternelle. Les tableaux A à D analysent le nombre de déchéances prononcées, le nombre de parents qui ont été réintégrés dans les droits de la puissance paternelle et le nombre d'enfants qui ont fait l'objet d'une mesure.

Le tableau E établit le mouvement de la population et la situation au 31 décembre des mineurs, dont les parents ont été déclarés déchus de la puissance paternelle, et qui sont confiés soit à des particuliers, soit à des établissements d'éducation privés, soit à des établissements spéciaux privés.

Le tableau F s'occupe de la situation au 31 décembre, des enfants dont les parents sont déchus de la puissance paternelle, et qui sont moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre.

Le chapitre II de la loi est attribué aux enfants traduits en justice pour mendicité, vagabondage, inconduite ou faits qualifiés infractions par la loi.

Les tableaux G à K relèvent le nombre de mineurs dont les parquets ou les juges d'instruction ont dû s'occuper et ceux qui ont été mis en garde provisoire ou en observation avant jugement.

Les tableaux L à N indiquent le nombre de mineurs qui ont comparu devant les juges des enfants, ainsi que la nature des faits qu'ils avaient commis, leur âge et le résultat des poursuites.

Le tableau O donne les résultats définitifs des affaires terminées pendant l'année, la nature et le pourcentage des décisions intervenues.

L'article 31 de la loi du 15 mai 1912 permet au juge de modifier, suivant les besoins de l'éducation du mineur, les mesures qui ont été prises à son égard; celles-ci doivent, en tout cas, faire l'objet d'une révision tous les trois ans.

Le tableau P traite des ordonnances ou jugements modificatifs et des révisions triennales.

Les tableaux Q à S reflètent le mouvement de la population et la situation, au 31 décembre, des mineurs placés dans des établissements d'observation officiels ou privés, laissés en liberté surveillée dans leur famille, confiés à des particuliers, placés dans des établissements d'éducation ou des établissements spéciaux privés, confiés à des établissements d'éducation ou à des établissements spéciaux de l'Etat.

Le tableau T récapitule par arrondissement la situation, au 31 décembre, de tous les mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants.

Le tableau U classe les anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26^e année et qui ont subi une ou plusieurs condamnations depuis leur majorité.

Le chapitre III de la loi du 15 mai 1912 aggrave les peines de certains crimes ou délits commis par des majeurs à l'égard des enfants. L'application de ces dispositions est relevée dans la Statistique de l'administration de la justice pénale.

Rédaction des tableaux :

Les tableaux sont confectionnés par l'Office de la protection de l'enfance du Ministère de la Justice, d'après les renseignements obtenus par cet Office.

Pour leur publication, ils sont pourvus à la fois d'un indice littéral et d'un numéro d'ordre. Seul le tableau E, qui n'a pas de base de comparaison antérieure à l'année 1941, est dépourvu de numéro.

Il y a lieu de se reporter, à ce sujet, à ce qui a été dit dans la publication de l'année 1941, page 229 *in fine*.

Tableau n° 66. — DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
MESURES PRISES À L'ÉGARD DES ENFANTS. — NATURES DES DÉCISIONS.
NOMBRE ET SEXE DES ENFANTS. — ARTICLES 5 ET 6

NATURE DES DÉCISIONS	ENFANTS CONFISÉS À LA MÈRE		Enfants confiés à une personne autre que la mère, une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée.		TOTAL PAR SEXE		TOTAL GÉNÉRAL
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	
1	2	3	4	5	6	7	8
I. Mesure de garde . . .	—	—	102	129	102	129	231
II. Décisions définitives :							
A. Du conseil de famille .	24	39	155	134	179	173	352
B. Du tribunal	7	13	129	169	136	182	318
III. Décisions modificatives .	—	—	112	83	112	83	195
Totaux :	31	52	498	515	529	567	1,096
Totaux en) 1942	23	30	623	617	646	647	1,293
) 1941	21	25	466	378	487	403	890
) 1940	45	53	326	368	371	421	792

ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE.
SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES PLACEMENTS FAMILIAUX ET

NATURE DU PLACEMENT	ENTRÉS			SORTIS			
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	TOTAL	Minors qui par décision du Procureur du Roi ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple.	Évadés	Décédés	Alliés
1	2	3	4	5	6	7	8
Placements familiaux	Garçons	323	63	386	24	—	—
	Filles	303	80	383	21	—	—
	Ensemble	626	143	769	45	—	—
Établissements d'éducation privés .	Garçons	963	192	1,155	94	3	—
	Filles	1,110	223	1,333	86	—	—
	Ensemble	2,073	415	2,488	180	3	—
Établissements spéciaux privés	Garçons	162	66	228	12	2	3
	Filles	168	72	240	28	—	2
	Ensemble	330	138	468	40	2	5
Total	Garçons	1,448	321	1,769	130	5	3
	Filles	1,581	375	1,956	135	—	2
	Ensemble	3,029	696	3,725	265	5	5
Totaux d'ensemble en	1942	2,768	733	3,501	294	3	8
	1941	2,701	513	3,214	275	14	18
	1940	2,718	375	3,093	245	17	6

(1) Entrés à l'armée

Tableau n° 67. — DÉCISIONS DES COURS D'APPEL RELATIVES À LA DÉCHÉANCE DE LA PUISSANCE PATERNELLE

COUR D'APPEL	déclarant la déchéance		rejetant la déchéance	désignant une personne, une société ou une institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	modifiant le choix de la personne, société ou institution chargée de la garde et de l'éducation des mineurs	accordant la réintégration	refusant la réintégration	TOTAL
	en tout	en partie						
1	2	3	4	5	6	7	8	9
CONFIRMATIVES								
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	1
Gand	1	—	—	—	—	—	—	5
Liège	3	—	—	—	—	—	2	6
Totaux :	4	—	—	—	—	—	2	16
Totaux en) 1942	9	1	—	6	—	—	—	6
) 1941	3	—	2	1	—	—	—	6
) 1940	2	—	—	—	—	—	1	3
INFIRMATIVES								
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	—	—	—	—	—	—	—	5
Liège	2	2	1	—	—	—	—	5
Totaux :	2	2	1	—	—	—	—	10
Totaux en) 1942	—	1	—	2	—	—	1	4
) 1941	1	—	4	—	—	—	1	6
) 1940	—	—	—	—	—	—	—	—

— MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE
DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET SPÉCIAUX PRIVÉS

Envoyés en Allemagne	Rapatriés	Sortis par expiration de terme	TOTAL des sortis	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :											TOTAL des mineurs restant au 31 décembre
				Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus	
9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
1	—	49	74	63	60	32	26	27	16	18	15	8	7	42	312
—	—	36	57	83	57	38	32	14	15	10	7	11	8	51	326
1	—	85	131	146	117	70	58	41	31	26	22	19	15	93	638
3	—	33	133	201	175	120	81	85	63	51	43	26	36	141	1,022
1	—	46	133	231	196	113	97	64	91	89	75	46	46	152	1,200
4	—	79	266	432	371	233	178	149	154	140	118	72	82	293	2,222
—	—	5	23	69	40	26	13	18	12	9	3	4	1	10	205
—	—	14	45	55	56	22	9	9	14	11	8	2	4	5	195
—	—	19	68	124	96	48	22	27	26	20	11	6	5	15	400
4	—	87	230	333	275	178	120	130	91	76	61	38	44	193	1,539
1	—	96	235	369	309	173	138	87	120	110	90	59	58	208	1,721
5	—	183	465	702	584	251	258	217	211	186	151	97	102	401	3,260
—	—	167	472	657	402	289	254	246	220	197	128	112	117	407	3,029
—	4	129	446	444	332	316	274	240	231	155	130	135	140	371	2,768
14(1)	4	102	392	375	375	314	284	267	175	141	147	153	109	360	2,701

Tableau n° 68. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE
(non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS
DE GUERRE. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Total	Enfants moralement aband. rec. par les comités de patron. et les soc. prot. des enf. mart.	Enfants adulté- rés			
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spé- cial	d'édu- cation	Total				14	15	16
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16			
Bruxelles	14	26	40	174	9	183	28	7	35	2	1	3	261	3	—			
Louvain	1	12	13	35	1	36	13	—	13	1	—	1	63	—	—			
Nivelles	8	17	25	67	6	73	4	—	4	—	1	1	103	3	—			
Anvers	5	3	8	66	2	68	14	—	14	—	—	—	90	14	—			
Malines	1	12	13	86	23	109	6	—	6	—	—	—	128	35	4			
Turnhout	—	2	2	22	—	22	3	—	3	2	2	4	31	3	—			
Mons	6	5	11	128	6	134	31	2	33	6	7	13	191	65	—			
Charleroi	2	47	49	264	12	276	30	2	32	1	—	1	358	48	—			
Tournai	8	8	16	87	30	117	2	—	2	1	—	1	136	47	—			
Gand	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	16	—			
Audenarde	—	3	3	29	—	29	4	—	4	—	—	—	36	177	—			
Termonde	—	4	4	38	—	38	—	—	—	—	—	—	42	1	—			
Bruges	13	16	29	81	28	109	18	1	19	—	1	1	158	—	—			
Courtrai	—	3	3	14	6	20	—	—	—	—	—	—	23	1	—			
Furnes	—	3	3	23	1	24	—	—	—	—	—	—	27	1	—			
Ypres	—	4	4	20	—	20	1	—	1	—	—	—	25	4	—			
Liège	18	50	68	339	20	359	126	6	131	2	—	2	560	7	—			
Huy	—	37	37	50	9	59	4	8	12	—	—	—	108	13	—			
Verviers	4	26	30	53	2	55	11	—	11	—	—	—	96	14	—			
Tongres	—	9	9	29	5	34	2	1	3	—	—	—	46	7	—			
Hasselt	4	19	23	19	11	30	—	1	1	2	—	2	56	2	—			
Arlon	6	10	16	52	3	55	15	—	15	—	—	—	86	9	—			
Marche-en-Famenne	—	10	10	16	—	16	1	—	1	1	1	2	29	—	—			
Neufchâteau	1	16	17	49	—	49	12	—	12	—	—	—	78	—	—			
Namur	30	114	144	182	13	195	39	2	41	1	2	3	383	52	—			
Dinant	3	51	54	99	13	112	7	—	7	—	2	2	175	21	—			
Totaux :	124	514	638	2,022	200	2,222	371	29	400	19	17	36	3,296	542	4			
Totaux en 1942	113	513	626	1,885	188	2,073	301	29	330	23	21	44	3,073	605	6			
1941	115	474	589	1,704	219	1,923	228	28	256	28	18	46	2,814	552	6			
1940	119	482	601	1,646	209	1,855	215	30	245	17	23	40	2,741	601	5			

CHAPITRE II
MINEURS TRADUITS EN JUSTICE (1)

Tableau n° 69. — MINEURS SIGNALÉS AUX PARQUETS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	Impliqués dans les affaires entrées au parquet avant le 1 ^{er} janvier		IMPLIQUÉS DANS LES AFFAIRES ENTRÉES AU PARQUET PENDANT L'ANNÉE, POUR :										TOTAL des mineurs dont les parquets ont eu à s'occuper	
	G* 2	F* 3	mendicité et vagabondage (Art. 13)		inconduite (Art. 14)		prostitution débauche, jeu, occupations et trafics dangereux (Art. 15)		faits qualifiés infractions (Art. 16)		TOTAL		G 14	F 15
			G 4	F 5	G 6	F 7	G 8	F 9	G 10	F 11	G 12	F 13		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	322	257	434	297	472	302	268	447	3,174	1,933	4,348	2,979	4,670	3,236
Louvain	12	3	31	23	32	33	—	2	371	85	434	143	446	146
Nivelles	32	10	11	2	35	45	—	2	198	34	244	83	276	93
Anvers	103	57	393	105	435	163	—	411	999	251	1,827	930	1,930	987
Malines	2	—	1	2	8	12	1	3	489	229	499	246	501	246
Turnhout	5	1	5	—	11	9	—	—	659	199	675	208	680	209
Mons	40	22	57	18	62	34	16	17	1,089	251	1,224	320	1,264	342
Charleroi	52	19	118	57	116	132	—	45	1,281	323	1,515	557	1,567	576
Tournai	—	—	21	6	21	14	—	3	201	35	243	58	243	58
Gand	—	—	25	7	59	77	1	2	681	212	746	298	746	298
Audenarde	8	4	17	9	17	17	5	5	290	68	329	99	337	103
Termonde	37	20	12	3	14	29	—	12	754	300	780	344	817	364
Bruges	26	7	7	2	20	18	27	12	395	101	449	133	475	140
Courtrai	22	17	7	1	17	18	6	4	512	127	542	150	564	167
Furnes	—	—	2	—	6	9	4	2	111	26	123	37	123	37
Ypres	13	3	—	—	—	4	—	2	254	79	254	85	267	88
Liège	63	15	392	187	188	193	159	119	561	367	1,300	866	1,363	881
Huy	21	2	2	1	3	11	—	—	236	102	241	114	262	116
Verviers	13	2	26	4	41	23	1	16	148	45	216	88	229	90
Tongres	14	13	8	3	14	15	—	1	799	200	821	219	835	232
Hasselt	—	—	7	4	18	15	2	7	166	104	493	130	493	130
Arlon	3	1	16	13	4	7	3	13	165	45	188	78	191	79
Marche-en-Famenne	7	4	14	2	19	4	1	1	59	7	93	14	100	18
Neufchâteau	1	—	2	—	2	1	—	1	74	4	78	6	79	6
Namur	—	—	17	4	18	17	—	1	228	48	247	70	247	70
Dinant	—	—	2	2	4	6	—	1	117	28	123	37	123	37
Totaux :	796	457	1,611	752	1,636	1,208	494	1,129	14,291	5,203	18,032	8,292	18,828	8,749
1942	1,315	707	1,883	1,122	1,971	1,412	643	1,284	20,499	4,847	24,996	8,665	26,311	9,372
Totaux en 1941	901	576	2,198	1,014	1,839	1,196	726	1,276	20,860	5,174	25,623	8,660	26,524	9,236
1940	542	277	875	485	837	680	330	549	12,492	3,081	14,534	4,795	15,076	5,072

* G = Garçons ; F = Filles.

(1) Lire dans le « Bulletin de Statistique », 51^{me} année, n° 9, septembre 1945, pages 428 et suivantes : « La délinquance chez les mineurs âgés de moins de 18 ans (1931-1943) ».

H Tableau n° 70. — AFFAIRES SOLUTIONNÉES PAR LE PARQUET. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	MINEURS impliqués dans les affaires laissées sans suite par le parquet		MINEURS déférés au juge d'instruction		MINEURS déférés au juge des enfants		MINEURS impliqués dans des affaires restant au parquet au 31 décembre		TOTAL	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	3,505.	2,399	1	—	847	611	317	226	4,670	3,236
Louvain	384	101	1	1	55	35	6	9	446	146
Nivelles	140	39	8	1	85	34	43	19	276	93
Anvers	1,634	830	2	3	197	105	97	49	1,930	987
Malines	397	180	1	1	92	63	11	2	501	246
Turnhout	599	196	11	2	62	9	8	2	680	209
Mons	1,031	260	11	4	192	59	30	19	1,264	342
Charleroi	1,241	378	8	2	283	179	35	17	1,567	576
Tournai	39	10	11	1	193	47	—	—	243	58
Gand	501	171	9	—	236	127	—	—	746	298
Audenarde	198	44	3	—	128	55	8	4	337	103
Termonde	682	311	2	4	77	19	56	30	817	364
Bruges	361	97	5	1	86	36	23	6	475	140
Courtrai	466	123	7	5	83	35	8	4	564	167
Furnes	89	32	1	—	33	4	—	1	123	37
Ypres	223	75	4	1	26	8	14	4	267	88
Liège	675	413	6	4	493	372	189	92	1,363	881
Huy	175	73	5	3	65	29	17	11	262	116
Verviers	160	55	2	2	57	32	10	1	229	90
Tongres	305	89	—	—	507	133	23	10	835	232
Hasselt	380	99	5	5	106	25	2	1	493	130
Arlon	114	36	1	3	73	39	3	1	191	79
Marche-en-Famenne	49	8	3	—	46	10	2	—	100	18
Neufchâteau	63	4	4	—	11	1	1	1	79	6
Namur	173	34	7	4	67	32	—	—	247	70
Dinant	38	6	16	9	69	22	—	—	123	37
Totaux :	13,622	6,063	134	56	4,169	2,121	903	509	18,828	8,749
Totaux en										
1942	20,353	6,989	189	59	4,973	1,867	796	457	26,311	9,372
1941	20,259	6,725	191	65	4,759	1,739	1,315	707	26,524	9,236
1940	11,263	3,420	137	59	2,775	1,017	901	576	15,076	5,072

Tableau n° 71. — MINEURS DONT LES JUGES D'INSTRUCTION ONT EU À S'OCCUPER. — RÉSULTATS. — ARTICLE 12

ARRONDISSEMENTS	MINEURS DÉFÉRÉS AUX JUGES D'INSTRUCTION						MINEURS renvoyés des poursuites par le juge d'instruction	MINEURS déférés au juge des enfants par le juge d'instruction	MINEURS au sujet desquels le juge d'instruction n'avait pas encore statué au 31 décembre				
	Avant le 1 ^{er} janvier		Pendant l'année		TOTAL				Garçons	Filles	Garçons	Filles	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles							
	1	2	3	4	5	6			7	8	9	10	11
Bruxelles	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Louvain	—	—	1	1	1	1	—	—	1	1	—	—	—
Nivelles	—	—	8	1	8	1	—	—	6	1	—	2	—
Anvers	—	—	2	3	2	3	—	—	2	3	—	—	—
Malines	—	—	1	1	1	1	—	—	1	1	—	—	—
Turnhout	2	—	11	2	13	2	4	—	4	—	—	5	2
Mons	14	3	11	4	25	7	8	2	13	3	—	4	2
Charleroi	—	1	8	2	8	3	1	—	6	2	—	1	1
Tournai	5	2	11	1	16	3	4	1	8	1	—	4	1
Gand	2	—	9	—	11	—	1	—	8	—	—	2	—
Audenarde	—	—	3	—	3	—	1	—	2	—	—	—	—
Termonde	5	1	2	4	7	5	5	2	1	2	—	1	1
Bruges	9	—	5	1	14	1	—	—	7	1	—	7	—
Courtrai	5	—	7	5	12	5	1	1	7	2	—	4	2
Furnes	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Ypres	3	—	4	1	7	1	2	1	5	—	—	—	—
Liège	8	5	6	1	14	9	9	8	2	—	—	3	1
Huy	—	—	5	3	5	3	—	—	5	3	—	—	—
Verviers	1	1	2	2	3	3	—	—	2	3	—	1	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	3	—	5	5	8	5	1	—	7	5	—	—	—
Arlon	—	—	1	3	1	3	1	—	—	3	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	4	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—
Namur	—	—	7	4	7	4	—	—	6	3	—	1	1
Dinant	—	1	16	9	16	10	—	—	15	8	—	1	2
Totaux :	57	14	134	56	191	70	38	15	116	42	37	13	
Totaux en													
1942	58	17	189	59	247	76	49	20	141	42	57	14	
1941	38	21	191	65	229	86	28	13	143	56	58	17	
1940	35	7	136	59	171	66	23	7	110	38	38	21	

Tableau n° 72. — I. — MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES.
DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5

ARRONDISSEMENTS	MESURES ORDONNÉES										DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN														
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total		
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles	2	1	76	73	25	2	2	105	76	9	9	39	7	35	42	1							83	59	
Louvain				3	3		1	4	3	3	2		3	1									4	5	
Nivelles	1	1	1	4	3	8		5	13			3		1	12		1		1				4	14	
Anvers	3	1	12	4	2	4	16	33	12	14		5	3	7	4	2							28	7	
Malines		2	1	1	2			3	3				1	2	1				1				2	3	
Turnhout							1	1				1											1		
Mons	1	1	2	8	1		2	6	9	3		1	1		3		2	1	1		1		5	8	
Charleroi	12	30	57	85	17		2	88	115	13	8	58	87	42	50	6	5	2	2	1	2	122	154		
Tournai			1	10	2	1	12	15	11	8	5	1	5	1					1				11	10	
Gand		1		2	2			2	3		2	1	1		1						1		1	5	
Audenarde		1		6	2			2	7			3	3	1	4		1						4	8	
Termonde				3	5			5	3	1	1	2	2		1								3	4	
Bruges	2	1	2	13	12	2		16	16			11	10	6	3	2							19	13	
Courtrai				3	7	2	1	8	5	1		6	1	1									8	1	
Furnes					1			1																	
Ypres			1	2	1			5	2			2											2		
Liège	2	4	21	9	5	3	7	35	16	19	6	14	4	6	2	3			1			43	12		
Huy							1	1		1				1									2		
Verviers				1	1		3	4	1	2	1												2	1	
Tongres				1				1					2											2	
Hasselt				1				1																	
Arlon				1	4	4		1	4	6		4	2		2								4	4	
Marche					2			2						1									1		
Neufchâteau																									
Namur		1	9	23	2	2		11	26	3	8	5	10		2	1						9	20		
Dinant		3		2	7		1	8	5	2		4	4	1						1			8	4	
Totaux :	23	47	183	255	109	28	49	4	364	334	79	42	160	146	106	127	14	10	4	5	3	4	366	334	
Totaux en																									
1942	19	32	240	287	94	12	65	6	418	337	95	60	93	76	100	130	19	29	9	9	1	7	317	311	
1941	27	11	185	199	77	5	37	5	326	220	64	37	71	69	65	42	15	12	1	1			216	161	
1940	4	14	111	118	26	9	31	7	172	148	32	24	41	36	15	22	5	8		1			93	91	

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 72. — II. — MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES.
DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLE 21, § 1"

ARRONDISSEMENTS	OBSERVATIONS ORDONNÉES									DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN														
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23		
Bruxelles			42	128	8	128	50	9	5	68	3	29	35	1	6							107	49	
Louvain			1	2		2	1	1		3												4		
Nivelles			6	18	8	18	14	1		12		4	10		2							17	12	
Anvers			3	24	16	2	19	26		4	11	9	15	23		1						26	37	
Malines			7	4	1	4	8	2		1		1	2		2						1	4	5	
Turnhout				1		1		1							1							2		
Mons			1	8	11		12	8	1	1	5		5	3								11	4	
Charleroi			5	33	56	9	61	42		45	18	32	21	1	3	3	1					81	46	
Tournai					1		1			1												1		
Gand															1							1		
Audenarde				1	2		2	1		1			1									2		
Termonde				2	1		1	2		1	1				1							1	2	
Bruges			1	1		1	1	2																
Courtrai			2	4		2	2	6		1		1					1						4	
Furnes																								
Ypres															1								1	
Liège			51	35	19		70	35	30	6	21	21	9	16		1	1					61	44	
Huy				2	2	2	2	4		1		2											3	
Verviers				4	3	1	3	5	2			2	2										4	2
Tongres				2	1		1	2																
Hasselt				1	2		2	1				1	2	1									2	2
Arlon					1		1																1	
Marche-en-Famennne																								
Neufchâteau																								
Namur				5	10	5	10	1	1	2	6	1	1										4	8
Dinant															3		3						1	2
Totaux :			63	173	273	47	336	220	48	23	170	62	101	120	3	17	4	2	1	1	326	225		
Totaux en																								
1942			61	223	434	58	495	281	48	16	207	50	178	154	13	19	4	13				450	252	
1941			66	234	354	76	420	310	20	29	125	40	122	123	51	43	2	11			1	320	247	
1940			38	160	168	44	206	204	15	16	56	33	41	61	10	14	1	5	1			124	129	

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 73. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne

ARRONDISSEMENTS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)	
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	393	203	1	4	183	83	1	2
Louvain	57	34	1	---	26	14	---	---
Nivelles	73	40	7	---	22	3	2	---
Anvers	277	113	6	4	80	16	2	1
Malines	107	47	10	6	67	22	---	---
Turnhout	123	22	1	2	108	18	---	---
Mons	178	61	15	4	82	15	1	1
Charleroi	409	262	46	27	104	24	21	38
Tournai	172	58	47	18	79	13	1	1
Gand	233	86	5	4	142	27	---	---
Audenarde	256	91	18	4	206	65	---	2
Termonde	87	34	7	8	35	12	---	---
Bruges	161	44	15	3	112	19	---	---
Courtrai	74	31	5	6	41	11	---	---
Furnes	33	4	---	---	23	---	---	---
Ypres	23	8	---	1	2	2	---	---
Liège	286	145	9	6	70	25	---	1
Huy	72	28	4	3	40	12	2	---
Verviers	45	27	1	---	1	---	---	---
Tongres	73	40	---	---	58	29	---	---
Hasselt	60	24	12	---	30	15	---	---
Arlon	78	37	---	1	32	14	1	---
Marche-en-Famenne	24	5	---	---	12	1	1	1
Neufchâteau	7	1	3	---	1	---	---	---
Namur	54	32	2	1	22	9	---	1
Dinant	57	19	7	---	25	5	4	3
Totaux :	3,412	1,496	222	102	1,603	454	36	51
Totaux en								
1942	3,654	1,456	230	67	1,621	397	22	28
1941	3,503	1,199	217	66	1,743	371	10	15
1940	1,733	580	121	40	934	171	14	14
Appel								
Bruxelles	3	2	1	---	---	---	---	---
Gand	10	3	1	---	4	2	---	---
Liège	8	7	1	---	3	3	1	---
Totaux :	21	12	3	---	7	5	1	---
Totaux en								
1942	53	22	13	---	9	5	2	1
1941	14	4	2	---	4	1	---	---
1940	4	7	1	---	2	2	---	---

N. B. — Les mineurs jugés en appel sont déjà comptés dans le tableau dressé par arrondissement.

PAR ARRONDISSEMENT. — ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37
sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave

ARRONDISSEMENTS	Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement, publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)				Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure — Colonnes 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation correctionnelle (Art. 37)	
			Conditionnellement (liberté surveillée)		Non conditionnellement							
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	
Bruxelles	46	27	113	47	33	10	16	30	392	199	---	---
Louvain	2	14	13	4	15	1	---	1	56	34	1	---
Nivelles	1	12	30	9	11	12	---	4	66	40	---	---
Anvers	21	43	144	40	24	6	---	3	271	109	---	1
Malines	---	6	23	13	7	---	---	---	97	41	---	---
Turnhout	---	1	5	---	8	---	1	1	122	20	---	---
Mons	5	13	61	23	14	3	---	2	163	57	---	---
Charleroi	107	125	36	7	94	22	1	19	363	235	---	---
Tournai	16	15	11	---	17	5	1	6	125	40	---	---
Gand	---	14	69	37	17	2	---	2	228	82	---	---
Audenarde	2	13	14	3	14	---	2	4	238	87	---	---
Termonde	---	5	33	7	12	2	---	---	80	26	1	---
Bruges	2	13	13	4	19	4	---	1	146	41	---	2
Courtrai	3	5	12	4	13	5	---	---	69	25	1	---
Furnes	1	3	4	1	5	---	---	---	33	4	---	---
Ypres	---	3	19	2	2	---	---	---	23	7	---	---
Liège	23	39	122	60	42	7	20	7	277	139	---	---
Huy	---	2	17	6	9	4	---	1	68	25	---	---
Verviers	3	6	34	17	6	4	---	---	44	27	---	---
Tongres	3	---	9	4	2	4	1	3	73	40	---	---
Hasselt	1	4	13	3	4	1	---	1	48	24	---	---
Arlon	6	3	31	9	8	9	---	1	78	36	1	---
Marche-en-Famenne	4	2	4	1	3	---	---	---	24	5	---	---
Neufchâteau	---	1	1	---	2	---	---	---	4	1	---	---
Namur	6	12	15	2	8	7	1	---	52	31	---	---
Dinant	---	3	7	4	13	4	1	---	50	19	---	---
Totaux :	252	384	853	307	402	112	44	86	3,190	1,394	4	3
Totaux en												
1942	224	466	1,033	310	503	116	21	72	3,424	1,389	4	2
1941	178	311	975	306	369	93	11	37	3,286	1,133	2	---
1940	74	146	384	138	198	52	8	19	1,612	540	4	---
Appel												
Bruxelles	---	2	---	---	2	---	---	---	2	2	---	---
Gand	---	---	3	---	2	---	---	1	9	3	---	---
Liège	1	1	---	1	2	2	---	---	7	7	---	---
Totaux :	1	3	3	1	6	2	---	1	18	12	---	---
Totaux en												
1942	2	7	10	2	16	6	1	1	40	22	---	---
1941	---	1	5	---	3	2	---	---	12	4	1	---
1940	---	3	---	---	1	2	---	---	3	7	1	---

Tableau n° 74. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE. ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

ÂGE AU MOMENT OÙ LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure - Colonne 6 à 17			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	372	93	26	9	192	41	2	-	89	26	40	13	18	-	5	4	346	84
De 10 à moins de 11 ans	253	39	13	5	150	14	-	-	23	13	54	5	10	-	3	2	240	34
De 11 à moins de 12 ans	320	79	22	4	171	38	2	-	34	23	56	11	29	1	6	2	298	75
De 12 à moins de 13 ans	412	115	20	7	218	55	1	2	31	21	92	22	44	2	6	6	392	103
De 13 à moins de 14 ans	545	169	32	8	288	85	4	3	25	37	135	25	51	5	10	6	513	161
De 14 à moins de 15 ans	574	273	32	7	271	93	7	11	20	67	158	57	81	24	5	14	542	266
De 15 à moins de 16 ans	642	380	35	22	287	111	12	18	19	95	193	90	93	28	3	16	607	358
De 16 à moins de 17 ans	172	173	23	15	19	8	3	11	6	56	72	35	45	30	4	17	149	158
De 17 à moins de 18 ans	122	175	19	25	7	9	5	6	5	46	53	49	31	22	2	19	103	150
Totaux :	3,412	1,496	222	102	1,403	454	36	51	252	384	853	307	402	112	44	86	3,190	1,394

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 75. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	TOTAL des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privée (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'État (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		TOTAL des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure - Colonne 6 à 17			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	242	136	8	6	63	35	4	1	60	58	55	21	48	9	4	6	234	130
Inconduite	635	548	49	40	9	12	17	38	105	198	253	142	170	61	24	57	586	508
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	93	92	4	6	6	13	-	3	-	34	11	15	2	12	-	9	19	80
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité	15	13	-	1	12	6	-	-	-	1	3	2	-	2	-	1	15	12
contre les mœurs	79	69	7	5	44	15	1	-	1	15	20	22	6	9	-	3	72	64
personnes / crimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
personnes / délits	171	24	26	3	124	19	1	-	4	1	8	1	8	-	-	-	145	21
incendies	177	5	27	1	138	3	-	-	1	1	6	-	4	-	1	-	150	4
vols	1,809	479	92	34	1,027	256	12	8	65	64	455	92	148	18	10	7	1,717	445
propriétés / escroqueries	38	19	1	2	15	7	1	-	-	4	9	4	2	1	-	1	27	17
d'autre nature	91	41	6	3	76	35	-	-	-	-	8	3	-	-	1	-	85	38
Infraction à la loi scolaire	142	70	2	1	89	53	-	1	16	8	25	5	6	-	4	2	140	69
Totaux :	3,412	1,496	222	102	1,403	454	36	51	252	384	853	307	402	112	44	86	3,190	1,394

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 76. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES. NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES

NATURE DES DÉCISIONS	NOMBRE	POURCENTAGE
Affaires laissées sans suite par les parquets et par les juges	20,062	81.4
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	2,057	8.3
Mineurs placés chez un particulier	87	0.4
» » dans une institution privée	636	2.6
» » conditionnellement dans un établissement de l'État (liberté surveillée)	1,160	4.7
» » dans un établissement de l'État	514	2.1
» » dans un établissement approprié à leur état	130	0.5
Totaux :	24,646	100.0

Tableau n° 77. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE. — ARTICLE 31

ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'État		Plaçant dans un établissement spécial		TOTAL	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	55	50	-	2	106	68	34	71	89	41	115	35	26	54	425	321
Louvain	2	3	-	-	7	2	4	8	1	1	3	2	1	4	18	20
Nivelles	8	10	27	7	31	19	20	18	1	6	16	9	-	8	103	77
Anvers	10	9	-	-	108	36	14	23	4	19	33	10	2	11	171	108
Malines	45	7	24	9	8	4	6	4	-	4	12	4	-	4	95	36
Turnhout	-	1	-	-	1	2	-	-	-	-	1	-	-	-	2	3
Mons	4	8	38	12	35	21	11	18	2	14	18	5	6	5	117	83
Charleroi	66	94	15	49	149	68	82	103	70	64	81	8	27	31	490	417
Tournai	15	10	-	-	12	7	42	16	9	11	26	6	4	10	108	60
Gand	3	2	-	-	20	29	4	5	3	7	11	2	1	4	42	49
Audenarde	1	-	-	-	4	7	1	1	-	1	6	-	-	-	12	9
Termonde	1	1	-	-	11	7	-	1	-	4	5	5	-	1	17	19
Bruges	3	1	-	-	5	10	7	9	1	4	5	3	-	3	21	30
Courtrai	4	2	-	1	19	12	6	1	1	1	11	-	1	6	41	23
Furnes	1	-	-	-	7	3	5	1	1	5	-	-	-	-	18	5
Ypres	-	-	-	-	5	5	1	-	-	8	-	-	-	-	14	5
Liège	89	44	-	1	135	55	55	66	60	84	117	13	78	41	534	307
Huy	5	5	-	-	9	1	6	5	1	2	8	7	3	3	32	23
Verviers	5	3	-	-	36	16	8	11	1	6	32	12	2	5	84	53
Tongres	-	3	-	-	11	8	4	5	-	1	13	3	-	-	28	20
Hasselt	10	2	17	6	18	7	1	2	-	3	12	2	-	-	58	22
Arlon	1	7	-	-	4	3	9	5	1	3	6	3	1	5	22	26
Marche	1	4	2	-	2	4	7	1	1	1	5	2	-	1	18	13
Neufchâteau	-	-	-	-	1	1	5	3	-	-	2	-	-	-	8	4
Namur	12	12	1	2	21	6	10	19	2	14	5	2	-	2	51	57
Dinant	5	5	1	-	19	12	6	9	1	1	5	5	-	2	37	31
Totaux :	346	283	125	89	784	413	351	405	247	293	561	138	152	203	2,566	1,824
Totaux en 1942 :	228	183	202	60	648	413	232	296	174	303	505	115	142	181	2,131	1,551
en 1941 :	181	154	187	79	389	281	121	175	120	188	329	104	54	133	1,381	1,114
en 1940 :	190	151	101	62	404	385	84	139	86	208	283	87	41	80	1,189	1,112

Tableau n° 78. — I. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS	ENTRÉS			SORTIS					
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS					Total
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'État	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
GRIVEGNEE (poste d'observation de la Fédération des orphelinats, garçons)	82	239	321	64	23	34	102	1	224
ANVERS (Institut Sainte-Marguerite de Cortone, quartier d'observation pour filles)	22	180	202	15	5	147	2	5	174
WANDRÉ (Home Saint-Benoit, quartier d'observation pour filles)	20	97	117	24	5	52	3	7	91
EVERE (Institut du Bon-Pasteur, quartier d'observation pour filles)	13	71	84	7	—	48	5	8	68
<i>Totaux :</i>	137	587	724	110	33	281	112	21	557
<i>Totaux en</i> 1942	119	502	621	114	16	241	74	24	469
1941	103	451	554	79	12	244	55	23	413
1940	138	339	477	144	12	137	53	10	356

Tableau n° 78. — II. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS DE L'ÉTAT	ENTRÉS			SORTIS					
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	À LA SUITE D'UNE DÉCISION DU JUGE DES ENFANTS OU DU MINISTRE DE LA JUSTICE					Total
				Rendus à leurs parents	Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'État	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
MOLL (garçons)	135	647	782	294	70	6	376	16	762
SAINT-SERVAIS (filles)	45	216	261	25	10	7	145	9	196
<i>Totaux :</i>	180	863	1,043	319	80	13	521	25	958
<i>Totaux en</i> 1942	206	1,152	1,358	317	39	10	736	39	1,141
1941	193	971	1,164	211	25	21	628	49	934
1940	146	693	839	87	36	12	435	18	588

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION PRIVÉS. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
							au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
6	1	—	—	—	1	232	12	8	8	8	16	16	21	89
—	—	—	—	—	—	174	10	7	11	—	—	—	—	28
1	—	1	—	—	—	93	2	3	12	7	—	—	—	24
4	—	—	—	—	—	72	1	3	5	3	—	—	—	12
11	1	1	—	—	1	571	25	21	36	18	16	16	21	153
13	—	1	—	1	—	484	15	25	28	12	14	17	26	137
16	1	1	—	4	—	435	14	14	23	18	15	18	17	119
11	—	2	5	—	—	374	18	18	21	12	16	6	12	103

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION DE L'ÉTAT. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE

Évadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme (majeurs)	Total des sorties	RESTANT							
							au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de :							
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Total
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
8	1	2	—	—	1	774	2	—	—	—	6	—	—	8
12	—	—	—	4	4	216	7	7	13	8	9	1	—	45
20	1	2	—	4	5	990	9	7	13	8	15	1	—	53
25	1	2	—	8	1	1,178	38	31	50	20	36	—	5	180
14	—	3	—	7	—	958	39	24	32	37	47	20	7	206
45	—	3	6	4	—	646	26	37	47	35	29	11	8	193

TABLEAU n° 79. — MOUVEMENT DE LA POPULATION
Liberté surveillée. — Placements familiaux. — Établissements
Établissements d'éducation de l'État

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS				SORTIS				
	Présents au 1 ^{er} jan- vier	Entrés pendant l'année	TOTAL	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liber- té pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Partis en Alle- magne	Rapa- triés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Liberté surveillée	11,113	4,071	15,184	1,297	—	3	—	5	—
	3,034	1,171	4,205	292	—	5	—	1	—
Placements familiaux	260	362	622	187	25	1	—	4	1
	293	459	752	228	20	—	—	1	—
Etablissements d'éducation pri- vés	495	495	990	418	34	—	—	1	—
	781	667	1,448	571	19	1	3	—	1
Etablissements spéciaux privés	145	277	422	237	6	2	1	—	—
	338	571	909	494	6	1	5	—	—
Etablissements d'éducation de l'État :									
Ruyssede-Wynghe (garçons)	279	291	570	166	14	1	—	—	1
Saint-Hubert (garçons)	313	600	913	478	37	—	—	—	—
Moll (garçons)	117	130	247	137	20	1	—	3	—
St.Servais (filles)	110	139	249	122	2	1	1	—	—
Bruges (quartier de disciplines pour filles)	24	32	56	15	1	—	1	—	—
Etablissements spéciaux de l'État :									
Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	109	219	328	204	2	—	2	—	—
Elsun-Gheel (colonie familiale pour anormaux)	52	18	70	1	—	1	4	—	—
	5	—	5	—	—	—	—	—	—
Bruges (asile-clinique avec ma- ternité pour jeunes filles at- teintes de maladies vénérien- nes)	81	64	145	48	—	—	1	—	—
	11	6	17	11	—	—	—	—	—
Totaux	12,883	6,463	19,346	3,125	138	9	7	13	2
	4,666	3,103	7,769	1,770	48	8	11	2	1
	11	6	17	11	—	—	—	—	—
Totaux généraux	17,560	9,572	27,132	4,906	186	17	18	15	3
Totaux généraux en	1942	15,095	8,513	23,608	4,141	154	15	18	5
	1941	12,732	7,113	19,845	2,679	143	10	13	7
	1940	12,471	4,477	16,948	2,355	98	12	11	224*

N. B. — Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans des établissements de même espèce sont cumulés. —
ration, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

* Partis à l'armée.

PENDANT L'ANNÉE. — SITUATION AU 31 DÉCEMBRE
d'éducation privés. — Établissements spéciaux privés.
— Établissements spéciaux de l'État.

Sortis par expira- tion de terme	Transfé- rés dans un autre éta- blisse- ment de l'État	TOTAL des sortis	RESTANT AU 31 DÉCEMBRE, LA MESURE AYANT À CETTE DATE UNE DURÉE DE :												TOTAL des mineurs restant au 31 décem- bre
			Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus		
11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
1,197	—	2,502	3,136	2,795	2,460	1,275	718	574	611	391	296	171	255	12,682	
423	—	721	1,094	865	629	327	168	134	101	59	42	28	37	3,484	
37	—	255	238	69	35	12	6	7	—	—	—	—	—	367	
61	—	310	330	80	20	7	3	2	—	—	—	—	—	442	
13	—	466	277	134	59	15	21	6	6	3	1	1	1	524	
19	—	614	461	211	90	39	19	12	4	2	3	2	—	834	
3	—	249	114	27	12	10	4	2	3	1	—	—	—	173	
19	—	525	240	76	37	11	4	9	2	3	—	—	1	384	
1	24	207	210	96	49	7	—	—	—	1	—	—	—	363	
—	30	545	274	58	28	4	3	—	1	—	—	—	—	368	
1	85	247	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
1	11	138	68	35	5	3	—	—	—	—	—	—	—	111	
5	3	25	25	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	31	
3	63	274	31	17	3	—	2	1	—	—	—	—	—	54	
2	3	11	17	15	13	3	8	—	2	—	1	—	—	59	
1	1	2	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	
			Moins de 1 mois	1 à moins de 2 mois	2 à moins de 3 mois	3 à moins de 6 mois	6 à moins de 9 mois	9 à moins de 12 mois	12 à moins de 15 mois	15 à moins de 18 mois	18 mois à moins de 2 ans	2 ans à moins de 2 1/2 ans	2 1/2 ans et plus	TOTAL	
7	2	58	9	2	7	16	16	9	9	7	10	—	2	87	
—	—	11	1	1	—	2	1	—	1	—	—	—	—	6	
1,257	205	4,756	4,297	3,211	2,659	1,326	762	590	623	396	298	172	256	14,590	
536	17	2,393	2,227	1,274	791	394	211	166	116	71	55	31	40	5,376	
—	—	11	1	1	—	2	1	—	1	—	—	—	—	6	
1,793	222	7,160	6,525	4,486	3,450	1,722	974	756	740	467	353	203	296	19,972	
1,576	139	6,048	6,163	4,063	2,087	1,213	1,027	987	696	474	335	219	296	17,560	
1,719	176	4,750	5,449	2,579	1,513	1,282	1,287	1,022	712	436	306	194	315	15,095	
1,384	131	4,216	5,533	1,904	1,552	1,521	1,298	979	614	434	297	242	358	12,732	

Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incorpo-

Tableau n° 80. — SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'État			Totaux
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	dans un établissement de l'État			
											spécial	d'éducation	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	2,402	2	99	101	198	4	202	180	1	181	26	169	195	3,081
Louvain	370	—	11	11	35	1	36	4	1	5	10	23	33	455
Nivelles	311	2	37	39	20	1	21	16	—	16	12	29	41	428
Anvers	1,389	2	29	31	95	—	95	21	2	23	20	68	88	1,626
Malines	502	—	7	7	18	—	18	10	—	10	6	25	31	568
Turnhout	324	—	—	—	4	—	4	2	—	2	6	3	9	339
Mons	601	—	37	37	67	—	67	16	—	16	18	32	50	771
Charleroi	1,004	1	215	216	325	34	359	70	—	70	35	116	151	1,800
Tournai	382	—	54	54	58	—	58	30	—	30	13	30	43	567
Gand	1,271	—	26	26	58	3	61	12	1	13	5	41	46	1,417
Audenarde	801	—	6	6	24	1	25	4	—	4	1	19	20	856
Termonde	516	—	—	—	12	—	12	3	1	4	3	29	32	564
Bruges	382	—	14	14	42	—	42	7	—	7	5	37	42	487
Courtrai	464	—	7	7	19	—	19	9	—	9	4	30	34	533
Furnes	145	—	3	3	3	—	3	—	—	—	1	6	7	158
Ypres	210	—	3	3	8	—	8	1	—	1	1	14	15	237
Liège	2,289	1	115	116	169	6	175	108	1	109	30	64	94	2,783
Huy	472	—	18	18	5	1	6	6	—	6	5	13	18	520
Verviers	457	—	26	26	29	—	29	26	1	27	5	29	34	573
Tongres	695	—	6	6	11	—	11	3	—	3	5	9	14	729
Hasselt	279	—	4	4	9	1	10	3	—	3	8	9	17	313
Arlon	124	1	11	12	14	—	14	5	—	5	9	17	26	181
Marche	86	—	10	10	8	1	9	—	—	—	1	3	4	109
Neufchâteau	99	—	12	12	14	—	14	2	—	2	—	6	6	133
Namur	284	—	32	32	44	—	44	8	—	8	7	15	22	390
Dinant	307	—	18	18	16	—	16	3	—	3	7	20	27	371
Totaux	16,166	9	800	809	1,305	53	1,358	549	8	557	243	856	1,099	19,989
Totaux en	1942	10	543	553	1,225	51	1,276	473	10	483	415	822	1,237	17,696
1941	12,335	8	370	378	1,014	36	1,050	374	9	383	442	668	1,110	14,256
1940	10,753	3	302	305	729	27	756	308	12	320	396	355	751	12,885

Tableau n° 81. — ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 26^e ANNÉE. CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ

RÉGIME LE PLUS SÉVÈRE APPLIQUÉ PENDANT LA MINORITÉ	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	INDIVIDUS QUI, DEPUIS LEUR MAJORITÉ, ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À														
		une ou plusieurs con- damnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une cour d'assises	Internés pour vagabondage	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux	Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité	Individus qui n'ont subi aucune condamna- tion après leur majorité		
															3	4
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15		
Liberté surveillée	584	18	53	10	5	1	—	1	—	—	—	—	14	31	133	451
Placement chez un particu- lier	8	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	6
Placement dans une institu- tion privée	95	3	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	19	76
Placement dans un établis- sement spécial privé	14	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	11
Placement dans un établis- sement de l'État	221	9	20	7	2	1	—	—	1	—	—	8	31	79	142	
Totaux :	922	30	80	21	7	2	—	1	1	—	—	25	69	236	686	
Totaux en	1942	49	106	29	9	2	1	4	—	—	—	18	74	292	842	
1941	1,399	77	120	21	12	4	2	6	—	—	—	42	95	379	1,020	
1940	1,563	95	149	22	20	5	—	5	—	2	—	20	132	450	1,113	
Liberté surveillée	173	8	16	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	3	30	143
Placement chez un particu- lier	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7
Placement dans une institu- tion privée	160	7	6	4	2	—	1	—	—	—	—	—	—	2	22	138
Placement dans un établis- sement spécial privé	11	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	8
Placement dans un établis- sement de l'État	96	3	17	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	9	33	63
Totaux :	448	19	42	6	4	2	2	—	—	—	—	—	—	14	89	359
Totaux en	1942	10	22	6	4	—	1	—	—	—	—	—	—	7	50	392
1941	614	25	44	6	1	2	—	1	—	—	—	—	—	14	93	521
1940	643	31	35	7	2	—	—	—	—	—	—	—	—	10	85	558

SECTION IV

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par faiblesse, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

**

La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. -- Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. -- Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déferés au juge des enfants institué par la dite loi.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. -- Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. -- Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. -- Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. -- Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 10 du tableau n° 82, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Les tableaux n° 83, 84 et 85 fournissent avec quelque amélioration les renseignements sur les reclus qui étaient publiés jusqu'en 1930.

Tableau n° 82. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE

ÉTABLISSEMENTS	ENTRÉES								SORTIES				Popu- lation au 31 dé- cembre	Popu- lation moyen- ne		
	ENTRÉES RÉELLES					TOTAL	Entrées par trans- fert	Entrées TOTAL après des évasions	Elargis	Trans- férés	Évadés	Décé- dés			TOTAL	
	En vertu d'une autori- sation de l'autorité communale ou du Ministère de la Justice	Article 13	Article 14	Article 16	du 27 novembre 1891											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
<i>Hommes :</i>																
Dépôt de Merksplas		126	1		127	19	15	161	160	23	15	16	214	118	153	
Refuge de Merksplas	1			333	334	37	28	399	291	50	32	16	119	339	353	
<i>Totaux :</i>	1	126	1	333	461	56	43	560	451	73	47	62	633	457	506	
<i>Femmes :</i>																
Dépôt de Sint-Andries		(1)41			41	13		54	(3)29	14		2	45	58	61	
Refuge de Sint-Andries				(2)81	81	17		98	(4)52	(5)18	1	2	73	62	59	
<i>Totaux :</i>	—	41	—	81	122	30	—	152	81	32	1	4	118	120	120	
<i>Totaux généraux :</i>	1	167	1	414	583	86	43	712	532	105	48	66	751	577	626	
<i>Totaux généraux en</i>	1942	1	200	3	579	783	74	79	936	531	182	90	144	947	745	824
	1941	1	240	5	475	721	77	89	887	534	179	122	78	913	909	918
	1940	—	411	6	455	872	176	131	1,179	1,430	209	237	67	1,943	935	1,152

- (1) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
 (2) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
 (3) Non compris 3 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
 (4) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
 (5) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.

Tableau n° 83. — RÉPARTITION D'APRÈS LEURS ANTÉCÉDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	RECLUS MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL 7
	la première fois 2	la deuxième fois 3	la troisième fois 4	la quatrième fois 5	la cinquième fois ou plus 6	
CHIFFRES ABSOLUS						
HOMMES						
Dépôt de Merksplas	24	—	12	20	62	118
Refuge de Merksplas	70	33	24	20	192	339
<i>Totaux :</i>	94	36	36	40	254	457
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	27	9	—	4	18	58
Refuge de Sint-Andries	38	8	5	—	11	62
<i>Totaux :</i>	65	17	5	4	29	120
<i>Totaux généraux :</i>	159	50	41	44	283	577
<i>Totaux généraux en</i> 1942	182	66	55	56	386	745
1941	172	80	76	68	513	909
1940	161	79	82	64	549	935

POURCENTAGES

HOMMES						
Dépôt de Merksplas	20.34	—	10.17	16.95	52.54	100
Refuge de Merksplas	20.64	9.74	7.08	5.90	56.64	100
<i>Totaux :</i>	20.57	7.22	7.88	8.75	55.58	100
FEMMES						
Dépôt de Sint-Andries	46.55	15.52	—	6.89	31.04	100
Refuge de Sint-Andries	61.29	12.90	8.06	—	17.75	100
<i>Totaux :</i>	54.17	14.16	4.17	3.33	24.17	100
<i>Totaux généraux :</i>	27.56	8.67	7.10	7.62	49.05	100
<i>Totaux généraux en</i> 1942	24.43	8.86	7.38	7.52	51.81	100
1941	18.92	8.80	8.36	7.48	56.44	100
1940	17.22	8.45	8.77	6.84	58.72	100

Tableau n° 84. — RÉPARTITION PAR ÂGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE

ÉTABLISSEMENTS 1	de 18 à 20 ans 2	de 21 à 24 ans 3	de 25 à 29 ans 4	de 30 à 34 ans 5	de 35 à 39 ans 6	de 40 à 44 ans 7	de 45 à 49 ans 8	de 50 à 54 ans 9	de 55 à 59 ans 10	de 60 à 69 ans 11	de 70 ans et plus 12	TOTAL 13
	CHIFFRES ABSOLUS											
HOMMES												
Dépôt de Merksplas	4	6	8	3	20	10	8	11	26	17	5	118
Refuge de Merksplas	35	18	10	8	9	8	19	22	28	112	40	339
<i>Totaux :</i>	39	24	18	11	29	18	57	33	54	129	45	457
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	8	15	7	6	3	3	2	5	1	5	—	58
Refuge de Sint-Andries	11	14	7	5	3	6	1	1	1	8	5	62
<i>Totaux :</i>	19	29	14	11	6	9	3	6	5	13	5	120
<i>Totaux généraux :</i>	58	53	32	22	35	27	60	39	59	142	50	577
<i>Totaux généraux en</i> 1942	56	45	40	26	49	40	74	62	86	206	61	745
1941	62	34	42	39	45	57	87	79	133	252	79	909
1940	49	21	43	36	46	60	108	93	156	244	79	935

POURCENTAGES

HOMMES												
Dépôt de Merksplas	3.39	5.08	6.78	2.54	16.95	8.47	6.78	9.32	22.03	14.42	4.24	100
Refuge de Merksplas	10.33	5.31	2.95	2.36	2.66	2.36	14.46	6.46	8.26	33.05	11.80	100
<i>Totaux :</i>	8.53	5.25	3.94	2.41	6.35	3.94	12.47	7.22	11.82	28.23	9.84	100
FEMMES												
Dépôt de Sint-Andries	13.79	25.85	12.07	10.35	5.17	5.17	3.45	8.63	6.89	8.63	—	100
Refuge de Sint-Andries	17.75	22.58	11.29	8.06	4.84	9.68	1.61	1.61	1.61	12.91	8.06	100
<i>Totaux :</i>	15.83	24.17	11.67	9.17	5.—	7.50	2.50	5.—	4.16	10.84	4.16	100
<i>Totaux généraux :</i>	10.05	9.19	5.55	3.81	6.07	4.68	10.40	6.75	10.22	24.61	8.67	100
<i>Totaux généraux en</i> 1942	7.52	6.04	5.37	3.49	6.58	5.37	9.93	8.32	11.54	27.65	8.19	100
1941	6.82	3.74	4.62	4.29	4.95	6.27	9.58	6.89	14.63	27.72	8.69	100
1940	5.24	2.25	4.60	3.85	4.91	6.42	11.55	9.95	16.68	26.10	8.45	100

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

A. — Dépôts de mendicité

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 12 mois	De 12 mois à moins de 15 mois	De 15 mois à moins de 18 mois	De 18 mois à moins de 21 mois	De 21 mois à moins de 24 mois	De 2 ans à moins de 5 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 6 ans	De 6 ans à moins de 7 ans	De 7 ans	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
HOMMES															
Elargis par expiration de terme	2	4	1	3	2	1	2	72	6	2					95
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	11	2	6	4	4	6	7	2							42
de 2 à 3 ans	1	1	3	2	1	1			2						11
de 3 à 4 ans										1					5
de 4 à 7 ans	1	2	1												
Conduits à la frontière															
Transférés	5	6	2	2	4			2	1	1					23
Evadés	8	1	1	1											11
Décédés		2	2	1	3	1	3	1	3						16
<i>Souteneurs :</i>															
Elargis par expiration de terme															
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 2 à 3 ans	1	5													6
de 3 à 4 ans															
de 4 à 7 ans									1						1
Conduits à la frontière															
Transférés	2		2												4
Evadés															
Décédés															
Totaux :	31	23	18	13	14	9	12	77	13	4					214
FEMMES															
Elargies par expiration de terme									19						19
Elargies par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans	2		1	4	1	1									9
de 2 à 3 ans															
de 3 à 4 ans															
de 4 à 7 ans															
Conduites à la frontière				1											1
Transférées	1	4	3	2		2	1	1							14
Evadées					1					1					2
Décédées															
Renvoyées par mesure disciplinaire															
Totaux :	3	4	4	7	2	3	1	1	19	1					45

Tableau n° 85. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS

B. — Maisons de refuge

RECLUS	Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	De 4 mois à moins de 5 mois	De 5 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 7 mois	De 7 mois à moins de 8 mois	De 8 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 10 mois	De 10 mois à moins de 11 mois	De 11 mois à moins de 12 mois	De 12 mois à moins de 18 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (leur autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration du terme	Sortis à l'expiration du terme et au delà	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
HOMMES																		
Elargis par expiration de terme				1	1	1	6	8	6	2			101	10	169	25	114	169
Elargis par décision du Ministre	8	10	14	3	3	11	6	9	6	3		3			76	76		76
Conduits à la frontière		1														1	1	1
Transférés	9	3	5	6	5	7	4	1	1	1	1	3			4	50	16	4
Evadés	12	4	8	3	1	1		1							2	32	30	2
Décédés	2	1	2	2	1	1	1	5	3	1		6			9	16	37	9
Renvoyés par mesure disciplinaire																		
Elargis en vertu art. 17, L. 27-11-1891				1		2		1	10	8	9	11			45	15		45
Total :	31	19	29	16	14	26	20	28	26	18	10	23	104	55	419	260	159	419
FEMMES																		
Elargies par expiration de terme													36	1	10		10	10
Elargies par décision du Ministre		1	1		2	1	2	1		1	1				2	12	10	2
Conduites à la frontière																		
Transférées	2	2	2	1	1	2		1	1		1	2			18	18		15
Evadées			1													1	1	1
Décédées		1										1			2	2		2
Renvoyées par mesure disciplinaire																		
Total :	2	4	4	4	3	3	2	2	1	1	2	3	36	6	73	31	42	73

SECTION V

**STATISTIQUE
DES GRÂCES
ET DE LA
LIBÉRATION CONDITIONNELLE**

PATRONAGE DES DÉTENU

I. - LES GRACES

Le droit de grâce est une prérogative royale, article 73 de la Constitution. La grâce peut être accordée entièrement (remise de peine) ou partiellement (réduction de peine).

Le sort de la condamnation accessoire à l'in-

terdiction est, en cas de grâce, réglé par les articles 87 et 89 du Code pénal.

Les requêtes en grâce sont adressées au Roi, qui en décide après examen des cas par le département de la Justice.

AN- NÉES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice		Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totalement ou partiellement	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1931	9,050	100	5,003	55.28	4,047	44.72
1932	7,218	100	4,690	64.98	2,528	35.02
1933	8,644	100	5,643	65.28	3,001	34.72
1934	11,744	100	7,839	66.75	3,905	33.25
1935	11,390	100	7,652	67.18	3,738	32.82
1936	9,784	100	6,479	66.22	3,305	33.78
1937	9,300	100	6,166	66.30	3,134	33.70
1938	8,275	100	5,468	66.08	2,807	33.92
1939	8,842	100	5,634	63.72	3,208	36.28
1940	5,957	100	3,501	58.77	2,456	41.23
1941	9,300	100	4,240	45.59	5,060	54.41
1942	11,783	100	4,392	37.27	7,391	62.73
1943	12,892	100	6,055	46.97	6,837	53.03

II. - LES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

La libération conditionnelle est réglée par la loi du 31 mai 1888, modifiée par les lois des 3 août 1899, 1^{er} mai 1913, 19 août 1920 et 24 juillet 1923.

Un Arrêté Royal du 17 janvier 1921 en détermine les mesures d'exécution.

Les dispositions principales de cette législation sont les suivantes :

Les condamnés civils ou militaires, qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement, lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération, que celui-ci avait encore à subir, à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré, ayant encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la date de sa dernière condamnation, soit une peine principale de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plusieurs peines principales d'un mois au moins.

La libération conditionnelle n'est accordée

qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la Justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irr-

prochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la Justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du Roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la Justice, qui prononce la

révocation, s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

Tableaux statistiques : Ils sont les résultats d'une enquête faite par les soins du département de la Justice. Ces résultats sont résumés en quatre tableaux :

le premier (n° 87) a trait au mouvement général des propositions et requêtes, et relate les solutions qui y ont été réservées;

le deuxième (n° 88) fournit au sujet des libérés des renseignements d'ordre social et judiciaire;

le troisième (n° 89) répartit les libérations accordées d'après la durée de la peine prononcée et restant à subir, et d'après la durée du temps d'épreuve;

le quatrième (n° 90) fait connaître les suites des libérations en dénombrant celles qui ont été révoquées et celles qui sont devenues définitives.

Tableau n° 87. — NOMBRE DE PROPOSITIONS ET DE REQUÊTES ACCUEILLIES ET REJETÉES. — MOTIFS DES REJETS

ANNÉES	PROPOSITIONS OU REQUÊTES							Totaux des rejets	Nombre des affaires instruites
	laissées sans suite	accueillies	rejetées						
1	2	3	à cause de la gravité des faits	à cause des mauvais antécédents	à cause du défaut d'amendement	le restant de la peine étant remis par un arrêté de grâce	7	8	9
1939	Propositions des directeurs .	66	150	19	13	7	5	44	560
	Requêtes directes .	667	85	4	2	1		7	759
	Total :	733	535	23	15	8	5	51	1,319
1940	Propositions des directeurs .	79	267	12	7	6	1	26	372
	Requêtes directes .	544	24	2	2	1		5	573
	Total :	623	291	14	9	7	1	31	945
1941	Propositions des directeurs .	181	549	10	5	5		20	750
	Requêtes directes .	1,019	71	5	4	1		10	1,100
	Total :	1,200	620	15	9	6	—	30	1,850
1942	Propositions des directeurs .	350	1,085	30	17	15		62	1,497
	Requêtes directes .	1,951	151	20	12	8		40	2,142
	Total :	2,301	1,236	50	29	23	—	102	3,639
1943	Propositions des directeurs .	300	1,516	20	2	22	27	71	1,887
	Requêtes directes .	2,620	321	19	33	11		93	3,031
	Total :	2,920	1,837	69	35	33	27	164	4,921

Tableau n° 88. — RENSEIGNEMENTS

ANNÉES	SEXE		ÂGE							ÉTAT CIVIL			
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	De 20 à moins de 25 ans	De 25 à moins de 30 ans	De 30 à moins de 40 ans	De 40 à moins de 50 ans	De 50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1939	475	60	11	44	83	190	119	57	31	137	343	29	26
1940*	233	40	5	17	43	76	79	35	18	73	167	17	16
1941	523	97	22	56	86	198	148	76	34	173	367	40	40
1942	1.117	119	54	153	180	397	296	115	41	353	786	60	37
1943	1.630	207	79	272	280	576	380	184	66	504	1.198	74	61

Plus 18 de Louvain dont la répartition n'a pu être faite.

Tableau n° 89. — RENSEIGNEMENTS RELATIFS

ANNÉES	DURÉE DE LA PEINE									
	prononcée							restant		
1	Moins de 1 an	De 1 à moins de 2 ans	De 2 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	De 10 à moins de 20 ans	De 20 ans et plus	A perpétuité	Moins de 3 mois	De 3 à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 1 an
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1939	204	152	112	30	18	18	1	198	152	83
1940*	90	96	64	9	10	4	—	102	77	48
1941	219	171	145	46	20	19	—	180	166	128
1942	344	707	127	24	27	7	—	334	580	193
1943	480	1,098	214	20	18	7	—	462	819	401

Plus 18 de Louvain dont la répartition n'a pu être faite.

Tableau n° 90. — SUITE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

ANNÉES	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RÉVOQUÉES						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	Moins de 1 an après l'octroi	De 1 à moins de 2 ans après l'octroi	De 2 à moins de 5 ans après l'octroi	De 5 à moins de 10 ans après l'octroi	10 ans et plus après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1939	8	13	25			46	495
1940	1	6	20			27	405
1941	6	3	13			22	558
1942	14	17	7	5	4	47	329
1943	4	7	70	11	2	94	555

III. — PATRONAGE

Les comités de patronage prêtent leur concours à l'administration pénitentiaire pour assurer le relèvement et le reclassement des condamnés. A cette fin les membres du comité, agréés par le Ministre de la Justice, sont autorisés à visiter les détenus.

Ils peuvent également être autorisés par le directeur de la prison à visiter les prévenus qui les ont appelés.

RELATIFS AUX LIBÉRÉS

ANNÉES	ANTÉCÉDENTS			NATURE DE L'INFRACTION DONT ILS PURGEAIENT LA PEINE								
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages
1	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1939	355	99	81	6		242	33	133	108	2	1	10
1940*	201	39	33	1		139	11	71	42			6
1941	418	86	116	7		384	21	116	78			14
1942	790	214	232	9		1,056	21	89	60			1
1943	1,348	227	262	36		1,609	28	92	72			—

AUX LIBÉRATIONS ACCORDÉES

ANNÉES	à subir					DURÉE DU TEMPS D'ÉPREUVE					
	De 1 à moins de 2 ans	De 2 à moins de 3 ans	De 3 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	Durée indéfinie	2 ans	De plus de 2 à moins de 5 ans	De 5 à moins de 10 ans	De 10 à moins de 20 ans	20 ans et plus	A perpétuité
1	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1939	57	17	9	19		144	11	33	12	5	—
1940*	29	6	5	6		231	22	11	6	—	3
1941	73	21	23	29		190	54	15	20	3	8
1942	75	19	16	18	1	1,129	46	38	14	4	5
1943	103	23	11	18		1,721	57	12	7	2	8

DES DÉTENUÉS

La statistique tient compte d'une part du nombre de condamnés ou prévenus visités, d'autre part de la quantité de visites faites par les membres du comité. Ces visites sont réparties d'après qu'elles sont attribuées à des hommes ou à des femmes.

Le tableau 91 ci-après en fournit les éléments. Une même visite peut viser plusieurs prévenus et condamnés.

Tableau n° 91. — PATRONAGE DES DÉTENUÉS

ANNÉES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1939	1,112	234	5,084	2,746	504	573	8,483	2,326
1940	1,403	222	2,951	1,000	1,123	476	4,451	3,229
1941	2,789	495	2,963	1,097	2,292	719	3,824	3,262
1942	4,674	525	7,403	1,981	4,423	599	5,701	3,901
1943	4,689	616	10,910	2,192	4,121	765	7,579	4,818

SECTION VI

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

1931 à 1943

PRISONS — INSTITUTIONS DE DÉFENSE SOCIALE

I. - LES PRISONS

L'organisation pénitentiaire ne répond plus aux prescriptions légales originaires en la matière : les articles 603 et 604 du Code d'Instruction criminelle prévoyant la distinction entre les maisons d'arrêt et de justice d'une part et les prisons d'autre part n'ont jamais trouvé leur application : diverses institutions prévues par le Code pénal (art. 14, 17 et 26) n'ont pas été organisées.

Le règlement général des prisons, approuvé par arrêté royal du 30 septembre 1905, constitue la dernière codification des instructions en vigueur dans les établissements pénitentiaires. Il distinguait entre prisons centrales et prisons secondaires.

Les prisons centrales destinées uniquement aux hommes étaient peuplées par des condamnés à des peines criminelles ou correctionnelles, si ces dernières dépassaient 5 ans.

Les prisons secondaires comprenaient 2 quartiers distincts : l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes ; y étaient incarcérés, les condamnés correctionnels et de simple police, les prévenus ou accusés, les détenus pour dettes contre lesquels contrainte par corps avaient été obtenue, enfin diverses catégories d'individus internés par mesure administrative ou de sécurité.

La distinction entre prisons centrales et prisons secondaires reposait essentiellement sur la durée de la peine.

Il y avait 2 prisons centrales, l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première était affectée aux condamnés criminels et aux condamnés correctionnels à long terme. La seconde recevait :

1° les condamnés criminels ou correctionnels à long terme inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental ;

2° les condamnés qui après un encellulement de 10 ans optaient pour le régime commun en vertu de la loi du 1^{er} mai 1913.

Les prisons secondaires, au nombre de vingt-sept, étaient établies au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires, l'arrondissement de Bruxelles en comptant deux.

* * *

Depuis 1920 une profonde réforme du système pénitentiaire s'est opérée. Elle substitue de plus en plus une classification anthropologique des établissements pénitentiaires à une classification basée sur la durée de l'emprisonnement. L'ancienne distinction entre prisons centrales et secondaires reste pourtant en vigueur au département de la Justice et demeure à la base de la présente statistique, ce qui permet d'ailleurs la comparaison avec les statistiques antérieures.

Les réformes introduites ne l'ont pas été systématiquement pour l'ensemble du pays. L'opportunité des événements dans l'administration même des prisons a formé la base des modifications successivement apportées et qui se situent comme suit :

En 1931, on comptait comme prison centrale, outre les prisons de Louvain et de Gand, l'établissement pénitentiaire de Merksplas, comprenant : 1° une prison pour condamnés épileptiques, 2° une prison sanatorium, 3° une prison pour débiles mentaux. Y étaient internés, des condamnés criminels ou correctionnels dont la durée de la peine restant à subir était supérieure à 3 mois. A partir de 1932, seule la prison-sanatorium subsistait. En 1935, nous trouvons à Merksplas un quartier pour débiles physiques ne pouvant supporter l'isolement. Enfin, en 1940, s'y ouvrent une prison ordinaire et une section pour condamnés primaires.

La prison centrale de Gand, dont les bâtiments avaient été reconnus vétustes, fut supprimée en 1935 et remplacée par l'établissement pénitentiaire d'Audenarde. Celui-ci est réservé aux hommes condamnés à une peine dépassant 3 mois et dont l'état mental n'est pas troublé au point de justifier l'application de la loi de Défense sociale, mais que le Service anthropologique estime cependant inaptes à subir le régime cellulaire.

En ce qui concerne les prisons secondaires, les maisons d'arrêt de Furnes, Huy, Marche et Audenarde, furent supprimées en 1933, celle de Neufchâteau en 1935. En 1940, la maison de Huy fut réouverte. La réforme pénitentiaire eut comme conséquence la spécialisation de plusieurs de ces établissements.

La prison de Forest est affectée à la détention préventive et celle de Saint-Gilles à l'exécution de courtes peines d'emprisonnement.

Tableau n° 92. — CAPACITÉ DES PRISONS — ENTRÉES — SORTIES
JOURNÉES DE DÉTENTION — POPULATION MOYENNE, MAXIMUM ET MINIMUM

ÉTABLISSEMENTS	Années	Capacité, cellules ou places		Entrées		Sorties		Journées de détentions		POPULATION					
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Moyenne		Maximum		Minimum	
										Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Prisons centrales	1931	1,308	—	1,034	—	1,022	—	339,882	—	946	—	1,133	—	829	—
	1932	1,238	—	848	—	927	—	331,384	—	905	—	1,029	—	840	—
	1933	1,238	—	1,880	—	991	—	327,609	—	895	—	964	—	842	—
	1934	1,238	—	1,900	—	970	—	322,298	—	883	—	1,005	—	825	—
	1935	1,314	—	2,203	—	1,440	—	338,760	—	979	—	1,142	—	678	—
	1936	926	—	1,347	—	592	—	276,930	—	758	—	837	—	700	—
	1937	922	—	1,229	—	508	—	269,076	—	738	—	796	—	666	—
	1938	897	—	1,169	—	476	—	259,946	—	713	—	750	—	670	—
	1939(1)	324	—	753	—	477	—	98,641	—	271	—	306	—	240	—
	1940(1)	483	—	912	—	590	—	90,135	—	297	—	411	—	126	—
	1941	1,395	—	3,042	—	1,931	—	346,660	—	957	—	1,195	—	676	—
	1942	1,699	—	4,183	—	2,773	—	451,959	—	1,241	—	1,527	—	1,070	—
	1943	1,690	—	4,312	—	3,009	—	482,899	—	1,325	—	1,608	—	1,149	—
Prisons-écoles	1931	239	—	183	—	357	—	44,824	—	152	—	223	—	94	—
	1932	257	—	240	—	166	—	63,463	—	173	—	202	—	118	—
	1933	257	—	449	—	237	—	75,390	—	207	—	221	—	186	—
	1934	257	—	457	—	260	—	72,346	—	198	—	217	—	181	—
	1935	250	—	421	—	251	—	74,552	—	204	—	227	—	169	—
	1936	250	—	380	—	214	—	65,121	—	178	—	191	—	168	—
	1937	250	—	372	—	210	—	60,887	—	167	—	182	—	152	—
	1938	250	—	429	—	269	—	60,199	—	165	—	182	—	119	—
	1939	250	—	335	—	223	—	55,462	—	152	—	181	—	105	—
	1940	250	—	385	—	268	—	31,454	—	86	—	157	—	—	—
	1941	250	—	446	—	155	—	52,281	—	143	—	193	—	113	—
	1942	250	—	537	—	330	—	70,676	—	193	—	212	—	168	—
	1943	298	—	624	—	351	—	82,801	—	262	—	297	—	211	—
Prisons secondaires	1931	3,862	709	32,805	2,889	33,880	2,862	1,060,795	110,083	2,905	299	3,559	433	2,368	205
	1932	3,861	692	34,395	3,376	36,763	3,382	1,004,550	113,185	2,741	309	3,380	446	2,435	211
	1933	3,819	684	35,871	3,961	33,203	3,661	951,673	113,272	2,611	311	3,283	469	2,051	210
	1934	3,820	683	34,801	3,481	31,804	3,148	952,382	109,105	2,620	307	3,371	455	2,036	197
	1935	3,839	682	39,263	4,112	36,300	3,851	1,068,635	114,386	2,873	313	3,658	452	2,243	203
	1936	3,890	679	35,288	3,296	33,348	3,183	1,031,955	97,790	2,880	270	3,492	391	2,256	179
	1937	3,934	614	32,141	2,947	29,470	3,116	934,603	88,485	2,573	253	3,377	370	1,869	163
	1938	3,925	598	32,738	2,965	30,210	2,736	909,941	88,196	2,483	241	3,063	344	1,935	158
	1939	3,932	580	34,321	3,347	31,393	2,985	1,026,332	97,485	2,884	267	3,674	428	2,093	177
	1940(2)	3,195	518	23,704	3,184	21,401	2,912	746,290	94,112	2,089	259	3,981	752	639	84
	1941(2)	2,929	482	27,555	3,886	24,787	3,559	902,689	131,491	2,701	386	3,722	614	1,937	212
	1942(2)	2,602	505	33,972	5,113	29,498	4,507	1,225,384	208,266	3,399	632	4,472	906	2,547	352
	1943(2)	2,373	419	33,651	6,440	32,214	5,668	1,387,682	251,516	4,068	740	5,200	1,072	3,046	538
Totaux	1931	5,409	709	34,022	2,889	35,259	2,862	1,445,501	110,083	4,003	299	4,915	433	3,393	205
	1932	5,356	692	35,483	3,376	37,856	3,382	1,399,897	113,185	3,819	309	4,611	446	3,118	211
	1933	5,314	684	36,200	3,961	34,431	3,661	1,351,678	113,272	3,713	311	4,468	469	3,079	210
	1934	5,315	683	37,158	3,481	33,034	3,148	1,347,026	109,105	3,701	307	4,593	455	3,042	197
	1935	5,403	682	41,887	4,112	37,991	3,851	1,475,945	114,386	4,056	313	5,027	452	3,090	203
	1936	5,066	679	37,015	3,296	34,154	3,183	1,374,006	97,790	3,756	270	4,580	391	3,104	179
	1937	5,106	614	33,742	2,947	30,188	3,116	1,264,566	88,485	3,478	253	4,355	370	2,687	163
	1938	5,072	598	34,336	2,965	30,955	2,736	1,250,086	88,196	3,361	241	3,995	344	2,724	158
	1939	4,506	580	35,409	3,347	32,093	2,985	1,180,435	97,485	3,847	267	4,161	428	2,438	177
	1940	3,928	518	24,616	3,184	22,259	2,912	867,879	94,112	2,472	259	4,349	752	765	84
	1941	4,574	482	31,041	3,886	26,873	3,559	1,301,630	131,491	3,801	386	5,110	614	2,726	212
	1942	4,551	505	38,692	5,113	32,601	4,507	1,748,019	208,266	4,833	632	6,211	906	3,785	352
	1943	4,361	419	38,587	6,440	35,574	5,668	1,953,382	251,516	5,655	740	7,105	1,072	4,406	538

(1) Non compris la prison Centrale de Louvain dont les archives ont été détruites par suite de faits de guerre. En 1938, cette prison comptait 562 places; la population moyenne y était de 439 détenus.
(2) Non compris la prison de Saint-Gilles réquisitionné par l'ennemi.

Tableau n° 93. — RÉPARTITION DES JOURNÉES DE DÉTENTION (*)

ÉTABLISSEMENTS	Années	JOURNÉES							TOTAL des journées de détention
		de travail			de repos	de maladie emportant dispense du travail	d'infirmités ou d'incapables	de punition emportant privation du travail	
		Service domestique	Service industriel	total					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Prisons centrales	1931	87,425	181,347	268,772	45,909	22,207	2,833	161	339,882
	1932	61,121	180,316	241,437	43,738	25,523	20,480	206	331,384
	1933	63,383	174,008	237,391	46,396	23,994	33,499	180	327,609
	1934	66,179	153,943	220,122	45,604	22,860	19,648	213	322,298
	1935	64,478	156,877	221,355	60,030	32,763	24,313	299	338,760
	1936	88,904	98,530	187,434	41,356	24,316	23,245	579	276,930
	1937	111,818	80,488	192,306	41,121	22,337	13,044	268	269,076
	1938	120,033	70,652	190,685	40,032	20,467	8,480	282	259,946
	1939	33,665	20,751	54,416	16,595	13,670	13,777	183	98,641
	1940(1)	20,972	—	20,972	9,603	27,609	—	22	58,206
	1941	158,195	16,519	204,714	54,239	64,111	23,315	281	346,660
	1942	222,319	72,346	294,665	76,052	65,493	15,078	671	451,959
	1943	244,397	56,939	301,336	60,711	63,466	56,151	1,235	482,899
Prisons-écoles	1931	20,955	16,358	37,313	6,315	165	885	146	44,824
	1932	31,204	22,141	53,345	10,101	9	—	8	63,463
	1933	32,880	28,889	61,769	13,600	—	—	21	75,390
	1934	37,019	26,752	63,771	8,521	12	—	42	72,346
	1935	35,280	27,719	62,999	11,395	101	—	57	74,552
	1936	39,227	15,513	54,740	10,039	248	—	94	65,121
	1937	37,237	13,770	51,007	9,805	55	—	20	60,887
	1938	46,207	4,582	50,789	9,248	123	—	39	60,199
	1939	45,383	1,100	46,483	8,847	116	—	16	55,462
	1940	23,473	3,049	26,522	4,834	90	—	8	31,454
	1941	38,287	4,522	42,809	8,014	1,233	—	225	52,281
	1942	55,761	1,405	57,166	10,596	2,132	—	782	70,676
	1943	66,445	1,838	68,283	12,606	1,654	—	258	82,801
Prisons secondaires	1931	204,156	619,568	823,724	273,355	31,593	38,966	240	1,170,878
	1932	188,600	541,479	730,079	340,119	37,012	9,538	187	1,116,935
	1933	176,269	504,110	680,379	341,151	31,502	11,816	99	1,061,917
	1934	183,324	451,075	634,399	384,506	23,330	1		

La prison de *Forest* reçoit également les femmes condamnées, âgées de moins de 30 ans; elles y suivent des cours de puériculture et d'économie domestique.

Les prisons de *Termonde* et de *Tournai* sont réservées aux condamnés correctionnels récidivistes, ayant plus d'un an d'emprisonnement à subir (circulaire ministérielle du 23 décembre 1936).

Les prisons de *Turnhout* et de *Verviers* sont destinées à l'hébergement des condamnés correctionnels primaires ayant une peine d'assez longue durée à subir.

Dans le cadre de la réforme pénitentiaire, 2 prisons-écoles, pour jeunes délinquants âgés de 16 à 21 ans, furent créées en 1921. L'une de ces prisons, du type industriel, fut établie à Gand; l'autre destinée à l'enseignement agricole fut créée à Merxplas. Depuis 1931, ces 2 établissements ont été réunis dans l'ancienne maison de refuge d'Hoogstraten.

Celle-ci, réservée aux hommes, groupe les condamnés correctionnels âgés de 16 à 25 ans, ayant encore 6 mois d'emprisonnement à subir au jour fixé pour leur translation.

Les condamnés de 21 à 25 ans peuvent être maintenus en prison s'ils ne sont pas susceptibles de tirer profit du régime spécial de la prison-école.

Les condamnés criminels de moins de 25 ans, s'ils ne sont pas condamnés à une peine supérieure à 15 ans, ainsi que certains condamnés primaires de 25 à 30 ans qui ont à subir une longue peine, peuvent être admis exceptionnellement à la prison-école.

En sont d'autre part exclus, les invertis sexuels et les grands perversés moraux.

Notons qu'en 1943 une section pour jeunes condamnés s'est ouverte à Merxplas.

* * *

Tableau n° 94. — DÉCÈS SURVENUS PARMIS LES DÉTENUS COMPTÉS DANS LE TABLEAU N° 92

A. — Prisons centrales (y compris les prisons-écoles)

AN- NÉES	Nombre total des décédés	NOMBRE DE DÉCÈS SUIVANT :																							
		l'âge				la catégorie pénale			la durée de la détention				l'état de santé à l'entrée		les causes de décès										
		Moins de 18 ans	18 à 30 ans	Plus de 30 à 50 ans	Plus de 50 ans	Forçats	Réclusionnaires	Condamnés à l'emprisonnement	Prévenus	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 à 20 ans	Plus de 20 ans	Bon	Mauvais Existence de la maladie qui a occasionné le décès		Maladies générales	Maladie du système nerveux et des organes des sens	Maladies de l'appareil circulatoire	Maladies de l'appareil génito-urinaire	Maladies de l'appareil digestif	Maladies de l'appareil respiratoire	Morts subites	Vieillesse	
															Non	Oui									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
1931	5	-	2	-	3	3	-	2	-	1	2	1	1	2	2	1	3	1	1	-	-	-	-	-	
1932	12	-	3	5	4	3	1	8	-	4	4	4	-	3	9	-	5	-	5	-	1	-	-	1	
1933	14	-	2	6	6	7	2	5	-	2	2	3	7	7	7	-	2	1	5	-	-	6	-	-	
1934	8	-	1	1	6	4	-	4	-	2	2	3	1	7	1	-	3	2	3	-	-	-	-	-	
1935	9	-	3	1	5	6	-	3	-	3	2	3	1	5	4	-	1	-	1	-	1	6	-	-	
1936	11	-	1	6	4	8	1	2	-	6	4	1	8	3	-	2	1	3	-	2	3	-	-	-	
1937	8	-	-	3	5	4	-	3	1	2	3	3	-	4	4	-	2	-	4	-	-	2	-	-	
1938	5	-	1	1	3	4	-	1	-	1	1	3	-	2	3	-	2	-	1	-	-	1	1	-	
1939	6	-	-	1	5	3	-	3	-	2	2	2	-	2	4	-	2	-	4	-	-	-	-	-	
1940	5	-	1	3	1	1	-	2	2	3	1	1	-	5	-	-	-	3	-	-	2	-	-	-	
1941	30	-	2	11	17	10	3	17	-	12	9	5	4	15	15	-	8	-	12	1	-	8	-	1	
1942	22	-	2	10	10	6	-	16	-	8	9	3	2	8	14	-	2	1	5	1	-	13	-	-	
1943	12	-	3	5	4	6	-	3	(1)	3	5	3	1	1	8	-	2	-	2	-	1	7	-	-	

(1) Il s'agit de trois internés de Merxplas.

B. — Prisons secondaires

AN- NÉES	Nombre total des décédés	NOMBRE DE DÉCÈS SUIVANT :																							
		l'âge				la catégorie pénale			la durée de la détention				l'état de santé à l'entrée		les causes de décès										
		Moins de 18 ans	18 à 30 ans	Plus de 30 à 50 ans	Plus de 50 ans	Prévenus et accusés	Condamnés	Passagers	Moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 à 2 ans	Plus de 2 à 3 ans	Plus de 3 ans	Bon	Mauvais Existence de la maladie qui a occasionné le décès		Maladies générales	Maladie du système nerveux et des organes des sens	Maladies de l'appareil circulatoire	Maladies de l'appareil génito-urinaire	Maladies de l'appareil digestif	Maladies de l'appareil respiratoire	Morts subites	Divers	
															Non	Oui									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1931	{	H 6	-	1	1	4	1	5	-	3	-	2	1	-	2	3	1	3	1	1	-	-	1	-	
		F 1	-	-	-	1	-	1	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	
1932	{	H 8	-	1	6	1	2	4	2	7	-	1	-	-	3	3	2	1	3	2	-	-	2	-	
		F 1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	
1933	{	H 8	-	1	3	4	2	4	2	6	1	-	-	1	2	6	-	1	-	2	-	2	3	-	
		F -	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1934	{	H 7	-	-	4	3	2	5	-	3	1	1	-	2	6	1	-	1	-	3	1	1	1	-	
		F 3	-	1	1	1	-	2	-	2	1	-	-	3	-	-	2	-	1	-	-	-	-	-	
1935	{	H 8	-	2	3	3	2	5	1	6	-	1	1	-	3	5	-	2	1	3	-	-	2	-	
		F -	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1936	{	H 7	-	1	3	3	1	6	-	4	1	-	2	-	5	1	1	2	-	4	-	1	-	-	
		F 2	-	1	-	1	1	1	-	1	1	-	-	-	1	1	-	-	-	2	-	-	-	-	
1937	{	H 5	-	-	-	5	-	4	1	3	-	1	1	-	4	-	1	-	1	-	2	1	-	-	
		F 2	-	-	-	2	-	2	-	1	-	-	-	1	2	-	-	-	1	-	1	-	-	-	
1938	{	H 5	-	1	4	-	1	4	-	2	-	2	-	1	4	1	-	1	-	2	-	1	1	-	
		F -	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1939	{	H 7	-	-	3	4	3	2	2	3	1	3	-	-	5	2	-	3	-	1	-	-	1	2	-
		F 1	-	-	-	1	1	-	-	-	1	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	
1940	{	H 7	-	1	5	1	2	5	-	5	2	-	-	-	4	3	-	2	1	2	-	1	1	-	
		F 2	-	-	-	2	1	1	-	1	-	-	-	1	1	1	-	2	-	-	-	-	-	-	
1941	{	H 16	-	2	9	5	2	13	1	7	5	3	1	-	12	4	-	1	2	9	1	2	1	-	
		F -	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
1942	{	H 14	-	2	3	9	3	9	2	10	4	-	-	-	4	10	-	1	1	2	2	-	6	-	
		F 3	-	1	1	1	2	1	-	1	1	-	1	-	1	2	-	1	-	1	-	1	-	-	
1943	{	H 18	-	3	6	9	3	13	2	16	-	2	-	-	7	7	4	4	1	7	-	3	-	1	2
		F -	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Régime pénitentiaire. — « Les détenus dans les prisons belges sont soumis au régime cellulaire » dit le Règlement Général des prisons. « Toutefois, ajoute-t-il, sont soumis au régime commun : 1° les condamnés à des peines perpétuelles qui, après dix années de détention en cellule, demandent à ne plus être soumis au régime cellulaire ; 2° les condamnés qui, à raison de l'état de leur santé physique ou mentale, sont reconnus incapables à subir l'encellulement ; 3° les condamnés qui ne peuvent pour cause d'encombrement, être placés dans les prisons cellulaires. » Les détenus soumis au régime cellulaire ne peuvent ni se voir, ni communiquer entre eux.

Cette règle a cependant subi d'importantes atténuations (voyez Répertoire Pratique du Droit Belge, Verbo : Prisons et établissements pénitentiaires n° 87 et 88) dont la principale résulte de la création dans certains établissements, d'ateliers de travail en commun.

Travail. — Le travail est obligatoire pour les condamnés criminels et correctionnels ; il est facultatif pour les autres détenus.

Tous les travaux domestiques des prisons sont accomplis par les détenus. Ceux-ci se livrent également à des travaux industriels principalement pour compte de l'État ; ce n'est qu'accès-

soirement qu'ils sont employés pour le compte d'entrepreneurs privés. Les particuliers ne peuvent avoir recours à leurs services que dans des cas strictement limités.

Le prix de la main-d'œuvre pénitentiaire est frappé d'une retenue de trois dixièmes au profit de l'Etat, à titre de frais de gestion ; le surplus est attribué aux détenus dans des proportions qui varient selon leur catégorie et la nature du travail.

Ecole. --- Outre la prison-école d'Hoogstraten, le service scolaire est organisé dans les prisons centrales et dans certaines prisons secondaires.

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins de dispenses motivées accordées par le directeur.

Dans les prisons secondaires elle est obligatoire :

1° pour les jeunes délinquants de moins de 18 ans, qu'ils soient prévenus ou condamnés ;

2° pour les individus condamnés à 6 mois de détention et plus, qui n'ont pas atteint leur quarantième année.

Service médical. --- Les détenus malades sont traités d'après la nature de la maladie aux quartiers cellulaires ou à l'infirmerie. Exceptionnellement, ils sont envoyés dans les hôpitaux si leur maladie ne peut être traitée dans la prison.

Service anthropologique. --- Créé par arrêté royal du 30 mai 1920, cet organisme médical a pour objet d'étudier les causes des actes délictueux ou criminels et de classer les condamnés en vue de l'individualisation de leur traitement pénitentiaire.

Sont soumis à l'examen anthropologique, tous les condamnés primaires à plus de 3 mois d'emprisonnement et tous les récidivistes, quelle que soit la durée de la peine. En sont exceptés les condamnés politiques et ceux pour délits fiscaux.

Tableau n° 95. — SUICIDES ET TENTATIVES DE SUICIDE PARMIS LES DÉTENUS COMPTÉS DANS LE TABLEAU N° 92

A. — Prisons centrales (y compris les prisons-écoles)

ANNÉES	Total des suicides		Âge				État-Civil			Antécédents		Catégorie pénale		Durée de la détention subie				Mode employé							
	Accomplis	Tentés	Moins de 21 ans	21 à 40 ans	Plus de 40 à 50 ans	Plus de 50 ans	Célibataires	Mariés ou veufs avec enfants	Mariés ou veufs sans enfants	Récidivistes	Primaires	Travaux forcés à perpétuité	Travaux forcés à temps	Emprisonnement correctionnel	Prévenus	Moins de 1 an	1 an à moins de 3 ans	3 ans à moins de 5 ans	5 ans et plus	Pendaison ou strangulation	Blessure par objet contondant	Saut dans le vide	Empoisonnement	Asphyxie	Divers
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
1931	2	1	-	3	-	-	1	1	1	-	3	2	1	-	-	-	2	-	1	3	-	-	-	-	-
1932	-	3	-	3	-	-	3	-	-	1	2	1	1	2	-	-	1	-	1	3	-	-	-	-	-
1933	1	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1	3	-	-	-	-	-
1934	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
1935	1	1	-	2	-	-	1	1	-	1	1	1	1	-	-	1	-	1	2	-	-	-	-	-	-
1936	-	9	-	7	2	-	1	7	1	7	2	3	2	4	-	1	7	-	5	4	-	-	-	-	-
1937	2	-	-	1	1	-	1	1	1	2	-	1	1	-	-	2	-	-	2	4	-	-	-	-	-
1938	1	-	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
1939	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1940	1	1	-	-	-	2	-	1	1	2	-	-	2	-	-	2	-	-	2	-	-	-	-	-	-
1941	3	3	-	2	1	3	2	3	1	5	1	3	3	-	-	2	1	1	4	1	1	-	-	-	-
1942	-	1	-	1	-	-	-	-	1	1	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-
1943	-	1	-	1	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	1

B. — Prisons secondaires

ANNÉES	Sexe	Total des suicides		Âge				État-Civil			Antécédents		Catégorie pénale		Durée de la détention subie						Mode employé								
		Accomplis	Tentés	Moins de 21 ans	21 à 40 ans	Plus de 40 à 50 ans	Plus de 50 ans	Célibataires	Mariés ou veufs avec enfants	Mariés ou veufs sans enfants	Non connus	Récidivistes	Primaires	Prévenus et accusés	Condamnés	Passagers	1 jour et moins	Plus de 1 à 15 jours	Plus de 15 jours à 1 mois	Plus de 1 à 6 mois	Plus de 6 mois à moins de 1 an	1 an à moins de 3 ans	3 ans et plus	Pendaison ou strangulation	Blessure par objet contondant	Saut dans le vide	Empoisonnement	Asphyxie	Divers
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
1931	H.	7	20	2	18	3	4	17	7	3	12	2	13	13	10	4	2	6	4	11	2	2	-	14	9	4	-	-	-
	F.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1932	H.	4	14	-	9	6	3	8	7	3	5	5	8	10	8	-	3	3	-	8	2	2	-	9	7	2	-	-	-
	F.	1	1	-	2	-	-	2	-	-	1	-	1	2	-	-	-	1	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
1933	H.	2	12	3	9	2	-	8	5	1	3	5	6	10	4	-	6	2	6	-	-	-	-	6	7	1	-	-	-
	F.	-	3	-	3	-	-	1	2	-	2	-	1	2	1	-	1	-	1	-	-	-	1	2	1	-	-	-	-
1934	H.	3	18	2	18	1	-	11	8	2	6	10	5	11	10	-	3	5	1	7	5	-	13	4	4	-	-	-	
	F.	3	2	-	3	2	-	1	2	2	2	2	1	2	3	-	-	2	-	1	1	1	-	3	2	-	-	-	-
1935	H.	8	21	-	18	6	5	17	11	1	21	5	3	15	12	2	6	7	3	8	1	3	1	17	9	3	-	-	-
	F.	1	1	-	1	1	-	1	1	-	1	-	1	2	-	-	1	-	1	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
1936	H.	2	11	-	12	1	-	7	5	1	7	5	1	6	7	-	3	3	-	4	-	2	1	8	5	-	-	-	-
	F.	-	3	-	2	1	-	2	1	-	2	-	1	2	1	-	1	-	2	-	-	-	-	2	1	-	-	-	-
1937	H.	5	10	2	9	1	3	7	8	-	8	5	2	6	9	-	2	5	1	4	1	2	-	10	2	2	1	-	-
	F.	-	1	-	1	-	-	1	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
1938	H.	5	7	-	9	1	2	10	2	-	5	6	1	6	5	1	4	2	-	4	1	1	-	7	3	2	-	-	-
	F.	1	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
1939	H.	4	11	-	10	2	3	9	5	1	3	8	4	7	8	-	7	-	6	1	1	-	12	2	1	-	-	-	
	F.	1	2	-	1	-	2	1	2	1	1	-	2	2	1	-	1	-	1	-	-	-	1	2	1	-	-	-	-
1940	H.	6	6	3	6	-	3	5	4	3	7	4	1	7	3	2	2	3	3	3	-	1	-	7	1	2	2	-	-
	F.	-	1	1	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
1941	H.	2	9	-	4	5	2	1	7	3	5	5	1	4	7	-	2	2	2	3	-	2	-	5	3	2	-	1	-
	F.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1942	H.	5	4	-	3	3	3	4	3	2	6	3	-	6	3	-	5	-	2	-	2	-	-	7	1	-	-	-	-
	F.	-	1	-	1	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
1943	H.	4	14	2	12	1	3	6	9	3	10	4	4	11	7	-	3	1	11	1	2	-	11	5	2	-	-	-	
	F.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Les résultats de l'examen, qui est de nature physique, psychologique et social, sont consignés par le médecin de service dans un rapport adressé au directeur de la prison. Ce rapport contient les directives en vue du traitement éventuel du condamné.

En vue de l'œuvre de réadaptation poursuivie des laboratoires anthropologiques ont été ainsi organisés dans les principaux établissements du royaume : Forest, Saint-Gilles, Louvain, Gand, Anvers, Liège, Mons, Bruges, Namur et Merksplas.

Tableaux statistiques. - Ils sont extraits des comptes annuels adressés au ministre de la Justice par les directeurs des prisons.

Une statistique sur treize années n'a permis de reproduire que les chiffres globaux pour le royaume des diverses catégories d'établissements. Seuls les détenus par les autorités belges et en vertu des législations nationales ont été pris en considération même pendant les années d'occupation ennemie.

Le tableau n° 92, qui établit la capacité et la population des prisons, est à la base de l'analyse

Tableau n° 96. — A. ACTIVITÉ DES LABORATOIRES ANTHROPOLOGIQUES.

ANNEES	Nombre de condamnés soumis à l'examen anthropologique			Nombre de condamnés récidivistes réexaminés		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
1931	1,162	183	1,345	378	63	441
1932	1,225	213	1,438	309	52	361
1933	1,117	166	1,283	330	84	414
1934	1,066	165	1,231	311	81	392
1935	1,208	173	1,381	414	116	530
1936	1,286	184	1,470	361	106	467
1937	1,149	181	1,330	399	103	502
1938	999	176	1,175	382	73	455
1939	962	172	1,134	352	50	402
1940	837	137	974	311	83	394
1941	997	230	1,227	332	117	449
1942	1,013	243	1,256	293	41	334
1943	953	252	1,205	248	38	286

B. NOMBRE DES RAPPORTS FOURNIS PAR LES LABORATOIRES ANTHROPOLOGIQUES. (1)

ANNEES	Rapports tendant à la libération conditionnelle		Rapports constatant des affections mentales ou nerveuses		Rapports fournis pour raisons diverses		Total des rapports fournis	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
1942	400	94	1,229	359	528	94	2,157	547
1943	431	115	1,355	430	298	69	2,084	614

* H. = Hommes. * F. = Femmes.

(1) Ces éléments n'ont été fournis qu'à partir de 1942.

II. - ETABLISSEMENT DE DEFENSE SOCIALE

A. — Établissements pour anormaux.

Annexes psychiatriques. — Elles servent, conformément aux articles 12 et 23 de la loi du 9 Avril 1930, à l'observation d'inculpés et de condamnés susceptibles d'être en état de démence, de grave déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actions.

Elles sont instituées dans les centres pénitentiaires suivants : Forest, Louvain, Anvers, Charleroi, Mons, Liège, Namur et Gand.

La statistique relève le nombre d'individus mis en observation en faisant la distinction entre prévenus et condamnés ; une troisième catégorie est mentionnée : « les passagers et vagabonds », cette catégorie comprend entr'autres les internés renvoyés des établissements de défense sociale à l'annexe psychiatrique, en vue de comparaître devant la Commission et les internés libérés à

des journées de détention figurant dans le tableau n° 93 ; il sert également pour l'appréciation du taux des décès et des suicides faisant l'objet des tableaux n° 94 et 95.

Les cas de collocation d'aliénés, relevés jusqu'en 1930, ne sont pas repris ; la loi de défense sociale du 9 avril 1930, dans son article 23, permet, en effet, l'internement dans des établissements spéciaux, des condamnés détenus en état de démence, et les données à cet égard figurent dans la statistique sur l'application de la dite loi.

Il est à remarquer qu'à la suite de destruction d'archives, la prison centrale de Louvain s'est trouvée dans l'impossibilité de fournir sa statistique pour les années 1939 et 1940, les relevés des prisons centrales pour ces années sont donc incomplets.

La diminution à partir de 1940 de la capacité des prisons secondaires est due aux réquisitions de places opérées par les Allemands dans ces établissements ; c'est ainsi que la prison de Saint-Gilles a dû être mise entièrement à leur disposition, tandis qu'ils occupaient partiellement d'autres prisons.

l'essai, réintégré à la disposition de la Commission.

Commissions des annexes psychiatriques. — L'article 13 de la loi de défense sociale institue auprès de chaque annexe psychiatrique une commission composée d'un magistrat effectif ou honoraire, d'un membre du barreau et d'un médecin de l'annexe. Cette commission, renouvelable tous les ans et pourvue d'un secrétaire désigné par le ministre de la Justice, a pour mission de désigner l'établissement d'internement et de donner son avis sur le transfert d'un interné d'un établissement à un autre, sur la mise en liberté provisoire ou définitive, sur les révocations des libérations et sur les prolongations éventuelles d'internement.

Etablissements d'internement. — Un arrêté royal du 15 décembre 1930 a institué, sous la

dénomination « Etablissements de défense sociale pour anormaux », les sections et quartiers suivants :

Pour le sexe masculin : 1° une section spéciale de l'asile d'aliénés de l'Etat à Tournai ; 2° un quartier spécial de la prison centrale à Gand ; 3° un quartier spécial de l'établissement pénitentiaire de Merksplas.

Pour le sexe féminin : 1° une section spéciale de l'asile d'aliénées de l'Etat à Mons ; 2° un quartier spécial de la prison pour femmes à Forest.

Ce régime a subi plusieurs modifications :

En 1934 la section pour anormaux à Merksplas fut supprimée ;

en 1935 l'état vétuste de la prison centrale de Gand provoqua la suppression du quartier pour anormaux y établi ;

en 1938 une section spéciale est affectée aux anormaux (hommes) dans la colonie-asile de Rekem ;

en 1939 fut installé à Saint-André un établissement pour femmes, tandis que le centre de Forest se vidait ; l'établissement de Saint-André n'eut plus de pensionnaires, à son tour, après 1942.

Statistique. — Les renseignements sur les établissements de défense sociale pour anormaux du sexe masculin (tableaux n° 98, 99 et 100) sont fort incomplets jusqu'en 1940, car l'établissement le plus important, celui de Tournai, qui compte 600 places, a vu détruire ses archives en 1940 et s'est trouvé dans l'impossibilité de donner des comptes antérieurs à l'année 1941.

Il n'a pas été fait de tableau concernant les suicides ou tentatives de suicide. Ces cas se résu-

Tableau n° 97. — APERÇU DE L'ACTIVITÉ DES ANNEXES PSYCHIÂTRIQUES ET DES COMMISSIONS DÉTENUS MIS EN OBSERVATION — MESURES PRISES

DÉTENUS MIS EN OBSERVATION	Sexe	ANNEES												
		1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	1940	1941	1942	1943
Prévenus	H.	768	879	830	923	848	879	860	790	797	608	577	572	700
	F.	75	71	44	66	57	73	69	65	63	60	67	60	92
Condamnés	H.	275	296	244	218	226	209	202	185	173	99	134	159	121
	F.	24	20	19	23	22	14	11	8	14	2	5	8	18
Passagers et vagabonds	H.	510	551	647	957	880	855	739	845	775	793	1,122	1,139	1,107
	F.	10	28	44	43	50	62	58	43	81	75	102	78	86
Totaux :	H.	1,353	1,726	1,721	2,098	1,954	1,943	1,801	1,820	1,745	1,500	1,833	1,861	1,931
	F.	109	119	107	132	129	149	138	116	158	137	174	146	196
<i>Mesures prises.</i>														
Internés dans un établ. de défense sociale	H.	444	555	670	814	728	639	624	629	588	588	776	872	737
	F.	44	63	45	58	49	53	56	45	74	63	91	81	97
Réintégré en cellules ordinaires	H.	635	769	676	843	739	840	738	761	744	557	723	588	776
	F.	37	23	30	41	38	53	41	38	41	41	38	19	53
Libérés ou expulsés du pays	H.	134	260	244	278	322	344	299	295	272	226	222	217	211
	F.	15	22	21	22	31	33	31	27	31	24	31	31	31
Autres catégories (1)	H.	35	36	32	45	46	21	26	30	32	19	32	92	83
	F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Observat. non terminées à la fin de l'année (2)	H.	105	106	99	118	119	99	114	105	109	110	90	92	124
	F.	13	11	11	11	11	10	10	6	8	9	11	12	15
Totaux :	H.	1,353	1,726	1,721	2,098	1,954	1,943	1,801	1,820	1,745	1,500	1,833	1,861	1,931
	F.	109	119	107	132	129	149	138	116	158	137	174	146	196

(1) Cette rubrique comporte les transferts au quartier commun, à la prison pour épileptiques ou débiles physiques, à l'hôpital et à la prison-sanatorium.

(2) Les individus dont l'observation n'est pas terminée à la fin de l'année sont repris dans la catégorie à laquelle ils appartiennent, l'année suivante.

Tableau n° 98. — CAPACITÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉFENSE SOCIALE POUR ANORMAUX —
ENTRÉES — SORTIES — JOURNÉES D'INTERNEMENT.
POPULATION MOYENNE, MAXIMUM ET MINIMUM

AN- NÉES	ETABLISSEMENTS	Capacité Places		Entrées		Sorties		Journées d'internement		Population						
		H* 3	F* 4	H 5	F 6	H 7	F 8	H 9	F 10	Moyenne		Maximum		Minimum		
										H 11	F 12	H 13	F 14	H 15	F 16	
1931*	Merksplas	133	—	120	—	45	—	16,318	—	54	—	76	—	25	—	—
	Forest	—	22	—	20	—	5	—	2,498	—	7	—	15	—	1	—
	Mons	—	30	—	24	—	2	—	3,925	—	13	—	22	—	4	—
	Total :	133	52	120	44	45	7	16,318	6,423	54	20	76	37	25	5	—
1932*	Merksplas	133	—	191	—	90	—	31,888	—	87	—	104	—	75	—	—
	Forest	—	22	—	33	—	19	—	4,988	—	14	—	17	—	9	—
	Mons	—	50	—	70	—	16	—	15,393	—	43	—	54	—	28	—
	Total :	133	72	191	103	90	35	31,888	20,381	87	57	104	71	75	37	—
1933	Gand	144	—	222	—	120	—	34,009	—	94	—	111	—	72	—	—
	Merksplas	133	—	236	—	123	—	37,995	—	104	—	116	—	89	—	—
	Forest	—	22	—	40	—	27	—	5,642	—	16	—	20	—	12	—
	Mons	—	50	—	88	—	31	—	17,810	—	48	—	52	—	44	—
	Total :	277	72	458	128	243	58	72,004	23,452	198	64	227	72	161	56	—
1934	Gand	141	—	308	—	168	—	44,218	—	120	—	140	—	99	—	—
	Merksplas	133	—	222	—	222	—	33,297	—	110	—	130	—	37	—	—
	Forest	—	22	—	43	—	25	—	6,011	—	16	—	20	—	12	—
	Mons	—	50	—	87	—	30	—	17,926	—	49	—	52	—	45	—
	Total :	274	72	530	130	390	55	77,515	23,937	230	65	270	72	136	57	—
1935	Gand	141	—	214	—	214	—	27,414	—	77	—	140	—	20	—	—
	Forest	—	22	—	41	—	29	—	6,009	—	16	—	22	—	11	—
	Mons	—	50	—	87	—	25	—	18,857	—	51	—	54	—	47	—
	Total :	141	72	214	128	214	54	27,414	24,866	77	67	140	76	20	58	—
1936	Forest	—	22	—	32	—	20	—	4,652	—	12	—	17	—	8	—
	Mons	—	60	—	106	—	36	—	20,851	—	54	—	62	—	50	—
	Total :	—	82	—	138	—	56	—	25,503	—	66	—	79	—	58	—
1937	Forest	—	22	—	41	—	24	—	6,587	—	17	—	22	—	13	—
	Mons	—	60	—	108	—	32	—	22,137	—	61	—	66	—	57	—
	Total :	—	82	—	149	—	56	—	28,724	—	78	—	88	—	70	—
1938	Rekem	210	—	348	—	173	—	61,533	—	190	—	211	—	65	—	—
	Forest	—	22	—	49	—	49	—	7,125	—	19	—	23	—	15	—
	Mons	—	70	—	102	—	29	—	23,606	—	64	—	69	—	58	—
	Total :	210	92	348	151	173	78	61,533	30,731	190	83	211	92	65	73	—
1939	Rekem	210	—	351	—	203	—	64,736	—	178	—	202	—	160	—	—
	Mons	—	70	—	104	—	35	—	23,604	—	64	—	69	—	58	—
	St-André	—	35	—	45	—	24	—	6,840	—	21	—	22	—	19	—
	Total :	210	105	351	149	203	59	64,736	30,444	178	85	202	91	160	77	—
1940**	Rekem	210	—	345	—	253	—	41,548	—	115	—	176	—	67	—	—
	Mons	—	70	—	97	—	47	—	17,515	—	49	—	59	—	40	—
	St-André	—	35	—	43	—	24	—	7,678	—	21	—	22	—	19	—
	Total :	210	105	345	140	253	71	41,548	25,193	115	70	176	81	67	59	—

* Les renseignements de l'établissement de Gand font défaut pour les années 1931 et 1932.

** Jusqu'en 1940 on n'a pas les données de l'établissement de Tournai, les archives ayant été détruites par faits de guerre.

AN- NÉES	ETABLISSEMENTS	Capacité Places		Entrées		Sorties		Journées d'internement		Population						
		H* 3	F* 4	H 5	F 6	H 7	F 8	H 9	F 10	Moyenne		Maximum		Minimum		
										H 11	F 12	H 13	F 14	H 15	F 16	
1941	Rekem	210	—	189	—	130	—	31,394	—	86	—	116	—	68	—	—
	Tournai	600	—	721	—	178	—	182,554	—	490	—	539	—	412	—	—
	Mons	—	50	—	73	—	9	—	15,562	—	44	—	49	—	38	—
	St-André	—	35	—	47	—	22	—	7,834	—	21	—	22	—	20	—
	Total :	810	85	910	120	308	31	213,948	23,396	576	65	655	71	510	58	—
1942	Rekem	210	—	199	—	120	—	27,934	—	76	—	90	—	62	—	—
	Tournai	600	—	543	—	180	—	164,176	—	454	—	505	—	404	—	—
	Mons	—	80	—	113	—	18	—	24,722	—	62	—	83	—	38	—
	St-André	—	35	—	34	—	34	—	3,130	—	26	—	29	—	21	—
	Total :	810	115	742	147	300	52	192,110	27,852	530	88	595	112	466	59	—
1943	Rekem	210	—	224	—	136	—	32,392	—	85	—	95	—	75	—	—
	Tournai	600	—	561	—	151	—	140,997	—	387	—	414	—	360	—	—
	Mons	—	45	—	115	—	48	—	26,751	—	76	—	87	—	66	—
	Total :	810	45	785	115	287	48	173,389	26,751	472	76	509	87	435	66	—

ment, en effet, pour la période allant de 1931 à 1943, à 2 tentatives en 1932 et un suicide accompli en 1934.

Des renseignements plus fournis reçus du département de la Justice pour l'année 1943 ont

permis la présentation du tableau n° 101 qui répartit les 498 internés masculins et les 66 femmes internées se trouvant dans les établissements pour anormaux, au 31 décembre 1943, d'après certains aspects d'intérêt social.

Tableau n° 99. — RÉPARTITION DES JOURNÉES D'INTERNEMENT D'ANORMAUX,
CONSTATÉES DANS LE TABLEAU N° 98

AN- NÉES	ETABLISSEMENTS	JOURNÉES						TOTAL des journées d'internement
		de travail		de repos	de maladie important dispense du travail	d'infirmités ou d'incapables	de punition important privation du travail	
		Service domestique	Service industriel					
1931	Merksplas	10 954	3 249	2 115	—	—	—	16 318
	Forest	240	1 600	440	119	99	—	2 498
	Mons	1 276	—	504	158	1 925	62	3 925
	Total :	12 470	4 849	3 059	277	2 024	62	22 741
1932	Merksplas	24 191	2 550	4 872	—	—	—	31 888
	Forest	352	3 796	810	—	—	—	4 988
	Mons	9 452	—	1 017	—	—	—	15 393
	Total :	33 995	6 346	6 729	275	4 924	—	52 269
1933	Gand	3 444	24 918	5 240	166	147	91	34 009
	Merksplas	28 686	1 675	5 880	160	1 569	25	37 995
	Forest	352	4 338	952	—	—	—	5 642
	Mons	8 902	—	3 692	102	5 114	—	17 810
	Total :	41 384	30 931	15 764	428	6 830	119	95 456

AN- NÉES	ETABLISSEMENTS	JOURNEES						TOTAL des journées d'internement
		de travail		de repos	de maladie emportant dispense du travail	d'infirmes ou d'incapables	de punition emportant privation du travail	
		Service domestique	Service industriel					
1934	Gand	4,025	32,552	6,586	338	374	343	44,218
	Merkspas	24,297	1,875	5,200	92	1,824	9	33,297
	Forest	374	4,361	1,276	—	—	—	6,011
	Mons	8,928	—	3,563	—	5,435	—	17,926
	Total :	37,624	38,788	16,625	430	7,633	352	101,452
1935	Gand	877	21,102	5,036	187	193	19	27,414
	Forest	373	4,361	1,275	—	—	—	6,009
	Mons	9,076	—	4,170	—	5,611	—	18,857
	Total :	10,326	25,463	10,481	187	5,804	19	52,280
1936	Forest	351	3,426	875	—	—	—	4,652
	Mons	9,812	—	5,031	—	6,008	—	20,851
	Total :	10,163	3,426	5,906	—	6,008	—	25,503
1937	Forest	504	4,788	1,295	—	—	—	6,587
	Mons	11,105	—	4,510	—	6,522	—	22,137
	Total :	11,609	4,788	5,805	—	6,522	—	28,724
1938	Rekem	35,294	12,746	11,092	2,401	—	—	61,533
	Forest	625	4,264	850	1,386	—	—	7,125
	Mons	11,670	—	4,793	118	7,025	—	23,606
	Total :	47,589	17,010	16,735	3,905	7,025	—	92,264
1939	Rekem	34,941	15,904	12,181	1,710	—	—	64,736
	Mons	11,525	—	5,085	—	6,994	—	23,604
	St-André	1,918	3,836	1,086	—	—	—	6,840
	Total :	48,384	19,740	18,352	1,710	6,994	—	95,180
1940	Rekem	21,740	7,240	10,584	1,984	—	—	41,548
	Mons	8,549	—	3,622	143	5,201	—	17,515
	St-André	2,917	3,544	1,217	—	—	—	7,678
	Total :	33,206	10,784	15,423	2,127	5,201	—	66,741
1941	Rekem	21,803	—	7,022	1,790	329	450	31,394
	Tournai	44,485	19,772	8,567	120	109,500	110	182,554
	Mons	10,374	—	—	—	5,188	—	15,562
	St-André	2,744	3,810	1,280	—	—	—	7,834
	Total :	79,406	23,582	16,869	1,910	115,017	560	237,344
1942	Rekem	18,649	—	7,131	1,685	201	268	27,934
	Tournai	42,068	20,439	8,334	90	93,144	101	164,176
	Mons	12,361	—	5,330	851	6,180	—	24,722
	St-André	790	1,817	523	—	—	—	3,130
	Total :	73,868	22,256	21,318	2,626	99,525	369	219,962
1943	Rekem	23,568	—	6,196	1,380	792	456	32,392
	Tournai	37,858	11,901	6,756	1,167	83,225	90	140,997
	Mons	13,375	—	13,376	—	—	—	26,751
	Total :	74,801	11,901	26,528	2,547	84,017	546	200,140

Tableau n° 100. — DÉCÈS SURVENUS PARMIS LES ANORMAUX INTERNÉS, COMPTÉS DANS LE TABLEAU n° 98

AN- NÉES	Sexe	Nombre total des décès	NOMBRE DE DÉCÈS SUIVANT																			
			L'âge				De durée de l'internement subi							L'état de santé à l'entrée		Les causes de décès						
			Moins de 18 ans	18 à moins de 30 ans	30 à moins de 50 ans	50 ans et plus	Moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans et plus	Bon		Mauvais Existence de la maladie qui a occasionné le décès	Maladies générales	Maladies du système nerveux et des organes des sens	Maladies de l'appareil circulatoire	Maladies de l'appareil généto-urinaire	Maladies de l'appareil digestif	Maladies de l'appareil respiratoire	Mort subite	Diverses
												Out	Non									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
1931	{ H.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1932	{ H.	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1933	{ H.	4	—	1	2	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1934	{ H.	9	—	2	4	3	1	—	2	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1935	{ H.	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1936	{ H.	3	—	—	1	2	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1937	{ H.	4	—	—	3	1	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1938	{ H.	5	—	—	4	1	1	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1939	{ H.	5	—	—	3	2	1	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1940	{ H.	4	—	—	2	2	1	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	{ F.	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1941	{ H.	44	—	5	19	20	8	18	13	4	1	10	30	4	1	26	7	—	1	6	—	3
	{ F.	8	—	1	2	5	—	2	—	2	4	4	4	—	—	7	—	—	—	—	—	1
1942	{ H.	63	—	9	29	25	6	8	47	2	—	16	46	1	1	27	7	—	3	23	—	2
	{ F.	7	—	1	2	4	—	2	—	2	3	3	4	—	—	7	—	—	—	—	—	—
1943	{ H.	25	—	2	12	11	(*)	(*)	(*)	(*)	(*)	6	18	1	7	—	9	—	—	9	—	—
	{ F.	3	—	—	—	3	(*)	(*)	(*)	(*)	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* La durée de l'internement subi n'a pas été relevé pour 1943.

Tableau n° 101. — INTERNÉS SE TROUVANT DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE DÉFENSE SOCIALE POUR ANORMAUX AU 31 DÉCEMBRE 1943, RÉPARTIS D'APRÈS DES ASPECTS D'ORDRE SOCIAL

Age.	Hommes		Femmes		Degré d'Instruction.	Hommes		Femmes	
	H	F	H	F		H	F	H	F
Moins de 18 ans	7	—	Ne sachant ni lire ni écrire	170	7				
De 18 à moins de 30 ans	99	15	Etudes primaires	280	39				
De 30 à moins de 50 ans	269	32	Etudes secondaires moyennes	20	5				
De 50 ans et plus	123	19	Etudes secondaires supérieures	25	15				
<i>Totaux :</i>	498	66	Etudes supérieures	3	—				
			<i>Totaux :</i>	498	66				
			Idiome parlé.						
			Le français	227	19				
			Le flamand	197	26				
			Le français et le flamand	61	21				
			Ni le français ni le flamand	13	—				
			<i>Totaux :</i>	498	66				
Etat-Civil.			Nature de l'infraction commise.						
Célibataires	286	30	Contre les personnes	143	20				
Mariés avec enfants	89	19	Contre les propriétés	222	31				
Mariés sans enfants	59	10	Contre les mœurs	132	15				
Veufs ou divorcés avec enfants	47	5	Mendicité et vagabondage	1	—				
Veufs ou divorcés sans enfants	17	2	Etrangers sans moyen d'existence	—	—				
<i>Totaux :</i>	498	66	<i>Totaux :</i>	498	66				
			Durée de l'internement à subir.						
Filiation.			5 ans	279	44				
Enfants légitimes ou légitimés	480	64	10 ans	100	15				
Enfants naturels	18	1	15 ans	37	3				
Enfants trouvés	—	1	Condamnés internés	82	4				
<i>Totaux :</i>	498	66	<i>Totaux :</i>	498	66				

B. — Etablissements pour récidivistes et délinquants d'habitude.

Les récidivistes et délinquants d'habitude se trouvant à la disposition du gouvernement sont internés, s'il y a lieu, dans un établissement désigné par arrêté royal (art. 27 de la loi de défense sociale).

L'arrêté royal organique du 15 décembre 1930 a créé sous la dénomination d'établissements de défense sociale pour récidivistes :

- 1° un établissement spécial pour le sexe masculin à Merksplas ;
- 2° une section spéciale aux établissements de bienfaisance de Saint-André lez-Bruges, pour l'internement des femmes.

L'établissement de Merksplas ne fut livré à sa destination qu'en 1932, d'autre part en 1938 un quartier pour la même catégorie d'internés fut organisé à la prison de Saint-Gilles. Celle-ci ayant été réquisitionnée par les Allemands en 1940, une section pour récidivistes flamands fut établie à la prison de Turnhout, et une autre pour récidivistes wallons à la prison de Mons.

Statistique. — Le tableau n° 102 concernant la population des établissements donne un aperçu assez complet, seuls les renseignements se rapportant à l'établissement de Saint-Gilles pour 1938 et 1939 font défaut.

Tableau n° 102. — CAPACITÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE DÉFENSE SOCIALE POUR RÉCIDIVISTES. ENTRÉES — SORTIES — JOURNÉES D'INTERNEMENT. POPULATION MOYENNE, MAXIMUM ET MINIMUM

AN- NÉES	ETABLISSEMENTS (1)	Capacité Places		Entrées		Sorties		Journées d'internement		Population					
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	Moyenne		Maximum		Minimum	
										11	12	13	14	15	16
1932	Merksplas	54	—	44	—	6	—	6,861	—	20	—	39	—	4	—
1933	Merksplas	144	—	84	—	34	—	14,653	—	47	—	52	—	35	—
1934	Merksplas	144	—	147	—	57	—	24,444	—	83	—	87	—	58	—
	St-André	—	10	—	1	—	—	—	427	—	1	—	1	—	1
	<i>Total :</i>	144	10	147	1	57	—	24,444	427	83	1	87	1	58	1
1935	Merksplas	144	—	189	—	74	—	38,598	—	112	—	121	—	90	—
	St-André	—	10	—	3	—	—	—	820	—	4	—	4	—	4
	<i>Total :</i>	144	10	189	3	74	—	38,598	820	112	4	121	4	90	4
1936	Merksplas	144	—	249	—	116	—	48,621	—	141	—	153	—	122	—
	St-André	—	10	—	3	—	—	—	1,464	—	4	—	4	—	4
	<i>Total :</i>	144	10	249	3	116	—	48,621	1,464	141	4	153	4	122	4
1937	Merksplas	144	—	235	—	90	—	47,873	—	139	—	153	—	125	—
	St-André	—	10	—	3	—	—	—	3,460	—	4	—	4	—	4
	<i>Total :</i>	144	10	235	3	90	—	47,873	3,460	139	4	153	4	125	4
1938	Merksplas	144	—	239	—	110	—	51,595	—	156	—	163	—	139	—
	St-André	—	10	—	4	—	—	—	1,386	—	4	—	4	—	3
	<i>Total :</i>	144	10	239	4	110	—	51,595	1,386	156	4	163	4	139	3
1939	Merksplas	144	—	225	—	225	—	35,662	—	112	—	142	—	47	—
	St-André	—	10	—	4	—	—	—	1,560	—	4	—	5	—	3
	<i>Total :</i>	144	10	225	4	225	—	35,662	1,560	112	4	142	5	47	3
1940	Mons	74	—	14	—	15	—	3,817	—	31	—	31	—	24	—
	Turnhout	75	—	45	—	16	—	3,396	—	28	—	32	—	16	—
	St-André	—	10	—	4	—	—	—	1,325	—	4	—	5	—	2
	<i>Total :</i>	149	10	89	4	31	2	7,213	1,325	59	4	66	5	40	2
1941	Mons	66	—	83	—	11	—	12,963	—	35	—	50	—	21	—
	Turnhout	75	—	79	—	38	—	11,220	—	39	—	49	—	29	—
	St-André	—	10	—	3	—	—	—	880	—	3	—	3	—	2
	<i>Total :</i>	141	10	162	3	82	1	27,192	880	74	3	99	3	53	2
1942	Mons	66	—	79	—	39	—	15,696	—	13	—	52	—	36	—
	Turnhout	75	—	93	—	49	—	17,057	—	17	—	53	—	11	—
	St-André	—	10	—	3	—	—	—	930	—	2	—	3	—	2
	<i>Total :</i>	141	10	172	3	88	1	32,753	930	90	2	105	3	77	2
1943	Mons	62	5	85	—	36	—	16,746	—	16	—	52	—	13	—
	Turnhout	147	—	92	—	48	—	18,807	—	52	—	61	—	11	—
	St-André	—	10	—	2	—	—	—	730	—	2	—	2	—	2
	<i>Total :</i>	209	15	177	2	84	—	35,553	730	98	2	113	2	87	2

* H = Hommes. * F = Femmes.

(1) Les renseignements concernant l'établissement de Saint-Gilles (1938-1939) n'ont pu être fournis. Il n'y a pas eu d'entrées dans l'établissement de Saint-André en 1931-1932 et 1933.

Filiation.	Hommes	Femmes	Idiome parlé.	Hommes	Femmes
Enfants légitimes ou légitimés	94	2	Le français	43	1
Enfants naturels	2	--	Le flamand	37	1
Enfants trouvés	--	--	Le français et le flamand	16	--
			Ni le français ni le flamand	--	--
<i>Totaux :</i>	96	2	<i>Totaux :</i>	96	2
			Nature de l'infraction commise.		
Degré d'Instruction.			Contre les personnes	27	--
Ne sachant ni lire ni écrire	11	--	Contre les propriétés	59	2
Etudes primaires	79	2	Contre les mœurs	8	--
Etudes secondaires moyennes	2	--	Mendicité et vagabondage	2	--
Etudes secondaires supérieures	2	--	Etrangers sans moyen d'existence	--	--
Etudes supérieures	2	--	<i>Totaux :</i>	96	2
<i>Totaux :</i>	96	2	Durée de l'internement à subir.		
			5 à 10 ans	23	--
			10 ans	58	2
			20 ans	15	--
			<i>Totaux :</i>	96	2

ANNEXES
 À LA
STATISTIQUE JUDICIAIRE
DE LA BELGIQUE
 DE
L'ANNÉE 1943

ANNEXE I

Statistique
de l'Administration des Services de Contrôle
en ce qui concerne l'instruction
des procès-verbaux dressés en matière de ravitaillement,
de rationnement et de prix

INTRODUCTION

LEGISLATION

Un arrêté du 26 février 1943 (*Moniteur* du 28 février 1943) a abrogé les deux arrêtés du 29 août 1941 portant, l'un délimitation des circonscriptions de l'administration des services de contrôle, l'autre détermination des agglomérations visées par l'art. 6 de l'arrêté organique du 20 août 1941. Ils ont été remplacés par les dispositions suivantes entrant en vigueur le 1^{er} mars 1943 :

« Art. 1^{er}. — Les provinces sont divisées en districts, dont les limites coïncident avec celles des arrondissements administratifs.

» Sont toutefois fusionnés pour ne former qu'un seul district, les arrondissements sui-

» vants : Bruges et Ostende, Furnes et Dixmude, » Arlon et Virton.

» Sont détachées des arrondissements administratifs d'Anvers, Bruxelles, Gand, Liège et Charleroi pour former un district séparé, les villes d'Anvers, Gand, Charleroi, Bruxelles et Liège, telles qu'elles ont été constituées respectivement par les arrêtés des 15 septembre 1941, 15 mai 1942, 15 juillet 1942, 24 septembre 1942 et 25 octobre 1942 »

Il y a lieu de citer, en outre, l'arrêté du 28 décembre 1943 (*Moniteur* du 21 janvier 1944) qui a complété cette détermination des districts par le fusionnement en un seul district des arrondissements de Roulers et de Tielt.

STATISTIQUE

La législation intervenue en 1943 n'a apporté, pour l'année considérée, qu'une seule modification effective dans l'état des circonscriptions, notamment la subdivision à partir du 1^{er} mars

du district de Charleroi, en un district-arrondissement et un district-ville.

L'arrêté du 26 février 1943 ayant remplacé l'appellation district-agglomération par celle de

Tableau n° 1. — APERÇU GÉNÉRAL DES PROCÈS-VERBAUX REÇUS ET TRAITÉS TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS			
	par les Services de Contrôle des Districts et de l'Administration Centrale	par la gendarmerie et la police locale	par d'autres organismes	Total	Classés	Transigés	Délérés à une juridiction	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Janvier	21,021	1,838	385	23,244	3,385	1,307	17,595	22,287
Février	24,643	1,876	619	27,138	2,611	1,398	22,064	26,073
Mars	26,002	2,435	538	28,975	1,977	1,211	22,120	25,608
Avril	22,164	2,379	348	24,891	1,574	1,313	18,874	21,761
Mai	26,129	2,869	631	29,629	5,079	1,459	22,394	28,932
Juin	28,154	3,128	338	31,620	2,113	1,385	21,680	25,178
Juillet	37,911	3,293	263	41,467	2,420	1,164	24,688	28,272
Août	32,108	1,880	377	34,365	1,927	1,341	26,345	29,613
Septembre	28,799	1,440	473	30,712	2,052	1,226	27,971	31,249
Octobre	22,608	1,269	247	24,124	2,423	754	24,146	27,323
Novembre	17,794	1,561	359	19,714	1,998	273	34,893	37,164
Décembre	20,359	1,334	288	21,981	1,065	190	24,951	26,206
<i>Total :</i>	307,692	25,302	4,866	337,860	28,624	13,021	288,021	329,666

district-ville, les services de contrôle ont adopté ce terme nouveau, qui figure dès lors, malgré son illégalité actuellement reconnue, dans les tableaux statistiques ci-après.

REDACTION DES TABLEAUX

Jusqu'en 1942, la statistique était empruntée à des tableaux que l'administration des services de contrôle dressait elle-même, au moyen des rapports mensuels des districts qui lui étaient adressés.

Cette méthode était, d'une part, contraire au principe de la centralisation intégrale des services de statistique de l'Etat, et ne laissait d'autre part, à l'Office Central de Statistique ni la liberté dans le choix des renseignements à prélever,

AN- NÉES	Procès-verbaux restés sans détermination au 1 ^{er} janvier	Procès-verbaux entrés pendant l'année	Total des procès-verbaux à traiter		Procès-verbaux traités au 31 décembre		Procès-verbaux restant sans détermination au 31 déc.	
			Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1941		59,615	59,615	100	27,434	46	32,181	54
1942	32,181	286,374	318,555	100	264,822	83	53,733	17
1943	59,481*	337,860	397,341	100	329,666	83	67,675	17

* Chiffres rectifiés.

La comparaison des chiffres totaux des procès-verbaux à traiter en 1942 et 1943 : 318,555 et 397,341, fait ressortir un accroissement de charge en 1943 de l'ordre de 24 %.

Malgré cela, les taux des procès-verbaux traités et ceux des procès-verbaux restés sans détermination à la fin de l'année sont restés les mêmes, par rapport au nombre des procès-verbaux à traiter, qu'en 1942. On peut en déduire que l'activité de l'administration des services de contrôle s'est considérablement développée.

L'analyse du tableau n° 1 fait ressortir que l'entrée des procès-verbaux a atteint son point culminant au mois de juillet après une ascension

ANNÉES	Totaux des procès-verbaux entrés		Dressés par les agents des services de contrôle		Dressés par la gendarmerie ou la police locale		Émanant d'autres organismes	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1941	59,615	100	46,336	78	12,632	21	647	1
1942	286,374	100	234,676	82	46,997	16	4,701	2
1943	337,860	100	307,692	91	25,302	7	4,866	2

Dans le tableau n° 2 qui suit, les procès-verbaux entrés en traités sont répartis par district.

ni la garantie d'une vérification des chiffres obtenus.

Aux fins d'y remédier, l'administration précitée consentit à confier à l'Office Central les rapports de district de l'année 1943. Ainsi il fut possible de tirer la statistique directement de sa source originaire et de présenter deux tableaux nouveaux faisant la classification des procès-verbaux d'après la nature des faits, ce qui ne manque pas d'intérêt.

Outre les 337,860 procès-verbaux entrés au cours de l'année 1943, 59,481 procès-verbaux restés sans détermination fin 1942 demeuraient à charge de l'activité de l'Administration des services de contrôle, activité dont le bilan comparatif pour les trois années d'exercice s'établit comme suit :

mensuelle des chiffres, qui ne fut interrompue qu'en avril. Dès le mois d'août, l'entrée des procès-verbaux fait une chute profonde pour atteindre son niveau le plus bas en novembre et se relever légèrement en décembre.

Au point de vue des autorités qui ont dressé les procès-verbaux, il est à remarquer que les chiffres font ressortir une nouvelle progression de l'activité des agents des services de contrôle qui sont intervenus dans plus de 90 % des cas.

Les chiffres et les proportions à cet égard se présentent pour les trois années d'exercice comme suit :

Tableau n° 2. - PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS ET TRAITÉS. - TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS	PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS				PROCÈS-VERBAUX TRAITÉS			
	par les Services de Contrôle	par la gendarmerie et la police	par d'autres organismes	Total	Classés	Transigés	détérés à une juridiction ou autorité	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	14,619	1,024	958	16,601	4,249	766	12,269	17,284
Bruxelles-ville	20,921	4,172	492	25,585	1,017	2,220	25,206	28,143
Louvain	16,138	995	327	17,460	2,249	210	8,405	10,864
Nivelles	8,616	162	40	8,818	548		4,871	5,419
Anvers	7,169	913	398	8,480	38	437	6,276	6,651
Anvers-ville	11,110	2,048	45	13,203	352	1,430	12,221	14,003
Malines	6,861	994	130	7,985	87	730	7,025	7,842
Turnhout	7,238	861	110	8,209	322	1,173	7,481	8,976
Mons	7,083	531	63	7,677	1,153	55	6,649	7,857
Charleroi	6,151	148	19	6,318	1,863		4,405	6,268
Charleroi-ville	3,390	581	58	4,029	845	5	3,185	4,035
Ath	7,240	129	45	7,414	3,567	3	4,159	7,729
Soignies	6,735	282	145	7,162	137		7,705	7,842
Thuin	3,718	111	89	3,918	584	1	3,447	4,032
Tournai	4,257	1,159	90	5,506	791	158	4,235	5,184
Gand	8,958	1,029	68	10,055	108	962	9,393	10,463
Eekloo	4,086	563	98	4,747	348	223	4,367	4,938
Gand-ville	5,653	38	58	5,749	409	221	6,018	6,648
Alost	15,459	522	153	16,134	79	213	18,076	18,368
Audenarde	9,327	975	85	10,387	44	727	10,110	10,881
Termonde	8,292	275	185	8,752	641	252	6,732	7,625
Saint-Nicolas	12,325	735	79	13,139	536	834	10,035	11,405
Bruges-Ostende	11,601	348	68	12,017	194	23	13,604	13,821
Courtrai	5,900	1,811	110	7,821	1,262	427	6,598	8,287
Furnes-Dixmude	6,452	226	70	6,748	242	345	6,194	6,781
Roulers	3,410	102	43	3,563	244	126	3,278	3,648
Tielt	3,593	48	54	3,695	337	355	2,964	3,656
Ypres	5,003	575	125	5,703	287	16	5,755	6,058
Liège	4,807	63	96	4,966	580	12	4,812	5,404
Liège-ville	5,116	466	75	5,657	1,278	140	4,087	5,505
Huy	4,812	111	69	4,992	392	43	2,619	3,054
Verviers	2,823	52	14	2,889	148	31	2,767	2,916
Wareme	4,132	144	25	4,301	290	58	2,421	2,769
Hasselt	8,880	811	52	9,743	409	258	9,801	10,468
Maaseik	8,315	527	25	8,867	804	213	9,676	10,693
Tongres	10,097	751	128	10,976	686	227	11,941	12,854
Arlon-Virton	2,792	90	44	2,926	81		756	810
Bastogne	4,133	208	7	4,348	363	31	2,133	2,530
Marche-en-Famenne	4,268	127	4	4,399	60	2	4,583	4,615
Neufchâteau	4,121	128	4	4,253	5	9	2,489	2,503
Namur	3,853	117	86	4,056	350		2,618	2,968
Dinant	5,938	229	16	6,183	542	76	4,033	4,651
Philippeville	2,292	121	16	2,429	100	6	2,722	2,828

Le Royaume :

307,692 25,302 4,866 337,860 28,624 13,021 288,021 329,666

Récapitulation par province

Brabant	60,294	6,353	1,817	68,464	8,063	3,196	50,751	62,010
Anvers	32,378	4,816	683	37,877	799	3,770	32,903	37,472
Hainaut	38,574	2,941	509	42,024	8,940	222	33,785	42,947
Flandre orientale	64,100	4,137	726	68,963	2,165	3,432	64,731	70,328
Flandre occidentale	35,967	3,110	470	39,547	2,566	1,292	38,393	42,251
Liège	21,690	836	279	22,805	2,688	284	16,706	19,678
Limbourg	27,292	2,089	205	29,586	1,899	698	31,418	34,915
Luxembourg	15,314	553	59	15,926	512	45	9,961	10,518
Namur	12,083	467	118	12,668	992	82	9,373	10,447

Le Royaume :

307,692 25,302 4,866 337,860 28,624 13,021 288,021 329,666

Comparativement à la population du royaume au 31 décembre 1942, le chiffre global des procès-verbaux entrés au cours de l'année 1943 représente une proportion d'environ 41 % contre 35 % en 1942.

Cette proportion diffère considérablement de district en district.

PROVINCES	Population de droit au 31 décembre		Nombre de procès-verbaux entrés		Proportion de procès-verbaux par 1,000 habitants	
	1941	1942	en 1942	en 1943	en 1942	en 1943
Brabant	1,755,942	1,750,305	51,599	68,464	29.38	39.12
Anvers	1,247,675	1,243,342	49,181	37,877	39.42	30.46
Hainaut	1,214,101	1,203,786	30,504	42,024	25.12	34.91
Flandre Orientale	1,200,121	1,199,793	58,486	68,963	48.73	57.48
Flandre Occidentale	971,472	971,317	39,125	39,547	40.27	40.71
Liège	870,447	864,333	16,937	22,805	19.46	26.38
Limbourg	427,740	432,233	21,750	29,586	50.85	68.45
Luxembourg	217,721	218,250	9,060	15,926	41.61	72.97
Namur	352,173	352,168	9,732	12,668	27.63	35.97
<i>Le Royaume :</i>	<i>8,257,392</i>	<i>8,235,527</i>	<i>286,374</i>	<i>337,860</i>	<i>34.68</i>	<i>41.02</i>

cette année les services de contrôle ont proportionnellement sévi le plus et la province de Liège reste celle où la proportion est la plus basse.

Il est à remarquer qu'en 1943 les variations régionales se présentent sur une échelle plus étendue qu'en 1942 (26.38 % à 72.97 % contre 19.46 % à 50.85 %).

Dans toutes les provinces, excepté celle d'Anvers, où la proportion par 1.000 habitants est en baisse de 9 % et celle de la Flandre Occidentale où la situation peut être considérée comme stationnaire, le nombre des procès-verbaux dressés par 1.000 habitants, est en hausse considérable par rapport à l'année 1942.

PROVINCES	Pourcentage des procès-verbaux classés		Pourcentage des procès-verbaux transigés		Pourcentage des procès-verbaux déferés à une juridiction	
	en 1942	en 1943	en 1942	en 1943	en 1942	en 1943
Brabant	11.18	13.01	0.48	5.15	88.34	81.84
Anvers	3.09	2.13	5.81	10.07	91.10	87.80
Hainaut	6.08	20.82	0.98	0.52	92.94	78.66
Flandre orientale	3.98	3.08	18.62	4.88	77.40	92.04
Flandre occidentale	5.69	6.07	7.32	3.06	86.98	90.87
Liège	7.33	13.66	1.23	1.44	91.44	84.90
Limbourg	18.84	5.58	11.65	2.05	69.51	92.37
Luxembourg	9.31	4.87	1.07	0.43	89.62	94.70
Namur	9.60	9.50	1.75	0.87	88.65	89.72
<i>Le Royaume :</i>	<i>7.10</i>	<i>8.68</i>	<i>7.54</i>	<i>3.95</i>	<i>85.36</i>	<i>87.37</i>

procès-verbaux s'est au total légèrement intensifié. Ceci provient surtout du fait que dans les provinces du Hainaut et de Liège, cette solution a été admise plus fréquemment qu'en 1942.

Le rapport établi ci-après entre la population des provinces et le nombre de procès-verbaux qui y ont été dressés, donne une idée des variations régionales et permet, en même temps, de suivre la comparaison avec les résultats de l'année 1942.

C'est dans la province du Luxembourg que

On peut y trouver la preuve d'une organisation plus poussée dans la recherche des fraudes aux dispositions réglementant le ravitaillement, le rationnement et les prix.

De l'analyse des suites données aux procès-verbaux (colonnes 6, 7 et 8 du tableau n° 2) ne ressort pas non plus un parallélisme dans les chiffres par district.

Il a semblé intéressant de relever à cet égard les pourcentages comparatifs entre les années 1942 et 1943 des procès-verbaux classés, transigés ou renvoyés à une juridiction, par province :

On constate que le classement sans suite de

La baisse du pourcentage des transactions par rapport à 1942 est plutôt significative ; il semble que la procédure de transaction établie par l'arrêté du 29 août 1942 et qui aurait dû

trouver sa pleine éclosion en 1943, n'est pas d'une application aisée. Seulement dans les provinces du Brabant et d'Anvers, cette procédure nouvelle a atteint un résultat. Partout ailleurs les transactions ont été moins nombreuses qu'en 1942, alors qu'elles étaient laissées à l'initiative et au libre arbitre des chefs des services de contrôle.

Cette situation a eu pour conséquence qu'un

plus grand nombre de procès-verbaux ont été déferés aux juridictions, et que l'allègement provoqué pour celles-ci par les classements d'affaires et les transactions n'a été que de l'ordre de 13 % contre 15 % en 1942.

Au cours de l'année 1943, l'administration des services de contrôle a déferé à la juridiction administrative du premier degré (Commissaires d'arrondissement et bourgmestres des agglom-

Tableau n° 3. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION. TOTAUX MENSUELS POUR LE ROYAUME

MOIS	TOTAL des procès-verbaux transmis à une juridiction (tabl. n° 1, col. 8)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS					Total	A une autre autorité
		au Parquet	à une juridiction administrative					
1	2	3	Commissaire d'arrondissement ou bourgmestre	Centrale de marchandises	Gouverneur de province	Haute autorité administrative	4	9
Janvier	17,595	374	15,260	1,708	19	81	17,068	153
Février	22,064	484	15,027	4,490	39	127	19,683	1,897
Mars	22,420	458	17,026	3,590	54	550	21,220	742
Avril	18,874	616	14,741	1,735	112	1,074	17,662	596
Mai	22,394	656	19,640	475	384	588	21,087	651
Juin	21,680	690	19,910	423	160	108	20,601	389
Juillet	24,688	431	23,375	303	44	137	23,859	398
Août	26,345	323	25,562	106	26	35	25,729	293
Septembre	27,971	427	26,767	262	3	156	27,188	356
Octobre	24,146	418	22,683	234	6	534	23,457	271
Novembre	34,893	317	33,902	62	7	470	34,411	135
Décembre	24,951	320	21,662	64	82	2,736	24,544	87
<i>Totaux :</i>	<i>288,021</i>	<i>5,514</i>	<i>255,555</i>	<i>13,452</i>	<i>936</i>	<i>6,596</i>	<i>276,539</i>	<i>5,968</i>

raisons) 255,555 affaires contre 209,043 en 1942, soit 22 % en plus.

Il est à remarquer que les juridictions intéressées ne déclarent avoir été saisies en 1943 que de 247,550 affaires nouvelles (voir à ce sujet la statistique sur l'activité de la juridiction administrative en 1943, tableau n° 1 B).

Ce manque de concordance dans les chiffres peut être attribué soit à des erreurs de compte qui peuvent avoir été commises de part ou d'autre, soit au fait que les affaires déclarées transmises par les services de contrôle ne sont pas nécessairement enregistrées aussitôt par les juridictions.

Quoiqu'il en soit, les chiffres tels qu'ils apparaissent établissent que la totalité des affaires transmises aux juridictions du 1^{er} degré passe

préalablement à l'examen des services de contrôle alors qu'en 1941 : 47 % et en 1942 : 93.5 % seulement des affaires transmises émanaient de ces services.

On constate parallèlement une intervention beaucoup plus intense des services de contrôle auprès des Centrales de marchandises (13,452 affaires transmises aux centrales en 1943 contre 582 en 1942).

Le tableau n° 4 ci-après fait la répartition par district des procès-verbaux soumis aux juridictions et autorités par l'administration des services de contrôle.

Les deux nouveaux tableaux ci-après, portant les numéros 5 et 6, répartissent les procès-verbaux entrés d'après la nature des faits qui y sont constatés.

Tableau n° 4. — AFFAIRES TRANSMISES À UNE JURIDICTION. — TOTAUX PAR DISTRICT

DISTRICTS	Procès-verbaux soumis à une juridiction (tabl. n° 2, col. 8)	PROCÈS-VERBAUX TRANSMIS						A une autre autorité
		Au Parquet	à une juridiction administrative				Total	
			Commissaire d'arrondissement ou bourgmestre	Centrale de marchandises	Gouverneur de province	Haute autorité administrative		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	12,269	187	10,930	914	1	176	12,021	61
Bruxelles-ville	25,206	823	22,996	198	1	113	23,308	1,075
Louvain	8,405	150	7,383	361	1	510	8,255	—
Nivelles	4,871	229	4,418	5	—	213	4,636	6
Anvers	6,176	36	5,883	—	23	139	6,045	95
Anvers-ville	12,221	256	11,252	56	51	98	11,457	508
Malines	7,025	109	6,112	239	153	247	6,751	165
Turnhout	7,481	58	6,859	46	288	154	7,347	76
Mons	6,649	231	5,325	442	13	147	5,927	491
Charleroi	4,405	41	3,346	918	2	88	4,354	10
Charleroi-ville	3,185	64	2,758	314	—	42	3,114	7
Ath	4,159	38	3,771	96	—	248	4,115	6
Soignies	7,705	79	7,252	—	—	143	7,395	231
Thuin	3,447	26	3,078	145	2	196	3,421	—
Tournai	4,235	18	4,135	—	—	82	4,217	—
Gand	9,393	152	8,644	52	63	49	8,828	413
Eekloo	4,367	132	3,562	261	—	411	4,234	1
Gand-ville	6,018	180	5,439	45	11	33	5,528	310
Alost	18,076	246	16,307	97	16	383	16,803	1,027
Audenarde	10,110	116	8,804	876	76	238	9,994	—
Termonde	6,732	158	5,402	1,020	83	28	6,533	41
St-Nicolas	10,035	301	8,678	533	29	494	9,734	—
Bruges-Ostende	13,604	171	13,025	15	9	210	13,259	174
Courtrai	6,598	155	6,256	6	5	176	6,443	—
Furnes-Dixmude	6,194	1	4,842	1,208	1	81	6,132	61
Roulers	3,278	32	2,181	1,007	1	57	3,246	—
Tielt	2,964	12	2,797	27	1	101	2,926	26
Ypres	5,755	21	5,563	2	9	129	5,703	31
Liège	4,812	179	3,238	1,091	47	79	4,455	178
Liège-ville	4,087	247	3,573	119	1	89	3,782	58
Huy	2,619	25	1,707	575	16	51	2,349	245
Verviers	2,767	210	2,030	75	—	75	2,180	368
Waremmé	2,421	67	2,227	24	1	102	2,354	—
Hasselt	9,801	109	9,063	183	18	223	9,487	205
Maaseik	9,676	117	9,263	115	13	166	9,557	2
Tongres	11,941	88	10,095	1,586	1	171	11,853	—
Arlon-Virton	756	39	696	—	—	15	711	6
Bastogne	2,133	26	1,989	25	—	89	2,103	4
Marche-en-Famenne	4,583	20	4,282	257	—	24	4,563	—
Neufchâteau	2,489	96	1,877	331	—	104	2,312	81
Namur	2,618	104	2,287	27	—	194	2,508	6
Dinant	4,033	84	3,706	102	—	141	3,949	—
Philippeville	2,722	81	2,495	59	—	87	2,641	—
Le Royaume :	288,021	5,514	255,555	13,452	936	6,596	276,539	5,968
Récapitulation par province.								
Brabant	50,751	1,389	45,727	1,478	3	1,012	48,220	1,142
Anvers	32,903	459	30,106	341	515	638	31,600	844
Hainaut	33,785	497	29,665	1,915	17	946	32,543	745
Flandre orientale	64,731	1,285	56,856	2,884	278	1,636	61,654	1,792
Flandre occidentale	38,393	392	34,664	2,265	26	754	37,709	292
Liège	16,706	728	12,784	1,884	65	396	15,129	849
Limbourg	31,418	314	28,421	1,884	32	560	30,897	207
Luxembourg	9,961	181	8,844	613	—	232	9,689	91
Namur	9,373	269	8,488	188	—	422	9,098	6
Le Royaume :	288,021	5,514	255,555	13,452	936	6,596	276,539	5,968

La classification des faits groupés en catégories a été établie par circulaire de la direction générale des services de contrôle du 9 janvier 1942.

On y a distingué :

1° *La police du commerce* : pris non pas dans son sens restreint de l'arrêté du 18 octobre 1940 (registre du commerce), mais dans sa signification générale telle qu'elle attribue compétence aux inspecteurs et contrôleurs par arrêté du 13 décembre 1940 (*Moniteur* des 2 et 3 janvier 1941).

Tombent donc dans cette catégorie, les infractions se rapportant aux poids et mesures, au registre du commerce, au commerce ambulancier, aux heures d'ouverture, aux conditions de vente, à l'authenticité des denrées, à l'emballage, aux marques, à la concurrence, etc., etc.

2° *Le travail* : les infractions concernant les salaires étant seules en cause.

3° *Les prix* : les infractions à ce sujet étant subdivisées d'après qu'il s'agit de produits comestibles ou non comestibles, ou bien encore de matières diverses lorsque l'infraction ne concerne pas directement des produits comestibles ou non comestibles.

4° *La réglementation* : visant toutes les infractions quelconques aux prescriptions du rationnement. Ces infractions sont subdivisées de la même manière que celles visées au 3° ci-dessus.

5° *Diverses et mixtes* : étant les infractions à caractère multiple ou ne pouvant pas être classées dans une des catégories précédentes.

Les tableaux ci-dessus font ressortir que l'administration des services de contrôle sévit en

Tableau n° 5. — APERÇU DES PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS, REPARTIS DES FAITS CONSTATÉS ET PAR MOIS.

MOIS	Total des procès-verbaux entrés (tabl. n° 1 col. 5)	PROCÈS-VERBAUX CONCERNANT DES INFRACTIONS							A des prescriptions diverses ou mixtes	
		A la police du commerce	Au travail	Aux prix			A la réglementation du rationnement			
				Produits non comestibles	Produits comestibles	Matières diverses	Produits non comestibles	Produits comestibles		Matières diverses
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Janvier	23,244	1,170	39	875	606	167	12,125	4,543	3,164	555
Février	27,138	323	36	1,434	936	488	12,542	6,769	4,040	570
Mars	28,975	339	100	2,045	1,272	420	17,065	3,954	3,396	384
Avril	24,891	477	100	2,149	1,587	657	13,647	3,191	2,427	656
Mai	29,629	803	205	2,472	1,856	926	17,792	2,242	2,556	777
Juin	31,620	586	70	2,157	1,488	461	22,272	1,872	2,226	488
Juillet	41,467	522	71	1,963	1,146	485	31,206	1,999	3,568	507
Août	34,365	413	120	1,475	1,053	309	26,565	1,838	2,261	328
Septembre	30,712	589	71	1,265	1,102	468	20,402	2,727	3,866	222
Octobre	24,124	589	93	855	1,016	222	14,618	1,931	4,637	163
Novembre	19,714	731	68	934	847	293	11,241	1,516	3,836	218
Décembre	21,981	633	42	711	837	229	14,316	1,572	3,412	229
Total en 1943 :	337,860	7,175	1,015	18,335	13,746	5,125	213,791	34,184	39,392	5,097

ordre principal pour faire observer les prescriptions du rationnement. 85 % des procès-verbaux sont dressés pour des infractions à cette réglementation.

Les infractions en matière de prix suivent en importance, motivant 11 % des procès-verbaux.

Les infractions des autres catégories ne justifient ensemble que 4 % des procès-verbaux.

Tableau n° 6. — APERÇU DES PROCÈS-VERBAUX ENTRÉS, REPARTIS D'APRÈS LA NATURE DES FAITS CONSTATÉS ET PAR DISTRICT.

DISTRICTS	Total des procès-verbaux entrés (tabl. n° 2 col. 5)	PROCÈS-VERBAUX CONCERNANT DES INFRACTIONS								A des prescriptions diverses ou mixtes
		A la police du commerce	Au travail	Aux prix			A la réglementation du rationnement			
				Pro-duits comestibles	Pro-duits non comestibles	Matières diverses	Pro-duits comestibles	Pro-duits non comestibles	Matières diverses	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	16,601	7	126	233	456	108	13,626	1,628	252	165
Bruxelles-ville	25,585	5,143	21	3,645	3,555	1,279	9,909	941	788	304
Louvain	17,460	208	—	280	335	19	14,063	704	1,651	200
Nivelles	8,818	149	8	84	104	115	6,615	203	1,505	35
Anvers	8,480	262	3	327	297	257	2,274	222	4,833	5
Anvers-ville	13,203	11	—	2,566	1,258	144	6,680	2,019	525	—
Malines	7,985	1	2	924	564	179	3,446	380	2,489	—
Turnhout	8,209	—	—	296	430	89	4,870	2,515	9	—
Mons	7,677	21	2	353	77	267	5,233	934	696	94
Charleroi	6,318	1	2	302	126	14	4,195	1,123	549	6
Charleroi-ville	4,029	—	2	968	316	50	1,902	644	114	33
Ath	7,414	37	1	90	52	9	6,296	714	199	16
Soignies	7,162	16	—	406	180	78	306	75	6,062	39
Thuin	3,918	6	1	172	48	13	2,886	654	90	48
Tournai	5,506	3	—	61	27	47	3,823	42	157	1,346
Gand	10,055	3	44	644	299	25	6,723	1,109	1,208	—
Eekloo	4,747	66	6	306	204	26	3,581	414	132	12
Gand-ville	5,749	17	155	684	1,301	27	1,340	2,023	142	60
Alost	16,134	57	—	555	399	5	12,679	1,653	408	378
Audenarde	10,387	51	5	257	294	52	8,705	873	134	16
Termonde	8,752	89	96	245	570	140	5,487	1,199	755	171
St-Nicolas	13,139	41	1	232	387	139	4,833	1,078	5,950	478
Bruges-Ostende	12,017	24	164	188	277	65	9,709	276	1,145	169
Courtrai	7,821	5	4	291	404	118	5,294	1,263	166	276
Furnes-Dixmude	6,748	15	3	262	29	176	4,808	28	1,357	70
Roulers	3,563	20	—	116	340	10	1,547	1,484	14	32
Tielt	3,695	—	1	64	110	102	2,593	153	647	25
Ypres	5,703	57	—	100	120	61	4,901	233	222	9
Liège	4,966	302	26	343	56	48	2,293	1,232	577	89
Liège-ville	5,657	208	261	1,271	13	662	1,633	23	1,513	73
Huy	4,992	3	—	100	43	38	3,921	848	31	8
Verviers	2,889	125	5	227	195	65	1,339	556	297	80
Waremme	4,301	24	—	141	131	9	1,281	2,574	141	—
Hasselt	9,743	61	1	157	21	470	7,157	1,051	822	3
Maaseik	8,867	—	—	450	328	84	6,797	232	820	156
Tongres	10,976	18	74	205	98	36	8,471	1,817	141	116
Arlon-Virton	2,926	5	—	258	44	23	2,268	37	222	69
Bastogne	4,348	4	—	134	64	3	3,730	212	7	194
Marche-en-Famenne	4,399	1	—	44	47	6	3,884	346	24	47
Neufchâteau	4,253	9	—	81	9	28	1,772	68	2,193	93
Namur	4,056	12	1	118	63	15	3,441	79	193	134
Dinant	6,183	89	—	117	41	9	5,620	202	73	32
Philippeville	2,429	4	—	38	34	15	1,860	323	139	16
Le Royaume :	337,860	7,175	1,015	18,335	13,746	5,125	213,791	34,184	39,392	5,097
Récapitulation par province										
Brabant	68,464	5,507	155	4,242	4,450	1,521	44,213	3,476	4,196	704
Anvers	37,877	274	5	4,113	2,549	669	17,270	5,136	7,856	5
Hainaut	42,024	84	8	2,352	826	478	24,641	4,186	7,867	1,582
Flandre orientale	68,963	324	307	2,923	3,454	414	43,348	8,349	8,729	1,115
Flandre occidentale	39,547	121	172	1,021	1,280	532	28,852	3,437	3,551	581
Liège	22,805	662	292	2,082	438	822	10,467	5,233	2,559	250
Limbourg	29,586	79	75	812	447	590	22,425	3,100	1,783	275
Luxembourg	15,926	19	—	517	164	60	11,654	663	2,446	403
Namur	12,668	105	1	273	138	39	10,921	604	405	182
Le Royaume :	337,860	7,175	1,015	18,335	13,746	5,125	213,791	34,184	39,392	5,097

ANNEXE II

**Statistique de l'activité
de la
Juridiction Administrative**

INTRODUCTION

LÉGISLATION

L'arrêté du 25 février 1943 (Moniteur du 26 février 1943) apporte à celui du 29 juin 1942, instituant une procédure administrative, une série de modifications.

La compétence de la juridiction disciplinaire de la corporation nationale de l'agriculture et de l'alimentation est plus nettement délimitée de celle de la juridiction administrative (art. 1^{er} § 2).

Malgré le caractère de réparation civile des décisions prises par les juridictions administratives, l'amende prononcée s'éteint par la mort du condamné (art. 1^{er} § 4).

Les autorités compétentes pour exercer la juridiction de première instance sont autorisées à déléguer leur pouvoir, sous leur responsabilité, à un ou plusieurs de leurs agents.

D'autre part les agglomérations, qui peuvent constituer un siège de juridiction de première instance, ne sont plus limitativement désignées (art. 2).

L'appareil répressif est renforcé par les modifications apportées à l'article 6 :

- La fermeture temporaire ou définitive d'un établissement peut être exécutée même à charge d'un tiers, qui aurait repris cet établissement.
- La fermeture provisoire d'un établissement pour une durée maxima d'un mois peut être ordonnée par la juridiction administrative dès la constatation de l'infraction. La durée de la fermeture ainsi exécutée est à déduire de celle qui sera prononcée par la dite juridiction ou par le tribunal.
- La sanction de confiscation peut atteindre outre les marchandises, son emballage et ses moyens de transports, les moyens de production ou de distribution ayant servi à des fabrications ou des distributions illicites.

L'application de la contrainte par corps est facilitée dans sa procédure :

L'invitation à se constituer prisonnier est

adressée au débiteur directement par la juridiction saisie en dernier lieu, sans que la sommation par voie d'huissier soit encore requise.

A défaut de satisfaire à l'invitation, la contrainte par corps est mise à exécution sur réquisitoire de l'autorité administrative qui a rendu la décision définitive (art. 11 § 4).

L'article 17 revêt le recours contre la décision en première instance d'une forme plus rigoureuse :

« Le recours contre la décision en première instance doit, à peine de déchéance, être adressé par le contrevenant, par lettre recommandée, à l'autorité qui a rendu la décision, dans la huitaine de la notification. »

Le nouvel article 19 limite la possibilité de recours en troisième instance :

» Le recours à l'autorité administrative supérieure n'est admis que pour les infractions punies en seconde instance d'une au moins des sanctions définies ci-après :

- » a) d'une amende de plus de 10,000 francs ;
- » b) de la fermeture de l'établissement pour plus d'un mois ;
- » c) de l'interdiction ou de la restriction pour plus d'un mois du droit d'exercer la profession ;
- » d) de la confiscation de bénéfice illicite, si la somme dépasse seule ou conjointement avec l'amende, un montant de 10,000 frs.

» La confiscation de denrées ou marchandises ne donne ouverture au recours en troisième instance que si elle est prononcée conjointement avec une des peines définies ci-dessus.

» L'acte d'appel doit, à peine de déchéance, être adressé par le contrevenant, par lettre recommandée, au gouverneur qui a rendu la décision, dans la huitaine de la notification de celle-ci. »

L'arrêté du 25 août 1943 (Moniteur du 28 août et du 17 septembre 1943) pris en exécution de celui du 29 juin 1942, instituant une procé-

ture administrative, crée un siège de juridiction administrative pourvu de trois titulaires à la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Les fonctionnaires désignés pour y exercer cette juridiction détiennent leur pouvoir du chef du ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement et agissent sous la responsabilité de celui-ci.

Leur compétence est limitée aux infractions relatives à la production, au recensement et à la mobilisation de la récolte de 1943 ; ils agissent en qualité de juridiction supérieure, leur juridiction s'étendant sur l'entière du royaume, et les juridictions du 1^{er} et du 2^e degré étant exclues pour connaître des mêmes infractions.

Leurs décisions ne sont toutefois pas sans

LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ET LA STATISTIQUE

La statistique de l'année 1943 a été entièrement élaborée sous la direction de l'Office Central de Statistiques.

Des formulaires de rapports statistiques mensuels, dont la forme avait été arrêtée de commun accord avec les autorités compétentes ont été mis, par l'Office Central, à la disposition des juridictions de première et de deuxième instance dès le début de l'année.

Ces formulaires, dûment remplis, ont été adressés dans la huitaine qui suivait les mois de compte, par les juridictions, directement à l'Office Central de Statistique, en même temps qu'ils étaient communiqués aux hautes autorités administratives.

L'organisation à l'Office Central de la vérification et du dépouillement de ces documents a permis, non seulement de rédiger la présente statistique afférente à ces juridictions, mais aussi de communiquer régulièrement, dans les vingt jours de chaque mois, les comptes mensuels pour le royaume des juridictions des deux premiers degrés aux administrations intéressées.

La statistique sur l'activité des juridictions de troisième instance résulte des états fournis par les chefs juridiques départementaux, délégués pour exercer cette juridiction supérieure.

La juridiction administrative de la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation prévue par l'arrêté du 25 août 1943 n'a pas

recours, comme celles prononcées par la haute autorité administrative en premier et dernier ressort sous l'effet de l'évocation.

Des recours peuvent, en effet, être introduits contre les décisions de la juridiction administrative de la Corporation Nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation, devant les Commissions arbitrales instituées auprès de cette Corporation en vertu de l'arrêté du 30 juillet 1941.

L'effet de ces recours est toutefois limité par le pouvoir des Commissions arbitrales elles-mêmes de première instance et d'appel, qui ne prononcent pas de jugements, mais expriment des avis motivés tendant soit à la diminution ou la suppression de la peine prononcée soit à sa confirmation.

entrepris son activité en 1943, de sorte qu'aucune donnée statistique n'est à mentionner à cet égard.

Toutefois, aux fins de ne rien négliger qui soit du domaine de la juridiction administrative, il y a lieu de citer une activité qui, au cours de l'année 1943, a été dévolue à la Corporation Nationale, notamment l'instruction par délégation des infractions commises pour non-livraison par les cultivateurs de tabac :

6,176 affaires avaient fait l'objet d'une enquête, dont 2,970 ont été retenues, donnant lieu aux décisions suivantes :

Affaires terminées :

96 transmissions aux parquets ;
1,145 décisions d'amende pour un montant de 48,361,515 francs ;

7 confiscations de marchandises ;
1,636 acquittements ou classés sans suite.

Affaires restant en suspens : 86.

Il est à remarquer que les sanctions, en l'espèce, ont été prononcées, par l'autorité administrative supérieure du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, sans toutefois être comprises dans la statistique de sa juridiction du 3^e degré.

PREMIERE PARTIE

Juridiction de première instance

L'examen du tableau 1 A, fait ressortir une augmentation d'environ 10.5 % sur l'année 1942, des affaires nouvelles dont les juridictions de première instance ont eu à connaître (247,550 contre 223,950) et un accroissement de l'ordre de 14.5 % du nombre total des affaires inscrites (304,736 en 1943 pour 266,328 en 1942).

L'augmentation des affaires nouvelles n'est pourtant pas générale pour toutes les juridictions

du royaume. L'analyse du tableau 1 B montre un accroissement considérable des affaires dans les arrondissements de Bruxelles, Tongres, Marche-en-Famenne et Philippeville, par contre une diminution prononcée dans l'agglomération d'Anvers et dans les arrondissements de Thuin, Alost, Courtrai, Roulers-Tielt, Ypres et Neufchâteau.

Ailleurs la variation en hausse ou en baisse du nombre d'affaires nouvelles est moins marquée.

Tableau n° 1 A. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Affaires restant en suspens fin 1941	Affaires nouvelles en 1942	Total	ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Affaires restant en suspens fin 1941	Affaires nouvelles en 1942	Total
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles	4,046	12,692	16,738	Bruges-Ostende . . .	340	12,682	13,022
Bruxelles (aggl.) . . .	4,434	24,271	28,705	Courtrai	1,374	6,342	7,716
Louvain	3,671	7,793	11,464	Fuennes-Dixmude . . .	657	5,034	5,691
Nivelles	1,025	4,256	5,281	Roulers-Tielt	2,908	4,930	7,838
Anvers	2,156	6,166	8,322	Ypres	1,150	5,724	6,874
Anvers (aggl.)	3,357	12,794	16,151	Liège	372	3,138	3,510
Malines	1,041	6,521	7,562	Liège (aggl.)	1,585	4,055	5,640
Turnhout	292	6,735	7,027	Huy	191	1,798	1,989
Mons	5	5,168	5,173	Verviers	621	2,159	2,780
Charleroi	471	2,570	3,041	Waremme	229	3,060	3,289
Charleroi (aggl.)	6	2,700	2,706	Hasselt-Maaseik	3,765	11,061	14,829
Ath	169	3,707	3,876	Tongres	797	10,290	11,087
Solignies	360	7,134	7,494	Arlon-Virton	96	811	907
Thuin	104	2,875	2,979	Bastogne	114	2,031	2,145
Tournai	1,495	5,396	6,891	Marche-en-Famenne . .	516	1,304	1,820
Gand-Eekloo	8,574	12,439	21,013	Neufchâteau	336	1,587	1,923
Gand (aggl.)	376	6,869	7,245	Namur	93	2,552	2,645
Alost	2,407	6,683	9,090	Dinant	217	3,999	4,216
Audenarde	586	8,780	9,366	Philippeville	473	2,380	2,853
Termonde-Saint-Nicolas	6,777	14,061	20,838	Totaux :	57,186	247,550	304,736

Récapitulation par province

Brahant	13,176	49,012	62,188	Liège	2,998	14,210	17,208
Anvers	6,816	32,216	39,032	Limbourg	4,562	21,354	25,916
Hainaut	2,610	29,550	32,160	Luxembourg	1,062	8,733	9,795
Flandre orientale	18,720	48,832	67,552	Namur	783	8,931	9,714
Flandre occidentale . . .	6,429	34,712	41,141	Totaux :	57,186	247,550	304,736

L'état d'augmentation ou de diminution, par rapport à l'année 1942, des affaires nouvelles introduites, s'établit par province comme suit :

PROVINCES	Nombre d'affaires nouvelles en 1942	Nombre d'affaires nouvelles en 1943	Hausse ou baisse proportionnelle
Brabant . . .	34 226	49,012	+ 46
Anvers . . .	36,760	32,216	- 12
Hainaut . . .	25,795	29,550	+ 14
Fl. orient. . .	46,037	48,832	+ 6
Fl. occident. . .	35,864	34,712	- 3
Liège . . .	11,740	14,210	+ 21
Limbourg . . .	16,956	21,354	+ 26
Luxembourg . . .	7,298	8,733	+ 20
Namur . . .	9,274	8,931	- 4

Des 304,736 affaires inscrites en 1943 au rôle des juridictions, 11,664 ont été déferées au Parquet, 1,630 ont été renvoyées à la suite d'évocation à une juridiction administrative supérieure, 2,450 ont été renvoyées à la juridiction administrative du premier degré d'un autre ressort : 73,652 affaires ont fait l'objet d'un classement sans suite ou de l'acquiescement des prévenus et dans 137,852 affaires les contrevenants se sont vu appliquer une ou plusieurs sanctions ou peines.

Le tableau ci-après énonce à cet égard les chiffres par arrondissement et par province.

Les chiffres du tableau n° 2 qui forment cette fois un bilan parfait de l'activité des juridictions, démontrent que cette activité s'est encore accrue en 1943 par rapport aux années antérieures.

Le relevé comparatif établi ci-dessous, est à cet égard significatif :

AN- NÉES	Affaires inscrites		Affaires terminées		Affaires restant en suspens	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1	2	3	4	5	6	7
1941	128,515	100	86,137	67	12 378	33
1942	266,328	100	192,405	72	59,211	22
1943	304,736	100	230,112	75.5	71,624	24.5

* La non-concordance de ces chiffres et pourcentages est expliquée dans la statistique de 1942, page 294.

En ce qui concerne le sort réservé aux affaires terminées, la comparaison du tableau n° 2 avec le tableau sous même numéro de l'année 1942 fait ressortir une majoration en 1943 des affaires déferées au Parquet : 11,664 contre 7,649 ; une majoration aussi des affaires évoquées : 1,630 contre 1,077, tandis que les sentences prononçant condamnation dépassent de plus de 20,000 celles de l'année 1942 (137,852 contre 117,019).

Les affaires transmises au Parquet, l'ont été pour les motifs suivants : 7,882 en vertu de l'article 5 de l'arrêté du 29 juin 1942 (choix du contrevenant, 2,516 en vue d'aggravation de peine et 1,266 pour tous autres motifs.

Le tableau qui suit détermine le nombre de chacune des sanctions prononcées par chaque juridiction, le total de ces sanctions s'appliquant aux 137,852 affaires dans lesquelles il y a eu condamnation.

La comparaison de ce tableau avec les tableaux n° 3 des années antérieures fait ressortir un accroissement dans l'application de l'amende, et un certain déclin dans la confiscation de marchandises.

Les confiscations de bénéfices illicite deviennent plus fréquentes ainsi que les fermetures d'établissement ou interdictions de profession.

La fréquence des sanctions appliquées se manifeste comme suit pour les années 1941, 1942 et 1943 :

SANCTIONS APPLIQUÉES	Nombre d'applications en		
	1941	1942	1943
Amendes	64,251	86,917	103,737
Confiscations de marchandises	38,477	71 862	64,694
Confiscations de bénéfice illicite	795	680	731
Fermet. d'établiss. ou interdict. de professions, définitives	110		37
Fermet. d'établiss. ou interdict. de professions, temporaires	582	189	217
Publications de sentence	5,937	62	1,717

Tableau n° 3. — SANCTIONS PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

ARRONDISSEMENT AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Amendes	Confiscations de marchan- dises	Confisca- tions de bénéfices illicites	Fermeture d'établisse- ments ou interdiction de profession		Publications de sentences	Totaux des sentences prononcées
				Définitives	Temporaires		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	2,828	2,379					5,207
Bruxelles (agglomération)	13,139	11,685	156		71	164	25,215
Louvain	2,589	1,804	3		8	64	4,468
Nivelles	1,287	549	28		3	2	1,869
Anvers	3,779	2,064	14		1	13	5,871
Anvers (agglomération)	5,814	5,492	2	2	4	12	11,326
Malines	2,408	2,099	22		2	1	4,532
Turnhout	3,157	2,449	21		3		5,630
Mons	2,238	924	3			1	3,166
Charleroi	1,140	199					1,339
Charleroi (agglomération)	1,985	594	1	5	3	1	2,589
Ath	1,193	475	2	1	1	21	1,693
Soignies	2,410	437	1			1	2,849
Thuin	1,512	368	19		2	6	1 907
Tournai	1,343	2,239					3,582
Gand-Eekloo	8,052	6,470	4	1	35	18	14,580
Gand (agglomération)	3,582	1,837	133		15	30	5,597
Alost	3,489	1,265	119	6	18	79	4,976
Audenarde	1,857	1,049	2			3	2,911
Termonde St-Nicolas	6,450	5,173	13	8	15	49	11,708
Bruges-Ostende	3,061	507		1	1	666	4,236
Courtrai	2,299	1,600	36		2	276	4,213
Furnes-Dixmude	1,256	889	14		4	34	2,197
Roulers-Tielt	2,161	2,044	68	1	2	107	4,383
Ypres	1,903	684		1	3	128	2,719
Liège	2,110	516					2,626
Liège (agglomération)	3,559	1,021			6		4 586
Huy	800	96	2				898
Verviers	1,494	686	10				2,190
Waremmé	1,822	594	9	2	2	5	2,434
Hasselt-Mauseik	3,957	2,488	1			4	6,450
Tongres	2,800	843	28	1	10	3	3,685
Arlon-Virton	203	118	12				333
Bastogne	465	461	7	2	2		937
Marche-en-Famenne	502	654	1	1			1,158
Neufchâteau	683	300	1	3	3	10	1,000
Namur	1,832	407		1		1	2,241
Dinant	1,181	856					2 037
Philippeville	1,397	379	2	1	1	18	1 798
Total :	103,737	64,694	734	37	217	1,717	171,136

Récapitulation par province

Brabant	19,843	16,417	187		82	230	36,759
Anvers	15,158	12,104	59	2	10	26	27 359
Hainaut	11,821	5,236	26	6	6	30	17,125
Flandre Orientale	23,430	15,794	271	15	83	179	39,772
Flandre Occidentale	10,680	5,724	118	3	12	1,211	17,748
Liège	9,785	2,913	21	2	8	5	12,731
Limbourg	6,757	3,331	29	1	10	7	10,135
Luxembourg	1,853	1,533	21	6	5	10	3,428
Namur	4,410	1,642	2	2	1	19	6,076
Total :	103,737	64,694	734	37	217	1,717	171,136

Tableau n° 4 A. — IMPORT DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE 1^{re} INSTANCE.

PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS.

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	58,132	1,330,942	1,905,450	1,864,540	1,280,475
Bruxelles (agglomération)	1,209,410	2,577,560	2,005,130	1,654,160	1,989,800
Louvain	315,675	468,132	265,350	220,786	375,765
Nivelles	268,371	368,760	126,578	264,739	415,983
Anvers	709,005	4,757,340	500,330	575,250	275,575
Anvers (agglomération)	875,060	563,300	471,370	241,765	265,480
Malines	644,303	311,873	293,242	434,093	430,325
Turnhout	124,850	16,625	428,765	385,770	360,180
Mons	234,911	314,750	354,050	199,950	136,932
Charleroi	235,300	133,445	208,360	88,870	143,275
Charleroi (agglomération)	67,590	374,712	226,298	203,045	350,093
Ath	216,600	18,500	31,890	217,200	64,150
Soignies	188,560	399,075	514,960	304,325	818,630
Thuin	524,476	575,896	206,425	93,574	118,430
Tournai	74,326	412,424	388,124	401,725	329,474
Gand-Eekloo	2,446,653	3,244,375	831,570	420,700	672,555
Gand (agglomération)	170,744	635,920	299,543	210,103	13,036,743
Alost	766,245	3,476,873	331,892	344,260	497,440
Audenarde	341,540	2,981,220	657,875	325,540	129,255
Termonde-Saint-Nicolas	1,562,515	2,247,670	3,080,147	4,142,090	4,572,989
Bruges-Ostende	145,075	46,975	172,655	54,120	1,604,435
Courtrai	711,485	952,400	654,150	1,536,369	1,800,316
Furnes-Dixmude	25,450	124,845	665,170	118,060	189,700
Roulers-Tielt	3,217,201	363,446	209,006	81,730	530,050
Ypres	218,581	690,430	100,320	861,350	1,650,323
Liège	147,000	567,100	356,900	476,850	351,600
Liège (agglomération)	334,592	338,155	385,245	780,295	285,035
Huy	297,650	582,475	189,815	482,800	136,900
Verviers	159,870	302,942	268,518	156,353	191,606
Waremme	481,000	1,896,025	3,068,900	3,178,400	2,232,100
Hasselt-Meuseik	19,303,718	7,497,741	181,235	523,252	391,269
Tongres	785,450	1,418,680	1,041,439	552,683	451,250
Arlon-Virton	1,285	11,550	1,865	7,850	3,110
Bastogne	618,625	71,500	22,525	108,960	29,980
Marche-en-Famenne	116,650	303,700	97,350	13,800	131,200
Neufchâteau	100,995	85,800	427,815	28,100	55,350
Namur	257,200	807,575	351,050	511,980	430,990
Dinant	140,395	1,545,696	84,940	400,577	28,632
Philippeville	1,532,632	277,751	488,365	189,530	116,850
Totaux :	39,629,220	43,094,178	21,894,612	22,655,524	36,874,245

Récapitulation

Brabant	1,851,588	1,745,394	4,302,508	4,004,225	4,062,023
Anvers	2,353,218	5,649,138	1,693,707	1,636,878	1,331,560
Hainaut	1,541,763	2,228,802	1,930,107	1,508,689	1,960,984
Flandre orientale	5,287,797	10,586,058	5,201,027	5,442,693	18,908,982
Flandre occidentale	4,317,792	2,178,096	1,801,301	2,651,629	5,774,824
Liège	1,420,112	3,686,697	4,269,378	5,074,698	3,197,241
Limbourg	20,089,168	8,916,421	1,222,674	1,075,935	842,519
Luxembourg	837,555	472,550	649,555	158,710	219,640
Namur	1,930,227	2,631,022	924,355	1,102,067	576,472
Totaux :	39,629,220	43,094,178	21,894,612	22,655,524	36,874,245

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
1	7	8	9	10	11	12	13	14
Bruxelles	904,870	418,090	3,232,240	1,695,080	3,355,650	897,770	538,420	17,481,659
Bruxelles (agglomération)	1,712,480	1,275,849	1,596,965	1,897,260	938,200	1,041,335	1,116,050	19,014,199
Louvain	342,857	415,227	871,310	725,480	1,006,545	2,997,629	1,247,376	9,252,132
Nivelles	1,162,814	1,756,385	364,631	764,469	1,436,937	717,297	800,620	8,447,584
Anvers	432,635	510,089	384,175	489,215	592,680	487,555	667,365	10,381,264
Anvers (agglomération)	161,020	209,370	161,900	169,315	149,885	284,950	559,881	4,113,296
Malines	233,461	178,757	203,496	122,450	167,500	237,586	735,321	3,992,407
Turnhout	472,700	932,230	552,350	465,630	406,650	1,527,190	1,938,890	7,611,830
Mons	1,049,760	2,179,792	5,302,364	1,046,300	216,410	1,196,500	1,110,410	13,342,129
Charleroi	120,310	116,895	174,475	459,525	515,890	369,898	273,325	2,839,568
Charleroi (agglomération)	905,370	730,995	1,711,590	250,920	690,675	237,445	823,150	6,571,883
Ath	76,250	320,255	1,202,750	2,166,150	890,400	655,350	727,050	6,586,545
Soignies	1,025,242	242,010	483,035	576,040	1,095,790	439,950	645,190	6,732,807
Thuin	231,110	172,950	822,460	1,290,930	5,392,110	2,564,900	1,048,820	13,042,081
Tournai	92,598	337,280	134,935	77,840	613,851	361,261	496,448	3,720,286
Gand-Eekloo	591,730	1,210,350	1,581,982	2,293,900	1,929,407	1,132,825	1,433,575	17,789,622
Gand (agglomération)	861,821	741,867	620,872	853,828	306,300	1,627,922	2,221,799	21,587,462
Alost	535,140	323,740	148,220	109,140	111,450	5,929,395	11,813,275	24,387,070
Audenarde	97,485	234,500	209,950	134,300	406,030	394,590	649,735	6,612,020
Termonde-Saint-Nicolas	3,535,260	2,418,706	1,989,360	1,589,127	338,874	925,372	835,414	27,237,624
Bruges-Ostende	913,441	1,279,095	1,683,418	1,234,019	11,103,549	8,749,597	4,291,438	31,277,817
Courtrai	351,795	7,921,771	9,187,703	16,821,442	11,925,080	6,590,190	1,101,413	59,554,114
Furnes-Dixmude	631,220	368,470	2,272,600	5,100,690	3,235,625	3,932,970	428,180	17,092,980
Roulers-Tielt	232,727	301,312	1,946,975	242,786	93,420	65,240	1,292,340	8,576,233
Ypres	1,162,164	149,030	2,496,689	5,418,565	2,238,724	3,780,980	1,635,260	20,402,416
Liège	519,950	298,950	2,657,650	3,166,430	3,356,260	1,219,410	1,614,850	14,732,950
Liège (agglomération)	560,807	468,356	177,445	731,000	1,358,247	634,403	3,101,015	9,154,595
Huy	57,845	1,150,415	4,676,524	5,140,710	9,951,274	1,657,025	779,725	25,102,958
Verviers	249,530	122,100	144,515	194,283	239,664	636,900	258,695	2,925,516
Waremme	511,010	1,111,185	319,548	4,152,572	809,892	1,036,815	1,102,690	20,900,137
Hasselt-Meuseik	323,381	976,745	735,070	866,093	607,952	2,967,987	9,950,905	44,325,348
Tongres	362,184	461,425	260,747	762,152	796,515	2,376,147	11,413,859	20,682,531
Arlon-Virton	5,316	23,612	670	10,350	16,758	11,360	91,222	184,948
Bastogne	105,484	48,380	68,405	1,453,640	301,965	820,470	691,020	4,340,954
Marche-en-Famenne	215,050	47,650	18,050	649,675	745,050	210,525	187,390	2,736,090
Neufchâteau	80,500	26,545	37,750	203,435	869,990	626,770	1,288,100	3,811,150
Namur	412,550	658,450	562,115	1,161,110	2,903,210	585,010	507,300	9,148,520
Dinant	318,147	273,396	71,501	29,885	19,795	16,445	202,491	3,131,900
Philippeville	226,912	194,132	3,711,310	14,352,994	16,143,950	4,854,490	180,400	42,569,316
Totaux :	21,784,776	30,606,356	52,777,745	78,919,270	87,278,154	65,799,454	70,080,407	571,393,941

par province.

Brabant	4,123,021	3,865,551	6,965,146	5,082,289	6,737,332	5,654,031	3,702,466	54,195,574
Anvers	1,299,866	1,830,446	1,301,921	1,246,610	1,316,715	2,537,281	3,901,457	26,098,797
Hainaut	3,500,640	4,100,177	9,831,609	5,867,705	9,415,126	5,825,304	5,124,393	52,835,299
Flandre orientale	5,621,436	4,929,163	4,550,384	5,030,295	3,092,061	10,010,104	16,953,798	97,613,798
Flandre occidentale	3,291,347	10,019,678	17,587,385	28,817,502	28,596,398	23,118,977	8,748,631	136,903,560
Liège	1,898,942	3,151,006	7,975,682	13,385,535	15,715,337	6,184,553	6,856,975	72,816,156
Limbourg	685,565	1,438,170	995,817	1,628,245	1,404,467	5,344,134	21,364,764	65,007,879
Luxembourg	406,350	146,187	124,875	2,317,100	1,933,763	1,669,125	2,237,732	11,073,142
Namur	957,609	1,125,978	4,344,926	15,543,989	19,066,955	5,455,945	1,190,191	54,849,736
Totaux :	21,784,776	30,606,356	52,777,745	78,919,270	87,278,154	65,799,454	70,080,407	571,393,941

Tableau n° 4B. — IMPORT DES AMENDES PROVISOIRES, ANNULÉES

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	—	—	—	—	—
Bruxelles (agglomération)	—	—	—	—	—
Louvain	13,270	—	—	—	—
Nivelles	—	—	—	—	—
Anvers	—	343,530	1,423,895	44,900	—
Anvers (agglomération)	—	—	—	—	—
Malines	20,895	—	—	18,818	16,760
Turnhout	2,250	446,860	25,410	—	—
Mons	—	—	—	—	—
Charleroi	—	394,680	216,000	—	—
Charleroi (agglomération)	—	—	—	—	—
Ath	—	—	—	7,500	—
Solignies	—	—	—	—	—
Thuin	—	143,000	—	14,950	—
Tournai	—	—	—	—	—
Gand-Eekloo	465,205	146,455	—	—	—
Gand (agglomération)	—	—	—	—	—
Alost	—	561,870	—	—	—
Audenarde	69,305	—	1,065,390	784,500	—
Termonde-St-Nicolas	—	—	—	—	75,420
Bruges-Ostende	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—
Furnes-Dixmude	—	317,800	172,500	4,000	12,400
Roulers-Tielt	—	—	95,422	670,016	111,723
Ypres	1,292,294	—	—	—	—
Liège	—	—	—	—	—
Liège (agglomération)	—	—	—	—	—
Huy	89,300	249,600	38,200	14,800	51,250
Verviers	—	—	—	—	—
Wareme	—	7,000	410,500	1,917,850	1,766,300
Hasselt-Maaseik	—	123,745	—	1,487,495	691,495
Tongres	—	—	—	—	—
Arlon-Virton	—	—	—	—	—
Bastogne	—	155,095	334,530	10,780	13,080
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—
Dinant	—	1,403,916	—	—	—
Philippeville	—	—	—	—	—
Total :	1,952,519	4,293,551	3,781,847	4,975,609	2,738,428

Récapitulation

Brabant	13,270	—	—	—	—
Anvers	23,145	790,390	1,449,305	63,718	16,760
Hainaut	—	537,680	216,000	22,450	—
Flandre orientale	534,510	708,325	1,065,390	784,500	75,420
Flandre occidentale	1,292,294	317,800	267,922	674,016	124,123
Liège	89,300	256,600	448,700	1,932,650	1,817,550
Limbourg	—	123,745	—	1,487,495	691,495
Luxembourg	—	155,095	334,530	10,780	13,080
Namur	—	1,403,916	—	—	—
Total :	1,952,519	4,293,551	3,781,847	4,975,609	2,738,428

PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR MOIS

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Jun	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total
7	8	9	10	11	12	13	14	14
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—
Louvain	14,000	—	—	—	—	—	—	27,270
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—
Anvers	323,075	180,550	—	9,400	—	—	—	2,325,350
Anvers (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—
Malines	—	—	—	—	—	—	—	56,473
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	474,520
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	610,680
Charleroi (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—
Ath	—	—	—	—	—	—	—	—
Solignies	—	—	—	—	—	—	—	—
Thuin	—	—	—	—	—	—	—	157,950
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand-Eekloo	—	—	—	—	—	—	—	611,660
Gand (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—
Alost	—	—	—	—	—	—	—	561,870
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	1,919,195
Termonde-St-Nicolas	64,935	—	—	—	—	197,865	—	338,220
Bruges-Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—
Furnes-Dixmude	241,680	—	—	—	—	—	—	748,380
Roulers-Tielt	47,761	82,110	16,555	—	—	—	—	1,023,590
Ypres	—	—	—	—	7,301,430	773,878	—	9,367,602
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—
Liège (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	443,150
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	33,000	—	—	—	—	—	—	1,134,650
Wareme	4,154,491	344,736	858,356	1,300,619	393,615	—	—	9,354,552
Hasselt-Maaseik	—	—	—	—	—	—	—	—
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—
Arlon-Virton	—	—	—	—	—	—	—	513,485
Bastogne	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—	—	—	57,160
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	1,403,916
Philippeville	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	4,878,945	607,396	925,611	1,375,879	7,705,145	1,174,243	13,000	34,422,173

par province.

Brabant	14,000	—	—	—	—	—	—	27,270
Anvers	323,075	180,550	—	9,400	—	—	—	2,856,343
Hainaut	—	—	—	—	—	—	—	1,061,130
Flandre orientale	64,935	—	50,700	8,700	10,100	202,500	13,000	1,061,130
Flandre occidentale	289,444	82,110	16,555	—	7,301,430	773,878	—	11,139,572
Liège	33,000	—	—	—	—	—	—	1,577,800
Limbourg	4,154,491	344,736	858,356	1,300,619	393,615	—	—	9,354,552
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	570,645
Namur	—	—	—	—	—	—	—	1,403,916
Total :	4,878,945	607,396	925,611	1,375,879	7,705,145	1,174,243	13,000	34,422,173

Les amendes.

La statistique pour l'année 1943 a tenu compte des amendes provisoires annulées à la suite de livraisons faites, par les contrevenants, postérieurement à leur condamnation.

Le tableau n° 4 a donc été scindé, donnant d'une part :

dans sa partie A : l'import des amendes prononcées (y compris les amendes provisoires) ;

dans sa partie B : l'import des amendes provisoires dont les condamnés ont été relevés.

En tenant compte de ce que, pour le Royaume, 103,737 peines d'amende ont été prononcées et que le montant total des amendes infligées s'élève à 571,393,941 francs, le montant moyen de l'amende prononcée est de 5,508 fr., moyenne qui dépasse largement les taux des années 1941 et 1942.

La comparaison du montant moyen d'amende appliqué par province, pendant les trois années d'exercice de la juridiction administrative, se présente comme suit :

PROVINCES	Montant moyen de l'amende en		
	1941	1942	1943
Brabant	3,745	1,450	2,731
Anvers	2,297	1,405	1,722
Hainaut	2,631	1,835	4,470
Flandre orientale	5,498	2,470	4,166
Flandre occidentale	2,469	1,102	12,818
Liège	2,714	1,829	7,442
Limbourg	2,757	1,691	9,621
Luxembourg	1,818	2,410	5,975
Namur	5,790	2,302	12,446
<i>Le Royaume :</i>	3,209	1,764	5,508

On constate une hausse considérable du taux de l'amende dans toutes les provinces, mais sur-

tout dans celles où le rendement des récoltes était jugé insuffisant.

Le montant des amendes provisoires annulées, consigné dans le tableau 4 B et se chiffant à 34,422,173 francs pour le royaume, résulte de 3,050 cas d'annulation. La moyenne par cas est donc de 11,253 francs.

Le revenu exigible des amendes infligées en première instance est constitué par la différence entre les amendes prononcées et les amendes provisoires annulées, soit 536,971,768 francs.

Les confiscations de bénéfice illicite.

Au cours de l'année 1943, 734 confiscations de bénéfice illicite ont été prononcées pour un montant total de 9,954,255 francs, laissant une moyenne pour le royaume de 13,561 francs par cas constaté.

Il y a progression sur les années antérieures, tant au point de vue du nombre d'applications qu'au point de vue des sommes confisquées.

La comparaison des résultats pour le royaume se résume comme suit :

ANNÉES	Nombre de sanctions de confiscation de bénéfice illicite prononcées	Total des sommes confisquées en francs	Moyenne de bénéfices par cas en francs
1941	695	7,121,681	10,245
1942	680	5,734,600	8,433
1943	734	9,954,255	13,561

Le tableau n° 5 ci-après trace en la matière la répartition par mois, par siège de juridiction et par province.

Tableau n° 5. — BÉNÉFICES ILLICITES CONFISQUÉS PAR SENTENCE DE JURIDICTION ADMINISTRATIVE DU PREMIER DEGRÉ. — RÉPARTITION PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE.

ARRONDISSEMENT, AGGLOMÉRATION OU PROVINCE	Nombre de cas de confiscation													Total des sommes confisquées	Moyenne de bénéfices par cas		
	en janv. 2	en févr. 3	en mars 4	en avril 5	en mai 6	en juin 7	en juil. 8	en août 9	en sept. 10	en oct. 11	en nov. 12	en déc. 13	au total 14			15	16
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bruxelles (agglomération).	13	14	22	10	23	17	13	12	13	6	6	7	156	6,071,984	38,923		
Louvain	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	8,231	2,744		
Nivelles	2	1	1	1	—	1	2	8	2	2	5	3	28	149,993	5,357		
Anvers	—	1	—	—	—	—	—	3	1	—	—	3	6	77,206	5,514		
Anvers (agglomération)	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4,750	2,375		
Malines	2	—	7	1	1	1	4	2	1	1	—	2	22	72,827	3,310		
Turnhout	—	—	—	2	3	1	7	5	3	—	—	—	21	168,067	8,003		
Mons	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	3	12,461	4,153		
Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Charleroi (agglomération).	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	14,825	14,825		
Ath	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	8,660	4,330		
Soignies	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	14,231	14,231		
Thulin	1	1	2	3	—	—	—	—	—	—	1	11	19	22,560	1,187		
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Gand-Eekloo	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	4	19,920	4,980		
Gand (agglomération)	3	20	6	5	18	10	11	11	14	4	5	26	133	364,019	2,737		
Alost	2	1	6	1	11	26	10	25	7	15	13	2	119	176,362	1,482		
Audenarde	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2	5,115	2,557		
Termonde-Saint-Nicolas	2	2	—	1	—	2	1	3	1	—	—	1	13	40,861	3,143		
Bruges-Ostende	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Courtrai	11	3	5	2	2	1	2	—	—	1	4	5	36	195,952	5,443		
Furnes Dixmude	4	1	2	—	1	6	—	—	—	—	—	—	14	101,110	7,222		
Roulers-Tielt	16	18	11	3	5	3	2	5	1	—	—	4	68	166,587	2,450		
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Liège (agglomération)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	6,147	3,073		
Huy	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	10	2,051,848	205,184		
Verviers	1	1	—	—	—	1	4	—	2	—	1	—	9	30,363	3,373		
Waremmé	—	—	—	—	—	—	5	2	—	—	—	2	9	1,000	1,000		
Hasselt-Maaseik	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1,000	1,000		
Tongres	6	6	5	5	1	2	1	2	—	—	—	—	28	134,666	4,774		
Arlon-Virton	—	2	—	1	2	5	2	—	—	—	—	—	12	14,688	1,224		
Bastogne	—	—	—	1	—	—	2	3	—	—	—	1	7	3,544	506		
Marche-en-Pamenne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1,800	1,800		
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	10,351	10,351		
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4,127	2,063		
Philippeville	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4,127	2,063		
Totaux :	66	74	67	36	69	80	72	81	44	31	38	76	734	9,954,255	13,561		

Récapitulation par province

Brabant	15	17	23	11	23	18	15	20	15	8	11	11	187	6,230,208	33,316
Anvers	4	1	7	3	4	2	14	8	4	1	3	8	59	322,850	5,472
Hainaut	2	1	2	3	—	2	1	—	—	2	1	12	26	72,737	2,797
Flandre orientale	7	23	12	7	30	40	23	40	22	19	18	30	271	606,277	2,237
Flandre occidentale	31	22	18	5	8	10	4	5	1	1	4	9	118	463,619	3,929
Liège	1	2	—	—	1	1	9	2	2	—	1	2	21	2,088,358	99,145
Limbourg	6	6	5	5	1	2	2	2	—	—	—	—	29	135,666	4,677
Luxembourg	—	2	—	2	2	5	4	4	—	—	—	2	21	30,383	1,447
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4,127	2,063
Totaux :	66	74	67	36	69	80	72	81	44	31	38	76	734	9,954,255	13,561

La contrainte par corps.

Pour faire le compte de ces procédures et de leurs résultats, les questions posées dans le formulaire statistique avaient été réduites à un minimum.

Seuls étaient envisagés : le nombre de cas signalés par le receveur des amendes au cours du mois, le nombre de cas d'application de la contrainte pendant le mois (étant entendu qu'« application » signifiait, en l'espèce, l'emprisonnement effectif du débiteur ou l'obtention du paiement intégral de l'amende due), enfin le nombre de cas en suspens à la fin de chaque mois.

Les procédures auxquelles il avait été mis fin pour des motifs divers, tels le décès du condamné, son incapacité permanente, l'obtention de la grâce, etc., devaient être retrouvées par différence.

Sur ces bases un compte a pu être établi, amélioré toutefois en ce qui concerne les procédures restées en suspens, grâce à l'introduction d'un questionnaire plus détaillé sur la matière dès le 1^{er} janvier 1944.

Il y a pourtant lieu de faire une réserve quant à l'exactitude de la répartition des chiffres dans les colonnes 5 et 6 du tableau ci-après ; le sens

spécial attribué au mot « application » dans les formulaires, n'a en effet pas été suffisamment suivi, malgré les instructions accompagnant la première émission de ceux-ci.

En somme, au cours de l'année 1943, 14,861 condamnés, en défaut de payer l'amende qui leur était infligée, ont été signalés aux juridictions de première instance aux fins d'engager contre eux la procédure de contrainte par corps.

7,590 cas (chiffres rectifiés) afférents à l'année 1942, restent encore en suspens ; le nombre de procédures à exécuter, s'élevant ainsi à un total de 22,451 pour le royaume.

De ces 22,451 procédures, 11,123 ont été terminées, dont 10,427 par l'obtention d'un des résultats poursuivis, tandis que fin a été mise à 696 autres, pour motifs divers.

Des 11,328 procédures en suspens à la fin de l'année, 3,963 sont en voie d'exécution, 2,713 sont temporairement inapplicables, de sorte que les procédures non encore entamées se réduisent à 4,652.

La répartition de ces comptes par juridiction est faite dans le tableau n° 6 ci-après :

Tableau n° 6. — APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS, PAR ARRONDISSEMENT OU AGGLOMÉRATION ET PAR PROVINCE

AGGLOMÉRATION, ARRONDISSEMENT OU PROVINCE	PROCÉDURE À EXÉCUTER			PROCÉDURE TERMINÉES			PROCÉDURE EN SUSPENS À LA FIN DE L'ANNÉE			
	Cas en suspens fin 1942	Cas signa- lés par le rece- veur des amendes pendant l'année	Total	Par l'emprison- nement ou le paiement intégral de l'a- mende	D'une autre manière	Total	En voie d'exé- cution	Signa- lées et non encore traitées	Tempora- irement inappli- cables	Total
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	56*	22	78	9	48	57	2		19	21
Bruxelles (agglomération)	546	2,583	3,129	1,509	143	1,652	252	742	483	1,477
Louvain	198	734	932	570	19	589	244	19	50	313
Nivelles	14	60	74	47	11	58	10		6	16
Anvers	97	295	392	135		135	43	136	78	257
Anvers (agglomération)	278	630	908	419		419	53	359	77	489
Malines	363	394	757	322		322	143	269	23	435
Turnhout		1,252	1,252	631		631	59	550	12	621
Mons	148	848	996	409		409	305	245	37	587
Charleroi	96	133	229	162		162	30		37	67
Charleroi (agglomération)	183	437	620	306		306	187		127	314
Ath	14	109	123	34	17	51	49		23	72
Soignies	66	566	632	354		354	84	75	119	278
Thuin	60	208	268	227	41	268				
Tournai	74*	462	536	149		149	322		65	387
Gand-Eekloo	250	473	723	360		360	105		258	363
Gand (agglomération)	144	237	381	69		69	19	237	56	312
Alost	440	252	692	393		393	61		238	299
Audenarde	303	240	543	415		415	29		99	128
Termonde-St-Nicolas	222	273	495	296	157	453	34		8	42
Bruges-Ostende	25	169	194	120	44	164				30
Courtrai	1,231	847	2,078	702		702	591	543	212	1,376
Furnes-Dixmude	164	83	247	247		247				
Roulers-Tielt	189	313	502	103		103	399			399
Ypres	1,024*	186	1,210	182		182	11	914	103	1,028
Liège	89	127	216	147		147	20		19	69
Liège (agglomération)	410	653	1,063	565		565	125	373		498
Huy	57	89	146	142		142	4			4
Verviers	8	135	143	69	6	75	35	10	23	68
Waremme	77	259	336	26	143	169			167	167
Hasselt-Maaseik	339	636	975	305		305	670			670
Tongres	60	68	128	93		93	15	10	10	35
Arlon-Virton	67	45	112	72	28	100	6		6	12
Bastogne	70	123	193	73	16	89	10	67	27	104
Marche-en-Famenne	45	57	102	75		75	4		23	27
Neufchâteau	62	117	179	127		127	31	2	19	52
Namur	19*	415	434	314	1	315	68		51	119
Dinant	24	229	253	165		165	10	37	41	88
Philippeville	78*	102	180	84	22	106	18	4	52	74
Totaux :	7,590*	14,861	22,451	10,427	696	11,123	4,048	4,652	2,628	11,328
Récapitulation par province										
Brabant	814*	3,399	4,213	2,135	221	2,356	508	791	558	1,857
Anvers	738	2,571	3,309	1,507		1,507	298	1,314	190	1,082
Hainaut	841*	2,763	3,404	1,641	58	1,699	977	320	403	1,705
Flandre orientale	1,359	1,475	2,834	1,533	157	1,690	248	237	659	1,144
Flandre occidentale	2,633*	1,598	4,231	1,354	14	1,398	1,001	1,487	345	2,833
Liège	641	1,263	1,904	949	149	1,098	184	383	239	806
Limbourg	399	704	1,103	398		398	685	10	10	705
Luxembourg	244	342	586	347	44	391	51	69	75	195
Namur	121*	746	867	563	23	586	96	41	144	281
Totaux :	7,590*	14,861	22,451	10,427	696	11,123	4,048	4,652	2,628	11,328

* Chiffres rectifiés

DEUXIEME PARTIE

Jurisdiction du 2^e degré. - Gouverneurs de Province.

La comparaison des tableaux 7 A et 7 B avec les tableaux sous mêmes numéros de 1942 fait ressortir une majoration du taux des appels par rapport au nombre de sentences de première instance portant condamnation et dont l'importance s'établit comme suit :

ANNÉES	Nombre des sentences du 1 ^{er} degré portant condamnation (tableau n° 2 col. 7)	%	Nombre des appels interjetés devant la juridiction de 2 ^e instance	%
1942	117,019	100	17,176	14.67
1943	137,852	100	23,579	17.10

Dans l'ensemble, les juridictions de deuxième instance ont vu sérieusement croître leur charge :

23,579 appels en 1943 contre 17,176 en 1942, soit une augmentation de 37 % :

Tableau n° 7B. - RÉPARTITION DES APPELS REÇUS, PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	APPELS REÇUS PAR MOIS												Total
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	
Brabant	125	167	250	290	259	333	302	226	266	266	184	299	2,967
Anvers	183	275	300	265	242	160	208	116	187	104	165	144	2,339
Hainaut	123	158	217	117	117	157	177	126	179	138	175	159	1,843
Flandre orientale	486	600	781	459	428	722	427	677	490	526	267	765	6,626
Flandre occidentale	149	126	104	89	268	289	269	324	256	580	627	396	3,477
Liège	78	61	106	210	401	132	163	149	28	123	217	146	1,814
Limbourg	173	123	392	154	193	189	264	239	360	220	107	199	2,613
Luxembourg	34	47	53	47	51	36	32	27	48	58	91	118	642
Namur	93	167	53	156	61	125	52	94	62	173	154	68	1,258
Totaux :	1,444	1,724	2,256	1,787	2,018	2,133	1,894	1,978	1,876	2,188	1,987	2,294	23,579

31,384 affaires inscrites en 1943 contre 24,820 en 1942, soit une augmentation de 26.5 %.

Les affaires terminées en 1943 se sont élevées à 24,232 contre 18,698 en 1942, soit une majoration de 30 %, tandis que le nombre des affaires laissées en suspens à la fin de l'année, ne s'est accru que de 16 % sur celui de 1942 (7,152 contre 6,122).

Tableau n° 7A. - APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES AUX JURIDICTIONS DE 2^e INSTANCE.

PROVINCES	Affaires pendantes à la fin de 1942	Appels reçus pendant l'année	Evocations faites	Total
Brabant	1,079	2,967	71	4,117
Anvers	486	2,339	582	3,407
Hainaut	656	1,843	14	2,513
Flandre orient.	1,030*	6,626	111	7,767
Flandre occident.	783	3,477	285	4,545
Liège	371	1,814	233	2,418
Limbourg	1,792	2,613	47	4,452
Luxembourg	206	642	9	857
Namur	46	1,258	4	1,308
Totaux :	6,449*	23,579	1,356	31,384

Le tableau ci-après en fournit les données par juridiction et par mois :

Des 24,232 affaires terminées, 126 ont été transmises au Parquet, dont 77 en vue d'aggravation de peine et 49 pour d'autres motifs ; 148 affaires ont été évoquées par la juridiction du 3^e degré : 87 affaires ont été transmises à une autre juridiction administrative ; 23,205 affaires ont été jugées au fond, par 3,644 acquittements,

Tableau n° 8. - APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES TERMINÉES ET RESTANT À JUGER EN DEUXIÈME INSTANCE PAR PROVINCE ET PAR MOIS

PROVINCES	Nombre des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES												Affaires restant à juger à la fin de l'année	
		de janv.	de févr.	de mars	d' avril	de mai	de juin	de juil.	d' août	de sept.	d' oct.	de nov.	de déc.		au total en 1943
Brabant	4,117	102	251	240	271	291	259	312	272	289	290	268	221	3,066	1,051
Anvers	3,407	73	145	389	232	443	233	395	227	222	220	223	201	3,003	404
Hainaut	2,513	52	50	168	201	220	269	196	210	193	139	66	103	1,860	653
Flandre orientale	7,767	392	334	299	131	257	324	1,029	750	868	440	561	304	5,689	2,078
Flandre occidentale	4,545	291	333	305	122	149	156	213	259	155	184	160	241	2,568	1,977
Liège	2,418	70	80	149	154	149	306	273	222	197	162	222	161	2,144	274
Limbourg	4,452	251	302	217	298	303	1,157	775	250	282	212	168	93	4,308	144
Luxembourg	857	15	17	39	34	74	83	33	39	30	53	42	59	518	339
Namur	1,308	45	67	150	122	144	97	85	91	63	80	80	82	1,076	232
Le Royaume :	31,384	1,291	1,579	1,954	1,545	2,000	2,884	3,311	2,320	2,259	1,772	1,790	1,465	24,232	7,152

12,740 confirmations de la première sentence, 2,219 sentences aggravant les peines antérieurement prononcées ou condamnant sur évocation et 4,602 sentences diminuant les peines infligées en première instance

C'est ce qu'établit le tableau 9 ci-après, dont le cadre a subi quelques modifications par rapport à celui de 1942.

Le tableau n° 10 ci-après est destiné à servir de complément aux tableaux n° 4 A et 4 B déter-

Tableau n° 9. - AFFAIRES TERMINÉES EN DEUXIÈME INSTANCE, CLASSÉES D'APRÈS LA NATURE DES DÉCISIONS INTERVENUES

PROVINCES	Affaires déléguées au Parquet	Affaires évoquées par la juridiction du 3 ^e degré	Affaires transmises à une autre juridiction	AFFAIRES TERMINÉES PAR UN JUGEMENT AU FOND				Total	Affaires terminées d'une autre manière	Total des affaires terminées
				En acquittant ou classant sans suite	En confirmant les peines prononcées en 1 ^{re} instance	En modifiant la décision de première instance	Total			
Brabant	15	15	2	501	1,613	510	349	2,973	61	3,066
Anvers	32	42	69	566	1,175	634	420	2,795	65	3,003
Hainaut	9	2		270	820	466	240	1,796	53	1,860
Flandre orientale	2	9	6	996	3,510	981	180	5,667	6	5,689
Flandre occidentale	7	36	1	434	1,373	518	32	2,357	167	2,568
Liège	61	42	1	510	608	519	373	2,010	30	2,144
Limbourg			1	258	3,184	460	100	4,302	5	4,308
Luxembourg		2		150	172	168	16	506	10	518
Namur			8	218	285	346	209	1,058	10	1,076
Totaux :	126	148	87	3,903	12,740	4,602	2,219	23,464	407	24,232

minant par leur différence le montant exigible des amendes prononcées en première instance et s'élevant à 536,971,768 francs.

Pour être exact dans la recherche de la diminution ou de l'augmentation en deuxième instance, de l'import des amendes, il fallait tenir compte :

Au point de vue des diminutions, non seulement des sentences qui ont diminué les peines d'amende, mais aussi des annulations des amendes provisoires qui avaient été prononcées. Ces annulations sont au nombre de 146 et portent sur une somme totale de 350,855 francs. Les

deux éléments ont été groupés dans les colonnes 2 et 3.

Au point de vue des augmentations : des augmentations d'amendes déjà prononcées en 1^{re} instance et des amendes nouvelles issues de sentences sur évocation. Ces amendes nouvelles, au nombre de 751 pour le royaume, se montent à une somme totale de 9,077,526 francs. Il a été tenu compte de ces deux éléments dans les colonnes 4 et 5.

Les comptes du tableau n° 10 se soldant par

une diminution des amendes pour un montant de 27,890,618 francs, les amendes effectives dont les contrevenants ont été frappés par les deux premières instances de la juridiction administrative s'élèvent à 536,971,768 fr. - 27,890,618 fr. soit 509,081,150 francs.

L'application de la procédure de contrainte par corps en deuxième instance s'est effectuée conformément au tableau 10 bis ci-après, nouvellement créé pour la statistique de 1943.

Tableau n° 10. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN DEUXIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LA JURIDICTION DE PREMIÈRE INSTANCE

PROVINCES	Nombre des diminutions de l'amende et des décisions provisoires annulées	Montant global des diminutions accordées et des amendes provisoires annulées	Nombre d'augmentations d'amende et d'amendes nouvelles	Montant global des augmentations et amendes nouvelles prononcées	Différence en - ou en + avec l'import des amendes relevées en 1 ^{re} instance
Brabant	1,021	9,246,984	348	1,780,383	- 7,466,601
Anvers	1,190	4,799,465	453	11,113,680	+ 6,314,215
Hainaut	674	5,270,733	247	1,112,579	- 4,158,154
Flandre orientale	2,058	11,380,162	258	4,524,538	- 6,855,624
Flandre occidentale	908	5,931,795	190	1,075,681	- 4,856,114
Liège	966	12,108,770	413	5,574,135	- 6,534,635
Limbourg	615	3,108,668	137	701,857	- 2,406,811
Luxembourg	298	1,790,091	21	48,175	- 1,741,916
Namur	352	2,005,968	210	1,823,990	- 181,978
Totaux :	8,082	55,645,636	2,577	27,755,018	- 27,890,618

Tableau n° 10bis. — APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS PAR LA JURIDICTION DE LA DEUXIÈME INSTANCE

PROVINCES	Nombre des procédures à exécuter		Nombre des procédures terminées		Procédures en suspens à la fin de l'année					
	Cas en suspens en 1942	Cas signalés par le receveur des amendes pendant l'année	Total	Par l'emprisonnement ou le paiement intégral de l'amende	D'une autre manière	Total	En voie d'exécution	Signalées et non encore en application	Temporairement inapplicables	Total
Brabant	224	358	582	275	92	367	126	—	89	215
Anvers	259	237	496	293	10	303	60	8	125	193
Hainaut	323	718	1,041	532	140	672	—	369	—	369
Flandre orientale	95	215	310	15	—	15	118	126	51	295
Flandre occidentale	70	343	413	275	—	275	—	138	—	138
Liège	347	222	569	123	243	366	154	24	25	203
Limbourg	26	770	796	667	—	667	—	129	—	129
Luxembourg	6	89	95	42	26	68	16	—	11	27
Namur	57	160	217	96	3	99	44	—	74	118
Le Royaume :	1,407	3,112	4,519	2,318	514	2,832	518	794	375	1,687

TROISIEME PARTIE

Juridiction de troisième instance

De ces 7,536 affaires nouvelles, 3,939 soit 52.25 % sont des pourvois en appel, tandis que 3,597 affaires ou 47.75 % forment des évocations.

Dans l'ensemble ce tableau fait ressortir une diminution considérable des affaires nouvelles soumises à la juridiction de 3^e instance, qui s'élevaient en 1942 à 12,237 affaires. Il faut en

Tableau n° 11. — APERÇU GÉNÉRAL DES APPELS REÇUS ET ÉVOCATIONS FAITES PAR LA JURIDICTION DE 3^e INSTANCE, D'APRÈS LES PROVINCES OU LES ORGANISMES DONT LES INSTANCES ORIGINAIRES ÉMANENT.

SPÉCIFICATION DE L'ORIGINE DES INSTANCES	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
	Juridiction adm. des 1^{re} et 2^e degré, par province.												
Brabant	191	75	90	134	240	194	142	77	137	105	104	106	1,599
Anvers	56	80	82	137	25	18	65	149	159	43	53	48	915
Hainaut	47	12	29	378	35	13	48	34	53	26	5	5	685
Flandre orientale	399	48	25	139	9	109	4	5	192	162	130	51	1,273
Flandre occidentale	89	38	59	161	106	19	30	31	63	62	11	43	712
Liège	22	9	10	100	26	56	32	25	29	26	49	42	426
Limbourg	83	31	32	223	28	14	30	29	44	14	16	8	552
Luxembourg	9	20	10	12	72	1	4	8	21	2	3	2	164
Namur	116	27	11	256	8	11	19	2	10	2	6	—	468
Total :	1,012	340	348	1,540	549	435	374	360	708	442	377	305	6,790
Offices Centraux des marchandises :													
du cuir	5	—	8	4	2	6	3	1	5	15	13	9	71
des textiles	22	23	11	9	7	6	4	19	7	—	—	—	108
des corps gras industriels	—	—	1	—	—	1	2	3	2	1	3	—	13
du bois	—	—	—	—	—	—	—	11	2	—	—	—	13
du diamant	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	—	3
des produits chimiques	—	—	—	—	1	1	—	4	2	—	1	1	10
du tabac	2	—	1	2	3	1	—	2	3	—	—	2	16
du fer	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Total :	29	23	21	15	13	16	9	40	22	18	17	12	235
Autres organismes :													
Juridictions adm. non déterminées	15	6	13	1	4	14	7	—	5	10	4	1	83
Services de Contrôle	41	82	71	100	48	17	12	11	10	15	7	1	415
Parquets	—	—	4	—	—	1	1	—	1	1	—	—	8
Corporat. Nat. de l'Agriculture	—	—	3	—	—	—	2	—	—	—	—	—	5
Total :	56	88	91	101	52	32	22	11	16	26	11	5	511
Total général :	1,097	451	460	1,656	614	483	405	411	746	486	405	322	7,536

rechercher la cause, dans l'application de l'art. 19 de l'arrêté du 25 février 1943, limitant le recours en 3^e instance.

C'est toujours au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement qu'incombe la plus lourde tâche de la juridiction de 3^e instance, quoique l'activité juridictionnelle de ce département soit en forte régression comparativement à l'année

1942 (6,911 affaires inscrites en 1943 contre 11,196 en 1942).

Les rôles des juridictions de 3^e instance du Ministère des Affaires Economiques et du Commissariat aux prix et aux salaires, se sont par contre amplifiés, comme le démontre le tableau n° 12 ci-après, respectivement par 825 et 2,153 affaires en 1943 contre 546 et 1917 affaires en 1942.

Tableau n° 12. — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES INSCRITES. — APPELS REÇUS ET ÉVOICATIONS FAITES PAR LA JURIDICTION DE 3^e INSTANCE, RÉPARTIS PAR HAUTE AUTORITÉ ADMINISTRATIVE ET PAR MOIS.

HAUTE JURIDICTION DU	AFFAIRES restant en suspens fin 1942	APPELS REÇUS ET ÉVOICATIONS FAITES EN 1943												Total	Total général
		Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep- tem- bre	Octo- bre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	1,138*	934	235	241	1,484	456	341	289	328	374	287	272	5,773	6,911	
Ministère des Affaires Economiques	327*	47	52	41	80	32	40	20	42	51	39	34	498	825	
Commissariat aux Prix et aux Salaires	888*	116	164	178	92	126	102	96	163	73	84	30	1,265	2,153	
Le Royaume :	2,353*	1,097	451	460	1,656	614	483	405	411	746	486	405	7,536	9,889	

* Chiffres rectifiés.

Ces 9,889 affaires inscrites en 1943 ont reçu leur solution conformément au tableau n° 13 ci-après, 1,660 affaires restant en suspens à la fin de l'année.

Tableau n° 13. — APERÇU DES AFFAIRES TERMINÉES ET DES DÉCISIONS INTERVENUES EN TROISIÈME INSTANCE

HAUTE JURIDICTION DU	NOMBRE des affaires inscrites	AFFAIRES TERMINÉES PAR			AFFAIRES TERMINÉES PAR UNE SENTENCE AU FOND				TOTAL des affaires terminées	AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année
		la transmission au Parquet	Une décision d'irrecevabilité ou d'incompétence	un laissé sans suite	en acquittant	en confirmant les peines prononcées antérieurement	en modifiant en tout ou en partie les peines prononcées	en condamnant sur évocation		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	6,911	930	313	848	217	2,414	957	538	6,217	694
Ministère des Affaires Economiques	825	18	37	85	43	149	132	37	601	324
Commissariat aux Prix et Salaires	2,153	42	203	182	74	439	237	334	1,611	642
Le Royaume :	9,889	990	553	1,115	334	3,002	1,326	909	8,229	1,660

Tableau n° 14. — DIMINUTION ET AUGMENTATION EN TROISIÈME INSTANCE DES AMENDES PRONONCÉES PAR LES JURIDICTIONS DES DEUX PREMIÈRES INSTANCES

HAUTE JURIDICTION DU	Nombre des diminutions de l'amende	Montant global des diminutions accordées	Nombre des augmentations et amendes nouvelles prononcées	Montant global des augmentations et amendes nouvelles prononcées	Différence en moins ou en plus avec l'import des amendes relevées antérieurement
Ministère des Affaires Economiques	914	10,446,684	749	90,773,666	+ 80,326,982
Commissariat aux prix et aux salaires	149	2,329,800	26	7,215,960	+ 4,886,160
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	156	1,856,223	387	6,777,048	+ 4,920,825
Totaux :	1,219	14,632,707	1,162	104,766,674	+ 90,133,967

L'augmentation des amendes en 3^e instance est considérable et les porte pour les trois instances réunies à une somme totale pour le Royaume de 599,215,117 fr en 1943.

Tableau n° 15. — APPLICATION DE LA CONTRAINTE PAR CORPS PAR LA JURIDICTION DE TROISIÈME INSTANCE

HAUTE JURIDICTION DU	Nombre de cas signalés par le receveur des amendes	PROCÉDURES TERMINÉES				Total	PROCÉDURES RESTANT EN SUSPENS À LA FIN DE L'ANNÉE			Total
		Par le paiement intégral de l'amende	Par l'internement du débiteur	Par le décès du débiteur	D'une autre manière		En voie d'exécution	Signalées et non encore traitées	Temporairement inapplicables	
Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement	1,056	516	169	1	132	821	66	27	142	235
Ministère des Affaires Economiques	67	—	—	—	—	—	—	67	—	67
Commissariat aux Prix et aux Salaires	297	66	47	1	24	138	42	81	36	159
Le Royaume :	1,420	582	216	5	156	959	108	175	178	461

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	Pages 5
------------------------	------------

SECTION I

STATISTIQUE PÉNALE

Organisations des travaux statistiques	9
--	---

PREMIÈRE PARTIE

Statistique de l'Administration de la Justice pénale

Police judiciaire et instruction

	Pages
Introduction	13
Tableau n° 1. — Etat des travaux des parquets	16
Commentaire	17
Tableau n° 1bis. — Parquets, Transactions	18
Tableau n° 2. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. — Résultats de l'instruction	19
Tableau n° 3. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultats des arrêts	20
Tableau n° 4. — Ordonnances de la Chambre du Conseil qui ont été soumises à la Chambre des mises en accusation	20
Tableau n° 5. — Durée de la détention préventive des accusés des crimes ou délits ordinaires, jugés contradictoirement par les Cours d'assises	21
Tableau n° 6. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel	21
Tableau n° 7. — Détention préventive. — Inculpés déchargés des poursuites par les Chambres des mises en accusation	21
Tableau n° 8. — Durée de la détention préventive des inculpés déchargés des poursuites par les Chambres du Conseil et des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels	22

Tribunaux de police

Introduction	24
Tableau n° 9. — Transaction proposées par les officiers du ministère public près les tribunaux de police	25
Tableau n° 10. — Etat des affaires et des inculpés jugés par les tribunaux de police	28
Tableau n° 11. — Résultat des poursuites en matière de police d'après la nature des infractions	35
Tableau n° 12. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels	35
Tableau n° 13. — Lois coordonnées sur l'enseignement primaire. art. 9, 10, 11 et 11bis (obligation scolaire) :	
a) Chefs de famille poursuivis devant les juges de paix	36
b) Chefs de famille poursuivis devant le juge des enfants	37

Tribunaux correctionnels

Introduction	38
Tableau n° 14. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper	40
Tableau n° 15. — Affaires jugées par une chambre à trois juges, par un juge unique	41
Introduction au tableau n° 16	42
Tableau n° 16. — Prévenus jugés en premier ressort par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	43
Tableau n° 16bis. — Nombre et durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort	55
Tableau n° 17. — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel	56
Introduction au tableau n° 18	57
Tableau n° 18. — Prévenus jugés en premier ressort par chaque tribunal correctionnel pendant l'année, et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites	58
Tableau n° 18bis. — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel pendant l'année et classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites. — Récapitulation générale des prévenus jugés par chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel	98
Introduction au tableau n° 19	100
Tableau n° 19. — Résultat détaillé des poursuites devant les tribunaux correctionnels jugeant en premier ressort. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires	102
Tableau n° 20. — Rechutes après une condamnation conditionnelle :	
a) Rechutes survenus pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle	
b) Rechutes survenus pendant la durée du sursis après une condamnation de police	106

Cours d'Appel.

Introduction	107
Tableau n° 21. — Affaires correctionnelles portées devant les Cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus	108

Cours d'Assises

Introduction 109

Tableau n° 22. — Aperçu général des travaux des Cours d'assises :

1. Nombre et nature des affaires jugées ; nombre des individus poursuivis. 110

2. Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 110

Tableau n° 23. — Affaires criminelles jugées contradictoirement :

1. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées 111

2. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées 112

Tableau n° 24. — Affaires jugées par contumace 114

Tableau n° 25. — Délits politiques et de presse 114

Conseil de Guerre et Cour militaire

Introduction 115

Tableau n° 26. — Tribunaux correctionnels siégeant comme Conseil de guerre 115

Cour de cassation

Introduction 116

Tableau n° 28. — Cour de cassation — 2^e chambre 117

Application de la loi de défense sociale

Introduction 118

Tableau n° 29. — Application de la loi de défense sociale :

a) Décisions d'internement d'inculpés et de condamnés en état de démence, de déséquilibre ou de débilité mentale 119

b) Décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques 120

c) Récidivistes ou délinquants d'habitude mis à la disposition du Gouvernement 120

d) Répartition des mesures d'internement et de mises à la disposition du Gouvernement, d'après les juridictions qui les ont ordonnées 121

SECTION II

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE ET DE LA JURIDICTION DU TRAVAIL

Justice civile et commerciale

Introduction 193

1^{er} Justices de paix

Compétence 194

Tableau n° 40. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix 196

Commentaires (affaires commerciales) 199

Tableau n° 41. — Certaines activités de juridiction gracieuse des juges de paix 199

Tableau n° 42. — Actes notariés et droits d'enregistrement y perçus, par canton et par arrondissement 200

2^e Tribunaux de première instance

Compétence 203

Tableau n° 43. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger 204

DEUXIEME PARTIE

Statistique criminelle

Introduction (nomenclature en usage, pp. 124 à 127) 123

Introduction au tableau n° 30 129

Tableau n° 30. — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes, par sexe et par nature d'infractions 130

Introduction au tableau n° 31 133

Tableau n° 31. — Etat civil des condamnés 134

Introduction au tableau n° 32 141

Tableau n° 32. — Condamnés répartis par profession, état social et par groupe générique de l'infraction commise :

Hommes 143

Femmes 148

Récapitulation 153

Introduction aux tableaux n° 33 et 34 154

Tableau n° 33. — Age des condamnés, en sept catégories, par sexe et par nature d'infractions 155

Tableau n° 34. — Age des condamnés, en treize catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions :

Hommes 156

Femmes 158

Hommes et femmes réunis 160

Introduction au tableau n° 35 163

Tableau n° 35. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction 164

Introduction au tableau n° 36 172

Tableau n° 36. — Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis, en rapport avec le chiffre de la population au 31 décembre 1942 173

Introduction au tableau n° 37 179

Tableau n° 37. — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues 180

Introduction au tableau n° 38 186

Tableau n° 38. — Ivrognerie 187

Tableau n° 39. — Infractions aux articles 1^{er} § 1, et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises 190

Tableau n° 44. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Affaires sur requête. Référés 205

Divorce et séparations de corps

Introduction et commentaire 206

Tableau n° 45. — Divorces. — Renseignements divers répartis par arrondissement 208

Tableau n° 46. — Séparations de corps. — Renseignements divers répartis par arrondissement 210

Adoption

Introduction 212

Tableau n° 47. — Adoptions homologuées par les tribunaux de première instance 213

3^e Tribunaux de commerce

Compétence 214

Tableau n° 48. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger 215

Tableau n° 49. — Ordonnance de référé 216

Tableau n° 50. — Lettres de change acceptées, protestées 216

Concordats judiciaires

Introduction 217

Tableau n° 51. — Concordats judiciaires 217

Tableau n° 52. — Concordats édités par liquidation après abandon d'actif. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif 218

Faillites

Introduction 218

Tableau n° 53. — Faillites. — Aperçu général 219

Tableau n° 54. — Faillites déclarées :

a) Montant du passif 220

b) Profession du failli 221

Tableau n° 55. — Faillites terminées par concordat. Dividende distribué mis en rapport avec le passif 222

Tableau n° 56. — Faillites terminées par liquidation. — Dividende distribué mis en rapport avec le passif 222

Tableau n° 57. — Faillites terminées par liquidation. — Emploi de l'actif réalisé 223

Sursis de paiement

Introduction 223

Tableau n° 58. — Nombre de décisions de justice accordant des sursis provisoires ou définitifs.

4^e Cours d'appel

Compétence 224

Tableau n° 59. — Cours d'appel. — Affaires civiles et commerciales. — Causes introduites, terminées et restant à juger 225

Tableau n° 60. — Cours d'appel. — Affaires fiscales 227

Juridiction du travail

Introduction (méthode statistique) 229

A) Conseils de prud'hommes. — Introduction et compétence 230

Tableau n° 61. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger 231

Commentaire (dépôts de règlements d'ateliers et de dessins et modèles industriels) 233-234

B) Conseils de prud'hommes d'appel. — Introduction et compétence 235

Tableau n° 62. — Aperçu des affaires inscrites, terminées et restant à juger 235

Cour de Cassation

Compétence 236

Tableau n° 63. — 1^{re} chambre. — Pourvois en matière civile 236

SECTION III

PROTECTION DE L'ENFANCE

Rapport sur l'application de la loi du 15 mai 1912 (note sur les tableaux) 241

— Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. — Articles 5 et 6 244

CHAPITRE I

Déchéance de la puissance paternelle

Tableau A, n° 64. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. — Articles 1^{er}, 3 et 4 242

Tableau B, n° 65. — Nombre et sexe des individus réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. — Article 7 243

Tableau C, n° 66. — Déchéance de la puissance paternelle. — Mesures prises à l'égard des enfants.

Tableau D, n° 67. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle 245

Tableau E. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle. — Mouvement de la population pendant l'année. — Situation au 31 décembre des placements familiaux et dans les établissements d'éducation et spéciaux privés 241-245

Tableau F, n° 68. — Enfants de parents déchus de la puissance paternelle (non compris ceux confiés à la mère), moralement abandonnés ou martyrs et adultérins de guerre. — Situation par arrondissement au 31 décembre 246

CHAPITRE II.		Pages			Pages
Mineurs traduits en justice					
Tableau G, n° 69.	Mineurs signalés aux parquets. — Article 12	247	Tableau O, n° 76.	Résultats définitifs des affaires terminées. — Nature, nombre et pourcentage des décisions intervenues	255
Tableau H, n° 70.	Affaires solutionnées par le parquet. — Article 12	248	Tableau P, n° 77.	Ordonnances et jugements modificatifs, révisions tribunaux rendus à l'égard des mineurs. — Nature de la décision nouvelle. — Article 31	255
Tableau I, n° 71.	Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Article 12	249	Tableau Q, n° 78.	I. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation privés. — Situation au 31 décembre	256
Tableau J, n° 72.	I. Mesures de garde provisoire ordonnées. — Durée des mesures qui ont pris fin. — Articles 28, 29, 30 et 32, § 5	250	Tableau R, n° 78.	II. — Mouvement de la population dans les établissements d'observation et de l'Etat. — Situation au 31 décembre	256
Tableau K, n° 72.	II. — Mises en observation avant jugement ordonnées. — Durée des observations qui ont pris fin. — Article 21, § 1 ^{er}	251	Tableau S, n° 79.	Mouvement de la population pendant l'année dans les diverses catégories de mesures prises. — Situation au 31 décembre	258
Tableau L, n° 73.	Mineurs jugés. — Résultats des poursuites par arrondissement. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22, 23 et 37	252	Tableau T, n° 80.	Situation par arrondissement au 31 décembre des mineurs qui ont fait l'objet d'une mesure prise par le juge des enfants	260
Tableau M, n° 74.	Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec l'âge. — Articles 13 à 19, 21 § 2, 22 et 23	254	Tableau U, n° 81.	Anciens mineurs de justice ayant atteint leur 26 ^e année. — Condamnations encourues au 31 décembre depuis leur majorité	261
Tableau N, n° 75.	Mineurs jugés. — Résultats des poursuites en rapport avec les faits commis	254			

SECTION IV

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

Introduction	265	Tableau n° 84.	Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	269
Tableau n° 82.	Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge	267	Tableau n° 85.	Durée de l'internement subi par les reclus sortis des établissements :
Tableau n° 83.	Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre	268	A) Dépôts de mendicité	270
			B) Maisons de refuge	271

SECTION V

STATISTIQUE DES MESURES DE GRÂCE ET MISES EN LIBERTÉ CONDITIONNELLE
PROTECTION DES DÉTENUS

I. Mesures de grâce					
Introduction	275	Tableau n° 88.	Renseignements relatifs aux personnes mises en liberté	278	
Tableau n° 86.	Requêtes et suites qui y ont été réservées	275	Tableau n° 89.	Renseignements relatifs aux enlargissements accordés	278
II. Mises en liberté conditionnelle					
Introduction	276	Tableau n° 90.	Conséquences des mises en liberté provisoire	278	
Tableau n° 87.	Nombre des propositions et requêtes acceptées et rejetées. — Motif du rejet	277	III. Protection des détenus		
			Introduction	278	
			Tableau n° 91.	Protection des détenus	279

SECTION VI

STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE DE 1931 À 1943
PRISONS ET ÉTABLISSEMENTS DESTINÉS À LA PROTECTION DE LA SOCIÉTÉ

I. Prisons		Pages			Pages
Introduction	283	Tableau n° 98.	Espace dans les établissements. — Mouvement de la population	292	
Tableau n° 92.	Espace dans les prisons. — Mouvement de la population	284	Tableau n° 99.	Répartition des jours d'internement	293
Tableau n° 93.	Répartition des jours de détention	285	Tableau n° 100.	Décès	295
Tableau n° 94.	Décès	286	Tableau n° 101.	Répartition des internés	296
Tableau n° 95.	Suicides	288	B. — Établissements pour récidivistes et délinquants d'habitude		
Tableau n° 96.	Laboratoires anthropologiques	290	Introduction	296	
II. Établissements destinés à la protection de la société					
A. — Établissements pour anormaux					
Introduction	290	Tableau n° 102.	Espace dans les établissements. — Mouvement de la population	297	
Tableau n° 97.	Sections et commissions psychiatriques	291	Tableau n° 103.	Répartition des jours d'internement	298
			Tableau n° 104.	Décès	299
			Tableau n° 105.	Répartition des internés	299

ANNEXE I

STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE CONTRÔLE
EN CE QUI CONCERNE L'INSTRUCTION DES PROCÈS-VERBAUX
DRESSÉS EN MATIÈRE DE RAVITAILLEMENT, DE RATIONNEMENT ET DE PRIX

Introduction	305	Tableau n° 4.	Procès-verbaux transmis à une juridiction. — Totaux par circonscription	310	
Tableau n° 1.	Aperçu général des procès-verbaux reçus et traités. — Totaux mensuels pour le Royaume (commentaire)	305	Tableau n° 5.	Procès-verbaux classés d'après la nature des faits. — Aperçu mensuel pour le Royaume	311
Tableau n° 2.	Procès-verbaux entrés et traités. — Totaux par district (commentaire)	307	Tableau n° 6.	Procès-verbaux, classés d'après la nature des faits. — Aperçu annuel par circonscription	312
Tableau n° 3.	Aperçu général des affaires transmises à une juridiction. — Totaux mensuels pour le Royaume (commentaire)	309			

ANNEXE II

STATISTIQUE SUR L'ACTIVITÉ DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

Introduction	315	ou agglomération. Récapitulation par province	321		
PREMIÈRE PARTIE					
Jurisdiction de première instance					
Tableau n° 1A.	Aperçu général des affaires inscrites par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	317	Tableau n° 4A.	Import des amendes prononcées par la juridiction administrative de première instance, par arrondissement ou agglomération et par mois. — Récapitulation par province	322
Tableau n° 1B.	Nouvelles causes introduites, par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	318	Tableau n° 4B.	Import des amendes provisoires remises	324
Tableau n° 2.	Aperçu général des causes terminées et restant à juger, par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	319	Commentaire	326	
Tableau n° 3.	Sanctions prises par la juridiction de première instance, par arrondissement		Tableau n° 5.	Bénéfices illicites confisqués par sentence de la juridiction administrative du premier degré. — Répartition par arrondissement ou agglomération et par province	327
			La contrainte par corps. — Introduction	328	
			Tableau n° 6.	Application de la contrainte par corps, par arrondissement ou agglomération. — Récapitulation par province	329

DEUXIÈME PARTIE	Pages	TROISIÈME PARTIE	Pages
Juridiction en 2 ^e degré. — Gouverneurs de province		Juridiction de troisième instance	
Tableau n° 7A. — Aperçu général des affaires inscrites à la juridiction du deuxième degré	330	Tableau n° 11. — Aperçu général des appels reçus et des évocations en troisième instance, par province ou par centrales de marchandises d'où émane le jugement dont appel	333
Tableau n° 7B. — Répartition des pourvois en appel introduits, par province et par mois	330	Tableau n° 12. — Aperçu général des affaires inscrites, appels reçus et évocations faites par la juridiction de troisième instance, répartis par haute autorité administrative et par mois	334
Tableau n° 8. — Aperçu général des affaires en deuxième instance terminées et restant à juger, par province et par mois	331	Tableau n° 13. — Aperçu des affaires terminées et des décisions intervenues en troisième instance	334
Tableau n° 9. — Affaires terminées en deuxième instance, classées d'après la nature des décisions intervenues	331	Tableau n° 14. — Diminution et augmentation en troisième instance des amendes prononcées par la juridiction de première et de deuxième instance	335
Tableau n° 10. — Diminution et augmentation en deuxième instance des amendes prononcées par la juridiction de première instance	332	Tableau n° 15. — Application de la contrainte par corps	335
Tableau n° 10bis. — Application de la contrainte par corps	332		

Publications de L'INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

Toutes les publications figurant dans cette liste peuvent être consultées à la Bibliothèque Fonds Quetelet, 3, rue de Louvain (3^e étage), à Bruxelles. Celles pour lesquelles il y a une indication de prix sont en vente à l'Institut national de Statistique, 68, rue Royale, à Bruxelles. — Compte chèques postaux n° 828.26.

A. — STATISTIQUES GÉNÉRALES

- Documents statistiques sur le Royaume :** 1^{er} à 6^e (recueil), publication officielle, 1832 à 1841.
- Documents statistiques,** de 1857 à 1869 (13 vol.).
- Annuaire statistique de la Belgique et du Congo Belge :** publication annuelle, 1^{re} année : 1870. A partir de 1944 (tome LXVI) : 75 fr.
- Résumé comparatif des principales données de l'Annuaire** (1912, 1913). Prix : 2.50 fr.
- Aperçus statistiques sur la Belgique** (tiré à part de l'Introduction de l'Annuaire), 1923, 1935. (Épuisé.)
- Bulletin trimestriel** publié par (le Bureau de la Statistique Général) l'Office Central de Statistique : 1^{re} année, n° 1 (sept. 1909) à 21^e année, n° 84 (déc. 1935). Le numéro : 2 fr.
- Bulletin de Statistique** publié par l'Institut national de Statistique : nouvelle série, 22^e année, n° 1 (janvier 1936); mensuel. A partir de 1945 (août) abonnement : 150 fr. l'an; le numéro : 15 fr.
- Exposé de la situation du Royaume :** de 1841 à 1850, de 1851 à 1860, de 1861 à 1875, de 1876 à 1900 (3 vol.). Tome I, épuisé. Tomes II et III : 25 fr. le volume.
- Bulletin de la Commission Centrale de Statistique,** de 1843 à 1920. Tome XXI (2 vol.), 1921 : 20 fr. par volume; Tome XXII, 1928 : 50 fr.

B. — STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

- Recensements généraux.** 1890 (2 vol. à 25 fr.), 1900 (2 vol. à 25 fr.), 1910 (5 vol. à 20 fr.), 1920 (3 vol. à 50 fr.).
- Recensement général de la population au 31 décembre 1930 :**
- TOME I :** Exposé des méthodes. Tableau, par communes, de la population, des bâtiments, des chefs de ménage, de l'étendue territoriale, du revenu imposable. (Épuisé.)
- TOME II :** Recensement des langues parlées. Répartition, par communes, des habitants selon les langues parlées, 1 vol. : 50 fr. (La répartition par communes a été publiée également en fascicules distincts pour chaque province et pour l'agglomération bruxelloise. Par fascicule : 3 fr.)
- TOME III :** Répartition des habitants d'après l'instruction, l'état civil, le lieu de naissance, la nationalité, 1 vol. : 50 fr.
- TOME IV :** Répartition de la population par âge, sexe, état civil, 1 vol. : 35 fr.
- TOME V :** Répartition de la population par professions, 1 vol. : 50 fr.
- TOME VI :** Répartition des chefs de ménage, 1 vol. : 25 fr.
- TOME VII :** Tables de mortalité de la population belge (1928-1932), 1 vol. : 25 fr.
- TOME VIII :** Recensement des familles, 1 vol. : 20 fr.
- Recensements des maisons et autres bâtiments et des logements en 1930,** 1 vol. in-4° : 20 fr.
- Recensement des logements en 1930, dans les agglomérations urbaines et dans les communes de 10.000 habitants et plus,** 1 vol. in-4° : 10 fr.
- Relevé officiel du chiffre de la population au 31 décembre** (annuel). A partir de 1945, prix : 10 fr.
- Mouvement de l'État civil (et de la Population)** (annuel) : 1840 à 1850, 1880 à 1885.
- Statistique du Mouvement de la Population et de l'État civil en 1890.**
Id. en 1900 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1901 à 1910 (1 vol. à 20 fr.). Id. de 1911 à 1920 (1 vol. à 30 fr.).

Statistique des étrangers : au 30 juin 1938 : 20 fr.; au 15 septembre 1939 : 25 fr.
Démographie de la Belgique 1921-1939, 1 vol. in-4°. Prix : 135 fr.

C. - STATISTIQUES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Recensement économique et social au 27 février 1937 :

TOME I : Exposé des méthodes, résultats définitifs du recensement des établissements industriels (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

TOME II : Résultats définitifs du recensement des établissements industriels (partie économique), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

TOME III : Les établissements commerciaux, 1 vol. in-4°. Prix : 70 fr.

TOME IV : Les établissements industriels (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 125 fr.

TOME V : Les établissements commerciaux (partie sociale), 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr.

TOME VI : Recensement des inoccupés, 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr.; le Royaume, 1 fasc. in-4° : 10 fr.

TOME VII : Recensement des diplômés de l'enseignement supérieur, 1 vol. in-4° : 50 fr.

TOME VIII : Enquête sur le régime du travail et les salaires payés en agriculture. (Épuisé.)

Recensement des établissements industriels et commerciaux (données provisoires), 1 fasc. in-4° par prov. : 10 fr.

Bulletin mensuel du commerce avec les pays étrangers, in-4° : 20 fr. les fasc. (En vente à l'Impr. du « Moniteur Belge », 40, rue de Louvain.) (Publication suspendue depuis 1940.)

Bulletin du commerce de l'Union Belgo-luxembourgeoise avec les pays étrangers. Année 1939; janvier-avril 1940, 1 vol. in-4° : 200 fr.

Agriculture. Recensement général au 31 décembre 1929, 1 vol. in-4°. Épuisé.

Estimation du rendement des récoltes pour les années culturales : 1928/29, 1942/43, 1943/44, 1944/45. Prix : 15 fr. - 1941/42, 1942/43. Prix : 15 fr. - 1942/43, 1943/44. Prix : 20 fr.

Recensement agricole et horticole au 15 mai : 1941 (épuisé), 1942, 1943. Prix : 15 fr. 1944. Prix : 35 fr. - 1945. Prix : 60 fr. - 1946. Prix : 30 fr.

Recensement des emblavures d'hiver et du bétail au 1^{er} janvier 1941, 1942, 1943, 1944. Prix : 10 fr. par fascicule.

Statistique des accidents du travail. Année 1931, 1 vol. in-4° : 175 fr.

- Id. : année 1937, 2 vol. in-4°, 1^{er} vol. : 75 fr.; 2^e vol. : 120 fr.

- Id. : années 1938, 1939, 1940, 1 vol. in-4° : 250 fr.

D. - STATISTIQUES FINANCIÈRES

Aperçu statistique sur l'évolution des finances de l'État au cours de la période décennale 1931-1940, 1 vol. in-4°. Prix : 15 fr.

Statistique des budgets communaux de l'exercice 1937 pour les communes de 5.000 habitants et plus, 1 vol. in-4° : 12.50 fr.

Statistique des budgets communaux de l'exercice 1938 pour les communes de 5.000 habitants et plus et pour les provinces, 1 vol. in-4°, 20 fr. - Id. pour 1939 : 25 fr. - Id. pour 1940 : 25 fr.

Statistique des finances communales (comptes de 1939, budgets de 1941, avec un aperçu des comptes provinciaux de 1939 et des budgets de 1941.) 1 vol. in-4° : 150 fr. - Id. (comptes de 1940, budgets de 1942). 1 vol. in-4° : 150 fr.

E. - STATISTIQUES JUDICIAIRES

Statistique judiciaire de la Belgique (1931-1940), 1 vol. in-4°. Prix : 80 fr.

- Id. : année 1941, 1 vol. in-4°. Prix : 90 fr. - Id. : année 1942, 1 vol. in-4°. Prix : 100 fr.

F. - STATISTIQUES DIVERSES

Statistique des accidents de roulage et de la circulation (années 1927, 1928, 1929, 1930, 1931). Prix 10 fr. la brochure. (Cette statistique a continué à paraître dans le Bulletin de Statistique de 1932 à 1939. Sa publication est suspendue depuis 1940.)

G. - DIVERS

Catalogue de la Bibliothèque de la Commission centrale de Statistique (7 vol.). Tomes I et II (épuisés). Tomes III, IV, VI, VII : 3.50 fr, Tome V : 5 fr.

Liste alphabétique, par arrondissements administratifs, des communes belges. In-folio : 15 fr. (Cette liste porte, pour les communes faisant exception au régime linguistique régional, l'indication de la langue administrative.)

Liste alphabétique des communes du Royaume. Prix : 20 fr.